



**LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION ET DE
L'AGRICULTURE**

1948

Conditions actuelles et perspectives d'avenir

Washington, E.-U.

Septembre 1948

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Etats Membres

Australie	Grèce	Paraguay
Autriche	Guatemala	Pays-Bas
Belgique	Haiti	Pérou
Birmanie	Honduras	Pologne
Bolivie	Hongrie	Portugal
Brésil	Inde	République Dominicaine
Canada	Irak	République des Philippines
Ceylan	Irlande	Royaume-Uni de Grande-Bre- tagne et d'Irlande du Nord
Chili	Islande	Salvador
Chine	Italie	Siam
Colombie	Liban	Suisse
Costa-Rica	Libéria	Syrie
Cuba	Luxembourg	Tchécoslovaquie
Danemark	Mexique	Turquie
Egypte	Nicaragua	Union Sud-Africaine
Equateur	Norvège	Uruguay
Etats-Unis d'Amérique	Nouvelle-Zélande	Venezuela
Ethiopie	Pakistan	Yougoslavie
Finlande	Panama	
France		

Directeur general: NORRIS E. DODD

Directeur general adjoint: SIR HERBERT BROADLEY, K.B.E.

LA SITUATION MONDIALE DE L' ALIMENTATION ET DE L' AGRICULTURE-1948

Conditions actuelles et perspectives d'avenir

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Washington, E.-U.

Septembre 1948

AVANT-PROPOS

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE—1948 est un document qui a été préparé à la demande des États Membres pour servir de base aux discussions internationales des plans et des programmes qui auront lieu lors de la quatrième session de la Conférence de la FAO au mois de novembre. Mais il a été écrit également à l'intention du grand public.

Même s'il est avéré qu'une certaine détente s'est produite pendant l'année en cours, le monde continue à souffrir d'une pénurie de produits alimentaires, de textiles et de produits forestiers. C'est pourquoi il importe de déterminer dans quelle mesure les gouvernements ont élaboré des programmes permettant de mettre fin à ces disettes dans un délai raisonnable et d'assurer un approvisionnement plus satisfaisant, surtout dans les pays dont le revenu des habitants est faible. Si je me fonde sur les renseignements dont dispose la FAO, je suis convaincu tout d'abord que l'expansion de la production fait l'objet dans le monde d'un effort beaucoup plus important qu'on ne le croit généralement ainsi que le montre le document préparé en vue de la Conférence et intitulé: *La Situation des programmes nationaux en matière d'alimentation et d'agriculture*; ensuite, que l'effort entrepris, pour aussi notable qu'il soit, ne suffit pas, tant s'en faut, à améliorer de façon sensible le faible niveau de vie de la plupart des peuples.

Il m'apparaît que les gouvernements devraient étudier plus activement les difficultés qui s'opposent à une expansion vraiment rapide de la production et qu'il y aurait lieu de prendre des décisions pour élargir les programmes actuels et en accélérer l'exécution. Beaucoup d'idées générales ont été jusqu'ici exprimées; le moment est venu de passer à l'action.

Malgré les insuffisances et les imperfections dont il est entaché en raison même de l'insuffisance des renseignements dont nous disposons, le présent rapport expose les problèmes principaux avec une clarté suffisante pour que les gouvernements puissent se concerter et décider des mesures pratiques qu'il convient de prendre. J'ai bon espoir que, grâce aux indications contenues dans le présent document, des mesures nouvelles pourront être prises où les travaux en cours seront intensifiés dans un grand nombre de domaines, afin de développer la production, d'améliorer la distribution sur le plan national et international, et de relever les niveaux de vie dans le monde entier.

Le Directeur général

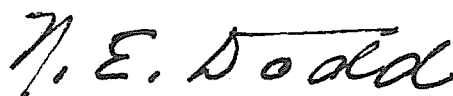


TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE—APERÇU D'ENSEMBLE

1. INTRODUCTION	1
2. LA SITUATION ACTUELLE	4
Consommation—4. Production—9. Tendances des prix—11. Echanges internationaux—13.	
3. LES TROIS PROCHAINES ANNÉES	19
Perspectives pour 1948/49—19. Perspectives plus lointaines—20.	
4. OBJECTIFS DE CONSOMMATION	22
5. LA BATAILLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	25
Erosion du sol—25. Rendement technique—26. Mise en culture de nouvelles terres—27. Réduction du gaspillage—31. Facteurs économiques—32. Facteurs sociaux—32. Les armes futures de la production—34. Considérations générales—34.	
6. ORIENTATION DU COMMERCE INTERNATIONAL	36
7. PROCHAINES MESURES A PRENDRE	39
Projets spéciaux—39. Etablissement de plans et de programmes régionaux—40. Les échanges mondiaux—41. Données nécessaires à l'étude de la situation mondiale—41.	

DEUXIÈME PARTIE—LES PROBLÈMES DES RÉGIONS

8. RÉGIONS CARACTÉRISÉES PAR UNE POPULATION A FAIBLE REVENU ET DE FORTE DENSITÉ	45
L'Extrême-Orient	45
Production et commerce extérieur—46. Consommation—53. Accroissement des approvisionnements—55. Politique alimentaire—58. Problèmes généraux—59. Forêts et produits forestiers—60.	
Le Moyen-Orient	61
Production et commerce extérieur—63. Niveaux de consommation—66. Plans et programmes—67. Amélioration de la nutrition—68. Forêts et produits forestiers—68.	
9. RÉGIONS CARACTÉRISÉES PAR UNE POPULATION A FAIBLE REVENU ET DE FAIBLE DENSITÉ	71
L'Amérique latine	71
Production et commerce extérieur—71. Niveaux de consommation—76. Accroissement des approvisionnements—79. Amélioration de la nutrition—83. Forêts et produits forestiers—84.	
L'Afrique	87
Production—87. Commerce extérieur—94. Consommation et nutrition—97. Accroissement des approvisionnements—99. Forêts et produits forestiers—100.	
L'Union des Républiques socialistes soviétiques	102
Redressement de l'agriculture soviétique depuis la fin de la guerre—102. résultats de la récolte 1947—102. Perspective de la production et de la consommation pour 1948—103. Objectifs de production agricole pour 1950—104. Forêts et produits forestiers—105.	

10. RÉGIONS CARACTÉRISÉES PAR UNE POPULATION A REVENU MOYEN ET DE FORTE DENSITÉ.....	108
L'Europe	108
Production—109. Commerce extérieur—110. Niveaux de consommation 118. Programmes—121. Forêts et produits forestiers—127.	
11. RÉGIONS CARACTÉRISÉES PAR UNE POPULATION A REVENU MOYEN ET DE FAIBLE DENSITÉ.....	131
Les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande—131. Production et commerce extérieur—132. Consommation—141. Plans et programmes—143. Conclusions—146. Forêts et produits forestiers au Canada et aux Etats-Unis—147. Forêts et produits forestiers en Océanie—149.	

TROISIÈME PARTIE—LA SITUATION DE CERTAINS PRODUITS

12. PRODUITS AGRICOLES ALIMENTAIRES.....	153
Les céréales.....	153
La campagne 1947/48—154. Perspectives pour la campagne 1948/49—155. Perspectives d'avenir—157.	
Le riz.....	162
Situation actuelle—162. Perspectives d'avenir—163.	
Les matières grasses	165
Production et commerce—165. Prévisions des ressources pour 1948/49—168. Perspectives d'avenir—169.	
Le sucre.....	172
Situation actuelle—172. Perspectives d'avenir—174.	
Les produits d'origine animale.....	175
Situation actuelle—175. Perspectives d'avenir—179.	
13. FIBRES TEXTILES.....	181
Changements récents—183. Perspectives d'avenir—183. Changements survenus dans la répartition géographique de la production—184. Consommation mondiale et commerce international—185. Perspectives du marché mondial en 1948/49—189. Perspectives à long terme—191.	
14. PRODUITS DES PÊCHES.....	195
Faits nouveaux intervenus sur le plan régional—195. Tendances du commerce international—199. La pêche à la baleine—201. Perspectives d'avenir—201.	
15. PRODUITS FORESTIERS.....	204
Sciages—206. Pâte et papier—213. Bois de mine—214. Traverses de chemin de fer—215. Contreplaqués—216. Panneaux de fibre—216.	

QUATRIÈME PARTIE—LES MOYENS DE PRODUCTION

16. ENGRAIS	219
Azote—219. Acide phosphorique—221. Potasse—222.	
17. MATÉRIEL AGRICOLE ET MOYENS DE TRACTION.....	224
Production et commerce international de matériel agricole—225. Pièces de rechange pour le matériel agricole actuellement en service—227. Problèmes d'entretien et de réparation—228. Emploi efficace de machines dans les régions antérieurement non mécanisées—228. Perspective d'avenir—228. Equipement forestier—229.	

ANNEXE

ETABLISSEMENT D'UN INDICE DE LA PRODUCTION AGRICOLE.....	232
--	-----

PREMIÈRE PARTIE
APERÇU D'ENSEMBLE

Chapitre 1

INTRODUCTION

Trois ans se sont écoulés depuis la fin des hostilités et en octobre la FAO aura eu également trois années d'existence. Ce furent des années de pénuries mondiales, surtout de produits agricoles et forestiers, pénuries aussi imprévues que généralisées. Entre 1945 et l'été 1947 on considérait que la crise prendrait fin dans un délai de quelques mois ou au plus tard après la récolte suivante. On parlait d'une crise à court terme. Ce n'est qu'au cours des douze derniers mois que les gouvernements ont fini par en reconnaître le caractère persistant.

Il se peut que l'erreur principale ait consisté à sousestimer l'étendue des dommages de guerre en Europe et en Asie. Les destructions ont été beaucoup plus étendues et beaucoup plus graves qu'après la dernière guerre mondiale. Non seulement la production agricole de ces continents a été réduite, ce qui a abaissé les niveaux de consommation et presque supprimé les exportations asiatiques de produits alimentaires, mais encore la dislocation des industries a presque réduit à néant les exportations de l'Europe et du Japon; les producteurs agricoles de l'Asie et des autres régions n'ont donc plus reçu, des régions consommatrices de leurs produits, que peu de biens susceptibles de stimuler leur production. En particulier, l'effondrement de l'Allemagne et du Japon et leur incapacité actuelle d'exporter ou d'importer a créé un vide économique qui affecte gravement les pays avec lesquels l'un et l'autre avaient d'étroites relations commerciales. Au total, à la fin de la guerre, non seulement la production des pays déficitaires était plus faible que jamais, mais encore un grand nombre de fournisseurs traditionnels de ces pays avaient cessé d'exporter.

De même que les pertes et les destructions de capital ont dépassé les estimations premières, de même l'effort nécessaire à la reconstruction est plus considérable qu'on ne l'avait cru de prime abord. Le volume de l'emploi a presque partout atteint le maximum, que ce soit dans les pays en reconstruction d'Europe et d'Extrême-Orient, dans les pays latino-américains en cours de développement, ou dans ceux qui sont en pleine expansion comme les Etats-Unis et le Canada. Les revenus ainsi créés se sont accrus, mais la production des biens de consommation est tout à fait insuffisante par rapport au pouvoir d'achat des consommateurs. L'inflation, aggravée dans de nombreux cas par une suppression prématurée des contrôles, s'est généralisée dans le monde. La crise alimentaire est par elle-même un des principaux facteurs d'inflation, la demande des consommateurs en matière d'alimentation étant plus élevée que dans le cas des autres biens; en l'absence de contrôles, les prix des denrées alimentaires augmentent, faisant monter en même temps le coût de la vie et exerçant une pression dans le sens d'une hausse des salaires. On estime actuellement que l'inflation est d'un caractère plus

persistant et durable qu'on ne le prévoyait, et les premiers efforts accomplis dans certains pays pour l'enrayer apparaissent illusoire.

Un troisième phénomène suscité par la guerre est le déplacement géographique des richesses. Alors que l'Europe, l'Asie et, à certains égards, l'Afrique ont subi un recul pendant la seconde guerre mondiale, les pays du nouveau monde, notamment les Etats-Unis, ont accru leur production et leur équipement de production. Ce déplacement particulièrement sensible dans le domaine de l'alimentation et de l'équipement industriel ne peut pas être exclusivement temporaire. Dans la mesure où il s'avérera qu'il est d'un caractère permanent il créera des difficultés particulières en matière de paiements, car à moins que le continent américain ne soit disposé à importer lorsque l'Europe et l'Asie pourront à nouveau offrir assez de produits pour équilibrer leur balance des paiements, le problème peut, tout comme celui de l'alimentation, se révéler plus durable qu'on ne le pensait.

Le quatrième de ces phénomènes nouveaux est le degré croissant d'indépendance politique, surtout dans de nombreux pays à faible revenu d'Extrême-Orient. Les autorités nouvelles expriment tout naturellement leur impatience au regard des niveaux de vie actuels et mettent tout en œuvre pour les améliorer. En outre les changements économiques provoqués par la guerre ont accru le pouvoir d'achat des populations urbaines qui sont en voie d'expansion rapide. Au total, les pays à faible revenu revendiquent pour eux-mêmes un volume plus élevé de produits alimentaires. L'Afrique et l'Amérique du Sud ont pu en grande partie parvenir à leurs fins en réduisant le volume de leurs exportations vivrières; mais tel n'est point le cas de l'Extrême-Orient qui est déjà passé du rôle d'exportateur à celui d'importateur de produits alimentaires.

Le cinquième élément est la nouvelle attitude des gouvernements et du public en matière d'alimentation. Pendant la guerre de nombreux gouvernements ont assumé des responsabilités spéciales en matière de ravitaillement des populations et dans un certain nombre de pays ils ont continué à le faire depuis la fin des hostilités. Le public a pris conscience au cours de la guerre de l'importance des problèmes d'alimentation et de nutrition, se rendant compte pour la première fois qu'un régime suffisant en certains produits pouvait causer une amélioration générale de la santé, et que la production et la distribution des aliments doivent être organisées à cette fin. C'est cette nouvelle attitude envers les questions d'alimentation et d'agriculture qui a été notamment à l'origine de la FAO.

Comme cette attitude est un élément fondamental pour la compréhension de la tâche de la FAO ainsi que des problèmes discutés au cours du présent rapport, il y a lieu de rappeler que cette nouvelle façon d'aborder l'économie agricole est le résultat direct des progrès et des recherches biologiques réalisés depuis 50 ans. Jusqu'à la fin du siècle dernier, les connaissances sur la nutrition ne tenaient compte que des éléments quantitatifs. Les aliments étaient considérés comme une source d'énergie et leur valeur s'exprimait en calories. C'est vers le début du siècle que l'importance des éléments qualitatifs qu'on appela les "vitamines" commença à être comprise, ainsi d'ailleurs que celle d'autres principes qualitatifs appartenant au groupe des protéines.

Il devint manifeste que toute carence en ces éléments est suivie d'altérations très nettes de la santé des hommes et des animaux domestiques. On comprit peu à peu qu'une déficience de régime relativement faible pour chacun de ces éléments affecte le développement, la croissance et la santé de l'organisme, ainsi que sa résistance à l'effort (physique ou psychique) et aux attaques microbiennes. Enfin on se rendit compte que la mauvaise hygiène alimentaire, et non plus seulement la faim, tend par elle-même à rendre l'activité de l'homme inefficace et inopérante, et qu'au contraire la consommation en quantité suffisante des éléments voulus améliore la santé et le caractère.

Depuis la guerre le ravitaillement constitue un point essentiel de la politique de bien des gouvernements et il se pourrait en définitive qu'il en soit ainsi dans tous les pays. En outre, la persistance de la crise alimentaire et l'urgence des problèmes spéciaux étudiés ci-après, ont amené les gouvernements, lors de la dernière session de la Conférence de la FAO, à admettre la nécessité de passer périodiquement en revue la situation de l'alimentation et de l'agriculture. Ils ont convenu de procéder chaque année à une analyse et à une discussion générale des plans et des programmes alimentaires et agricoles leur permettant de juger, en toute connaissance de cause, de la situation actuelle et des perspectives d'avenir. La documentation nécessaire à cette analyse doit être fournie par les gouvernements et réunie par le Secrétariat de la FAO. Le présent rapport est le résultat de cette synthèse. Basé en partie sur les renseignements communiqués par les gouvernements dans leurs rapports annuels à la FAO et en partie sur des informations provenant d'autres sources, il constitue le premier élément d'une série d'annales. Il est naturellement incomplet sur bien des points. Trop nombreux sont les gouvernements qui n'ont rien envoyé ou n'ont communiqué que des rapports notoirement incomplets ou tardifs. Dans maints pays la préparation des plans et des programmes n'a guère progressé; mais on espère qu'au cours des années qui viennent les travaux accomplis seront plus importants et que leur analyse sera plus complète.¹

Néanmoins, quels que soient les défauts et les lacunes de la base statistique utilisée, il semble possible de déterminer les problèmes qui pendant quelques années se poseront aux gouvernements en matière d'alimentation et d'agriculture, de mesurer l'ampleur de certains d'entre eux et de présenter les premières suggestions quant à la nature des solutions qu'il y a lieu de rechercher. Il devrait être possible, dans les années qui viennent—à supposer que les gouvernements approuvassent la poursuite de ce genre d'étude et de discussion—de réduire les principaux problèmes à leurs données essentielles, et d'analyser d'une manière plus approfondie les difficultés à vaincre. Bien que ce premier rapport ne vise qu'à dépeindre la situation dans ses grandes lignes, le Secrétariat de la FAO espère que les gouvernements lui feront connaître leur opinion sur les améliorations dont ce genre d'étude pourrait faire l'objet.

¹ Se reporter au rapport intitulé *La Situation des programmes nationaux en matière d'alimentation et d'agriculture*, préparé pour la quatrième session de la Conférence de la FAO.

Chapitre 2

LA SITUATION ACTUELLE

Consommation

Les ressources alimentaires disponibles pour la consommation en 1947/48 ont été plus élevées que celles disponibles en 1946/47 dans toutes les grandes régions du monde à l'exception de l'Europe occidentale où malheureusement les récoltes avaient trahi les espérances. Le ravitaillement de l'Europe et de l'Extrême-Orient reste inférieur à ce qu'il était avant la guerre mais il est en voie de rétablissement progressif. (Voir Tableau 1).

TABLEAU 1.—INDICES DES APPROVISIONNEMENTS¹ EN PRODUITS ALIMENTAIRES, EN TEXTILES ET EN PRODUITS FORESTIERS, EN 1946/47, ET 1947/48

Région	Denrées alimentaires ²		Textiles ³		Produits forestiers ⁴	
	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48
	(.....Indice [1934-38=100].....)				(Indice [1937=100])	
Extrême-Orient.....	92	95	69	71	61	68
Europe (sauf U. R. S. S.).....	77	75	78	87	65	70
Etats-Unis et Canada.....	⁵ 126	⁵ 122	155	144	⁶ 138	⁶ 144
Amérique latine.....	119	127	137	141	135	136
Australie et Nouvelle-Zélande.....	⁷ 108	⁷ 110	140	167	100	102
Afrique et Moyen-Orient.....	...	...	128	146	101	102
MOYENNE MONDIALE (sans l'U.R.S.S.)	95	96	99	101	100	105

¹ Pour l'interprétation statistique de ce mot, voir Annexe, page 236.

² Indices établis d'après les données recueillies pour 53 pays représentant 85 pour cent de la population mondiale. Pour l'explication des méthodes de calcul, se reporter à l'Annexe.

³ Indices établis d'après la consommation industrielle de coton et de laine dessusintée (ajustés pour le commerce extérieur) et d'après la production nationale de filés de rayonne et de fibrane. Sans pondération par les prix.

⁴ Indices établis en supposant qu'un standard de sciages (4,672m³) équivaut approximativement à une tonne métrique de pâte de bois.

⁵ Période de base: 1935-39=100.

⁶ Etats-Unis, Canada et Mexique.

⁷ Périodes de base: Australie, 1936/37-1938/39=100; Nouvelle-Zélande, 1935-39=100.

La consommation de fibres pour tissus d'habillement semble avoir également augmenté au cours de cette année, si bien que, pour le monde pris dans son ensemble, elle atteint à l'heure actuelle le niveau d'avant-guerre; en Extrême-Orient, toutefois, elle demeure très faible. En tenant compte des fibres industrielles, l'indice actuel de la consommation serait plutôt inférieur que supérieur à celui d'avant-guerre. En Europe et en Extrême-Orient le niveau des disponibilités en sciages et en pâte de bois ne se rétablit que lentement, alors qu'en Amérique du Nord il ne cesse pas de s'élever.

Les approvisionnements disponibles ne sont qu'un aspect de la situation. La population du monde n'a cessé de s'accroître et, même si le niveau des disponibilités totales se trouvait être aujourd'hui le même qu'avant la guerre, les ressources par *individu* n'en resteraient pas moins inférieures à ce qu'elles étaient. Durant ce que l'on peut convenir d'appeler les onze dernières années (milieu de la période 1934-38 à juillet 1947), l'augmentation de la population a oscillé suivant les régions entre 3,5 pour cent (Europe) et 24 pour cent (Amérique latine). (Voir Tableau 2).

TABLEAU 2.—POPULATION DU MONDE: ESTIMATIONS PROVISOIRES POUR 1934-38 ET 1947

Région	1934-38	1947	Pourcentage d'accroissement ¹
	(. . Millions d'habitants . .)		(Pour cent)
Extrême-Orient (sauf territoires acquis par l'U.R.S.S. après la guerre)	1.066	1.162	9,2
Europe (sauf territoires acquis par l'U.R.S.S. après la guerre)	370	383	3,5
Amérique du Nord	139	157	12,6
Amérique latine ²	123	153	24,0
Océanie	10	12	14,8
Afrique	121	140	11,4
Moyen-Orient	106	119	11,2
U.R.S.S. (dans son territoire actuel)	³ 186	³ 195	³ 10,5
TOTAL MONDIAL (tous territoires)	³ 2.120	³ 2.320	³ 9,4

¹ Pourcentage calculé avant que les chiffres aient été arrondis.

² Mexique, Amérique centrale, Antilles et Amérique du Sud.

³ Estimations établies par la FAO, compte tenu des données partielles fournies par le Bureau statistique des Nations Unies.

TABLEAU 3.—INDICES DES APPROVISIONNEMENTS ¹ EN DENRÉES ALIMENTAIRES, EN TEXTILES ET EN PRODUITS FORESTIERS, PAR PERSONNE ET PAR AN, EN 1946/47 ET 1947/48

Région	Denrées alimentaires ²						Textiles ³		Produits forestiers ⁴	
	Toutes catégories		D'origine végétale		D'origine animale					
	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48
	(. Indice [1934-38=100])						([1937=100])			
Extrême-Orient	84	87	87	90	74	78	63	65	56	62
Europe (sauf U.R.S.S.)	73	73	81	82	66	64	76	84	63	68
Etats-Unis et Canada ⁵	112	108	103	97	122	121	137	128	⁶ 122	⁶ 128
Amérique latine	96	102	101	113	92	95	110	114	109	110
Australie et Nouvelle-Zélande ⁷	94	96	95	107	94	92	122	145	87	89
Afrique et Moyen-Orient . . . . .	...	...	...	...	...	...	111	127	88	89
MOYENNE MONDIALE (sans P.U.R.S.S.)	86	88	88	90	83	86	91	92	92	96

¹ Pour l'interprétation statistique de ce mot, voir Annexe, page 236.

² Indices établis d'après les données recueillies pour 53 pays représentant 85 pour cent de la population mondiale. Pour l'explication des méthodes de calcul des indices concernant les denrées alimentaires, se reporter à l'Annexe.

³ Indices établis d'après la consommation industrielle de coton et de laine dessuintée (ajustés pour le commerce extérieur) et d'après la production nationale de fils de rayonne et de fibrane. Sans pondération par les prix.

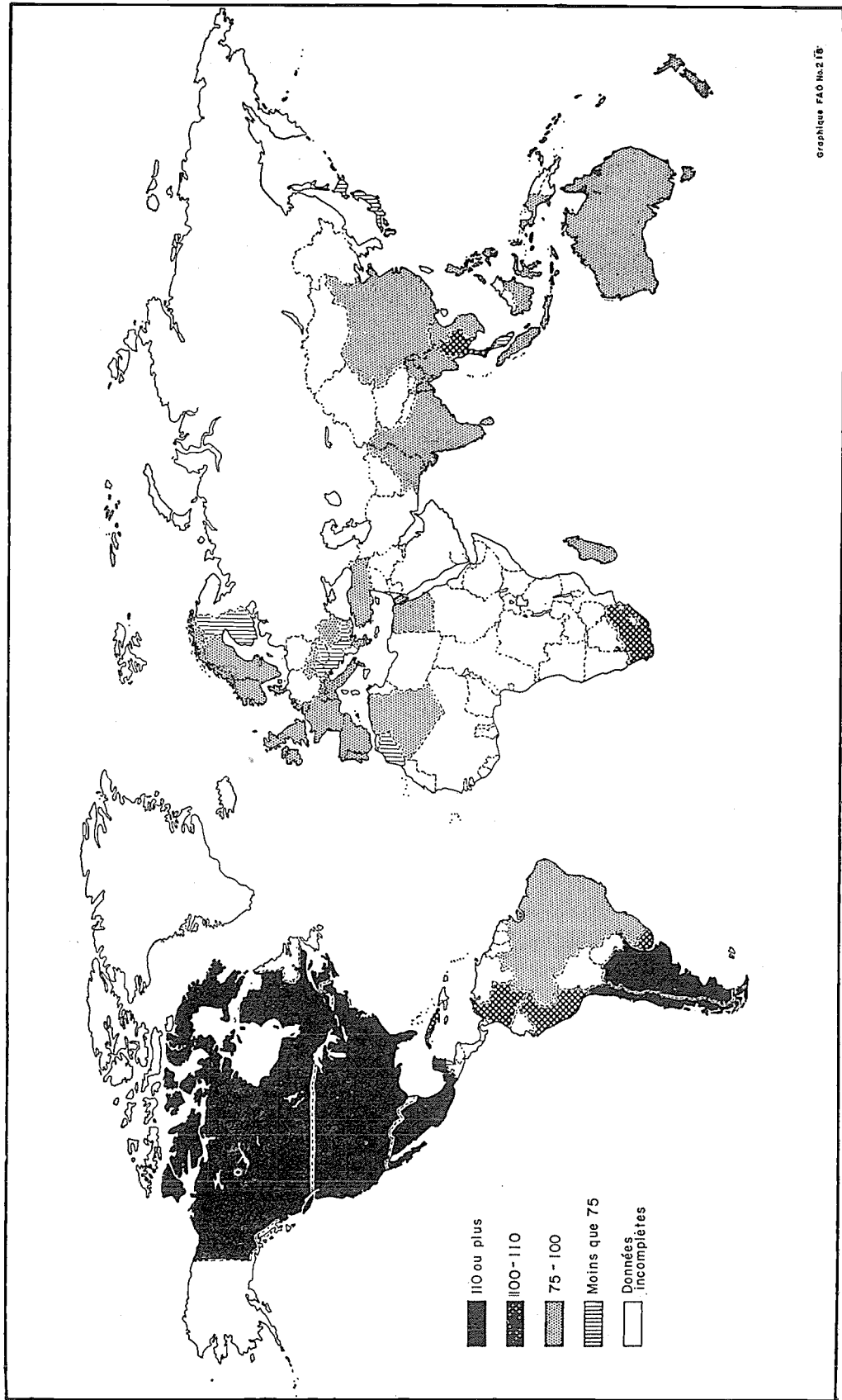
⁴ Indices établis en supposant qu'un standard de sciages (4,672m³) équivaut approximativement à une tonne métrique de pâte de bois.

⁵ Pour les denrées alimentaires, la période de base est: 1935-39=100.

⁶ Etats-Unis, Canada et Mexique.

⁷ Pour les denrées alimentaires, les périodes de base sont: Australie, 1936/37-1938/39=100; Nouvelle-Zélande, 1935-39=100.

Figure 1
 LES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES PAR PERSONNE ET PAR AN EN 1947/48
 COMPARÉS A CEUX D'AVANT LA GUERRE (1934-1938=100)



Il est à noter qu'en Extrême-Orient l'accroissement de la population semble moins prononcé que sur aucun autre continent, l'Europe exceptée; ce phénomène est peut-être la conséquence partielle de 17 années de guerre ininterrompue. Toutefois, comme les chiffres de la population ne sont que très approximatifs pour un grand nombre de pays au développement économique relativement moins avancé, il y a lieu de considérer sous toute réserve les données du Tableau 2.

En confrontant les chiffres des deux premiers tableaux, on obtient des estimations de la consommation par individu dans chaque continent par rapport au niveau d'avant-guerre. (Voir Tableau 3).

Par rapport aux chiffres d'avant-guerre, les ressources par habitant ont naturellement diminué, dans une proportion plus forte que le total des disponibilités (Voir Tableau 1), car la population n'a cessé de s'accroître. La différence est très marquée en Amérique latine où la population a augmenté très rapidement. La ventilation des denrées alimentaires fait ressortir la divergence des tendances des produits d'origine végétale et de celles de produits d'origine animale. En Amérique du Nord, les produits de l'élevage ont été relativement abondants alors que dans toutes les autres régions les consommateurs ont été forcés d'avoir recours dans une plus large mesure aux produits végétaux.

La carte de la Figure I indique les changements survenus depuis la guerre dans la situation des ressources alimentaires par habitant (évaluées en fonction de prix constants pour chaque denrée—voir Annexe) dans chacun des 53 pays pour lesquels les renseignements sont connus. Elle indique le contraste existant entre l'hémisphère occidental d'une part, l'Europe centrale et orientale de l'autre. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'une diminution d'environ 20 pour cent de la médiocre valeur calorique du régime d'avant-guerre dans un pays d'Extrême-Orient peut être, au point de vue de la nutrition, aussi grave qu'une chute de 30 pour cent dans un pays européen où la valeur énergétique du régime était relativement élevée.

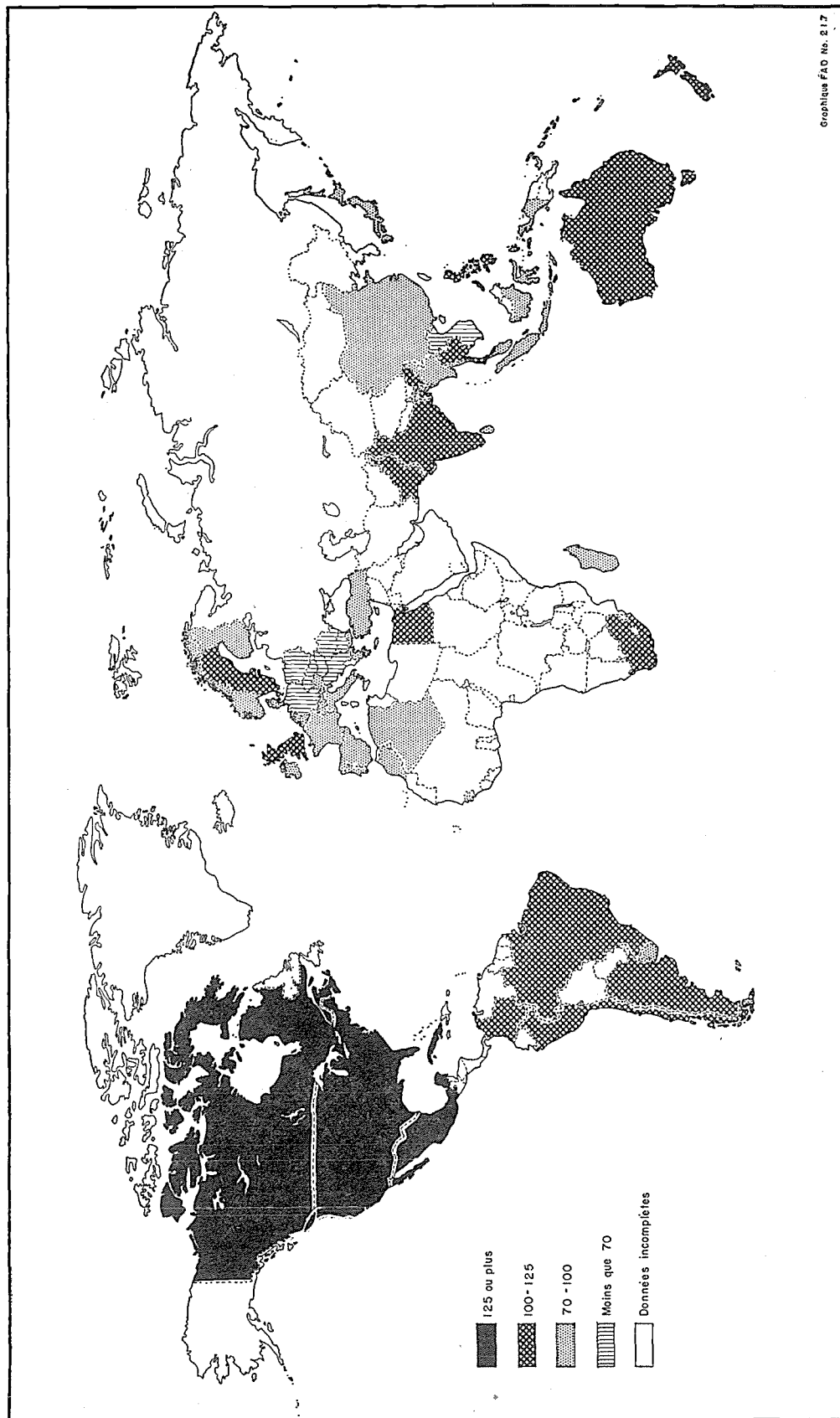
Pour ce qui est de la valeur nutritive des ressources alimentaires disponibles, la situation actuelle indique, à l'exception de l'Argentine, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada et des Etats-Unis, que les disponibilités de chaque pays pris individuellement seraient insuffisantes au point de vue de la nutrition à supposer même qu'elles fussent également réparties parmi la population. En raison des inégalités de la distribution actuelle certaines catégories de population dans un pays donné ont un niveau inférieur à la moyenne. Toutefois, il est à remarquer que chaque fois que des mesures de rationnement effectives ont été prises et que des programmes alimentaires spéciaux en faveur des groupes les plus nécessiteux de la population ont été appliqués, on a pu remédier d'une manière efficace à l'inégalité de la distribution. Ce changement a été si important que dans certains pays il semble que l'on puisse en voir les effets dans l'amélioration de la santé publique malgré l'aggravation de la situation de l'ensemble des ressources alimentaires nationales.

Pour ce qui est des textiles, il n'a pas pu en être de même; néanmoins, il a été possible dans certains pays, grâce au rationnement et au contrôle des prix, d'assurer à chacun un minimum de base, ce qui pour certains groupes à faible revenu se traduisait par un niveau de consommation plus élevé que celui d'avant-guerre.

En Europe et en Extrême-Orient, la pénurie de produits forestiers entrave sérieusement la reconstruction. Celle des sciages freine la construction d'usines et de nouveaux logements, et le manque de pâte diminue le nombre et la dimension des journaux, des périodiques et des livres.

Depuis la période d'avant-guerre dans la plupart des pays, le revenu en espèces des classes salariées dans leur ensemble a commencé d'augmenter dans des proportions plus fortes que le coût de la vie ou que le prix des denrées alimentaires. Les changements

Figure II
 LA PRODUCTION DES DENRÉES ALIMENTAIRES EN 1947/48 COMPARÉE A CELLE
 D'AVANT LA GUERRE (1934-1938=100)



dans la situation de la consommation qui auraient dû normalement résulter de ces augmentations de revenu n'ont pas eu lieu par suite de la raréfaction des aliments. Dans certains pays l'augmentation de la consommation a été minime ou nulle; dans certains autres, seule la consommation végétarienne a augmenté (en l'absence de tout supplément de ressources en produits animaux); dans d'autres, enfin, l'accroissement de la consommation de produits d'origine animale et autres denrées chères est resté inférieur à celui qui aurait eu lieu dans des conditions normales. Certains de ces pays sont des pays exportateurs qui ont diminué leur consommation intérieure pour maintenir ou augmenter leurs exportations de denrées alimentaires. Si dans certains d'entre eux la politique suivie devait changer de façon à réserver pour la consommation intérieure le meilleur de la production, il en résulterait une diminution marquée des exportations et une modification de la production au détriment des cultures et au profit de la production animale.

L'augmentation rapide et continue des prix de l'alimentation en 1947 et 1948 (par rapport à 1946), à une période où le contrôle des prix et le rationnement sont devenus relativement inopérants ou inexistant, est une preuve supplémentaire de l'écart qui existe entre l'offre et la demande effective en matière de produits alimentaires. Aux Etats-Unis, par exemple, les prix de détail ont augmenté de 20 pour cent environ entre 1946 et 1947 et n'ont cessé de monter au cours de la première moitié de 1948 (voir Tableau 6). Un petit nombre de pays comme le Royaume-Uni, continuent de subventionner les denrées de base au stade de détail, ce qui a pour effet d'en maintenir les prix à un niveau peu élevé.

Plusieurs signes indiquent, pour certains produits du moins, que l'équilibre mondial entre l'offre et la demande commence à se rétablir. Tant que les pénuries demeuraient aiguës, les prix étaient un facteur de peu d'importance; mais au fur et à mesure que les disponibilités s'accroissent, le volume des importations des pays déficitaires dépendra de nouveau des prix. Sur le marché mondial, les cours du blé et du sucre sont déjà nettement au-dessous des maxima atteints au cours des dernières années, mais ils restent bien supérieurs aux niveaux d'avant-guerre. Cette situation laisse prévoir la fin, à plus ou moins longue échéance, de la tendance à l'inflation. Toutefois, si l'on supprimait prématurément les dernières mesures de contrôle existantes en matière d'importations alimentaires, on pourrait assister à une recrudescence de l'inflation, si elle n'était soumise à aucun frein, la demande dépasserait les quantités disponibles au cours actuel des prix.

Production

Les fluctuations des niveaux de consommation sont étroitement liées aux variations de la production, étant donné qu'en matière de produits de base, une faible partie seulement de la production alimentaire et forestière mondiale entre dans le commerce international. En 1947/48, la production alimentaire a été plus élevée qu'au cours de la campagne précédente dans toutes les régions du monde, à l'exception de l'Europe (en raison de la sécheresse qui a sévi en Europe occidentale et centrale), et de l'Amérique du Nord (production peu importante de maïs.) Mais ces variations d'une année à l'autre sont principalement imputables aux seules conditions atmosphériques. La comparaison avec la période d'avant-guerre est plus éloquent, bien qu'il y ait lieu de reconnaître que les années 1934-38 ne représentent pas nécessairement une période normale pour tous les continents. Par exemple, en Amérique latine ces années coïncident avec un stade du développement rapide de la production, mais pour les Etats-Unis, il faut choisir comme période de référence les années 1935-39, car la période 1934-38 comprenait deux années de sécheresse.

Le fait important à retenir, c'est que le monde produit toujours moins d'aliments, moins de fibres et seulement un peu plus de produits forestiers qu'avant la guerre, bien

TABLEAU 4.—INDICES DES VOLUMES DE PRODUCTION DES DENRÉES ALIMENTAIRES, DES TEXTILES ET DES PRODUITS FORESTIERS, EN 1946/47 ET 1947/48

Région	Denrées alimentaires		Textiles ²		Produits forestiers ³	
	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1946	1947
	(....Indice [1934-38=100]....)				(...Indice [1937=100]...)	
Extrême-Orient.....	90	93	55	70	81	92
Europe (sauf U.R.S.S.).....	76	74	92	102	63	67
Etats-Unis et Canada.....	⁴ 135	⁴ 129	79	105	⁵ 134	⁵ 144
Amérique latine.....	114	120	103	106	197	⁶ 197
Australie et Nouvelle-Zélande.....	⁶ 96	⁶ 111	104	105	160	162
Afrique et Moyen-Orient.....			86	87	155	155
MOYENNE MONDIALE (sans l'U.R.S.S.).....	95	96	74	88	105	110

¹ Indices établis d'après les données recueillies pour 53 pays représentant 85 pour cent de la population mondiale. Pour l'explication des méthodes de calcul, se reporter à l'Annexe.

² Indices établis d'après les tonnages (sans pondération par les prix) des productions de coton, de laine dessuintée, de soie grège, de rayonne, de nylon, de lin, de chanvre, de jute, d'abaca, de sisal et de henequen.

³ Indices établis en supposant qu'un standard de sciages (4,672m³) équivaut approximativement à une tonne métrique de pâte de bois.

⁴ Période de base: 1935-39=100.

⁵ Etats-Unis, Canada et Mexique.

⁶ Périodes de base: Australie, 1936/37-1938/39=100; Nouvelle-Zélande, 1935-39=100.

que la population continue d'augmenter. Le Tableau 4 fait ressortir le contraste saisissant qui existe entre l'expansion de la production dans l'hémisphère occidental et la baisse importante qui s'est produite en Europe, tant en matière de produits alimentaires que de produits forestiers. La production de fibres s'est modifiée d'une façon moins marquée, sauf en Extrême-Orient. La carte de la Figure II indique les changements survenus dans la production alimentaire par rapport à l'avant-guerre dans chacun des 53 pays étudiés.

La baisse de la production en Europe et en Asie et l'augmentation de celle de l'Amérique du Nord de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud se traduit par des modifications dans l'importance relative des différentes régions de production (Voir Tableau 5). L'importance de l'hémisphère occidental, qui n'a cessé de s'accroître

TABLEAU 5.—IMPORTANCES RELATIVES DES DIFFÉRENTES RÉGIONS DANS LES PRODUCTIONS MONDIALES DE DENRÉES ALIMENTAIRES, DE TEXTILES ET DE PRODUITS FORESTIERS, AVANT LA GUERRE ET APRÈS LA GUERRE

Régions	Denrées alimentaires		Textiles		Produits forestiers	
	1934-38	1947/48	1934-38	1947/48	1937	1947
	(.....Pourcentage.....)					
Extrême-Orient.....	35	33	42	33	9	7
Europe (sauf U.R.S.S.).....	33	25	8	9	40	25
Etats-Unis et Canada.....	18	25	29	34	48	64
Amérique latine.....	8	10	9	11	2	3
Australie et Nouvelle-Zélande.....	2	3	3	4	} 0,1	0,2
Afrique et Moyen-Orient.....	¹ 4	¹ 4	9	9		
TOTAL MONDIAL (sans l'U.R.S.S.)...	100	100	100	100	100	100

N.B.—Le tableau ci-dessus a été établi d'après les données utilisées pour le Tableau 4, dont les notes s'appliquent également ici.

¹ Ces chiffres sont donnés pour éviter toute lacune, mais ils ne représentent pas la totalité de la production de ces deux régions, où les chiffres exacts ne sont pas connus pour de nombreux pays (voir Annexe).

au cours des 30 dernières années et qui s'est rapidement accentuée pendant la deuxième guerre mondiale, est l'un des leitmotiv du présent rapport. Il s'agit là dans une certaine mesure d'un phénomène transitoire qui disparaîtra lorsque le redressement de l'Europe et de l'Asie sera terminé; mais à certains autres égards, il semble devoir revêtir un caractère permanent et il soulève de graves problèmes. Citons notamment le danger que courent les pays déficitaires qui pour leurs importations alimentaires restent tributaires, dans une aussi large mesure, d'une région où les conditions climatiques peuvent causer des fluctuations violentes de la production; et n'oublions pas les difficultés qu'éprouveront, si ce n'est déjà fait, certains pays exportateurs à jouer un rôle normal dans les échanges internationaux.

On trouvera dans la troisième Partie les statistiques de production de denrées de base dans les principales régions.

Tendances des prix

Les pénuries alimentaires, qui ont sévi pendant la durée de la guerre et qui n'ont pas encore disparu, ont eu pour effet d'améliorer considérablement la situation des agriculteurs de tous les pays. Les prix des produits agricoles ont augmenté plus que l'ensemble des prix et plus que ceux de tous les articles que peut acheter l'agriculteur, car il fallait encourager celui-ci à produire le plus possible, et dans un grand nombre de cas, l'effort supplémentaire qu'on lui demandait nécessitait des investissements susceptibles de ne pas être complètement amortis avant que la demande pour certains de ces produits subisse une baisse considérable.

Il ressort du Tableau 6 que dans sept des huit pays mentionnés, les prix de détail des produits alimentaires indiqués ont augmenté pendant et depuis la guerre dans de

TABLEAU 6.—INDICES DES PRIX AGRICOLES ET DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS CERTAINS PAYS, EN 1946 ET 1947

Pays	Prix agricoles (Toutes catégories de produits)			Prix à la consommation (Denrées alimentaires)			
	1946	1947	Janv.- juin 1947	1946	1947	Janv.- juin 1947	Janv.- juin 1948
	(.. Indices [1935-39=100] ..)			(. Indices [1937=100])			
	Prix de gros			Prix de détail			
Canada	171	184	217	136	155	146	182
Tchécoslovaquie ¹	285	293	296	342	317	323	322
Suède	170	182	² 192	148	156	153	168
Chili	283	389	² 429	281	377	362	419
Inde ³	290	323	⁴ 382	278	302	289	⁵ 289
	Prix à la production						
Royaume-Uni	211	233	254	122	...	120	⁶ 109
Etats-Unis	217	259	271	152	184	178	198
Norvège ⁷	224	239	244	163	162	163	160

N. B.—Pour plus de détails, se reporter au *Bulletin mensuel de Statistiques agricoles et alimentaires* de la FAO.

¹ Pour les prix de gros, base: mars 1939=100.

² Janv.-mai 1947 (cinq mois).

³ Pour les prix de gros, base: 15-21 août 1937=100.

⁴ Mars 1948.

⁵ Avril 1948.

⁶ Nouvel indice, base: 17 juin 1947=100.

⁷ Pour les prix à la production, base: 1938/39=100.

TABLEAU 7.—INDICES DES PRIX DE CERTAINS TEXTILES, EN 1946, 1947 ET JUIN 1948

Marchandise et marché	1946	1947	Juin 1948
	(. . . Indice [1934-38=100]. . .)		
<i>Coton</i>			
Moyenne de 10 marchés aux États-Unis	273	308	331
<i>Laine</i>			
Australienne dessuintée, titre 64, qualité moyenne, à Londres . . .	125	192	336
<i>Jute</i>			
De l'Inde, premier choix indigène, à New-York	228	367	407

TABLEAU 8.—INDICES DES PRIX DES SCIAGES, EN 1946, 1947 ET MAI 1948

Pays et type de prix	1946	1947	Mai 1948
<i>Etats-Unis</i> ¹			
Prix de gros sur le marché intérieur	204	317	358
<i>Royaume-Uni</i> ²			
Prix à l'importation c.a.f.	280	318	369
<i>Canada</i> ¹			
Prix à l'exportation	250	324	...

¹ Tous sciages.² Sciages résineux.

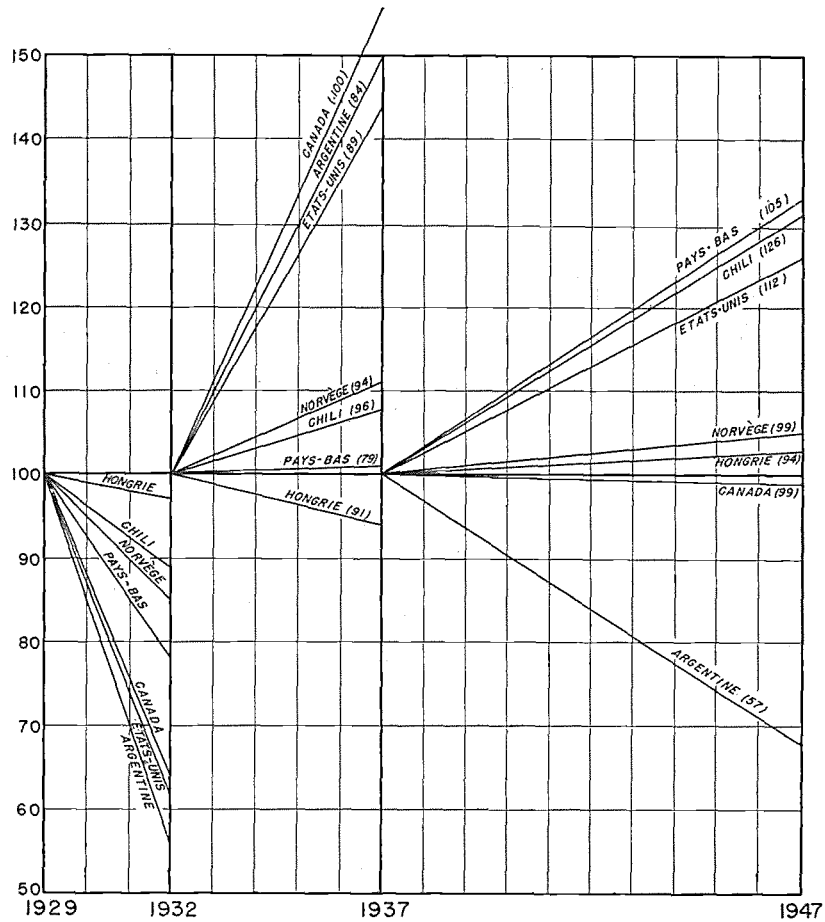
moindres proportions que les prix de gros ou les prix à la production. On peut aussi constater dans les deux séries de prix une nouvelle augmentation très importante entre 1946 et 1948. On peut faire la même constatation pour les fibres et les sciages (Voir Tableaux 7 et 8).

Les données que nous possédons ne couvrent pas un nombre suffisant de pays pour faire ressortir les changements relatifs survenus dans les prix des articles que les agriculteurs vendent ou qu'ils achètent. Toutefois, il est possible de comparer les prix de gros des produits agricoles et des produits industriels dans un certain nombre de pays (Voir Figure III). Il ressort de cette comparaison que les prix ont fléchi au cours de la période 1929-1932; augmenté entre 1932 et 1937; et encore davantage entre 1937 et 1947. Sur les sept pays mentionnés, trois seulement, le Chili, les États-Unis et les Pays-Bas, avaient obtenu en 1947, un rapport des prix agricoles et industriels plus favorable aux agriculteurs qu'en 1929. C'est là une preuve nouvelle (s'ajoutant par exemple à celle que fournit le rapport entre les prix des denrées alimentaires et celui des produits manufacturés faisant l'objet d'échanges internationaux), de ce que la situation de l'agriculture dans plusieurs parties du monde, même si elle s'est améliorée, reste, toutefois, moins favorable par rapport à l'industrie qu'au cours des quelques années qui ont précédé 1930.

En outre, dans les pays européens dévastés par la guerre, la prospérité des agriculteurs a été en quelque sorte illusoire. Durant la guerre et immédiatement après la fin des hostilités, les agriculteurs achetaient très peu, parce qu'il y avait très peu de produits sur le marché. D'autre part, ils laissaient s'altérer leurs terres, leurs bâtiments et leur cheptel, ce qui devait les obliger à engager ultérieurement de grosses dépenses pour les remettre en état. C'était également le cas pour des pêcheurs dont la flotte et l'équipement s'étaient détériorés pendant la guerre. En conséquence, leurs revenus nets, déduction faite des dépenses, semblaient supérieurs à ce qu'ils étaient en réalité. Au fur et à mesure qu'il devenait plus facile pour eux de se procurer l'outillage agricole et les engins de pêche nécessaires, les revenus nets des agriculteurs et des pêcheurs européens retombaient au cours de ces deux dernières années, au niveau d'avant-guerre.

Figure III

LE RAPPORT DU NOMBRE INDICE DES PRIX DE GROS DES PRODUITS AGRICOLES
A CELUI DES PRIX DE GROS DES PRODUITS INDUSTRIELS DANS DIVERS PAYS



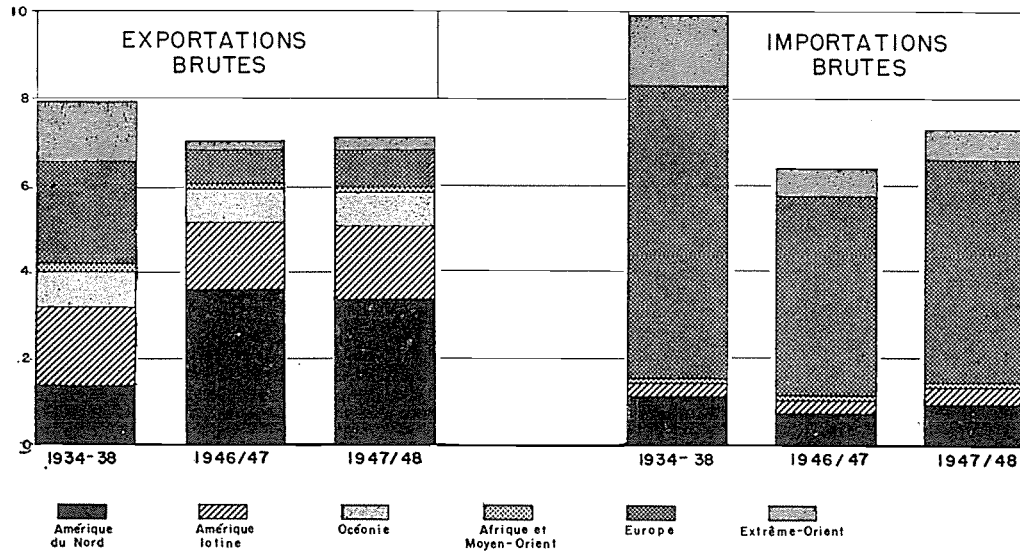
Graphique FAO No. 220

NOTE.—Les chiffres entre parenthèses expriment l'indice des rapports considérés en prenant la valeur de ces rapports en 1929 comme égale à 100.

Echanges internationaux

Le Tableau 9 contient quelques chiffres concernant les modifications survenues dans le volume des échanges internationaux. Le chiffre des exportations mondiales de produits alimentaires a peu diminué par rapport à l'avant-guerre, car les augmentations énormes enregistrées en Amérique du Nord ont contrebalancé la réduction considérable qui s'est manifestée en Extrême-Orient et dans les pays européens. Toutefois, la diminution du total des exportations alimentaires mondiales serait plus grande, si l'on pouvait faire figurer les chiffres relatifs aux pays exportateurs autres que les 53 déjà reportés. En effet, les exportations de plusieurs de ces autres pays situés en Extrême-Orient, en Afrique, en Amérique centrale et aux Antilles ont considérablement diminué. Sur tous les continents, l'Amérique du Nord exceptée, la diminution des exportations a été, toutes proportions gardées, plus sensible que celle de la production; ce qui revient à dire que dans la plupart des pays exportateurs une part plus grande de ces produits est réservée à la consommation intérieure.

Figure IV
LE COMMERCE INTERNATIONAL DES DENRÉES ALIMENTAIRES (53 PAYS)
(En milliards de francs-or)



Graphique FOA No. 215

Les importations de produits alimentaires ont diminué en Extrême-Orient, en Europe et, fait dont on ne se rend généralement pas compte, en Amérique du Nord même. Les importations accrues de l'Amérique latine et de l'Océanie, bien qu'importantes par rapport à l'avant-guerre, restent faibles du point de vue des quantités absolues. Le graphique de la Figure IV représente les exportations de produits alimentaires des 53 pays groupés par continent et évaluées aux prix d'avant-guerre. On trouvera dans la troisième Partie, les chiffres des quantités absolues de certains produits qui ont fait l'objet d'échanges internationaux.

La diminution des exportations de fibres qui ressort du Tableau 9, porte principalement sur les exportations de coton, de soie et de fibres dures. Le commerce international des produits forestiers qui, avant la guerre, consistait surtout en échanges intra-européens, a considérablement diminué en Europe, mais s'est développé dans l'hémisphère occidental.

Le Tableau 10 indique les changements survenus dans la contribution des divers continents au volume mondial des échanges de ces différents produits. La contribution de l'hémisphère occidental au total des exportations de ces 53 pays est passée de 40 à 70 pour cent pour les produits alimentaires et de 36 à 61 pour cent pour les sciages. C'est à cette modification des sources d'approvisionnements qu'il y a lieu d'imputer la crise du dollar dans la mesure où elle affecte l'alimentation et l'agriculture.

Les changements survenus dans les courants des échanges peuvent être considérés à un autre point de vue, celui de leur orientation. Les Tableaux 11 et 12 indiquent ces modifications pour une liste de produits agricoles plus longue que celle correspondant à la colonne "produits alimentaires" des Tableaux 9 et 10. Ces tableaux reflètent également les résultats des modifications des prix qui se sont manifestées depuis l'avant-guerre.

Il ressort notamment des tableaux précédents qu'avant la guerre les pays d'Asie se procuraient 65 pour cent de leurs importations de denrées de ce groupe grâce aux échanges intra-asiatiques, alors qu'en 1947 ce chiffre n'était que de 13 pour cent. La proportion de ses importations que l'Asie se procure aux Etats-Unis est passée en même

TABLEAU 9.—INDICES DES VOLUMES DU COMMERCE INTERNATIONAL EN DENRÉES ALIMENTAIRES, EN TEXTILES ET EN PRODUITS FORESTIERS, EN 1946/47 ET 1947/48¹

Région	Denrées alimentaires ²				Textiles ³		Produits forestiers ⁴			
	Exportations		Importations		Exportations		Exportations		Importations	
	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1946	1947	1946	1947
	(.....Indice [1934-38=100].....)						(Indice [1937=100])			
Extrême-Orient.....	15	23	35	43	31	53	3	4	23	26
Europe (sauf U.R.S.S.)....	31	38	70	80	50	50	46	50	41	47
Etats-Unis et Canada....	⁵ 257	⁵ 236	⁵ 83	⁵ 87	67	40	115	133	⁶ 103	⁶ 119
Amérique latine.....	88	98	103	145	126	120	145	145	105	104
Australie et Nouvelle-Zélande ⁷	68	116	80	127	147	122	23	31	51	56
Afrique et Moyen-Orient..	...	...	...	...	97	93	74	70	126	132
MOYENNE MONDIALE (sans l'U.R.S.S.).....	89	90	67	75	76	73	70	79	62	71

¹ Indices pour 1947/48 tout à fait provisoires.

² Indices établis de la même manière que ceux de la production et de la consommation (voir Annexe).

³ Indices établis en fonction du tonnage. Ils couvrent la totalité des exportations de coton, de soie, de jute, d'abaca, de sisal et de henequen, mais 85 pour cent seulement environ des exportations mondiales de laine (cinq principaux pays exportateurs).

⁴ Indices établis en supposant qu'un standard de sciages (4,672m³) équivaut approximativement à une tonne métrique de pâte de bois.

⁵ Période de base: 1935-39=100.

⁶ Etats-Unis, Canada et Mexique.

⁷ Pour les denrées alimentaires, périodes de base: Australie, 1936/37-1938/39=100; Nouvelle-Zélande, 1935-39=100.

TABLEAU 10.—IMPORTANCES RELATIVES DES DIFFÉRENTES RÉGIONS DANS LES COMMERCES MONDIAUX DE DENRÉES ALIMENTAIRES, DE TEXTILES ET DE PRODUITS FORESTIERS, AVANT LA GUERRE ET APRÈS LA GUERRE

Régions	Denrées alimentaires				Textiles		Produits forestiers			
	Exportations		Importations		Exportations		Exportations		Importations	
	1934-38	1947/48	1934-38	1947/48	1934-38	1947/48	1937	1947	1937	1947
	(.....Pourcentage.....)									
Extrême-Orient.....	18	4	17	9	36	26	3	0,1	7	3
Europe (sauf U.R.S.S.)....	30	13	70	71	0	0	61	39	55	36
Etats-Unis et Canada....	18	46	10	12	23	13	35	60	29	49
Amérique latine.....	22	24	3	5	13	21	1	1	5	7
Australie et Nouvelle-Zélande.....	10	11	0	0	10	17	0	0	3	2
Afrique et Moyen-Orient..	12	12	11	13	18	23	0	0	1	3
TOTAL MONDIAL (sans l'U.R.S.S.).....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

N.B.—Le Tableau ci-dessus a été établi d'après les données utilisées pour le Tableau 8, dont les notes s'appliquent également ici.

¹ Ces chiffres sont donnés pour éviter toute lacune, mais ils ne représentent pas la totalité des échanges de ces deux régions, où les chiffres exacts ne sont pas connus pour de nombreux pays (voir Annexe).

temps de 13 à 49 pour cent du chiffre total. Avant la guerre l'Afrique importait d'Asie 73 pour cent de ses approvisionnements et en 1947, 37 pour cent seulement. Dans le même temps les importations en provenance du nouveau monde passaient de 13 à 48 pour cent du total. Pour ce qui est des exportations, en 1937 les pays de cet hémisphère, à l'exception des Etats-Unis, ont expédié vers l'Europe 60 pour cent de leurs exportations,

TABLEAU 11.—IMPORTANCES RELATIVES DES DIFFÉRENTS GROUPES CONTINENTAUX DANS LES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES DE CHAQUE CONTINENT, EN 1937 ET 1947

Destinations	Année	Provenance						
		Europe	Hém. occidental		Asie	Afrique	Océanie	Toutes provenances
			Etats-Unis	Autres				
		(..... Pourcentage des exportations.....)						
Europe.....	1937	85,3	67,0	59,8	37,8	69,7	75,3	58,9
	1947	91,2	62,5	38,9	40,1	49,3	63,7	50,0
Etats-Unis.....	1937	4,5	—	27,6	21,3	7,8	5,7	16,1
	1947	1,9	—	38,9	31,9	10,9	16,9	22,6
Hém. occid. sauf Etats-Unis.....	1937	2,3	13,1	6,3	1,8	1,8	1,2	4,2
	1947	0,5	18,9	5,9	7,5	0,5	1,7	8,4
Asie.....	1937	0,2	15,4	2,2	26,6	8,5	8,9	12,4
	1947	0,3	14,8	2,6	4,8	14,2	8,9	7,4
Afrique.....	1937	0,9	0,4	0,5	3,2	0,7	0,4	1,3
	1947	0,5	1,5	1,3	3,3	1,1	1,6	1,7
Océanie.....	1937	0,1	0,1	0,0	1,5	0,2	0,2	0,5
	1947	0,0	0,1	0,2	3,9	0,0	0,9	1,0
Divers, non compris ailleurs	1937	6,7	4,0	3,6	7,8	11,3	8,3	6,6
	1947	5,6	2,2	12,2	8,5	24,0	6,3	8,9
TOUTES DESTINATIONS...	1937	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	1947	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

N.B.—Voir notes communes aux Tableaux 11 et 12 sous le Tableau 12.

chiffre qui est tombé à 39 pour cent en 1947. Dans cet intervalle de 10 ans, la proportion de leurs exportations dirigées vers les Etats-Unis s'est élevée de 28 à 39 pour cent du total.

L'évolution d'après-guerre du commerce international des produits alimentaires ne diffère pas de celle de l'ensemble des échanges. Dans les pays ravagés par la guerre la demande en biens de toutes sortes, soit pour la reconstruction, soit pour la consommation est très élevée. Ce sont ceux-là qui, en raison de la destruction de leurs industries et de la perte de leurs autres sources de revenus, n'arrivent pas à équilibrer leur balance des paiements. En Afrique et en Océanie la demande est également forte, les importations ayant été interrompues par la guerre. La situation est la même en Amérique latine, où le processus d'industrialisation suscite de nouveaux besoins. L'Amérique du Nord est devenue la principale source d'approvisionnements en équipements industriel et agricole tout comme en denrées alimentaires. D'où la nécessité accrue pour les importateurs de se procurer les dollars indispensables. En outre le phénomène se complique ici d'effets secondaires. Si un importateur de l'Amérique latine ou de l'Asie du sud-est ne peut se procurer en Europe le matériel dont il a besoin, et s'il est obligé de s'adresser aux Etats-Unis, il doit alors exiger des dollars en contre-partie de ces exportations alimentaires à destination de l'Europe. Cet état de chose se prolongera tant qu'il n'existera pas d'autres sources d'approvisionnements.

Les pays importateurs se heurtent à un autre problème, celui du changement des conditions commerciales habituelles, c'est-à-dire, pratiquement, du volume des exportations à fournir en échange d'une quantité donnée d'importations alimentaires. Il est difficile de se faire une idée précise du changement des prix relatifs, et aucune méthode n'est absolument

TABLEAU 12.—IMPORTANCES RELATIVES DES DIFFÉRENTS CONTINENTS DANS LES PROVENANCES DES IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES DE CHAQUE GROUPE CONTINENTAL, EN 1937 ET 1947

Provenances	Année	Destination							
		Europe	Etats-Unis	Hém. occid. sauf E.-U.	Asie	Afrique	Océanie	Autres non compris ailleurs	Toutes destinations
		(..... <i>Pourcentage des importations</i>)							
Europe.....	1937	11,2	2,1	4,2	0,1	5,1	2,0	7,9	7,8
	1947	5,8	0,3	0,2	0,1	0,9	0,0	2,0	3,2
Hém. occidental: Etats-Unis.....	1937	12,0	—	32,8	13,1	3,1	2,5	6,5	10,5
	1947	30,6	—	55,0	49,0	21,8	3,8	5,9	24,4
Autres.....	1937	28,3	47,9	41,5	5,0	9,8	1,6	15,4	27,9
	1947	27,4	60,7	24,8	12,3	25,9	8,0	48,5	35,3
Asie.....	1937	19,4	40,3	13,4	65,2	72,8	84,6	36,1	30,3
	1947	15,7	27,6	17,4	12,8	37,4	77,8	18,6	19,6
Afrique.....	1937	11,6	4,8	4,3	6,7	5,1	4,0	16,9	9,8
	1947	6,3	3,1	0,4	1,3	4,0	0,0	17,1	6,4
Océanie.....	1937	17,5	4,9	3,8	9,9	4,1	5,3	17,2	13,7
	1947	14,3	8,3	2,2	13,5	10,0	10,4	7,9	11,1
TOUTES PROVENANCES..	1947	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	1947	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

N.B.—Les notes ci-dessous s'appliquent aux Tableaux 11 et 12.

A titre d'échantillons significatifs, on a choisi pour l'établissement de ces Tableaux les produits alimentaires et agricoles dont la valeur dans les exportations mondiales a dépassé, en 1938, 100 millions de dollars ainsi que les six espèces de graines oléagineuses et les huit genres d'huiles végétales dont la valeur totale des exportations mondiales dépassait également 100 millions de dollars (cf. Société des Nations, *Le réseau du commerce mondial*, Genève, 1942). La liste des produits considérés s'établit comme suit :

Blé et farine de blé	Viandes	Agrumes (citrons et oranges)	Six espèces de graines oléagineuses (graines de lin, arachides, palmistes, copra, soya, graines de coton.
Orge	Café	Laine	Huit huiles végétales (olive, lin, arachide, palme, palmiste, noix de coco, soya, graine de coton)
Maïs	Thé	Coton	
Sucre	Cacao	Caoutchouc	
Beurre	Riz		

La valeur globale des exportations de ces produits représente 68 pour cent du total des exportations mondiales de produits alimentaires en 1938 (Classification de Bruxelles I et II, Statistique du commerce international) de graines oléagineuses, de laine, de coton et de caoutchouc.

On a choisi pour chaque produit les pays considérés comme principaux exportateurs en 1938 ou après la guerre. Au total, on a couvert 45 pays exportateurs. Pour chacun d'entre eux, on a recueilli, en se servant de statistiques nationales, les données sur le volume et la valeur des exportations par pays destinataire en ce qui concerne les produits choisis; dans certains cas, on a pu disposer de documents non encore publiés. Tous les pays important plus de 1 pour cent du total mondial des exportations d'un produit déterminé sont mentionnés. Dans un certain nombre de cas pour lesquels on ne connaissait le détail des exportations qu'au point de vue volume, on a pu établir la valeur correspondante en faisant intervenir le prix unitaire; lorsqu'il n'existait aucune répartition par pays destinataire, on a pris les chiffres représentant le volume des importations des principaux pays importateurs. Cette méthode a permis de couvrir 75 à 95 pour cent des échanges mondiaux de chacun de ces produits. Les chiffres représentant la valeur du commerce national ont été convertis en dollars des Etats-Unis sur la base des taux d'achat publiés dans les "Statistiques financières internationales" du Fonds monétaire international. Lorsque ces statistiques indiquaient plusieurs taux, on a pris la moyenne. Il y a de nombreux cas où on ne disposait pas du détail des exportations par produit et par pays destinataire pour 1947; on a alors utilisé les données de l'année précédente. La comparaison s'établit donc entre une année déterminée d'avant la guerre (1937) et une période d'après-guerre pour laquelle les chiffres choisis sont ceux de 1946 ou de 1947.

TABLEAU 13.—INDICES DES PRIX RELATIFS DES OBJETS D'ALIMENTATION ENTRANT DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL, AUX ÉTATS-UNIS ET AU ROYAUME-UNI

Année ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni		
	Prix d'importation des denrées alimentaires ¹	Prix d'exportation des produits manufacturés ²	Rapport de ces prix	Prix d'importation des aliments, boissons, tabac ³	Prix d'exportation des produits manufacturés ³	Rapport de ces prix
	(..... Indice [1938=100]))					
1938.....	100	100	100	100	100	100
1939.....	98	99	99	123	106	116
1940.....	96	107	90	146	136	107
1941.....	112	110	102	152	151	101
1942.....	150	137	109	167	180	93
1943.....	164	151	109	172	95	88
1944.....	198	178	111	181	199	91
1945.....	194	176	110	195	195	100
1946.....	230	154	149	220	210	105
1947.....	306	182	168	243	245	99
1948:						
Janvier.....	356	191	186	249	244	102
Février.....	340	196	173	254	247	103
Mars.....	342	191	179	255	248	103
Avril.....	338	193	175	259	251	103
Mai.....	332	191	174	...	...	...

¹ D'après les prix unitaires f.o.b.; les moyennes annuelles ou mensuelles des prix des produits alimentaires bruts ou manufacturés sont pondérées en fonction de leur importance dans le total des importations. ² Moyennes annuelles ou mensuelles, reflétant les prix unitaires f.o.b. ³ Prix à l'importation ou l'exportation, fin décembre; prix unitaires c.a.f. pour les importations, et f.o.b. pour les exportations.

SOURCE.—Etats-Unis: *Statistical Abstract of the United States* et *Monthly Summary of Foreign Commerce of the United States*, Washington; Royaume-Uni: *Monthly Digest of Statistics*, Londres.

sans défaut; mais les chiffres ci-dessus donnent une indication pour deux pays.

Les rapports des prix sont devenus très défavorables aux Etats-Unis considérés comme importateur de produits alimentaires depuis 1946, alors qu'ils n'ont guère changé pour le Royaume-Uni. Cela s'explique en partie par le fait qu'en matière d'alimentation les Etats-Unis importent surtout des spécialités et des produits finis, dont les prix ont beaucoup augmenté, alors que le Royaume-Uni importe essentiellement des aliments de base et donne la préférence aux articles les meilleur marché. Le système des allocations internationales a atténué la compétition existante pour plusieurs aliments de base, freinant ainsi la hausse des prix. De même le Royaume-Uni grâce à son système de contrats à long terme a pu obtenir des prix relativement faibles en échange de garanties d'achats. Il convient d'ajouter que les produits alimentaires sont parmi les importations britanniques celles dont les prix sont les plus favorables. Le prix des matières premières a monté beaucoup plus rapidement et le rapport des prix de l'ensemble des importations et de ceux des exportations totales est devenu très défavorable au Royaume-Uni.

Il est probable que pour les autres importateurs, et en matière de produits alimentaires seulement, ce rapport se situerait entre les deux extrêmes représentés par les Etats-Unis, d'une part et par le Royaume-Uni d'autre part.

Pour ce qui est de son évolution à venir les avis sont partagés. Les prix mondiaux pour les denrées alimentaires sont appelés à baisser tôt ou tard, (une certaine baisse s'est d'ailleurs déjà produite pour le blé, le sucre et le coton); mais il en est de même pour les prix des objets que l'Europe exporte (or le rapport des prix est au premier chef un problème européen). Il s'agit de savoir si les prix des produits alimentaires sont appelés à baisser davantage et plus rapidement que les prix des produits fabriqués, mais c'est là un problème qui est lié à d'autres questions qu'il nous faut considérer maintenant.

Chapitre 3

LES TROIS PROCHAINES ANNÉES

Perspectives pour 1948/49

La situation alimentaire mondiale sera sensiblement meilleure en 1948/49. Dans l'hémisphère boréal, qui comprend la plupart des pays importateurs de produits alimentaires, les moissons actuellement en cours sont excellentes. Non seulement les récoltes seront bonnes dans les pays déficitaires, mais encore l'excédent mondial exportable de céréales sera le plus élevé que l'on ait connu depuis 1930/31, avec 38 millions de tonnes métriques contre 35 millions l'an dernier et 29 millions l'année précédente. Les trois principaux exportateurs de riz, la Birmanie, le Siam et l'Indochine, pourront exporter un volume supérieur, et l'on signale que la moisson de riz se présente bien chez les principaux importateurs, à l'exception de la Chine, où les inondations ont causé de grands dommages. Quant au sucre, les perspectives en Europe sont bien meilleures que l'année passée et, si la récolte américaine marque une diminution, la récente récolte cubaine par contre est absolument sans précédent.

Les ressources en matières grasses s'amélioreront encore, bien qu'ici le redressement soit beaucoup plus lent que pour tout autre aliment de base. D'une part, en effet, la production de graisses animales n'est pas de celles qui se rétablissent rapidement et il semble d'autre part, que la diminution des exportations d'oléagineuses, notamment d'Asie, soit définitive. Le relèvement de la production animale, qui avait subi un recul en Europe l'année dernière, devrait reprendre, bien que l'amélioration des disponibilités en céréales secondaires ne soit guère appelée à porter ses fruits, sauf pour ce qui est de la production de lait, avant 1949/50. De même aux Etats-Unis la moisson record de maïs pour la campagne en cours se traduira par un volume plus élevé de viande en 1949/50.

En ce qui concerne la pêche, les unités en service seront plus nombreuses tant dans l'hémisphère boréal que pour la pêche à la baleine dans l'Antarctique. Pour le poisson le volume des prises dépendra de la campagne de l'hiver prochain, tandis que la pêche à la baleine atteindra probablement la limite fixée par la Convention internationale de la pêche à la baleine.

La production des plantes textiles en 1948/49 sera sensiblement plus élevée que celle de la campagne précédente, grâce aux prix plus rémunérateurs, au relâchement des contrôles sur les emblavures dans certains pays, et à la poursuite des programmes de mise en valeur dans d'autres. Aux Etats-Unis la récolte de coton s'annonce exceptionnelle; mais on ne s'attend à aucune autre modification importante de la production mondiale de laine et d'autres fibres animales. Le niveau des activités des industries textiles restera

élevé en Europe, sauf au Royaume-Uni, et en Allemagne. Il devrait s'améliorer dans l'Inde et au Japon, tout en restant inférieur à celui d'avant-guerre, tandis qu'aux Etats-Unis il restera en harmonie avec le niveau d'ensemble des activités économiques qui est élevé.

Les perspectives d'approvisionnement en produits forestiers ne paraissent pas devoir se modifier sensiblement par rapport à 1947/48. Les prix élevés et les mesures adoptées par le Comité du bois FAO/CEE¹ limitent les achats des pays européens au volume réellement disponible. Une certaine réduction des achats américains de pâte scandinave devrait libérer un certain volume pour les autres régions d'Europe.

Le monde continuera à rester essentiellement tributaire du continent américain pour la masse de ses importations alimentaires comme pour une grande partie de ses importations de textiles et de produits dérivés du bois. Toutefois le Programme de restauration européenne facilitera considérablement le financement de ces échanges, non seulement pour les pays bénéficiant directement de l'assistance américaine, mais pour de nombreux autres.

Perspectives plus lointaines

Il est difficile d'évaluer de façon certaine les tendances des approvisionnements mondiaux au-delà de 1948/49. Bien qu'il ait été demandé aux gouvernements de faire connaître à la FAO les perspectives qu'ils envisageaient pour 1949/50, seuls quelques-uns l'ont fait, et les renseignements reçus ont surtout trait à l'Amérique du Nord, à l'Océanie, à l'Europe et, en ce qui concerne le riz, à l'Extrême-Orient. Les prévisions pour l'Amérique du Nord et l'Océanie s'appliquent à 1949/50, alors que celles faites dans le rapport de la FAO sur l'Europe visent 1950/51².

D'après ces programmes, l'Europe resterait encore un grand importateur de produits alimentaires en 1950/51, le volume des céréales importées par exemple devant être de 26 millions de tonnes, soit un chiffre égal à celui de 1947/48. Elle n'aura pas encore eu le temps de modifier sensiblement ses sources d'approvisionnement et de s'adresser aux fournisseurs en dehors de la zone dollar. En Amérique du Nord, la consommation alimentaire nationale se maintiendra à un niveau élevé, et de nombreux experts prévoient certaines modifications de la structure de la production, qui pourraient se traduire par une réduction des exportations alimentaires. Par contre, si les prix favorables continuent à encourager les agriculteurs, la production des cultures d'exportation peut rester à un niveau élevé. En Asie, bien que l'on ne dispose pas à cet égard d'informations bien précises, certains des pays les plus bouleversés, comme l'Indonésie, l'Indochine et la Corée, auront pu en grande partie rétablir leur agriculture en 1950/51. La Chine, l'Inde et quelques autres pays ont d'autre part des programmes de développement de la production. Les renseignements actuels n'indiquent toutefois pas clairement si l'application de ces programmes aboutira à autre chose qu'à parer à l'accroissement de la population. Le niveau actuel de la consommation alimentaire en Afrique et en Amérique latine, qui représente une légère amélioration, sera sans doute maintenu. Les exportations africaines de denrées alimentaires peuvent retrouver leur niveau d'avant-guerre, mais les perspectives sont moins sûres en Amérique latine.

Pour ce qui est des textiles il n'existe pas à l'heure actuelle de programmes définitifs, les plans des pays européens coopérant à l'Organisation européenne de coopération économique ayant été radicalement modifiés. Les perspectives demeurent tout à fait hypothétiques pour les récoltes de coton, mais la production de laine peut se maintenir sensiblement au niveau actuel, celle de fibres dures s'accroissant peu à peu. L'activité

¹ Comité mixte de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et de la Commission économique pour l'Europe du Conseil économique et social des Nations Unies.

² FAO, *Programmes européens de remise en état et d'amélioration de l'agriculture*, Genève, juin 1948.

des industries textiles peut continuer à se développer en Europe, car ces produits sont parmi ceux qui ont le plus de chance d'être exportés dans l'avenir immédiat. L'Inde peut, tout au moins pour un certain temps, remplir le vide créé par la disparition du Japon comme exportateur de textiles.

Dans le domaine du bois la pénurie peut s'aggraver d'ici 1951 si l'arrêt de l'exploitation abusive en Europe, qui doit se produire tôt ou tard, n'est pas largement compensé par un accroissement des exportations de l'U.R.S.S. et d'autres pays. La consommation de pâte et de papier s'accroît à une cadence telle qu'il paraît peu probable que toutes les demandes puissent être satisfaites.

D'une façon générale on prévoit le retour en 1950, ou peu après, à des niveaux de consommation alimentaire proches de ceux d'avant-guerre dans la plupart des pays d'Europe et d'Extrême-Orient pour autant que les conditions atmosphériques ne soient pas trop défavorables. Les perspectives sont du même ordre pour les textiles et les produits forestiers. La consommation alimentaire se maintiendra à un niveau élevé en Amérique du Nord et en Océanie. En revanche, il ne semble pas que dans la plupart des pays à revenus faibles, les programmes de production, tels qu'ils se présentent actuellement, laissent prévoir une amélioration importante par rapport aux niveaux d'avant-guerre, des ressources alimentaires *par habitant*. Il est tout à fait normal que les pays à faibles revenus qui ont été ravagés par la guerre cherchent à rétablir leur niveau de vie d'avant-guerre. Mais certains, même parmi ces derniers et plus encore ceux que la guerre n'a pas atteints, devraient actuellement se fixer en matière de ressources alimentaires des objectifs qui permettent de commencer à relever les niveaux de vie, par rapport à l'avant-guerre, époque où ils étaient tout à fait insuffisants. Les mêmes observations s'appliquent aux objectifs de consommation de textiles et de produits forestiers. L'absence d'objectifs et de programmes de ce genre, pour autant qu'elle ressort des renseignements disponibles, est vraiment inquiétante.

Chapitre 4

OBJECTIFS DE CONSOMMATION

Quels sont les niveaux de consommation à fixer comme objectifs? Doit-on chercher simplement à maintenir les niveaux actuels, ou bien faut-il envisager un retour à ceux d'avant-guerre, ou bien encore le but à atteindre doit-il représenter une amélioration par rapport à l'avant-guerre et dans ce cas de quel ordre?

En 1946 la FAO a fixé certains objectifs provisoires en matière de nutrition. Ceux-ci tenaient compte à la fois des principes quantitatifs (soit une ration quotidienne minima de 2.550 à 2.650 calories), et des principes qualitatifs (certaines quantités minima de protéines nobles et d'aliments contenant des vitamines et des sels minéraux). Ces objectifs ont été rajustés afin de tenir compte des différences régionales dans les habitudes alimentaires et les possibilités de production.

Dans certains des pays les plus mal nourris la réalisation de ces objectifs exigerait un accroissement de l'approvisionnement alimentaire par habitant d'environ 40 pour cent.¹ Mais il faut en outre tenir compte de l'accroissement de la population qui, dans les pays dont le développement économique est relativement peu avancé, est de l'ordre de 1,5 pour cent par an. Si l'on veut donc atteindre ces objectifs en 25 ans par exemple, il importe d'augmenter les ressources alimentaires de ces régions d'environ 100 pour cent.

En outre, il a été procédé à une estimation des accroissements nécessaires de l'approvisionnement des 70 pays couverts par l'*Enquête mondiale sur l'alimentation*, en supposant que les objectifs de nutrition seraient atteints en 1960 et qu'à cette date la population mondiale dépasserait de 25 pour cent celle d'avant-guerre. Les résultats de ces calculs sont reportés au Tableau 14.

TABLEAU 14.—TAUX D'ACCROISSEMENT DES BESOINS ALIMENTAIRES MONDIAUX EN 1960 PAR RAPPORT AUX APPROVISIONNEMENTS D'AVANT-GUERRE.

<i>Denrées</i>	<i>Percentage</i>
Céréales	21
Racines et tubercules.....	27
Sucre	12
Matières grasses	34
Légumes secs	80
Fruits et légumes.....	163
Viande	46
Lait	100

Comme le disait l'Enquête, "cette estimation donne un aperçu de l'ordre de grandeur de la tâche à entreprendre et des perspectives qui s'ouvriront pour les producteurs,

¹ Pour la base de calcul voir FAO, *Enquête mondiale sur l'alimentation*, Washington, 5 juillet 1946, pp. 9 à 20.

lorsque les nations se mettront à améliorer la nutrition à l'échelle mondiale."

En 1947 la FAO a fixé des niveaux provisoires de consommation pour les fibres pour tissus d'habillement, notamment le coton, la laine et la rayonne.² Deux niveaux ont été fixés, l'un est basé sur le niveau de consommation de l'Italie avant la guerre, qui s'élevait à 3,9 kg par personne et par an, et l'autre, 6,6 kg par personne et par an, représente la moitié de la consommation des Etats-Unis avant la guerre. Pour atteindre en 1960 le premier de ces deux objectifs, il faudrait que la production mondiale de ces fibres s'accroisse de 60 pour cent par rapport à l'avant-guerre, et pour atteindre le deuxième, de 130 pour cent.

En ce qui concerne les produits forestiers, la détermination de tout objectif est légèrement plus compliquée. A l'heure actuelle, plus de la moitié de la production mondiale de bois est utilisée comme combustible, mais cette quantité peut aller en diminuant avec les progrès du développement économique. La consommation moyenne de bois en 1946 pour tous les usages industriels (c'est-à-dire autres que la combustion) s'est élevée à environ 200 kg par personne et par an; mais pour le Canada elle était de 1.400 kg. Pour porter en 1960 la consommation mondiale par tête à un mètre cube de bois, soit environ 700 kg, dont la moitié en bois d'œuvre, il faudrait doubler la production de bois industriel, et, au total (en prévoyant pour le bois de combustion une augmentation de la consommation dans plusieurs pays et une certaine diminution dans d'autres), accroître la production de bois de toutes catégories d'un peu plus de 85 pour cent par rapport à 1946. La consommation mondiale par habitant de bois d'œuvre serait ainsi portée, soit dit en passant, à environ 25 pour cent seulement du niveau de consommation existant actuellement au Canada.

Comment atteindre de tels objectifs? Il convient pour cela d'avoir recours à des mesures de deux types principaux: les unes tendant à assurer une meilleure répartition des ressources en produits alimentaires, textiles et forestiers, entre les différentes catégories de revenus dans un pays donné; les autres visant à relever la production et le revenu réel du pays tout entier, et dans la mesure où l'on a recours aux importations pour se procurer le supplément nécessaire, à s'assurer que le pays importateur peut exporter d'autres produits pour financer les importations alimentaires nécessaires. La première méthode s'adresse particulièrement aux pays à revenus élevés, en particulier les Etats-Unis, le Canada, l'Océanie, le nord-ouest de l'Europe et l'Argentine. Les approvisionnements y seraient suffisants, ou à peu près, pour que chacun dispose du minimum vital, à condition que la répartition corresponde aux besoins. Mais dans les pays ou presque toute la population entre dans la catégorie à faibles revenus, les possibilités de redistribution sont réduites; le problème primordial consiste alors à accroître la productivité et le revenu réel de toute la communauté. C'est le cas de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine.

En matière de nutrition la répartition des ressources alimentaires disponibles au mieux de l'intérêt général implique l'adoption de toute une série de mesures spéciales. On peut trouver déjà des exemples de telles mesures dans la politique alimentaire et de nutrition de l'un ou l'autre des pays dont le développement économique est relativement plus avancé. Citons les programmes d'alimentation des enfants, des femmes enceintes et de certaines catégories de travailleurs; la réglementation de la transformation et de la conservation des aliments pour assurer la conservation optima des principes nutritifs qu'ils contiennent; l'enseignement ménager portant notamment sur les meilleures méthodes de préparation et de cuisson des aliments; le soutien des prix de certaines denrées alimentaires; la popularisation d'aliments nouveaux, et la diffusion générale

² FAO, *World Fiber Survey* (Les fibres dans le monde), Washington, E.-U., août 1947.

des connaissances sur la nutrition grâce aux campagnes de propagande et de vulgarisation. Une assistance indirecte peut être fournie sous forme d'indemnités familiales, d'indemnités de chômage et autres éléments des programmes de sécurité sociale.

Le relèvement du niveau du revenu réel dans les pays à faibles revenus suppose, quant à lui, un développement vigoureux et équilibré de l'agriculture et de l'industrie. Les raisons impérieuses qui commandent cette harmonie des développements de l'agriculture et de l'industrie ont été clairement indiquées dans le rapport de la Commission préparatoire de la FAO chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale³. L'industrie doit se développer afin de fournir des biens de consommation et les moyens de production dont les agriculteurs ont besoin; pour offrir des possibilités d'emploi productif, non seulement dans les agglomérations urbaines, mais aussi dans les petites industries rurales, à l'excédent de la population rurale; et pour produire une grande variété de biens d'exportation. L'agriculture à son tour doit se développer pour permettre le ravitaillement de la population industrielle en voie d'accroissement, fournir à certaines régions des produits pour l'exportation, et relever le niveau de productivité et de prospérité des populations rurales. L'agriculture et l'industrie exigent toutes deux une amélioration des conditions économiques générales, et en particulier des communications, de l'éducation et de l'hygiène, si l'on veut qu'elles fassent des progrès rapides.

Il n'est pas aisé pour un pays à faible revenu de faire des progrès simultanés dans toutes les directions. Les investissements constituent l'élément limitatif. Les économies qui peuvent être retirées chaque année sur la consommation sont minimes lorsque le revenu par habitant est faible. C'est pourquoi il convient d'établir des priorités à l'investissement. En bref, il faut qu'un programme agricole s'insère dans le programme général de développement économique.

L'objectif général consiste à relever les revenus réels, car il est impossible autrement d'atteindre les objectifs de consommation. Un niveau donné de consommation alimentaire est fonction directe d'un certain niveau de revenu. Bien que les études en ce sens en soient encore à leur début, on peut estimer en gros qu'un accroissement de 40 pour cent dans les dépenses par consommateur pour l'alimentation dans un pays à faible revenu est normalement lié à un accroissement de 40 à 50 pour cent du revenu réel. Pour amener la consommation de tissus d'habillement par tête en Chine au niveau de l'Italie, il faudrait accroître le revenu réel de 140 pour cent, et pour l'Inde la proportion correspondante serait de 65 pour cent⁴. C'est là une tâche pour de véritables ingénieurs—les (ingénieurs économistes) comme on pourrait les appeler. Il s'agit ni plus ni moins d'accroître, dans un délai relativement court, le revenu réel par habitant d'au moins 50 pour cent dans les pays à faibles revenus, en veillant à maintenir entre l'agriculture et l'industrie l'équilibre optimum pour chaque pays considéré.

³ FAO, *Rapport de la Commission préparatoire de la FAO chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale*, Washington, E.-U., février 1947.

⁴ FAO, *World Fiber Survey* (Les fibres dans le monde), *op. cit.*, p. 18.

Chapitre 5

LA BATAILLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

La question fondamentale est de savoir si l'agriculture peut ou non jouer son rôle dans le programme gigantesque qui vient d'être esquissé. La production agricole (et celles des textiles et produits forestiers) peut-elle être développée au rythme voulu? Ceci soulève les problèmes fondamentaux du développement agricole—fertilité du sol, hydraulique agricole, amélioration des méthodes culturales et d'élevage, conditions économiques favorables, etc. Ces problèmes importants ont été reconnus, débattus et soulignés à plusieurs reprises et en bien des endroits.¹ Les raisons pour lesquelles nous les résumons brièvement à nouveau ici sont tout d'abord le fait qu'en de nombreux cas les programmes nationaux sur l'alimentation et l'agriculture, préparés par les gouvernements n'accordent pas à ces problèmes une importance suffisante en face des besoins alimentaires mondiaux, et ensuite, le fait que la nature de ces problèmes doit rester toujours présente à l'esprit si l'on veut déterminer les mesures à prendre à leur égard.

Erosion du sol

La production alimentaire dépend des sols productifs du monde, et leur volume est limité. Chaque année, ils diminuent quantitativement et qualitativement, en raison de l'emploi constant de mauvaises pratiques d'entretien. Comme on l'entend dire parfois, l'agriculture de certains pays, ne fait depuis des siècles que manger son capital. On y épuise la fertilité du sol sans la reconstituer. Le dernier acte de ce drame s'est joué dans les terres colonisées depuis à peine cent ans où des millions de tonnes de bon sol, emportés par le pluie et le vent, sont engloutis chaque année dans la mer. Il en résulte que la production alimentaire mondiale est en péril. En outre, tous les profits que les progrès techniques pourraient apporter dans d'autres domaines demeureront illusoire tant que les pays: 1) n'auront pas arrêté ou sérieusement ralenti l'épuisement de leurs terres, 2) n'auront pas fait appliquer des pratiques de conservation pour les sols les plus particulièrement sensibles à l'érosion et 3) n'auront pas protégé les sols forestiers, important facteur de protection des terres cultivées. A cet égard, le reboisement peut jouer un rôle de premier plan dans les régions d'érosion, en fixant le sol et en l'aidant à retrouver sa fertilité.

Beaucoup a déjà été fait contre l'érosion, en particulier aux Etats-Unis. Toutefois,

¹ A cet égard, la FAO a publié depuis un an un certain nombre d'ouvrages traitant de problèmes techniques particuliers.

dans de nombreux autres pays, les progrès sont limités, non pas faute d'intérêt, mais par manque de personnel technique, d'équipement ou de fonds. Il faut de toute nécessité décourager la culture de terres impropres à cette vocation et mettre fin dès que possible à la pratique de la rotation des cultures sur les sols lessivables.

Les nations se trouvent ici en face d'un dilemme auquel elles ne sauraient échapper. La solution est une; mais beaucoup des pays où l'érosion est la plus forte ne disposent pas des moyens techniques nécessaires pour l'appliquer. Les pertes en sol intéressent toute l'humanité et il est de l'intérêt des pays ayant le plus d'expérience et de ressources de mettre tout en cette matière à la disposition des pays les moins développés au point de vue économique.

Rendement technique

Les pays techniquement les plus développés ont un rendement par ouvrier agricole supérieur, une production de lait par vache quadruple et, dans les zones de population dense et de culture intensive, un rendement de céréales par hectare quadruple de ceux des pays moins modernes. Les perfectionnements techniques prennent de nombreuses formes. Un des aspects les plus importants est l'hydraulique agricole: assurer aux terrains cultivés les quantités d'eau voulues à l'époque voulue. Les grands projets d'irrigation et de drainage impliquent des travaux d'étude complexes et coûteux et leurs réalisations sont naturellement de longue durée. On trouve, surtout en Asie, en Afrique et en Amérique latine, des étendues considérables de terrains semi-arides qui pourraient devenir très productifs, par une utilisation convenable des ressources potentielles en eau.

L'amélioration des plantes cultivées offre un autre champ de progrès. L'emploi de semences améliorées, que ce soit des semences pures de variétés ordinaires ou des semences nouvelles de variétés hybrides, est l'une des meilleures méthodes de relèvement du rendement et de la production dans un délai relativement court. La multiplication des semences et leur répartition rationnelle aux agriculteurs exigent des programmes bien conçus dont de nombreux pays n'ont pas encore vu le début. De même, la lutte contre les insectes et les maladies des cultures exige un développement considérable des techniques, du personnel, de l'équipement et de l'approvisionnement en produits chimiques, toutes choses rares dans les pays peu développés. Dans de nombreux pays, il est nécessaire que la santé des végétaux devienne, comme celle des humains et des animaux, partie intégrante d'un service général de la santé publique.

L'amélioration du bétail est un autre front d'attaque. Les principales méthodes sont: la généralisation de l'insémination artificielle, le développement des études sur la nutrition animale, l'amélioration des approvisionnements en aliments pour le bétail, et en particulier l'amélioration de l'entretien des prairies (dans des circonstances favorables, un hectare de prairie peut produire un volume supérieur d'aliments pour le bétail à un hectare de céréales), et enfin, la lutte contre les parasites et les épizooties grâce à la vaccination et à d'autres méthodes d'hygiène.

L'usage plus intensif et plus rationnel des engrais est encore une autre arme. On trouvera au Chapitre 16, un exposé sur la demande mondiale d'engrais; généralement élevée en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, elle ne fait que commencer à s'accroître sur les autres continents. Les volumes consommés par les pays à faibles revenus sont toutefois insignifiants jusqu'ici.

L'utilisation d'un matériel agricole plus abondant constitue encore une autre technique (voir Chapitre 17) qui, outre qu'elle assure un meilleur entretien des cultures, libère au profit de la production alimentaire humaine les terrains antérieurement consacrés aux fourrages nécessaires aux animaux de trait. Aux États-Unis seulement, 22 millions d'hectares de terres de cultures ont été récupérées de cette façon au profit de la production alimentaire humaine.

Mais actuellement le monde se heurte à une crise d'équipement qui affecte l'approvisionnement en engrais, en matériel, et en parasitocides. Les difficultés d'obtention de ces articles ont amené la création, pour les résoudre, de groupes de travail intergouvernementaux, en Europe, en Asie et en Amérique latine, réunis sous les auspices de la FAO et de la Commission économique régionale² intéressée. Le problème est double: il s'agit d'abord de satisfaire les besoins des pays économiquement développés qui, à l'heure actuelle, consomment la plus grande partie des disponibilités et pourraient consommer davantage, et ensuite de se procurer des approvisionnements pour les pays moins développés qui ne produisent pas encore ces articles en quantités importantes et qui manquent de fonds pour importer le nécessaire.

Ensemble, ces différentes directions de progrès technique—approvisionnements en eau, amélioration des plantes et du bétail, application d'engrais, introduction du matériel agricole, et de nombreuses autres techniques, y compris l'amélioration de la sylviculture—pourraient mener à un accroissement substantiel de la production à l'hectare dans de nombreuses parties du monde. En fait, il est possible, comme le suggère l'histoire récente du blé (Voir Chapitre 12), que nous passions de l'ère de l'expansion des terrains cultivés à l'ère de l'amélioration des rendements. Depuis un siècle, l'accroissement de l'approvisionnement du monde occidental a été surtout réalisé par la mise en culture de terres nouvelles—tout d'abord par l'appropriation des terres vaines et vagues en Europe, puis par la colonisation des territoires de l'Amérique du Nord, et enfin par la mise en valeur de l'Argentine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Une partie de la population se déplaçait vers les sources d'approvisionnements, cependant qu'une partie de ces derniers allaient rejoindre les populations demeurées dans l'ancien monde. Au cours de ce processus de colonisation des nouveaux continents, les terrains les plus favorables ont été cultivés les premiers—terrains plats, terrains où les précipitations étaient abondantes et la température modérée, terrains proches des voies d'eau ou des chemins de fer récents. A l'heure actuelle, les éléments économiques et techniques se sont conjugués pour inciter le nouveau monde à commencer à faire ce que l'Europe fait depuis le début du XIX^e siècle, c'est-à-dire à accroître les rendements. En vérité ce n'est déjà plus seulement au nouveau monde, mais aussi dans les régions de populations denses du vieux monde, et notamment en Extrême-Orient, qu'il faut accorder la plus grande attention aux questions de rendement.

Mise en culture de nouvelles terres

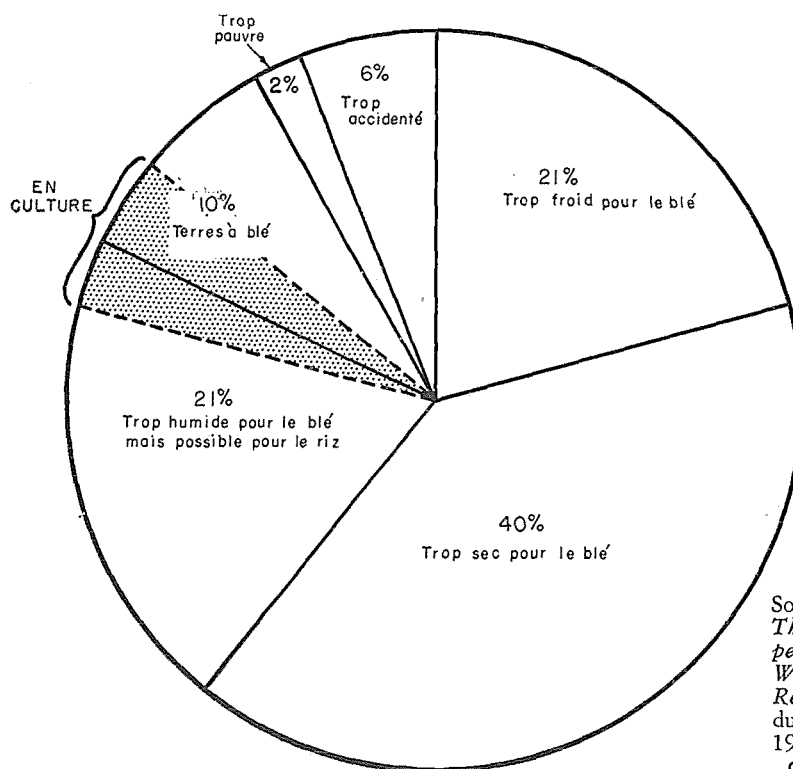
Bien que dans la plupart des régions, les résultats les meilleurs et les plus rapides seraient probablement obtenus par l'amélioration des pratiques agricoles sur les terres déjà cultivées, il y a lieu d'examiner si, et dans quelle mesure, on peut mettre en culture de nouvelles terres. En dépit de l'importance de l'immigration et de la colonisation depuis un siècle, l'homme ne cultive à l'heure actuelle qu'environ 8 pour cent du total de

² Du Conseil économique et social des Nations Unies.

la surface du globe. Quelles sont les perspectives en ce qui concerne l'accroissement de cette proportion? Selon une estimation (voir Figure V), environ 40 pour cent de la surface du globe est estimée trop sèche pour la culture du blé, 21 pour cent trop froide, et 21 pour cent trop humide, mais une partie de cette dernière superficie pourrait convenir au riz et à d'autres cultures tropicales.

La situation diffère considérablement d'un continent à l'autre. Comme l'indique la carte de la Figure VI, 40 pour cent environ de la superficie de l'Europe est cultivée, alors que la proportion est de 3 pour cent en Amérique latine et de 1 pour cent seulement en Moyen-Orient, qui est en grande partie désertique. Il faut que le monde sache quelles sont les possibilités de mise en culture de nouvelles terres, en particulier en Afrique, en Amérique latine, où la pression démographique n'a pas encore épuisé les possibilités au même degré qu'en Europe et qu'en de nombreuses parties de l'Extrême-Orient et du Moyen-Orient. Serait-il possible de cultiver, par exemple, en Afrique et en Amérique latine une superficie supplémentaire de l'ordre de 3 pour cent des zones incultes, ce qui doublerait presque la superficie cultivée de ces continents? Les opinions sont divergentes et on ne sait pas grand'chose sur les frais que représenteraient le défrichage, l'assèchement, la correction du régime des cours d'eau et le reboisement de ces zones nues, dont le sol a subi l'érosion depuis des siècles. Les pays intéressés gagneraient à étudier la possibilité pratique de ces mesures et leur coût éventuel.

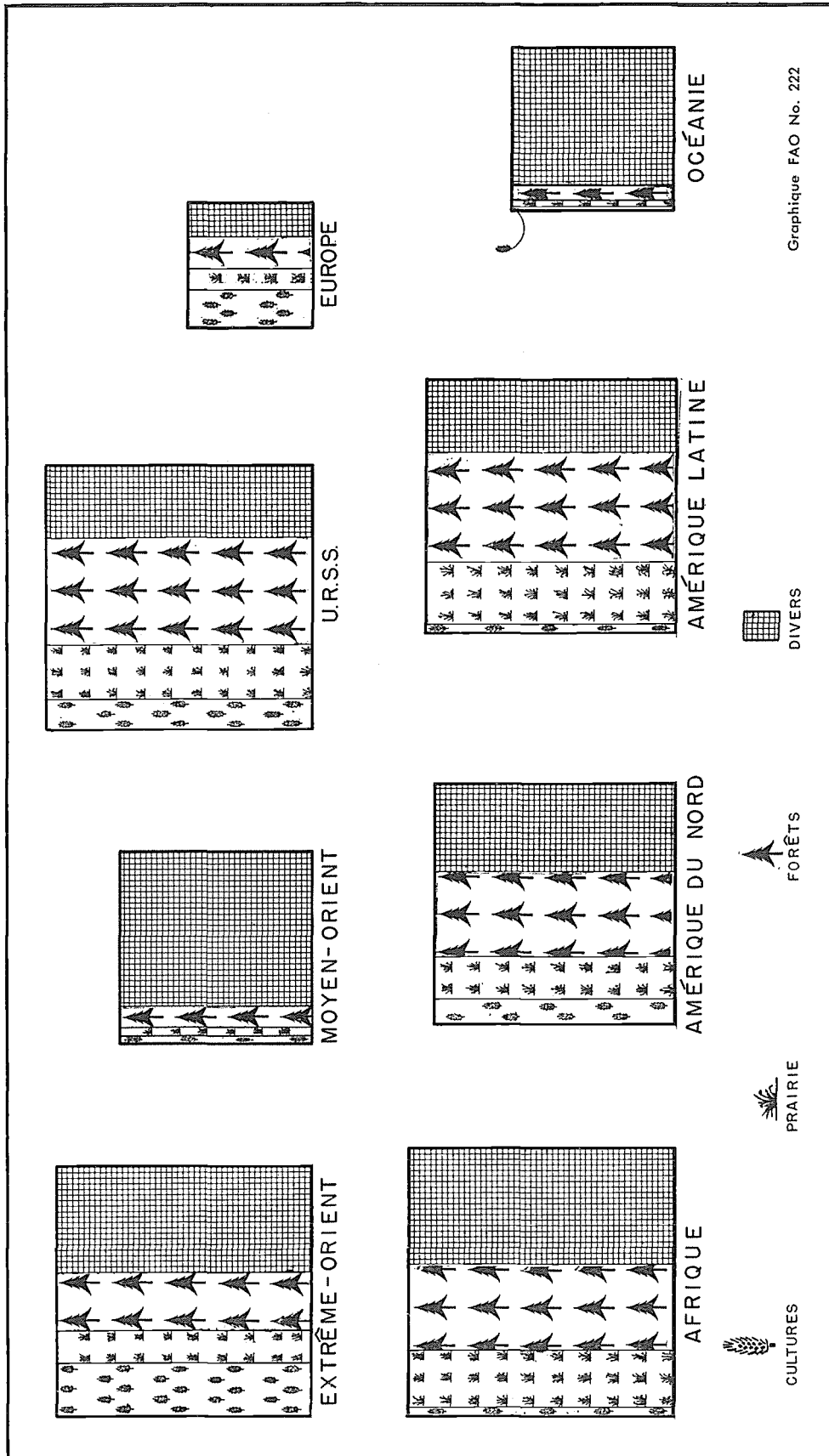
Figure V
RÉPARTITION DES TERRES DU GLOBE AU POINT DE VUE CULTURAL



Source.— O. E. Baker, *The Population Prospect in Relation to the World's Agricultural Resources*, Université du Maryland (E.-U.), 1947.

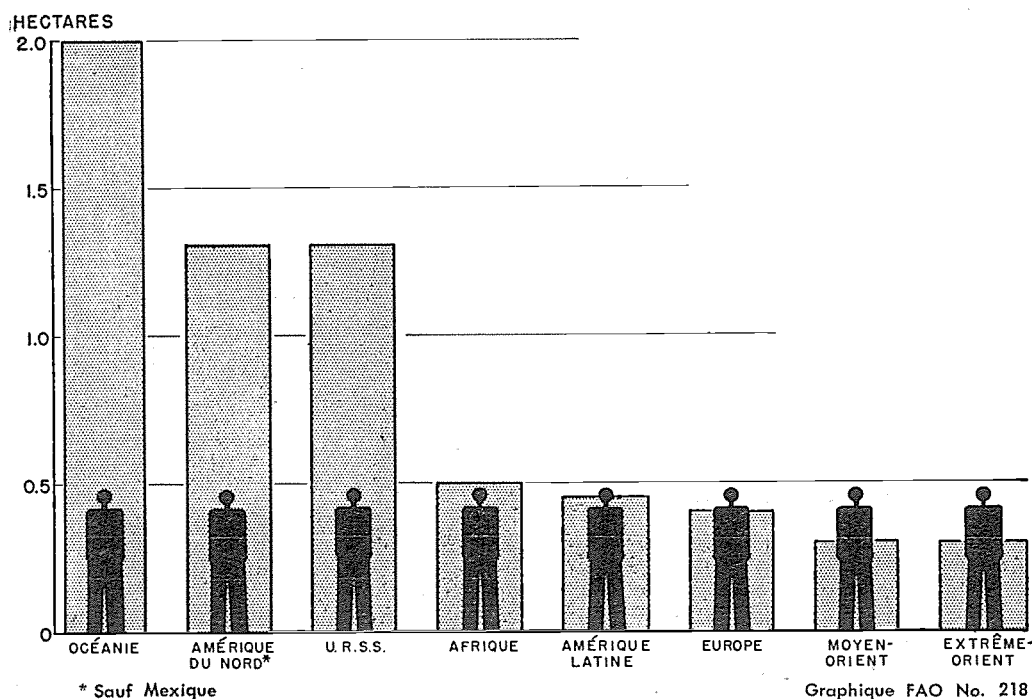
Graphique FAO No. 219

Figure VI
 UTILISATION DES TERRES DANS CHAQUE RÉGION



Graphique FAO No. 222

Figure VII
TERRITOIRE EN EXPLOITATION PAR HABITANT DANS CHAQUE RÉGION



De même, comment pourrait-on exploiter la partie des zones forestières du monde qui est à l'heure actuelle improductive ou inaccessible, ou les deux à la fois? Deux tiers seulement des régions boisées du monde peuvent être considérés comme productifs, le reste consistant de maquis, de brousses ou de toundras. Sur la région productive 54 pour cent seulement sont accessibles et en exploitation³.

³ Les chiffres qui suivent indiquent la situation approximative de chaque continent.

ZONES BOISÉES ET FORETS PRODUCTIVES DANS LE MONDE

Régions	Zones boisées			Forêts productives et accessibles	Superficie par habitant		Proportion en conifères ¹
	Productives	Autres	Total		Productives	Productives et accessibles	
	(..... Millions d'hectares)				(..... Hectares)		(pourcentage)
Extrême-Orient.....	335	154	489	168	0,3	0,15	21,6
Europe (sauf U. R. S. S.)..	117	9	126	114	0,3	0,3	58,0
Amérique du Nord.....	457	203	660	299	3,0	1,96	68,0
Amérique latine ²	714	109	823	342	4,7	2,2	3,5
Océanie.....	50	30	80	24	4,2	2,0	16,0
Afrique ³	302	439	741	148	2,0	0,95	0,7
Moyen-Orient.....	27	112	139	8	0,2	0,07	5,6
U. R. S. S.....	610	310	920	310	3,2	1,6	75,0
TOTAL.....	2.612	1.366	3.978	1.413	1,1	0,6	36,0

¹ Par rapport aux zones boisées productives. ² Y compris le Mexique. ³ Sauf les pays du Moyen-Orient.

Dans quelles mesures ces proportions peuvent-elles être accrues? La forêt non exploitée constitue en quelque sorte un nouveau continent dont la superficie est équivalente à l'Asie (sans l'U.R.S.S.) et qui reste à explorer et à mettre au service de l'homme. Ces forêts pourraient fournir non seulement combustible et matériau, mais également, grâce à la transformation chimique de la pâte, des matières plastiques, du sucre, de l'alcool éthylique, de la levure et des fourrages celluloseux. Le temps n'est peut-être pas éloigné où la forêt couvrira une proportion considérable des besoins mondiaux en tissus d'habillement et en produits alimentaires pour les animaux, libérant ainsi des superficies importantes au profit des cultures vivrières. Ici encore, comme à propos de la conservation du sol, il doit y avoir une interdépendance importante entre les politiques forestières et agricoles.

De la même façon on peut dire que les ressources du monde en poisson ne sont que partiellement exploitées. Le gros des prises mondiales provient actuellement des zones relativement réduites de l'Atlantique Nord et du Pacifique Nord. Les fonds entourant l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie méridionale n'ont encore fait l'objet d'aucune recherche visant à connaître leurs possibilités exactes de rendement. Il ne faut pas négliger non plus les nouvelles pêcheries en eaux douces qui peuvent se développer, notamment en relation avec les projets d'irrigation.

Dans aucun de ces domaines, que ce soit la mise en valeur de nouvelles terres, de nouvelles forêts ou de nouvelles pêcheries, les possibilités n'ont été encore étudiées sérieusement. Cependant, les enseignements qui en découleraient revêtiraient une importance particulière eu égard à la nécessité mondiale d'un développement plus rapide de la production.

Réduction du gaspillage

Il n'est pas besoin de reproduire ici des chiffres indiquant les pertes énormes qui pourraient être évitées chaque année, en ce qui concerne les produits agricoles et forestiers. La FAO a déjà tenu des réunions et publié des documents sur les pertes causées aux denrées emmagasinées—se chiffant, rien que pour les céréales panifiables et le riz à quelque 33 millions de tonnes par an. Ces pertes pourraient être réduites non seulement par l'amélioration des locaux et moyens d'emmagasinage, mais aussi par la substitution de l'emploi de semoirs mécaniques aux semis à la main, par le perfectionnement de l'équipement de moissonnage et de battage, par l'organisation de transports plus modernes, comprenant des wagons frigorifiques lorsque besoin en est, par la rationalisation de la répartition aux stades de la vente en gros et au détail et par l'éducation des ménagères en matière de préparation des aliments.

La FAO a également souligné l'importance des déchets de bois dans les travaux d'abattage et de transformation, dont le volume, s'élève aux Etats-Unis à 58 pour cent de l'abattage total, sans compter les pertes dues aux incendies de forêts et aux épiphyties. Ces pertes pourraient être réduites rapidement et sensiblement par la création dans un grand nombre de pays d'industries forestières intégrées—dans le cadre de "fermes forestières", ou, mieux, de "combinats sylvicoles", comme on commence à les appeler—c'est-à-dire d'un groupe d'industries susceptibles d'utiliser toute la production de la forêt, y compris les déchets et la sciure.

Pour ce qui est des pêches, la mise en service de bateaux-usines où le poisson peut être vidé, emballé et frigorifié en haute mer, réduira les pertes de façon considérable.

Facteurs économiques

Si les programmes d'augmentation de la production agricole doivent se traduire par une action pratique dans des millions de fermes, ceci signifie pour chaque cultivateur des investissements considérables en travaux d'amélioration. Dans certains pays, les agriculteurs ont à leur disposition de solides organisations consentant des prêts agricoles à des taux d'intérêt raisonnables, mais de telles facilités manquent dans beaucoup des régions les moins développées où pourtant le besoin d'améliorer l'agriculture est le plus marqué. Dans beaucoup de pays également, le régime foncier a besoin d'une réforme radicale si l'on veut donner à l'exploitant la sécurité qui l'encouragera à perfectionner son patrimoine pour le bénéfice des générations futures. De plus, les producteurs ont besoin de plus grandes facilités de marketing pour leurs produits—davantage de routes et de voies ferrées dans certains pays; des coopératives et des centres de normalisation et d'emballage plus nombreux dans d'autres.

En outre, il importe d'assurer au cultivateur des prix équitables et stables pour les denrées qu'il apporte sur le marché. Plusieurs gouvernements appliquent déjà des programmes en vertu desquels les prix des principaux produits de la ferme sont garantis. Ce système devrait être plus répandu, particulièrement dans les pays qui envisagent un développement agricole rapide. Pour que l'on puisse demander aux exploitants d'investir leurs capitaux dans une grande variété de travaux d'amélioration, il convient de leur donner l'assurance que les produits qu'ils en tireront (peut-être plusieurs années seulement après l'investissement) se vendront à des prix suffisamment en rapport avec les frais engagés et à l'abri de fluctuations violentes. Le cas de la minorité des cultivateurs qui produisent pour l'exportation pourrait être réglé par des accords internationaux sur les produits de base, comme le projet d'Accord international sur le blé, ou par des séries d'accords bilatéraux. Il peut sembler inopportun d'insister sur la question des prix agricoles à un moment où les prix mondiaux des produits alimentaires sont si élevés; mais c'est précisément le niveau même que les prix ont atteint qui donne aux cultivateurs la crainte d'une chute importante, et à penser que les investissements actuels risquent de se révéler improductifs dans cinq ou dix ans.

Facteurs sociaux

Dans la bataille de la production agricole, l'équipement social constitue une arme qui n'est pas moins importante que toutes celles qui viennent d'être passées en revue. C'est là un sujet trop vaste pour que l'on puisse s'y étendre ici; citons simplement à titre d'illustration les questions d'éducation et d'hygiène car, sans les rudiments de ces deux services publics, il devient extrêmement difficile de propager parmi les familles rurales les connaissances les plus récentes en matière de science agricole et de nutrition.

Dans beaucoup de pays dont l'économie est relativement moins développée, les gouvernements commencent à établir des programmes d'enseignement primaire général; mais dans la plupart des cas, ils souffrent d'un manque sérieux de professeurs, de bâtiments, d'équipement et surtout de fonds, autant de faiblesses qui empêchent de donner un enseignement agricole à la fois dans les écoles et dans le cadre des services de vulgarisation. Il faut reconnaître pourtant que certains pays ont déjà entrepris une action efficace, sans équipement coûteux ni compliqué, mettant à contribution les agriculteurs les plus progressifs de chaque village pour répandre les idées et les méthodes nouvelles. L'expérience des pays avancés montre qu'en agriculture aucun progrès rapide ne peut être accompli sans le secours des services de vulgarisation. Une phrase extraite du Rapport

annuel (1948) de la Nouvelle-Zélande à la FAO mérite d'être citée: "Le niveau élevé actuel de la production est dû principalement aux efforts des services de vulgarisation, qui permettent aux cultivateurs de bénéficier des résultats des recherches, et grâce auxquels l'adoption des méthodes de gestion élaborées par les meilleurs exploitants peut être généralisée." Notons en passant que les services de vulgarisation ne devraient jamais être chargés de s'occuper de questions de prix, de taxes, ou de toute autre réglementation si l'on veut que leurs conseils aient la réputation d'être purement désintéressés. En général, ces services devraient pouvoir étendre leur action au domaine de la nutrition, par des enseignements à l'école et au foyer et par l'éducation des masses à travers la presse, la radio et le cinéma.

Si l'importance d'assurer à l'agriculture des services suffisants de toutes sortes, tels que : recherche, enseignement, vulgarisation, crédit agricole, services de réglementation du marketing et services statistiques et de renseignements sur les marchés, était appréciée à sa juste valeur dans beaucoup de pays, ceci entraînerait l'affectation à ces services d'une part plus large du budget national. Mais, à côté des questions financières, un obstacle également important dans certains pays est le manque de personnel compétent et de facilités pour sa formation. Dans les pays ravagés par la guerre, une grosse partie du personnel a été réorientée ou mobilisée dans les forces armées et ce personnel ne reprendra pas ses activités primitives. Les pays intéressés, surtout dans les régions ayant des problèmes communs, pourraient coopérer pour créer des institutions communes nécessaires à la formation professionnelle.

La mauvaise santé des populations, d'autre part, continue à être dans la plupart des pays à faible revenu, un obstacle considérable au développement agricole et économique en général. Avant la guerre, on estimait que près du tiers de la population mondiale (environ 650 millions de personnes) était atteint de paludisme. De 1932 à 1941, 37 pour cent des décès aux Indes résultèrent de cette maladie ou de ses conséquences. Les maladies intestinales et les parasites prélèvent également leur tribut; par exemple, la moitié de la population égyptienne souffre de bilharziose. La mauvaise santé entraîne une diminution du taux et de la durée de la productivité de la population active. L'espérance de vie d'un Hindou né en 1931 était de 26,5 années alors que celle d'un Anglais né dans la même année était de 61 ans. Cela signifiait qu'avant la guerre, l'Inde dépensait 22,5 pour cent de son revenu national pour élever un nombre d'enfants dont une faible proportion seulement était appelée à contribuer à la production tandis que les enfants que l'Angleterre élevait ne lui coûtaient que 6,5 pour cent de son revenu national.

Les expériences d'avant-guerre faites aux Indes néerlandaises valent la peine d'être citées comme preuve de ce que l'on peut faire pour remédier à cette situation. La variole et le choléra qui causaient des ravages terribles parmi la population ont été virtuellement éliminés et les décès dus à la peste ont été réduits de 85 pour cent. Les principales mesures étaient d'ordre prophylactique et comportaient l'inoculation collective.

Il faut se convaincre que les efforts pour améliorer les services d'enseignement et d'hygiène et les autres services sociaux sont indispensables et font partie intégrante du développement agricole. Il est tout aussi essentiel d'avoir une école et un professeur pour éveiller les esprits qu'il l'est d'avoir des engrais pour activer la production du sol. Il est tout aussi essentiel d'avoir un docteur, qu'il l'est d'avoir un vétérinaire et des produits antiparasitaires. En vérité, il est vital de s'attaquer aux conditions rurales pour gagner la bataille de la production alimentaire.

Les armes futures de la production

On ne doit pas oublier que dans les laboratoires de recherche du monde, s'effectuent des travaux qui peuvent changer radicalement toutes les perspectives de l'alimentation de la population mondiale. Nous avons déjà des techniques modernes de conservation, de pasteurisation, de réfrigération, de congélation rapide, etc., qui permettent aux êtres humains d'avoir une alimentation saine, qu'ils habitent des cités géantes ou les régions arctiques les plus isolées. Déjà l'industrie chimique crée de toutes pièces certains aliments; en 1946, aux Etats-Unis seulement, on a produit et vendu pour 60 millions de dollars de vitamines synthétiques. Des matières grasses comestibles ont pu être produites par synthèse à partir de la lignite. Ceci pourrait apporter un jour une contribution importante à l'avenir de certains pays qui ont de grandes réserves de lignite, produit qui, contrairement à la houille, ne peut pas être transporté très loin pour être utilisé comme combustible. Une autre technique consiste à cultiver les plantes dans des solutions chimiques au lieu de les cultiver sur le terrain et, bien que l'"aquiculture", comme on la nomme, soit à l'heure actuelle, très coûteuse pour être employée sur une grande échelle, il pourrait ne pas en être toujours ainsi.

De nouvelles inventions sont peut-être sur le point d'être réalisées. Il est possible que l'on puisse faire la synthèse des glucides comme l'on fait actuellement celle de matières grasses. Peut-être au cours des temps, l'énergie atomique pourra-t-elle être utilisée dans l'industrie, de façon à dissiper le cauchemar de la poussée des populations en voie d'accroissement. Il deviendrait relativement facile alors pour les grandes populations d'Extrême-Orient de créer toute la gamme d'industries qu'elles désireraient. Une chose est certaine, c'est que la science ne reste pas inactive.

Considérations générales

Les grandes questions soulevées par le développement agricole sont généralement bien connues. La récapitulation qui est faite ici de leurs traits saillants souligne la nécessité d'investissements importants dans presque tous les secteurs et tous les pays, surtout dans ceux à faible revenu. Pendant le dernier siècle, le monde s'est peu préoccupé des insuffisances alimentaires d'une part et a négligé l'agriculture d'autre part. Tant qu'il y avait de nouvelles terres à mettre en culture à peu de frais, il n'était avantageux, ni pour les individus, ni en fait pour les pays, d'investir des capitaux pour entretenir la fertilité du sol. Désormais, on ne pourra continuer à augmenter la production que si les nations consentent à faire des investissements dans l'agriculture comme elles en ont fait dans l'industrie. Pour produire, l'agriculture a besoin d'équipements de toutes sortes sur une échelle beaucoup plus grande qu'autrefois. Il lui faut des programmes pour le reboisement des régions érodées, la construction de barrages, la lutte contre l'inondation, l'irrigation, la production massive d'engrais, de machines agricoles et de produits antiparasitaires, la construction de routes et de voies ferrées pour que le marché s'étende à de nouvelles régions, enfin du personnel spécialisé pour faire adopter de meilleures méthodes agricoles et améliorer l'état de santé des populations agricoles et des animaux des fermes. C'est un placement qui portera ses fruits pour la santé et le bien-être de tous, tant à la ville qu'à la campagne.

L'importance des investissements nécessaires pour doter l'agriculture de l'équipement dont elle a besoin en vue de ses nouvelles tâches soulève d'autres problèmes. Les pays à faible revenu auront les plus grandes difficultés à se procurer en même temps les capitaux nécessaires à l'agriculture et ceux qu'exige le développement industriel et

économique en général. Ils devront soit emprunter les capitaux et l'équipement aux pays riches et hypothéquer une partie de leur production future, soit diminuer leur niveau de vie qui est déjà bas, afin de se procurer les capitaux nécessaires à leur développement futur. Que faut-il sacrifier—l'espoir des améliorations de demain ou le niveau déjà bas d'aujourd'hui?

On a des exemples récents de l'aide qu'un pays avancé a apportée à un pays moins développé sous forme de capitaux, notamment en vue d'augmenter la production des cultures d'exportation. L'application plus large de cette méthode pourrait avoir de bons résultats. Dans d'autres cas, comme pour la production forestière, une aide a été demandée à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Il ne saurait y avoir de malentendu quant à l'importance du problème de la production et, en aucun cas, cette importance ne saurait être amoindrie. La population s'accroît à raison de 1 à 2 pour cent par an, suivant les continents. La production agricole a augmenté, dans un pays seulement, de 3 pour cent par an et pendant dix ans, grâce à des circonstances exceptionnellement favorables; mais dans beaucoup d'autres pays, l'augmentation de production a été négligeable ou nulle. Un fait est certain, c'est que si le gouvernement d'un pays à revenu faible veut améliorer la nutrition individuelle et ne pas se contenter d'augmenter l'approvisionnement alimentaire au niveau juste suffisant pour compenser le croît de la population, il devra envisager dans son programme alimentaire un accroissement des ressources d'au moins 2 pour cent par an et, ce qui serait préférable, de près de 3 pour cent. Un programme alimentaire et agricole aussi ambitieux serait certainement très difficile à appliquer dans la plupart des pays les moins évolués. Faut-il en conclure qu'il s'agit d'une impossibilité? C'est en réalité une gageure à tenir.

De plus, pour réussir, un programme de ce genre devrait aller de pair avec des programmes de plein emploi et d'élévation du taux de la productivité et du niveau des revenus dans d'autres secteurs de l'économie. Il devrait s'accompagner également d'une politique démographique, sinon les effets des autres projets seraient neutralisés. Si l'on se base sur l'expérience passée, l'industrialisation conduit à une poussée démographique immédiate et ne cause aucun ralentissement de l'accroissement tant qu'un niveau plus élevé de richesse matérielle n'a pas été atteint. C'est pourquoi les pays devraient avoir une politique démographique bien arrêtée visant à des fins particulières établies en fonction des objectifs à atteindre dans les différents domaines de l'activité économique.

Chapitre 6

ORIENTATION DU COMMERCE INTERNATIONAL

Jusqu'ici on a analysé essentiellement le problème de la production qui, pour la majorité des pays, est la question primordiale. Bien qu'à peu d'exceptions près, la plupart des pays n'importent et n'exportent qu'une faible part de leurs approvisionnements alimentaires, il ne s'ensuit pas que chaque pays doive chercher à se suffire à lui-même. Mais alors que l'élaboration de programmes pour l'augmentation des approvisionnements réservés à la consommation nationale est une possibilité pratique, il est plus difficile d'établir un programme de production pour l'exportation dont tant de facteurs déterminants sont hors du contrôle des pays exportateurs. La détermination de contingents en matière de commerce international est pourtant moins fréquente que la détermination d'objectifs de production.

Aujourd'hui, on se pose beaucoup de questions quant à la structure à venir des échanges mondiaux en matière de produits agricoles. Les nouveaux courants commerciaux établis par la seconde guerre mondiale acquerront-ils un certain caractère de permanence, notamment au point de vue alimentaire, la dépendance accrue de tous les pays déficitaires vis-à-vis de l'hémisphère occidental? Ou dans quelle mesure s'agira-t-il là d'un phénomène temporaire qui disparaîtra pour faire place à une reprise des relations traditionnelles entre l'Europe, l'Extrême-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine? Ou encore les programmes de développement économique général de ces pays jadis exportateurs auront-ils pour conséquence un accroissement de la consommation intérieure qui aurait pour effet de réduire leurs exportations?

Ces questions en soulèvent immédiatement beaucoup d'autres, car le commerce des produits agricoles ne peut être considéré isolément; il entre dans l'échange général des biens et des services qui comprend également les matières premières et les produits manufacturés, les échanges "invisibles" aussi bien que "visibles". D'aucuns ont assuré que le développement des industries secondaires dans les pays dont l'économie est relativement arriérée diminuera inévitablement le volume des échanges internationaux. D'autres soutiennent, en se fondant sur l'expérience passée, qu'un pays, quand il est fortement industrialisé, fait plus de commerce qu'il n'en faisait avant son industrialisation.

Une discussion spéciale des plans et programmes en matière de commerce international des produits alimentaires et agricoles a été prévue dans le cadre de la revue annuelle à laquelle procédera la Conférence de la FAO, et on a demandé aux gouvernements d'indiquer leurs prévisions d'exportations et d'importations pour 1949/50. Cette année, comme on l'a déjà dit, trop peu de réponses nous sont parvenues pour nous permettre de dresser un tableau du commerce mondial des produits de la ferme. Bien que certains gouvernements, comme on le comprendra, préfèrent ne pas divulguer leurs intentions,

on espère néanmoins qu'une documentation plus complète sera constituée l'année prochaine, de sorte qu'il sera possible de procéder à une analyse approfondie des perspectives des échanges internationaux. Entre-temps, les éléments qui se dégagent de la deuxième partie de ce Rapport permettent de formuler quelques observations préliminaires et générales sur le rôle que peut jouer le commerce mondial dans le développement des pays, notamment ceux à faible revenu.

Dans les régions caractérisées par une population à faible revenu et de forte densité, notamment en Extrême-Orient, la superficie de terres cultivées est si petite par rapport à la population qu'à quelques exceptions près, toutes ces superficies sont vraisemblablement appelées à être consacrées aux cultures vivrières. En fait, même si on pouvait porter le rendement à l'hectare de toutes ces terres au chiffre moyen obtenu en Europe, les populations d'Extrême-Orient n'auraient encore pas assez de produits alimentaires pour que leur niveau de nutrition atteigne celui de l'Amérique latine. Aussi, en dehors de quelques cultures spécialisées comme le thé, le sucre et le caoutchouc qui peuvent être avantageuses dans certaines régions, ces pays peuvent préférer alimenter de plus en plus leur commerce d'exportation avec d'autres produits tels que matières premières ou produits manufacturés. En fin de compte, si on pouvait créer un commerce d'exportation de produits industriels suffisant, il serait logique que l'Extrême-Orient, en tant que région la plus peuplée du monde, devienne importateur net de produits alimentaires provenant de continents à population moins dense. Mais il ne pourra en être ainsi que le jour où l'Extrême-Orient arrivera à fabriquer suffisamment de produits exportables pour financer les importations alimentaires désirées.

En Amérique latine et en Afrique, d'autre part, bien que les niveaux de consommation alimentaire aient besoin d'être relevés, il y a peut-être assez de ressources agricoles pour y parvenir, tout en laissant une marge d'excédents exportables de produits alimentaires. L'Europe et les Etats-Unis entretiennent avec ces deux continents des relations commerciales qui furent moins sérieusement disloquées par la guerre que celles avec l'Asie. Pour chacun d'eux, les produits agricoles sont considérés comme la base de leur commerce d'exportations bien qu'à l'avenir, les exportations soient appelées à comprendre de plus en plus de produits transformés au détriment des produits bruts. Mais les potentiels de production devraient avoir fait l'objet d'un nombre plus important d'études sur place avant qu'on essayât de formuler, même à titre indicatif, des suggestions précises sur les exportations qu'il serait le plus favorable de développer. Sans aucun doute, d'importantes quantités pourraient être expédiées par l'U.R.S.S. L'Europe orientale pourrait elle aussi exporter quoique sur une échelle moins grande. L'Europe est le seul continent pour lequel des programmes définis (discutés au Chapitre 10) ont été établis pour la période s'étendant jusqu'à 1950/51. L'Europe, et plus particulièrement l'Europe centrale et occidentale, projette d'importer des quantités plus importantes de presque tous les produits agricoles à l'exception des matières grasses et du riz. Le niveau des exportations de grains de l'Europe orientale sera moins élevé qu'il ne l'était avant-guerre mais, d'un autre côté, le volume de ses exportations de sucre, de fruits et de produits d'origine animale, sera relativement plus important. Du succès qu'achèvera le continent dans le rétablissement de sa production de produits spécialisés exportables dépend dans une grande mesure le futur de son commerce international. Plus cette production augmentera, plus importantes seront les quantités de produits alimentaires que la région sera en mesure d'importer.

Il est plus difficile d'étudier la situation des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Sans doute, on pourrait encore augmenter la production agricole de ces pays, et probablement plus vite que dans toute autre partie du monde, car leurs

fermiers possèdent les capitaux et les connaissances techniques nécessaires. Mais pourraient-ils trouver les débouchés? Les Etats-Unis ont un marché intérieur qui peut absorber beaucoup plus, mais la situation du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est très différente. Toute augmentation importante de la production dans ces pays serait entièrement destinée à l'exportation et il pourrait être très difficile de l'écouler. Le Canada exige le plus souvent que ses exportations soient réglées en dollars, tandis que l'Australie et la Nouvelle-Zélande offrent principalement des produits animaux trop chers pour les pays déficitaires à faible revenu. Cependant, les rapports de ces trois pays indiquent que des efforts énergiques pour améliorer l'efficacité de la technique sont entrepris et qu'il pourrait en résulter un niveau élevé de la production dans un avenir proche. On pourrait ainsi voir apparaître des excédents de nature à peser sur le marché, non seulement dans les trois dominions, mais encore aux Etats-Unis, si l'agriculture ne pouvait pas être complètement adaptée aux besoins du marché intérieur et s'il se produisait un recul de la demande. Ces excédents pourraient d'ailleurs coïncider avec un régime alimentaire insuffisant et généralisé qui serait le corollaire de l'insuffisance du volume de la demande effective mondiale elle-même.

Il a été recommandé par la Commission préparatoire de la FAO chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale (et des dispositions dans la charte de l'OIC ont été prévues à cet effet) que, si de telles situations se produisaient, elles fussent réglées au moyen d'accords intergouvernementaux sur les produits de base comportant, au besoin, des dispositions en vertu desquelles les excédents pourraient être vendus à prix spéciaux aux pays dont le niveau de nutrition est relativement bas. En l'absence de ces garanties, la crainte d'excédents éventuels peut conduire à une politique de prudence plutôt qu'à une politique d'expansion, non seulement dans ces quatre pays, mais également dans d'autres pays exportateurs de produits alimentaires. Cette prudence se manifeste déjà dans certaines régions.

Chapitre 7

PROCHAINES MESURES A PRENDRE

L'analyse des problèmes mondiaux de l'alimentation et de l'agriculture est une question bien connue. Une grande partie de ce qui est exposé ici a déjà fait l'objet de rapports de la part des gouvernements et de documents divers publiés par la FAO. Des millions de personnes ont faim; la population mondiale augmente de façon alarmante; la production doit être accrue; l'érosion des sols appauvrit beaucoup de terres; l'introduction de méthodes agricoles modernes se heurte à de sérieuses difficultés; les pays à faible revenu manquent de capitaux pour leurs projets d'investissements; il importe de ranimer les échanges internationaux. Il s'agit là de notions bien connues qui, à force d'être répétées, sont presque devenues des banalités. Mais que font les nations? Quelles mesures prennent-elles pour faire face à ces problèmes?

Naturellement, les gouvernements des pays ravagés par la guerre se sont préoccupés ces deux dernières années des problèmes de reconstruction; les gouvernements d'autres pays ont dû également faire face à des problèmes urgents résultant directement ou indirectement de la guerre. Le rétablissement et la restauration se poursuivront pendant quelques années encore mais il n'y aurait aucun avantage à attendre que ces tâches soient accomplies pour commencer à s'occuper des problèmes énumérés ci-dessus. Certains d'entre eux ne sauraient souffrir le moindre délai: la population du monde augmente chaque année. De plus, les solutions constructives actuelles consistent surtout en projets qui ne porteront leurs premiers fruits qu'au bout d'un certain temps. Il n'est pas trop tôt pour passer du général au particulier et, pour les gouvernements, d'envisager des plans pour la bataille de la production, de déterminer l'ordre de priorité voulu et d'entreprendre l'exécution des travaux préliminaires. On peut esquisser ici quelques-unes des prochaines mesures qu'il y aurait lieu de prendre, mais c'est aux gouvernements des Etats Membres qu'il appartiendra de définir en termes concrets ce qu'ils se proposent d'entreprendre.

Projets spéciaux

On a déjà commencé les travaux en certains domaines. Plusieurs gouvernements ont dressé des plans pour le développement de la production de certaines cultures ou pour les améliorer par l'irrigation ou encore par d'autres moyens applicables dans telle ou telle région de leur pays. Ainsi, l'Inde a établi un certain nombre de projets d'irrigation. La France, la Belgique et la Grande-Bretagne ont des plans pour la production

d'arachides et d'autres cultures d'exportation dans leurs territoires africains. La FAO coopère également avec les gouvernements à l'établissement de projets spéciaux: par exemple, l'introduction de maïs hybride dans le sud-est de l'Europe, l'immunisation du bétail contre la peste bovine dans le sud de la Chine, l'examen des possibilités de production de graines oléagineuses au Venezuela, etc. Cette aide directe aux gouvernements constitue une partie capitale des travaux de la FAO. Il est permis d'espérer que les activités de ce genre seront multipliées dans un proche avenir car il y a davantage de gouvernements qui commencent à s'intéresser au développement de leurs ressources et qui voudraient bien augmenter leur production agricole. Dans les rapports que les Etats Membres ont soumis à la FAO, on ne cesse de souligner le manque de techniciens et un certain nombre de pays ont demandé que les services techniques de la FAO soient encore développés. La FAO peut être en mesure de fournir des experts techniques et de les mettre à la disposition des pays qui en manquent pour s'occuper de leurs problèmes particuliers.

Etablissement de plans et de programmes régionaux

Les projets spéciaux peuvent être plus efficaces s'ils représentent une partie d'un vaste programme de développement agricole. Un certain nombre de gouvernements ont déjà établi des programmes de ce genre plus ou moins détaillés, mais c'est seulement en Europe, où la FAO les a déjà étudiés¹, et, dans une moindre mesure, en Amérique du Nord, qu'ils existent en nombre suffisant pour permettre de se faire une idée nette des tendances de la production, du commerce et de la consommation. Il semble que l'on devrait maintenant procéder à des consultations entre gouvernements, à l'échelon régional, en vue d'établir des programmes précis pour l'agriculture, la sylviculture et les pêches. Pour passer ensuite à l'exécution pratique des projets établis, il sera souhaitable d'organiser des consultations techniques sur des points spéciaux des programmes afin d'établir un ordre de priorité pour les différents projets à exécuter et pour développer l'aide mutuelle qui facilitera la fourniture des matériaux et de l'équipement. Il sera peut-être nécessaire d'entreprendre ce travail régional simultanément sur plusieurs plans en l'orientant dans plusieurs directions à la fois. Par exemple, il pourrait y avoir certains programmes d'action pratique à mettre à exécution immédiatement. Il conviendra de procéder à certaines enquêtes sur place pour établir les possibilités d'augmentation de la production dans certaines régions déterminées. Il y aura des discussions préliminaires à entreprendre avec d'autres gouvernements, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une région donnée, pour se procurer la main-d'œuvre et les matériaux nécessaires, et il importera, en même temps, de poursuivre la tâche permanente qui consiste à formuler et à rajuster les programmes des pays, compte tenu des tendances régionales et mondiales.

Il convient aussi de souligner que ces projets devraient, ainsi qu'on l'a déjà dit, entrer dans des programmes plus généraux de développement économique. La cadence optimum du développement agricole est en grande partie fonction du rythme que le développement industriel lui-même est susceptible d'atteindre. Ce sont les Commissions économiques régionales créées par le Conseil économique et social qui sont chargées de la coordination de ces programmes plus généraux, et en utilisant ce mécanisme, on pourrait peut-être se faire assez rapidement une idée du rythme du développement économique total que l'on peut escompter dans chaque région.

¹ FAO, *Programmes européens de remise en état et d'amélioration de l'agriculture*, Washington-Rome, juin 1948.

Les échanges mondiaux

Si, en matière de programmes de production, les prochaines mesures devraient être prises sur le plan régional, en revanche tout examen des problèmes relatifs au commerce international doit se faire sur une base mondiale. On peut entreprendre cet examen produit par produit et en termes généraux. Les Etats Membres qui participent aux travaux des Sous-Comités des produits de base du Comité international de la crise alimentaire (IEFC) se préoccupent sans cesse de la situation de certains produits. Mais pour ceux qui ont cessé de faire l'objet d'allocations, il peut être nécessaire de temps à autre de recommander des mesures spéciales. Au cours de l'année passée, par exemple, la FAO a fait, à la demande de certains gouvernements, des enquêtes quant aux moyens d'augmenter les disponibilités exportables de matières grasses. Elle a également effectué une étude spéciale sur la situation du marché international des fruits et des légumes frais en Europe. Elle coopère étroitement avec les Conseils intergouvernementaux de produits et avec leurs groupes d'études. D'autres questions particulières peuvent être soulevées; par exemple, quelles sont les perspectives à long terme sur les marchés internationaux en ce qui concerne l'industrie du riz qui s'est récemment développée en Amérique latine? Ou encore, les programmes d'importation européens des graines oléagineuses et de matières grasses pour 1950/51 sont-ils exagérés ou non, au regard des perspectives d'approvisionnement mondial? Il y aurait probablement lieu de choisir parmi les questions de ce genre pour procéder sans tarder à un premier examen.

Pour ce qui est des travaux de caractère plus général relatifs à l'analyse des tendances à venir du commerce alimentaire international, il sera nécessaire d'avoir les renseignements plus précis que l'on est en droit d'attendre de l'établissement des programmes nationaux dans les différentes régions.

Données nécessaires à l'étude de la situation mondiale

Pour rajuster leur politique de production agricole en fonction de l'évolution prévue, les gouvernements ont besoin de savoir si au cours des quelques années prochaines, l'offre en produits alimentaires, en fibres et en produits forestiers est susceptible de dépasser la demande ou si les pénuries actuelles persisteront. Il leur faut disposer de renseignements plus précis sur le régime alimentaire de leur population afin de pouvoir arrêter une politique de nutrition plus satisfaisante. Ils veulent savoir quelles sont les conditions de la vie rurale sur leur territoire et quel succès ont rencontré les diverses expériences tentées pour en améliorer le niveau dans d'autres pays.

Si l'on veut qu'une discussion annuelle de ces questions soit efficace, elle doit se fonder sur des renseignements de sources officielles, obtenus en temps voulu et couvrant la majeure partie du monde. On a déjà signalé dans ce rapport que le manque de renseignements ne permet pas de fournir cette année une documentation satisfaisante aux fins de consultations intergouvernementales. Il faut espérer que l'année prochaine un plus grand nombre de réponses seront envoyées aux demandes de renseignements formulées, ce qui permettra la préparation d'une étude plus complète.

Il serait superflu d'énumérer ici en détail tous les points sur lesquels des renseignements sont nécessaires. Parmi ceux qui permettent d'évaluer la production, citons notamment: des statistiques meilleures et plus opportunes sur les superficies cultivées et la production, les effectifs du cheptel, la production animale, l'utilisation des ressources alimentaires, le prix des fournitures agricoles et le chiffre de consommation correspondant. (A cet égard, le recensement agricole mondial projeté pour 1950 devrait fournir certains renseignements de base dont on a grand besoin.) Pour ce qui est des échanges internationaux, il y a lieu de faire remarquer que plusieurs pays importants publient actuelle-

ment leurs statistiques d'importations et d'exportations avec un retard qui va jusqu'à deux ans. En matière de nutrition, il est nécessaire d'effectuer des enquêtes sur la consommation, complétées par des enquêtes cliniques, de meilleures statistiques sur l'hygiène et des tableaux de composition des aliments plus détaillés. Pour l'appréciation des conditions rurales, il importe d'entreprendre davantage d'enquêtes sur place, fût-ce même à une échelle assez modeste, pour préciser l'état de l'enseignement, de l'habitat, de l'hygiène, de l'organisation coopérative, du régime foncier, etc. Pour procéder à une estimation de la demande tant nationale qu'internationale en produits agricoles, il faut disposer de meilleures statistiques sur la population ainsi que des données sur le revenu national et sur les tendances récentes qui se manifestent dans d'autres secteurs de l'économie.

L'amélioration de la situation mondiale ne peut être qu'un processus lent et ardu. Les moyens par lesquels on se procure les renseignements nécessaires sont peu appréciés et les fins auxquelles peuvent servir les documents fournis n'apparaissent pas toujours clairement à ceux qui les donnent. Ni les gouvernements, ni les organisations internationales ne se rendent populaires en envoyant des questionnaires. Pourtant les gouvernements demandent un tableau plus satisfaisant de l'économie mondiale. Il importe de procéder par reconnaissances scientifiques et non pas à l'aveuglette. Jusqu'à présent, les éclairés étaient inexpérimentés et leurs longues-vues imparfaites. Le but de cette série de rapports annuels est de mettre progressivement au point l'analyse jusqu'à ce que les gouvernements puissent voir se dessiner plus clairement les événements à venir et par conséquent prendre chaque année des mesures de plus en plus pratiques en vue d'améliorer les ressources alimentaires du monde, ainsi que la nutrition et la santé des populations.

DEUXIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES DES RÉGIONS

Chapitre 8

RÉGIONS CARACTÉRISÉES PAR UNE POPULATION A FAIBLE REVENU ET DE FORTE DENSITÉ

L'EXTRÊME-ORIENT¹

Le problème capital qui se pose en Extrême-Orient est celui de la production, aussi bien dans le domaine agricole que dans le domaine industriel. Cette région, qui ne comprend que le cinquième de la superficie du globe mais où vit la moitié de la population du monde, est-elle à même de produire assez de produits de toute sorte pour assurer à chacun un meilleur niveau de vie? A l'heure actuelle, le revenu annuel par habitant y est très faible—très sensiblement au-dessous de 100 dollars (E.-U.) d'après certains économistes. A supposer que l'on s'efforce d'atteindre les objectifs de consommation précisés au Chapitre 4, l'augmentation de 40 pour cent qui en résulterait dans les dépenses alimentaires devrait, comme précédemment indiqué, aller de pair avec un accroissement du revenu réel de l'ordre de 50 pour cent. La question est de savoir si le revenu réel par habitant pourra s'accroître dans de telles proportions, d'ici 1960, par exemple, et si les disponibilités en vivres pourront augmenter dans la mesure nécessaire.

Les événements de la seconde guerre mondiale n'ont fait qu'exacerber les difficultés de l'Extrême-Orient. En premier lieu, un certain nombre de territoires ont acquis une autonomie plus grande. En deuxième lieu, la dislocation de la production et des transports pendant la guerre a fait ressortir l'insécurité de l'écart existant entre le régime alimentaire courant et la famine. Troisièmement, l'inflation monétaire qui sévit dans plusieurs pays d'Extrême-Orient a aggravé la mauvaise répartition des ressources alimentaires déjà insuffisantes. Quatrièmement, et c'est peut-être le fait le plus important, les circonstances ont été si difficiles que les gouvernements de tous ces pays ont assumé en matière de ravitaillement alimentaire national des responsabilités d'une ampleur qu'on n'avait jamais envisagée auparavant.

¹ On étudiera dans la présente section les pays et régions ci-après: Birmanie, Ceylan, Chine, Inde, Indonésie (statistiques relatives à Java et Madoura seulement), Indochine, Japon, Malaisie, Pakistan, Philippines et Siam. Ces pays représentent 90 pour cent de la population comprise sous la rubrique "Asie et Extrême-Orient" définie par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient des Nations Unies. En raison de l'insuffisance des renseignements statistiques disponibles au moment de la rédaction, l'étude n'est pas aussi approfondie qu'il eût été souhaitable pour certains pays. La situation ne s'est pas encore stabilisée en Indonésie et en Indochine et les renseignements relatifs à ces régions sont nécessairement fragmentaires. L'Inde et le Pakistan sont traités en bloc. Pour la Chine, 22 provinces seulement (la Chine proprement dite) sont comprises dans l'étude, alors que les neuf provinces du nord-est (Mandchourie) ainsi que le Jéhol, le Si-kang, le Sin-kiang, le Tibet et le Taïman ne sont mentionnés qu'incidemment. Faute de données, on n'a fait qu'effleurer les problèmes qui se posent en Corée.

Ce sont les moyens de transport qui ont subi les effets les plus néfastes de la guerre. Un autre aspect marquant de ces ravages a été l'abattage impitoyable des animaux de trait, surtout pendant la dernière phase des hostilités, à la fin desquelles de nombreux pays comme la Birmanie et le Siam ont éprouvé de terribles difficultés pour rétablir leur niveau de production alimentaire d'avant-guerre. L'inflation qui sévit dans la plupart de ces pays résulte de la pénurie de denrées alimentaires, s'ajoutant à la raréfaction de biens de consommation, comme les tissus qui, avant la guerre, venaient surtout du Japon. Dans le cas de la Chine, l'inflation est aggravée par l'état de guerre civile et le déséquilibre du budget.

Il convient de noter par ailleurs que l'Extrême-Orient, dont la population est si importante et où les superficies cultivées sont relativement si limitées, doit compter presque uniquement sur sa propre production alimentaire. Les importations, fussent-elles aussi élevées qu'au cours de ces dernières années, ne fournissent qu'une maigre fraction du total des approvisionnements alimentaires nécessaires aux pays comme la Chine et l'Inde, bien que les importations occupent évidemment une place très importante dans l'approvisionnement des grandes villes côtières. Cependant, les habitants vivent pour la plupart sur de petites exploitations où ils produisent la plus grande partie de leur nourriture et consomment presque tout ce qu'ils produisent. En sorte que les disponibilités destinées au marché intérieur ou à l'exportation sont constituées par une masse de petites livraisons effectuées par une infinité de producteurs presque exclusivement autoconsommateurs.

Production et commerce extérieur

Dans chacun des pays étudiés dans la présente section, à l'exception de l'Indochine, la production alimentaire dans son ensemble a été supérieure en 1947/48 à ce qu'elle était en 1946/47. On peut même dire que, pour le Siam, les Philippines, l'Inde et le Pakistan, la production a probablement dépassé légèrement le niveau d'avant-guerre.

La production de riz, de blé et de maïs, c'est-à-dire les trois cultures vivrières essentielles pour la majorité des habitants des pays d'Extrême-Orient, est indiquée au Tableau 15 ci-après.

La légère augmentation de la production de blé par comparaison avec celle d'avant-guerre n'a pas suffi à contrebalancer la diminution de la production de riz. Ce déclin a été particulièrement marqué en Chine, en Indochine, en Birmanie et en Indonésie. La production des autres cultures vivrières comme les tubercules et racines, les légumes secs, les fruits et légumes, est en général plus élevée qu'avant-guerre et cet accroissement a dans une certaine mesure compensé le déficit enregistré pour les céréales.

La production de certaines cultures d'exportation comme celles du caoutchouc ou du copra a retrouvé son niveau d'avant-guerre mais les progrès ont été moindres en ce qui concerne d'autres produits comme le sucre, l'huile de palme, le café, le thé, les épices, les fibres textiles qui souffrent toujours plus ou moins des effets des négligences et des destructions du temps de guerre.

En 1947/48 les exportations de produits alimentaires de l'Extrême-Orient font apparaître une reprise considérable par rapport à l'année précédente comme le montre le Tableau 16, mais les excédents ne représentent encore qu'une fraction de ce qu'ils étaient avant la guerre. C'est aux Philippines et en Birmanie que la reprise est la plus nette.

Les importations de produits alimentaires en Extrême-Orient ont également été supérieures à celles de l'année dernière, surtout aux Indes et au Japon, mais, comme les exportations, elles restent très faibles par rapport aux niveaux d'avant-guerre.

Dans l'ensemble, l'Extrême-Orient, autrefois nettement exportateur de céréales

TABLEAU 15.—PRODUCTION DES CÉRÉALES DANS CERTAINS PAYS DE L'EXTRÊME-ORIENT

Céréale et pays	1934-38	1946/47	1947/48
	(.....Milliers de tonnes métriques.....)		
Riz (Paddy)			
Birmanie.....	6.971	3.836	5.352
Ceylan.....	300	254	224
Chine (22 provinces) ¹	50.064	46.006	46.507
Inde/Pakistan.....	38.721	42.887	41.845
Indochine.....	6.498	4.082	4.287
Indonésie:			
Java et Madoura.....	6.081	4.338	5.145
Bali et Lombok.....	452	325	466
Japon.....	11.523	11.453	11.194
Malaisie.....	513	421	548
Philippines.....	2.179	2.198	2.335
Siam.....	4.357	3.864	4.700
TOTAL.....	127.659	119.664	122.603
Froment			
Chine (22 provinces) ¹	21.743	22.736	25.029
Inde/Pakistan.....	9.967	9.045	8.108
Japon.....	1.288	615	767
TOTAL.....	32.998	32.396	33.904
Maïs			
Birmanie.....	39	19	20
Chine (22 provinces) ¹	6.497	7.639	6.724
Inde/Pakistan.....	2.118	2.411	2.731
Indochine.....	594	420	427
Japon.....	75	64	62
Java et Madoura.....	1.979	722	1.313
Malaisie.....	...	1	1
Philippines.....	427	565	465
Siam.....	5	8	9
TOTAL.....	11.734	11.849	11.752

¹ Moyenne 1931-37.TABLEAU 16.—COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES EN EXTRÊME-ORIENT¹

Denrée et période	Importations	Exportations	Balance
	(.....Milliers de tonnes métriques.....)		
Riz²			
Moyenne 1934-38.....	6.652	8.603	-1.951
1946.....	1.566	1.178	+ 388
1947.....	1.625	1.279	+ 346
1948.....	2.682	2.368	+ 314
Autres céréales			
Moyenne 1934-38.....	1.354	1.479	- 125
1945/46 ³	2.832	...	+2.832
1946/47 ³	5.336	...	+5.336
1947/48 ⁴	4.782	...	+4.782
Sucre			
Moyenne 1934-38.....	1.549	3.108	-1.559
1946.....	125	17	+ 108
1947.....	64	10	+ 54
1948 (estimation).....	...	⁵ 280	...
Huiles et graisses (en équivalent huile)			
Moyenne 1934-38.....	350	2.600	-2.250
1946.....	100	650	- 550
1947.....	150	1.120	-1.020
1948 (estimation).....	170	1.250	-1.080

¹ Porte sur tous les pays de l'Extrême-Orient et non pas seulement sur ceux figurant au Tableau 15.² Les chiffres figurant dans la colonne des importations sont les totaux des chiffres d'exportations vers les pays importateurs d'Extrême-Orient. Les chiffres pour 1948 sont ceux des allocations accordées.³ Chiffres des expéditions faites par les pays exportateurs vers les pays importateurs d'Extrême-Orient.⁴ Voir note (3); chiffres provisoires.⁵ Chiffre de prévision des exportations de la République des Philippines.

et de riz, est devenu nettement importateur de ces produits. Les exportations nettes de sucre sont encore insignifiantes et celles de corps gras n'atteignent pas la moitié de leur niveau d'avant-guerre. Si les changements survenus restent peu importants par rapport à la totalité des ressources alimentaires de la région, ils n'en exercent pas moins de profondes répercussions sur le volume des échanges mondiaux portant sur ces produits. Bien entendu, il serait intéressant de savoir si les importations dont l'Extrême-Orient a actuellement besoin sont temporaires et si cette région pourra bientôt recommencer à exporter, ou si au contraire elle restera définitivement une région réellement importatrice de produits alimentaires.

La Chine

Il est difficile de généraliser quand il s'agit d'un pays aussi vaste que la Chine, où les communications restent insuffisantes. On y voit fréquemment des excédents de produits alimentaires apparaître dans une région, tandis que la famine sévit dans une autre. Le régime à base de blé des populations du Nord diffère aussi profondément de celui des habitants du Sud qui consomment surtout du riz, que l'alimentation des régions côtières de celle des provinces de l'Ouest. D'autre part, il y a lieu d'accueillir avec beaucoup de réserve les statistiques de la production agricole en Chine comme dans les autres pays d'Extrême-Orient.

Sous réserve des considérations qui précèdent, il apparaît que la récolte de céréales en 1947/48 a atteint à peu près le niveau d'avant-guerre. La baisse de la production de riz et de sorgho a été compensée par une augmentation de celles du blé et du maïs. La culture des patates et d'autres tubercules et racines s'est amplifiée mais la production de soya accuse un certain fléchissement, et il en est de même des effectifs du cheptel. La production de thé s'est améliorée par rapport à la campagne précédente mais l'inflation et le contrôle des changes freinent la reprise des exportations.

Actuellement les importations de denrées alimentaires de la Chine se composent presque uniquement de céréales: 563.000 tonnes en 1947/48 contre plus de 900.000 tonnes avant-guerre. Les importations de sucre, assez considérables avant la guerre, n'ont pas repris.

La Chine exporte encore peu d'huiles végétales et de thé par rapport à son commerce d'avant-guerre. La majeure partie des exportations d'huiles et de graines oléagineuses se compose d'huiles d'abrin et de graines de thé fournies par la Chine du Sud. Les exportations de thé, auparavant destinées au Royaume-Uni, à l'Afrique du Nord et à l'U.R.S.S. se dirigent surtout maintenant vers les Etats-Unis, qui deviennent un important marché.

Le niveau de la consommation de produits alimentaires varie beaucoup d'une province à l'autre et d'année en année, et une moyenne nationale ne signifie pas grand'chose. La consommation de céréales a baissé par rapport à celle d'avant-guerre, et cet abaissement n'a été que partiellement compensé par l'accroissement de la consommation de patates et d'autres féculents. La ration totale semble inférieure d'environ 5 pour cent à celle d'avant-guerre en terme de calories.

L'Inde et le Pakistan

Il est difficile d'établir pour cette région une comparaison entre la production d'avant-guerre et celle d'après-guerre, car avant la guerre les renseignements systématiques ne portaient que sur une faible partie des régions cultivées, alors qu'aujourd'hui la statistique, bien qu'encore incomplète, couvre manifestement une plus grande superficie. Dans l'ensemble, il ne semble point qu'il y ait eu de changement sensible dans

le niveau de la production de blé, de riz, de maïs et autres céréales principales. En 1947, les conditions atmosphériques ont été particulièrement défavorables et la récolte de blé a considérablement souffert de la rouille, mais en 1948 toutes les récoltes de céréales s'annoncent satisfaisantes. Le total des approvisionnements en produits alimentaires de base s'est amélioré durant l'année passée. La suppression du rationnement se fait par paliers et l'on constitue des stocks de céréales alimentaires.

La production de jute en 1947/48 a atteint 1,55 million de tonnes, ce qui marque une amélioration sensible par rapport à la campagne précédente et dépasse la moyenne des années 1934-38. Par contre, cette région ne produit que les deux tiers du coton d'avant-guerre.

Le blé et le maïs surtout, en qualité de denrées de remplacement du riz, constituent encore l'essentiel des importations des Indes. Ces importations sont élevées par rapport au total des échanges mondiaux, mais très faibles si on les compare à la production totale de céréales de la péninsule. Les exportations de graines oléagineuses et d'huiles végétales des Indes, bien que légèrement plus élevées qu'en 1946/47, restent fort inférieures à celles d'avant-guerre et rien n'indique qu'elles doivent augmenter dans l'avenir immédiat.

Le partage de l'Inde a créé de nouvelles difficultés. Les territoires correspondant à l'Inde nouvelle étaient approvisionnés en produits alimentaires par ceux qui constituent maintenant le Pakistan; mais il reste à savoir dans quelle mesure le Pakistan exportera des denrées alimentaires ou cherchera au contraire à les garder pour améliorer le régime alimentaire de ses populations.

Les statistiques de la consommation, pour autant qu'elles soient significatives, révèlent une diminution importante de la ration individuelle de céréales et de produits de l'élevage par rapport à l'avant-guerre; mais cela pourrait en partie s'expliquer par le fait que les statistiques démographiques sont plus précises que les statistiques agricoles. En 1948, les niveaux de consommation s'annoncent plus élevés.

Pays exportateurs de produits alimentaires (Birmanie, Indochine, Indonésie, Philippines et Siam)

Dans ces cinq pays, le problème dominant au point de vue agricole a consisté à rétablir la production des denrées d'exportation: riz en Birmanie, en Indochine et au Siam; oléagineux et sucre en Indonésie et aux Philippines.

La reprise de la production des rizières a eu lieu de façon satisfaisante en Birmanie et au Siam, alors qu'en Indochine l'agitation politique a retardé ce progrès. En 1947/48 la récolte birmane, marquant une notable avance sur l'année dernière, a atteint 5,4 millions de tonnes métriques de paddy contre 7 millions de tonnes avant la guerre. Les conditions météorologiques ont été très favorables en 1947/48 et, sans parler du riz, les récoltes d'arachides et de coton ont été les meilleures depuis la guerre. Cependant, les exportations de riz ne représentent encore que 50 pour cent du chiffre d'avant-guerre en raison de l'augmentation de la consommation en Birmanie.

Au Siam, bien que la production de riz soit complètement rétablie, les exportations n'ont pas marqué un progrès correspondant, tant à cause de l'augmentation de la consommation locale que des cours peu élevés maintenus jusqu'à présent en vertu de l'Accord tripartite. Les prix ayant été relevés on peut s'attendre pour 1948/49 à des exportations de l'ordre de 1 million de tonnes.

Alors qu'en Birmanie le manque d'animaux de trait et d'équipement agricole continue à freiner la production, au Siam l'approvisionnement en outils et en matériel agricole léger est maintenant plus conforme au besoin et il en est de même des produits de lutte contre les ennemis des plantes et des animaux. On est venu à bout des pires ravages de l'épidémie de peste bovine de 1946. Il y a encore pénurie de matériaux de

construction pour accentuer les travaux d'irrigation. Au Siam, à la faveur de l'arrêt des importations de sucre pendant la guerre, la culture de la canne à sucre s'est multipliée et la production locale est maintenant suffisante pour faire face aux besoins du pays.

En Indochine la désorganisation générale et l'insécurité économique ont milité contre les cultures commerciales de sorte que la production de riz, de maïs, de sucre, de café et de poivre se maintient toujours à un très faible niveau. Les luttes intérieures ont entravé les transports tant des récoltes vers les marchés et les ports, que de la canne à sucre vers les raffineries. En somme, l'exportation de tous les produits alimentaires est encore négligeable, mais s'annonce meilleure pour l'année qui vient. Le caoutchouc est le seul produit dont la production et l'exportation ont atteint le niveau moyen d'avant-guerre.

En Indonésie une augmentation de la superficie des principales cultures vivrières, le temps favorable et la cessation des hostilités en automne 1947 ont apporté une amélioration de la production alimentaire en 1947/48, mais le niveau des approvisionnements est encore au-dessous de celui d'avant-guerre. La réfection des canaux d'irrigation, le défrichage des régions de cultures qui avaient été négligées et la reconstitution des rizières et des plantations de canne à sucre sont déjà en bonne voie. Pour rétablir la production des cultures commerciales, l'Indonésie a besoin qu'on lui livre rapidement des engrais et du matériel de transformation.

Le rendement des cultures destinées à la consommation locale atteint 70 à 80 pour cent de son chiffre d'avant-guerre, bien qu'il y ait des difficultés à assurer une distribution équitable entre les différentes îles, surtout en ce qui concerne le riz. Les cultures d'exportation, notamment celles de canne à sucre et d'oléagineux, sont encore désorganisées et les exportations correspondantes restent négligeables. Les exportations de copra de l'Indonésie se sont toutefois élevées à 148.000 tonnes métriques en 1947 (500.000 tonnes avant la guerre). Pour 1949/50 on projette de relever les exportations de sucre à environ 200.000 tonnes contre 1 million de tonnes avant la guerre. Le retour à leur niveau normal des autres cultures commerciales, comme le caoutchouc, le thé, le café, le tabac, le quinquina et les épices a été lent en raison de l'instabilité de la situation intérieure. On espère obtenir des crédits de l'étranger pour acheter des engrais et l'équipement nécessaire à la production et à la transformation des produits agricoles qui rendraient possible, selon les plans gouvernementaux, l'exportation en 1949/50 de 250.000 tonnes de copra, de 200.000 tonnes d'huile de palme, de 410.000 tonnes de caoutchouc et de la quantité de sucre déjà citée.

Aux Philippines, grâce au rétablissement général de la production à son niveau d'avant-guerre et à des importations à peu près suffisantes de riz, les approvisionnements ont pu se maintenir à un niveau constant en 1947/48 et la hausse rapide des prix, généralement corrélative de la période de rareté qui précède la soudure, a pu être évitée. Les cultures de maïs ont souffert du typhon, mais la production reste supérieure à celle d'avant-guerre. La production des tubercules et racines a plus que doublé par rapport à la même période, ce qui compense dans une certaine mesure, comme dans les autres pays d'Extrême-Orient, le faible approvisionnement des autres produits alimentaires. Néanmoins, la population s'est accrue si rapidement que la ration alimentaire individuelle demeure au-dessous de son niveau d'avant-guerre.

En ce qui concerne les cultures d'exportation, le rétablissement de l'industrie du copra a été l'un des phénomènes d'après-guerre les plus remarquables en Extrême-Orient. En dépit de la grande désorganisation du temps de guerre, la production a été rétablie si rapidement grâce au matériel américain que les exportations de 1947 ont atteint 980.000 tonnes contre une moyenne de 293.000 tonnes en 1934/38. Les exportations de 1948 seront plus faibles, en partie à cause des dégâts causés par le typhon

et en partie parce que le rendement de la zone actuellement en culture ne saurait guère être dépassé. La reprise de l'industrie d'exportation du sucre s'est effectuée beaucoup plus lentement en raison de l'insuffisance des approvisionnements d'engrais, du manque de variétés de canne à sucre à haut rendement et de l'impossibilité d'obtenir une livraison rapide du matériel de raffinerie. En 1947/48 la production était encore inférieure à la moitié de celle d'avant-guerre, mais on s'attend à ce que les exportations reprennent à une échelle modérée en 1948/49. Le gouvernement des Philippines a annoncé un plan de construction de la plus grande centrale de sucre du monde. La production du bananier textile (chanvre de Manille) a atteint 100.000 tonnes en 1947, comparativement à 50.000 tonnes en 1946. L'augmentation de la production de 1947 ne s'explique en grande partie que par une surexploitation et une récolte dévastatrice dues à l'appât de bénéfices considérables que pourraient procurer les prix élevés des fibres. On s'attend à une production plus faible en 1948 et il ne semble pas qu'elle puisse atteindre même en 1950 son niveau d'avant-guerre, qui était de 170.000 tonnes.

Pays importateurs de produits alimentaires (Ceylan, Malaisie, Japon et Corée)

Ceylan et la Malaisie sont largement tributaires pour leur ravitaillement des importations de produits alimentaires de base tout en se spécialisant dans d'autres cultures d'exportation. Tous deux s'efforcent de diversifier leur économie pour s'affranchir dans une certaine mesure des importations alimentaires, mais cette transformation prendra un temps considérable. Avant la guerre, Ceylan importait plus de 70 pour cent du riz qu'il lui fallait. Pendant et depuis la guerre, l'île a dû substituer dans une large mesure les importations de blé à celles de riz, mais la quantité globale de ces céréales reste à peu près la même. Comme partout en Extrême-Orient, les récoltes de tubercules et racines et de fruits et légumes sont plus fortes qu'avant-guerre.

Les principales exportations agricoles de Ceylan sont le thé, le caoutchouc et les produits de la noix de coco. La production du thé d'exportation est plus forte qu'avant-guerre et les prix ont monté sensiblement l'année passée. Le gonflement de la production de caoutchouc en temps de guerre a pris fin et, comme les frais de production sont élevés à Ceylan, ce pays doit, dans une certaine mesure, abandonner les hévéas pour d'autres cultures. Des programmes spéciaux ont été envisagés pour organiser cette transition avec le moins de difficultés possible. Les palmiers souffrent encore des effets de la sécheresse de 1945/46 et les exportations d'huile de copra et de palme ont été plus faibles en 1947/48 que l'an dernier, représentant moins de la moitié des quantités d'avant-guerre.

La Malaisie a toujours importé environ 60 pour cent de ses approvisionnements de riz et, comme Ceylan, elle a dû remplacer le riz par le blé pendant et depuis la guerre. L'approvisionnement total en céréales n'en a pas moins été nettement insuffisant et la ration officielle des populations urbaines est extrêmement faible. Le Gouvernement malais a ordonné qu'au moins 2 pour cent de la superficie des domaines agricoles de plus de 40 hectares soient consacrés à des cultures vivrières. On a entrepris activement la réfection des digues et des ouvrages d'irrigation, ainsi que l'achèvement des travaux d'irrigation commencés avant la guerre. Le Gouvernement a distribué des semences aux planteurs de riz et a mené une campagne contre la peste bovine qui amenuisait le troupeau d'animaux de travail. Il y a eu une augmentation importante de la production et de la consommation des patates, du manioc, de l'igname, des légumes et des fruits.

Parmi les cultures d'exportation, celle du caoutchouc a été restaurée le plus rapidement et les exportations ont atteint 668.000 tonnes en 1947 contre une moyenne de 423.000 tonnes en 1934-38. Cependant, une partie de ces exportations aurait été prise sur les stocks existants. Les industries d'huile de copra et de palme ont repris moins rapidement.

La consommation locale s'est accrue et les exportations restent bien inférieures à celles d'avant-guerre. L'industrie des conserves d'ananas a végété par manque de sucre et de fer-blanc et la production ne représente que 17 pour cent du niveau d'avant-guerre.

En 1947, malgré les dégâts causés par les typhons, la récolte de riz au Japon a été estimée à 9 millions de tonnes métriques de riz non décortiqué, soit 97 pour cent de celle d'avant-guerre. Au contraire, la récolte des céréales d'été,—blé, orge et orge nue—a été d'environ 30 pour cent inférieure à celle d'avant-guerre par le fait, principalement, d'une diminution des rendements, ces cultures étant plus sensibles à la pénurie d'engrais.

La production des pommes de terre et des patates a été meilleure que celle de l'année précédente et bien plus élevée qu'avant-guerre. Par contre, pour les produits de l'élevage, les tonnages restent encore relativement bas. Malgré les conditions économiques généralement défavorables, comme la pénurie d'engrais, le manque de produits de toute sorte et l'inflation monétaire, la production totale des récoltes a été satisfaisante, surtout en raison des conditions climatiques favorables.

Les objectifs pour 1948/49 visent à une augmentation de 10 pour cent de la production alimentaire. On a dressé à cette fin des plans qui permettraient notamment d'accroître les importations de matières premières pour la fabrication des engrais, et en particulier des engrais phosphates.

Depuis la fin de la guerre, le commerce extérieur du Japon a été dirigé par les autorités d'occupation et se fait, pour la plus grande part, d'après des marchés-conclus entre gouvernements. Depuis août 1947, cependant, on a rendu une certaine initiative aux importateurs et exportateurs particuliers, tout en réglementant strictement leur activité. Les importations de denrées alimentaires ont été bien plus importantes en 1947/48 que l'année précédente, venant surtout des Etats-Unis, alors qu'avant la guerre elles provenaient principalement des territoires japonais de la Corée et de Taïwan (Formose). Par comparaison avec les grosses importations d'avant-guerre de riz, de sucre et de graines oléagineuses, le Japon n'a importé en 1947 que 1.055.000 tonnes de blé et de farine de blé, et seulement 42.000 tonnes de sucre. Les exportations japonaises de soie et de produits textiles, bien qu'en période de reprise, ne représentent encore qu'une fraction de leur volume d'avant-guerre.

Les niveaux de consommation alimentaire ont diminué sérieusement parce qu'alors que les approvisionnements diminuaient, la population augmentait brusquement en raison du rapatriement de millions de japonais qui avaient émigré. La ration est de plus de 20 pour cent inférieure à celle d'avant-guerre exprimée en calories et consiste surtout, plus qu'auparavant, en céréales et en féculents. Pour ramener l'alimentation à son niveau d'avant-guerre, déjà insuffisant, il faudra que le Japon trouve tôt ou tard de nouvelles sources d'approvisionnement outre-mer, et cela se traduira nécessairement par une rareté accrue de riz et de matières grasses sur le marché mondial.

En Corée du Sud, la production de riz s'est bien maintenue, mais celle de blé et d'orge a baissé par rapport à l'avant-guerre. Dans la période qui a précédé les hostilités, le sud de la Corée exportait vers le Japon de très fortes quantités de riz, et recevait de la partie nord du pays un certain volume d'autres céréales. En 1947 les importations nettes de céréales et de légumes secs s'élevaient à 480.000 tonnes en Corée du Sud. La diminution de la production des céréales serait due à une réduction des doubles récoltes et à un manque d'engrais. Par contre, la production de patates et de pommes de terre a plus que doublé tandis que la production d'autres légumes s'est accrue de 50 pour cent. L'augmentation brusque de population due au rapatriement et à l'immigration venue de la Corée du Nord a aggravé la situation de l'approvisionnement alimentaire et la ration moyenne pour le total de la population en 1948/49 est de 1.330 calories par jour et par personne. Cependant, la grande majorité de la population de la Corée du Sud est

essentiellement rurale et peut probablement se procurer sur place nombre de produits alimentaires qui ne sauraient figurer dans les statistiques ou estimations officielles.

Consommation

Selon les estimations, pour les pays qui figurent au Tableau 17, la valeur énergétique de la ration a varié, suivant les cas, entre 1.680 et 2.160 calories par personne et par jour. Les approvisionnements alimentaires s'avèrent dans l'ensemble légèrement supérieurs à

TABLEAU 17.—APPROVISIONNEMENTS PAR PERSONNE ET PAR AN DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS CERTAINS PAYS DE L'EXTRÊME-ORIENT, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Céréales				Racines, tubercules, et féculents	Sucre ²	Lég. secs et noix	Huiles et graisses ⁵	Produits animaux ⁴	Poisson ³
	Riz ¹	Panifiables ¹	Secondaires ¹	Total ¹						
(..... Kilogrammes par personne et par an au niveau du détail.....)										
<i>Birmanie</i>										
1934-38.....	141,8	2,4	4,8	149,0	6,1	10,2	9,1	4,3	31,0	37,2
1946/47.....	125,9	1,0	3,0	129,9	7,6	6,7	10,8	2,3	16,0	34,2
1947/48.....	163,7	1,3	5,6	170,6	7,5	6,6	10,9	2,8	16,4	33,6
<i>Ceylan</i>										
1934-38.....	126,6	4,2	5,0	135,8	12,9	13,0	110,0	2,6	25,9	9,5
1946/47.....	60,8	34,4	4,8	100,0	9,9	13,8	87,8	4,8	19,4	7,2
1947/48.....	57,1	42,9	6,8	106,8	11,5	14,3	90,4	5,5	19,6	7,3
<i>Chine (22 provinces)</i>										
1931-37.....	86,9	37,3	47,4	171,6	30,1	1,2	25,3	6,3	14,4	2,8
1946/47.....	79,5	38,4	48,7	166,6	39,5	0,7	21,0	5,7	10,8	2,7
1947/48.....	79,5	41,8	43,5	164,8	34,8	0,5	24,0	6,5	11,5	2,7
<i>Inde/Pakistan</i>										
1934-38.....	79,8	21,6	39,3	140,7	7,6	14,9	22,3	3,3	68,9	1,6
1946/47.....	69,8	19,3	29,8	118,9	7,2	13,7	20,4	3,4	60,4	1,4
1947/48.....	67,7	17,8	30,6	116,1	7,2	13,6	20,2	3,5	59,8	1,4
<i>Indochine</i>										
1934-38.....	139,7	0,9	2,9	143,5	18,2	6,8	4,7	2,2	29,6	22,8
1946/47.....	109,0	0,6	15,8	126,3	43,0	5,6	9,4	2,1	9,2	12,1
1947/48.....	120,5	0,3	16,4	137,2	44,7	6,5	7,1	1,6	5,2	12,4
<i>Japon</i>										
1934-38.....	133,8	10,4	18,5	162,7	67,1	12,9	8,9	1,9	14,1	34,4
1946/4.....	107,4	11,7	9,1	128,2	67,8	0,1	1,8	0,1	6,1	36,2
1947/48.....	102,4	19,4	17,8	139,6	56,7	0,7	3,4	0,5	3,8	37,8
<i>Java et Madoura</i>										
1934-38.....	86,2	1,1	40,5	127,8	156,7	6,7	7,9	2,8	6,3	4,4
1946/47.....	57,5	—	14,1	71,6	132,5	8,1	13,9	2,7	3,8	2,6
1947/48.....	67,6	—	25,7	93,3	179,3	8,1	31,5	2,7	4,3	3,5
<i>Malaisie</i>										
1934-38.....	187,8	12,0	4,8	204,6	8,9	6,2	26,4	6,4	25,2	20,3
1946/47.....	84,4	46,7	0,5	131,6	40,4	6,2	16,3	3,4	10,0	19,7
1947/48.....	125,6	46,7	0,2	172,5	29,5	6,2	16,3	3,4	10,0	19,7
<i>Philippines</i>										
1934-38.....	96,6	5,3	27,1	129,0	24,0	7,3	17,2	3,4	24,2	48,4
1946/47.....	85,3	14,2	28,3	127,8	22,9	9,5	17,4	5,0	13,8	33,8
1947/48.....	78,7	14,2	22,6	115,5	22,9	10,0	17,4	5,0	18,5	46,0
<i>Siam</i>										
1934-38.....	97,6	0,9	0,2	98,7	23,3	9,5	17,1	4,7	45,3	48,4
1946/47.....	110,2	0,2	0,5	110,9	23,3	6,5	17,2	4,7	39,2	48,4
1947/48.....	139,4	0,2	0,5	140,1	23,3	10,8	17,0	4,7	40,6	48,4

¹ Aux taux d'usinage locaux. ² Comprenant sirops, confiseries et sucre raffiné. ³ Frais et préparé. ⁴ Comprenant viande, œufs et produits laitiers. ⁵ Comprenant huiles végétales, huiles d'animaux marins, beurre et autres matières grasses d'origine animale en équivalents de graisse pure.

TABLEAU 18.—VALEUR NUTRITIVE DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES DANS CERTAINS PAYS DE L'EXTRÊME-ORIENT, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Calories (évaluées)		Protéines			Lipides
	Par personne et par jour	Part provenant des céréales et tubercules	Par personne et par jour		Animales pour cent de protéines totales	Par personne et par jour
			Totales	Animales		
	(Nombre)	(Pour cent)	(.....Grammes.....)		(Pour cent)	(Grammes)
<i>Birmanie</i>						
1934-38.....	2.080	68,1	72,2	32,7	45,3	31,9
1946/47.....	1.762	70,5	63,7	27,2	42,7	21,2
1947/48.....	2.145	75,6	77,8	33,2	42,7	29,9
<i>Ceylan</i>						
1934-38.....	2.059	63,6	49,8	7,2	14,5	46,1
1946/47.....	1.705	56,1	47,9	12,3	25,7	47,4
1947/48.....	1.824	56,0	53,1	12,4	23,4	49,6
<i>Chine (22 provinces)</i>						
1931-37.....	2.234	76,1	70,6	5,6	7,9	40,1
1946/47.....	2.115	79,5	64,5	4,5	7,0	35,2
1947/48.....	2.136	77,2	66,4	4,5	6,8	38,4
<i>Inde/Pakistan</i>						
1934-38.....	1.976	67,6	56,5	8,7	15,2	28,9
1946/47.....	1.712	66,0	48,9	7,6	15,5	27,0
1947/48.....	1.685	65,3	47,7	7,6	15,9	27,0
<i>Indochine</i>						
1934-38.....	1.896	76,6	48,3	12,1	25,1	25,3
1946/47.....	1.811	77,6	42,8	5,8	13,6	16,0
1947/48.....	1.919	80,1	44,1	4,7	10,7	16,3
<i>Japon</i>						
1934-38.....	2.230	75,8	72,7	12,0	16,5	24,5
1946/47.....	1.602	86,8	50,1	10,5	21,0	12,8
1947/48.....	1.684	86,6	53,1	9,7	18,3	14,3
<i>Java et Madoura</i>						
1934-38.....	2.045	84,2	46,3	4,4	9,5	24,4
1946/47.....	1.453	73,1	36,0	2,6	7,2	16,7
1947/48.....	1.840	77,2	44,4	3,2	7,2	21,6
<i>Malaisie</i>						
1934-38.....	2.706	74,8	62,0	12,1	19,5	44,0
1946/47.....	1.790	78,5	41,6	7,6	18,3	24,1
1947/48.....	2.152	82,2	48,7	7,5	15,4	24,6
<i>Philippines</i>						
1934-38.....	1.855	69,4	53,4	19,6	36,7	33,6
1946/47.....	1.826	70,1	46,8	13,2	28,2	39,3
1947/48.....	1.770	65,6	48,8	18,0	37,3	39,2
<i>Siam</i>						
1934-38.....	1.756	58,7	52,2	25,0	47,9	36,3
1946/47.....	1.816	63,3	52,9	27,7	42,9	35,1
1947/48.....	2.157	65,6	58,2	23,0	39,5	36,9

ceux de 1946/47. Il n'y a pas eu de véritable famine pendant l'année passée, mais les signes marqués de malnutrition et de sous-alimentation étaient généralisés. L'insuffisance à la fois quantitative et qualitative des territoires d'Extrême-Orient, évidente avant la guerre, est maintenant beaucoup plus prononcée. Dans trois pays seulement: la Birmanie, le Siam et l'Indochine (principaux exportateurs de riz), la ration calorique a été plus élevée qu'avant la guerre. La plus grande diminution des rations alimentaires s'est produite en Malaisie et au Japon.

Les Tableaux 17 et 18 donnent des indications sur l'état de la consommation et de la nutrition dans certains pays. Il convient de souligner que les statistiques de production qui ont servi aux calculs sont très incomplètes et qu'en conséquence on a souvent obtenu des résultats surprenants, tel le chiffre extraordinairement bas qui représente la consommation du riz au Siam avant la guerre. Il faut espérer qu'à la suite d'une consultation plus approfondie des services gouvernementaux intéressés, certaines de ces anomalies évidentes des statistiques de consommation pourront disparaître.

Le rationnement est encore en vigueur à différents degrés dans la plupart des pays d'Extrême-Orient. Au Japon, il s'applique à tous les produits importants. La Malaisie a abandonné le rationnement du blé et de la farine de blé au début de 1948 mais maintient encore celui du riz. A Ceylan, le riz, la farine et le sucre sont rationnés. En Indonésie, le riz et les aliments importés sont rationnés pour environ 3 millions de personnes. L'Inde a levé le rationnement des céréales l'année passée mais maintient le contrôle des importations alimentaires. Au début de 1948, la Chine a institué un système de rationnement pour la farine de blé dans cinq villes importantes.

Les enquêtes faites sur la consommation et la nutrition dans plusieurs pays font apparaître l'étendue de la malnutrition. Par exemple, dans certaines régions de l'Inde méridionale, la ration calorique de la population est si faible qu'elle touche à la famine, alors que dans certaines régions de l'Est la nourriture ne fournit pas moins de 2.400 calories par personne et par jour. En Indonésie, l'insuffisance du ravitaillement chez maintes catégories de consommateurs est officiellement tenue pour responsable de la diminution de rendement des travailleurs. Même en Birmanie et au Siam, l'alimentation est déséquilibrée en raison d'un excès relatif de riz par trop décortiqué. Cette alimentation n'apporte pas en quantité suffisante certains acides aminés d'origine animale, les vitamines B et certains sels minéraux comme ceux de calcium. Des insuffisances alimentaires analogues apparaissent aux Philippines. Par exemple une récente enquête clinique a révélé dans la province de Bataan 7 à 9 cas de béribéri sur 100 habitants dans 9 municipalités sur 12 étudiées.

Accroissement des approvisionnements

Actuellement, l'approvisionnement alimentaire en Extrême-Orient s'améliore régulièrement et l'alimentation est revenue ou est en train de revenir à son niveau d'avant-guerre. La question est de savoir si l'agriculture se bornera à compenser les perturbations causées par la seconde guerre mondiale ou si son relèvement s'inscrit dans le cadre d'un plus vaste programme permanent d'augmentation de la production. Avant la guerre, bien que les données statistiques soient par trop imparfaites pour permettre un jugement définitif, il n'y avait aucun signe dans aucun de ces pays d'un accroissement de la production des cultures alimentaires de base, sauf au Japon où la production de riz augmentait régulièrement en raison des recherches agricoles intensives.

Depuis la guerre, comme il a été dit dans l'introduction, les gouvernements ont pris dans ces régions un intérêt beaucoup plus grand aux approvisionnements alimentaires. L'un des traits les plus encourageants de l'année passée a été la définition à la conférence de Baguio² des buts à poursuivre à l'égard du riz pendant les trois prochaines années. Cela indique la détermination à favoriser l'expansion de la production. On peut invoquer, contre les buts envisagés, qu'ils ne sont pas assez élevés et ne tiennent pas suffisamment compte des augmentations possibles de population. Néanmoins, ils représentent certainement l'introduction, pour la première fois, d'une technique de détermination régionale des objectifs de production et, une fois cette technique solidement établie, les paliers à atteindre peuvent être modifiés suivant les circonstances.

Les difficultés que suscite l'expansion de la production sont en vérité énormes. Une solution consisterait à trouver de nouvelles régions à mettre en culture. Le Tableau 19 montre que, dans la plupart des territoires considérés, il y a moins d'un tiers d'hectare de terre cultivée par personne.

Cependant, le Tableau montre aussi que dans l'un quelconque des pays, sauf aux

² FAO, *Rapport de la Conférence du Riz*, Washington, E.-U., juin 1948.

TABLEAU 19.—PARTS DE TERRE ARABLE PAR UNITÉ DE SUPERFICIE DU TERRITOIRE ET PAR HABITANT DANS CERTAINS PAYS DE L'EXTREME-ORIENT, EN 1947/48

Pays	Territoire	Terre arable	Terre arable pour 100 hectares du territoire	Terre arable par habitant
	(... <i>Milliers d'hectares</i> ...)		(<i>Pour cent</i>)	(<i>Hectares</i>)
Birmanie.....	60.500	8.567	14,2	0,50
Ceylan.....	6.600	1.344	20,4	0,20
Chine (22 provinces).....	507.065	97.668	19,3	0,24
Inde/Pakistan.....	409.585	.....	.....	.....
Territoire recensé.....	(266.804)	(113.284)	(42,5)	(0,31)
Indochine.....	74.000	6.000	8,2	0,25
Indonésie.....	190.435	.....	.....	.....
Java et Madoura.....	(13.217)	(8.909)	(67,4)	(0,18)
Japon.....	37.978	5.796	15,3	0,07
Malaisie.....	13.250	2.053	15,5	0,34
Philippines.....	29.741	3.954	13,3	0,20
Siam.....	51.352	5.000	9,7	0,29

Indes et à Java, il n'y a pas plus d'un cinquième de la superficie totale des terres qui soit cultivé. La plupart de ces terres non cultivées sont ou bien dans des régions trop sèches ou trop froides pour la culture, ou bien sur des pentes trop escarpées et, qui dans la plupart des cas, ont été dégradées par plusieurs siècles d'érosion. Néanmoins, des projections seraient nécessaires pour s'assurer qu'il ne reste pas, quand ce ne serait que sur de faibles étendues, quelques régions susceptibles d'être mises en culture.

En tout état de cause on ne saurait assez insister sur la nécessité primordiale d'augmenter le rendement des terres actuellement en culture. Les contrastes entre les rendements des cultures des différents pays sont frappants quand on considère, par exemple, que le rendement du riz en quintaux par hectare était en moyenne pour 1934/38 de 36,3 au Japon, de 25,3 en Chine, de 13,3 aux Indes et de 10,9 aux Philippines. Les rendements pour les autres récoltes varient en gros dans des proportions analogues. Il y a certainement place pour un large progrès dans les pays à faibles rendements pour peu que le nécessaire soit fait dans l'irrigation et la préparation du sol et dans l'approvisionnement et la répartition des engrais et insecticides. On dispose des indications qui suivent sur les programmes gouvernementaux.

En Chine, un programme quinquennal de production alimentaire s'applique depuis janvier 1948; il a trait à neuf des principales cultures vivrières et porte sur ceux des districts dont la plus-value de production escomptée profitera le mieux aux régions déficitaires. Le programme comporte la fourniture de semences et d'engrais meilleurs, l'introduction de méthodes culturales améliorées, la lutte contre les ennemis des cultures, l'augmentation de la superficie des régions cultivées et l'amélioration de l'entreposage et de la transformation des produits. Le programme envisage une augmentation de 1,6 million de tonnes de riz et de blé et de 1,25 million de tonnes de pommes de terre, légumes et céréales diverses. Le programme s'étend également au développement des cultures industrielles comme le coton, le tabac, l'abrasin, la soie et le thé.

Le gouvernement du Dominion de l'Inde a préparé un programme de cinq ans visant à augmenter de 4 millions de tonnes la production de céréales alimentaires pour 1952. On espère obtenir une augmentation de 1.355.000 tonnes de céréales grâce à l'exécution partielle de certains projets importants d'irrigation, notamment la réalisation de plusieurs petits projets comme la construction de puits tubulaires ou d'infiltration dans les régions propices. L'assèchement et la mise en valeur de certaines terres permettront d'obtenir 662.000 tonnes de céréales supplémentaires. Le choix et la répartition des semences apporteront 815.000 tonnes, cependant que, par un emploi accru de fumiers

et d'engrais, on doit pouvoir obtenir encore 1.153.000 tonnes de céréales alimentaires supplémentaires. Ce sont les gouvernements des provinces qui portent la responsabilité principale de l'exécution de ces projets. Le succès du programme dépendra énormément des disponibilités en approvisionnements essentiels comme les engrais, les machines agricoles et l'équipement pour les petits réseaux d'irrigation.

En plus du programme quinquennal mentionné ci-dessus, l'Inde a un projet d'irrigation et de remise en valeur à plus longue échéance. On espère que d'ici 15 ans, les principaux plans d'irrigation qui sont actuellement à l'étude auront été mis à exécution ou seront sur le point de l'être. Environ quatre millions d'hectares auraient ainsi une irrigation assurée à la saison voulue pour la culture du riz. Il resterait alors encore plus de 18 millions d'hectares de terres à irriguer méthodiquement. Mais, au cours de 20 autres années, on présume que 8 millions d'hectares, en plus des 4 millions d'hectares déjà mentionnés, seront à leur tour irrigués.

Au Pakistan, les projets mis en avant pour augmenter l'approvisionnement en riz durant les trois prochaines années peuvent être résumés comme suit: projet de forage de 2.500 puits tubulaires et de 15.000 puisards dans le Pendjab occidental et un projet d'irrigation et de drainage de moindre importance dans le Bengale oriental.

En Birmanie, le gouvernement se propose de rendre à la culture du riz plus d'un million d'hectares de terres en friche, à l'aide des mesures suivantes: 1) maintien des effectifs d'animaux de trait par l'interdiction formelle de l'abattage, 2) subventions aux cultivateurs, 3) distribution subventionnée de semences, de matériel et d'équipement personnel aux agriculteurs, 4) organisation d'un système d'achat centralisé du riz en vue d'établir le cours au niveau voulu, et 5) fourniture de tracteurs permettant la culture dans les régions sèches.

Au Siam, un plan triennal de production et d'exportation du riz a été mis sur pied pour la réalisation duquel le gouvernement compte d'une part fournir aux cultivateurs les semences, outils et autres biens de consommation nécessaires à leur activité, remettre en état les réseaux d'irrigation et en aménager de nouveaux de faible importance, rétablir les voies de communication et moyens de transport territoriaux et développer les coopératives; et d'autre part, importer d'outre-mer les tracteurs, charrues, lieuses, batteuses, engrais, insecticides, et produits pharmaceutiques contre la malaria ou autres. Un plus vaste programme impliquant tout un régime d'aménagement des eaux dans le bassin supérieur du Chao-phya permettrait d'importantes irrigations et la lutte contre les inondations dans la plaine centrale mais reste à l'état de simple projet faute de crédits. La sélection de variétés de riz à haut rendement et l'expérimentation sur les engrais ont par ailleurs été décidées.

L'Indochine a des programmes de remise en état des ouvrages d'irrigation et des digues et levées contre l'inondation. On y dresse des plans pour un ensemble d'importants travaux d'irrigation dans toutes les régions du pays qui, une fois terminés, couvriraient près de 800.000 hectares.

Le gouvernement de la République des Philippines a un plan décennal de développement agricole, visant en particulier à atteindre l'autarcie pour le riz et le maïs au cours des cinq prochaines années. On doit y créer de vastes fermes d'Etat de 4.000 à 10.000 hectares, entièrement mécanisées, qui devraient produire à la fin de la période quelque 60.000 tonnes de riz. Le gouvernement intensifie également la production et la répartition de semences de meilleure qualité.

En Indonésie, on peut signaler de gros efforts pour la remise en état des ouvrages d'irrigation endommagés mais, faute de fonds, de techniciens, et d'équipement, on doit retarder l'exécution de nouveaux travaux qui permettraient l'irrigation de plus de 750.000 hectares. Notons par ailleurs que l'Indonésie s'est fixée des objectifs de produc-

tion à l'égard des principales denrées d'exportation dont le commerce est si indispensable pour permettre les importations nécessaires.

A Ceylan, les coopératives agricoles, en plein développement, entreprennent un important travail de vulgarisation et d'expansion visant notamment à augmenter la superficie des terres cultivées, à faire adopter de nouvelles ou meilleures pratiques culturales, de nouveaux appareils agricoles, de meilleures variétés de semences, une sélection végétale et animale plus systématique et à procurer des facilités de commercialisation et de crédit agricole. On a lancé un programme qui doit mettre en culture près de 40.000 hectares de marécages salins en bordure de la côte grâce à une variété de paddy résistante au sel.

Le gouvernement malais a établi un plan décennal d'aménagement d'ouvrages d'irrigation, tant pour les terres actuellement cultivées que pour de nouvelles terres. A l'heure actuelle, un tiers seulement des 285.000 hectares de paddy en culture humide est assuré d'une irrigation permanente. Grâce à la réalisation complète du programme, on compte que 142.000 hectares de terres consacrées à la culture du riz seront dotés d'une irrigation permanente et que 73.000 hectares seront gagnés à cette culture sur les marécages et la jungle.

Au Japon, après l'interruption de la guerre, l'amélioration des systèmes d'irrigation et de drainage a été reprise. Il existe par ailleurs un plan de 15 ans de remise en valeur des terres selon lequel 2 millions d'hectares devraient être rendus à la culture, mais ce but sera long et coûteux à atteindre. Un programme de redistribution des terres a été adopté en octobre 1946 pour faire passer aux exploitants les terres appartenant à des propriétaires non-exploitants. On estime à 2 millions d'hectares la superficie totale des terres qui seront ainsi réquisitionnées par le gouvernement et revendues aux cultivateurs. Déjà au 31 mars 1948, le gouvernement avait réquisitionné 1,6 million d'hectares et en avait revendu environ 424.000 aux paysans. Les cultivateurs peuvent payer soit au comptant, soit à tempérament en 30 annuités à 3,2 pour cent d'intérêt. Il se trouve que dans les conditions économiques actuelles, bon nombre d'entre eux sont à même de payer comptant.

Politique alimentaire

Il reste encore à voir si la réalisation de tous ces programmes, pour désirables qu'ils soient, se traduira par une véritable amélioration de la ration individuelle ou si elle ne fera que compenser l'augmentation de la population.

Cela étant, il importe au plus haut point de tirer le meilleur parti alimentaire possible de tout ce dont on peut disposer. De nombreux instituts de recherche étudient la manière d'assurer une alimentation plus équilibrée aux populations dont la ration journalière est en grande partie composée de riz fortement blanchi, et qui sont si pauvres qu'elles ne peuvent souvent pas s'en offrir suffisamment. L'attention a été attirée en particulier sur les moyens d'augmenter la teneur en thiamine de la nourriture en améliorant les variétés de riz, en diminuant les pertes de thiamine pendant la préparation et la cuisson du riz et en introduisant d'autres aliments à teneur élevée en thiamine. Les spécialistes en matière de nutrition réunis à Baguio en février 1948, ont formulé des recommandations pour la modernisation du matériel de mouture du riz, pour l'étuvage du riz avant la mouture, et des recherches pour l'amélioration des méthodes d'étuvage en vue d'obtenir un produit de consommation plus acceptable.

Dans la plupart des pays d'Extrême-Orient, on a abordé le problème de la nutrition des groupes les plus vulnérables de consommateurs, mais très peu de programmes alimentaires bien conçus ont été établis jusqu'à présent qui eussent une certaine ampleur et un caractère de permanence. Le Siam prévoit des essais d'alimentation complémentaire pour

les enfants des écoles. A Ceylan, on a expérimenté les divers types d'aliments susceptibles de donner les meilleurs résultats et l'on est arrivé à la conclusion qu'un supplément de lait écrémé est encore le plus efficace pour augmenter la taille et le poids des enfants. La réunion sur la nutrition qui s'est tenue à Baguio³ a recommandé pour les enfants un type de repas bon marché, nourrissant et pratique pouvant s'adapter aux conditions locales, composé de céréales, de légumes à gousses, de petits poissons entiers, de légumes verts et d'huile (à haute teneur en carotène), fournissant 400 calories, et riche en principes nutritifs essentiels. La distribution de tels repas dans les maternités et dans les écoles ou autres centres de jeunes a été préconisée. Le Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies contribue actuellement au fonctionnement d'un programme d'alimentation complémentaire des enfants en Chine et dans une certaine mesure, dans plusieurs autres pays de cette région.

La réunion de Baguio a également recommandé le développement de l'enseignement en matière de nutrition à trois niveaux: au niveau universitaire, à celui des responsables locaux et au niveau du grand public; enseignement qui devra chaque fois s'appuyer de façon pratique sur la connaissance des habitudes alimentaires et du niveau culturel locaux. Un travail dans ce sens a été commencé dans l'Inde; en Chine, le Conseil d'assistance alimentaire, et au Siam, le Ministère de la Santé publique ont amorcé un programme du même ordre.

Problèmes généraux

Les difficultés énormes qu'on doit surmonter pour augmenter la production alimentaire et améliorer les niveaux de nutrition sont en relation étroite avec les difficultés plus générales d'ordre économique et social de cette région. On a déjà insisté dans la première partie sur la corrélation existant entre la politique agricole et la politique générale en matière économique et sociale, mais elle apparaît plus clairement en Extrême-Orient que dans toute autre région.

Si la connaissance technique des méthodes culturales est si lente à se développer parmi les masses paysannes, c'est d'abord et surtout, semble-t-il, à cause de l'inexistence ou de l'insuffisance dans tant de pays d'Extrême-Orient, de l'enseignement et de l'hygiène même élémentaires. Dans beaucoup de ces pays, jusqu'à présent, il n'y a des écoles que pour une fraction des enfants et l'expansion est ralentie en raison du manque de professeurs compétents, de bâtiments et d'équipement. Dans beaucoup de ces pays un fort pourcentage de la population agricole est atteint chroniquement de malaria ou d'autres maladies débilitantes, et les services d'hygiène nationaux ne sont pas encore en nombre suffisant pour pouvoir s'occuper des régions rurales. En conséquence, la main-d'œuvre agricole de nombreuses régions est physiquement inapte aux travaux de force. Un autre problème est celui de l'insuffisance des moyens de formation des agents des services agricoles et, sans services agricoles, on ne saurait réaliser les programmes nationaux de production alimentaire et l'amélioration des méthodes culturales. Dans la première partie, on a aussi souligné l'importance des changements qui s'imposent dans le régime foncier, le système de crédit agricole, la législation des successions et l'organisation des marchés des produits agricoles pour créer un climat favorable au développement de l'agriculture. D'un autre côté, l'industrialisation qui commence à se dessiner dans ces régions devrait être consacrée en partie à fournir les matières nécessaires à l'agriculture: engrais, insecticides, outils, machines, etc. Tous ces points ont été maintes fois traités. On admet maintenant presque partout qu'ils font partie intégrante du problème

³ FAO, *Les problèmes de la nutrition dans les pays consommateurs de riz de l'Asie*, Washington, E.-U., juin 1948.

même des approvisionnements alimentaires. Il faut absolument sortir du cercle vicieux et on peut difficilement y parvenir en ne s'attaquant qu'à tel ou tel de ces points isolément. Il faut attaquer le problème de front et faire tous les changements nécessaires simultanément. Cela étant d'abord bien reconnu, le stade suivant consiste certainement à entreprendre un examen plus approfondi, probablement au niveau régional, des conditions dans lesquelles les gouvernements peuvent s'entraider pour passer à l'exécution de façon pratique.

Forêts et produits forestiers

Dans cette région, les forêts occupent une superficie considérable, mais une si grande partie en est inaccessible que la zone qui peut réellement approvisionner les populations est très réduite. Le problème qui se pose aux gouvernements de cette région est d'assurer l'exploitation de leurs domaines forestiers au mieux des intérêts de tous. La FAO a fait des études préliminaires sur les conditions existantes et a l'intention d'organiser en 1949 une conférence des forêts et produits forestiers qui traitera des problèmes de cette région et de l'Océanie. On espère que la conférence ouvrira la voie à la solution des problèmes urgents et sera suivie de l'adoption d'une politique générale en matière forestière à laquelle pourront participer tous les pays intéressés.

Production

Au moins la moitié des superficies boisées sont hors de la portée des centres de consommation. Les forêts qui étaient jadis accessibles ont été exploitées à fond depuis des siècles dans de nombreux pays et surtout en Chine, où l'absence de produits forestiers et les conséquences de l'érosion du sol, qui a suivi le déboisement, sont particulièrement graves. Dans l'Inde et au Pakistan considérés ensemble, les forêts occupent 20 pour cent de la superficie totale et plus de 50 pour cent au Japon, en Birmanie, à Ceylan, en Malaisie et en Indonésie. Les essences feuillues dominent, les résineux poussant seulement en Mandchourie, au Japon, en Corée et dans l'Inde septentrionale. Dans les forêts tropicales de la région, les peuplements de tecks sont particulièrement précieux.

Les statistiques reçues par la FAO indiquent une production totale d'environ 300 millions de mètres cubes de bois ronds pour 1946, soit à peu près le chiffre estimatif de 1937.

L'instabilité de la situation politique ne permet pas de prévoir la production de l'avenir immédiat, mais les moyens énergiques qu'ont adoptés les Philippines pour résoudre leurs problèmes forestiers sont une preuve que d'autres pays pourront également réaliser des progrès rapides dès que le calme politique sera rétabli.

Dans l'ensemble, le matériel utilisé pour la production forestière est insuffisant. De nombreuses scieries fonctionnent toujours avec un matériel démodé et peu efficace. Il est certain qu'on cherche, pour l'extraction du bois, à remplacer les animaux de trait, buffles et éléphants compris, par du matériel mécanique et ce courant se généralisera sans doute rapidement lorsque l'atténuation des difficultés financières permettra l'achat à l'étranger de matériel neuf.

Exportations et importations

On ne dispose pas de données précises sur les exportations et les importations, mais on estime que les importations nettes s'élevaient en 1946 entre 3 et 4 millions de mètres cubes. Bien que les Philippines se préparent à augmenter leurs exportations en Amérique

du Nord et que la Birmanie et le Siam continuent à expédier du teck, il faudra attendre la stabilisation de l'état politique pour voir les exportations ou les importations augmenter dans des proportions importantes.

Consommation

On estime que, dans un pays industrialisé, la consommation moyenne de bois par tête est de 700 kg. Les données dont on dispose montrent qu'en Extrême-Orient on ne dispose pas de plus de 290 kg, chiffre très faible même si l'on tient compte du peu d'avancement de l'industrialisation et de la chaleur du climat dans presque toutes les régions.

Progrès

Depuis longtemps, les services forestiers sont bien organisés dans maints pays d'Extrême-Orient et surtout en Birmanie, dans l'Inde, au Pakistan, en Indonésie, en Indochine, aux Philippines et au Japon. On trouve donc de nombreux forestiers capables et expérimentés. Il faut toutefois augmenter de beaucoup le nombre de ce personnel et procéder à une réorganisation administrative qui permettra d'utiliser au maximum leurs capacités.

L'Inde, la Malaisie, Java et le Japon possèdent d'exceptionnelles institutions de recherches forestières. Il existe des écoles très bien organisées d'enseignement technique supérieur dans l'Inde, aux Philippines, en Chine et au Japon. L'Inde, la Birmanie, la Malaisie, le Siam et l'Indonésie ont des écoles formant le personnel subalterne.

Une mission de la FAO s'est rendue au Siam en 1948 et a formulé en particulier des recommandations précises au sujet de l'amélioration des systèmes d'exploitation et d'utilisation des forêts. Ces recommandations ont trait en particulier à la formation professionnelle d'un plus grand nombre de personnes, au perfectionnement de l'organisation du service forestier, aux questions financières, à l'établissement d'un inventaire des ressources forestières nationales et à l'amélioration des méthodes de marketing.

Il n'y a pas eu assez longtemps depuis la fin de la guerre et parfois depuis l'entrée en fonction de nouveaux gouvernements pour qu'on puisse enregistrer des progrès marqués dans l'administration forestière. Dans certains pays la tension intérieure rend toujours à peu près impossible tout forestage.

Les nouveaux gouvernements de l'Inde, du Pakistan et de la Birmanie essaient de créer des services forestiers qui, tout en mettant à profit l'expérience et les tours de main accumulés au cours des temps, jetteront les bases essentielles des progrès futurs. Aux Philippines, en Indonésie et dans les territoires britanniques, on fait des efforts considérables pour reconstituer les services forestiers qui ont perdu beaucoup de personnel pendant la guerre et dont les archives et registres ont été irréparablement détruits. La conférence prévue pour l'année prochaine ouvrira, on l'espère, la voie à une collaboration qui permettra de résoudre les grands problèmes de la région et facilitera l'échange libre de renseignements techniques. Cette conférence devra aussi aboutir à une meilleure distribution des quantités disponibles de produits forestiers.

LE MOYEN-ORIENT

Cette région fait partie de la zone désertique qui s'étend le long du tropique du Cancer. Elle est caractérisée par une série de hauts plateaux arides; par de vastes déserts dénudés, des steppes qui sans eau ne pourraient être aucunement cultivées et par

un petit nombre de rivières assez importantes. Le régime pluviométrique ne convient pas à la culture des terres, excepté dans les régions septentrionales de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran, sur le pourtour de la Méditerranée, dans la partie centrale et méridionale du Soudan et sur le plateau abyssin.

Dans ces dernières régions, il est possible de faire succéder une culture de céréales à des jachères. Dans les plaines d'alluvion et les vallées sillonnées par un cours d'eau on peut se livrer à la culture intensive en ayant recours à l'irrigation. Toutefois, d'autres parties du Moyen-Orient⁴ ne sont pas propres à la culture des céréales dans les conditions actuelles. Il se pourrait qu'en développant sur une grande échelle la mécanisation de l'agriculture, en utilisant les techniques et les semences les meilleures et en employant des quantités suffisantes d'engrais, on arrivât à transformer un grand nombre de régions non encore cultivées dans la zone où la hauteur moyenne des pluies est peu élevée de façon qu'elles passent de l'état de steppes à herbages à celui d'exploitations céréalières. Mais les mises de fonds que nécessiteraient de tels projets pourraient être considérables par rapport aux bénéfices qu'on en retirerait. L'entreprise exigerait des capitaux importants pour l'achat de l'outillage et des approvisionnements dont la plus grande partie serait importée, puisque dans cette région l'industrie n'est pas très développée.

La population qui s'élève à environ 119 millions d'habitants en est réduite à vivre en peuplements denses dans les oasis. Certaines de celles-ci sont très grandes, comme la vallée du Nil en Egypte (35.000 km²), d'autres, au contraire, sont très petites et pauvres.

La superficie des terres cultivables ne peut être évaluée qu'approximativement en raison de l'importance relative des jachères nues dans les différents assolements et pratiques culturales, ainsi que de l'insuffisance des renseignements disponibles. Si l'on met de côté l'Arabie saoudite et l'Afghanistan, pays pour lesquels on ne possède pas de chiffres, on estime que la superficie des terres réellement cultivées s'élevait avant la guerre à 38 millions d'hectares et, en 1947, à 43 millions. Avant la guerre, environ 3,6 pour cent de la totalité des terres étaient cultivées, alors que maintenant ce pourcentage semble être de 4,1 pour cent, soit une augmentation de 14 pour cent. La population paraît s'être accrue d'environ 16 pour cent durant cette période, mais une proportion importante de cette augmentation n'est probablement qu'apparente puisque l'un des termes de comparaison résulte de recensements effectués en vue du rationnement. Pour la région prise dans son ensemble, il est probable que le chiffre de 0,4 hectare représentant la proportion de terres cultivées par individu, est resté sensiblement le même au cours des dix dernières années.

Le problème dominant de l'ensemble de la région est celui de l'irrigation. Dans le Moyen-Orient, l'agriculture est profondément influencée par le milieu environnant et la tradition, et demeure dans ses grandes lignes fidèle aux principes instaurés par les premières civilisations. Cette agriculture présente certains aspects particuliers. En premier lieu, l'élevage est entièrement indépendant de la culture et se trouve monopolisé par les nomades, qui élèvent leurs troupeaux sur les herbages saisonniers et souvent maigres des steppes et des plateaux. Les principaux animaux domestiqués sont les moutons, les chèvres, les chameaux et les chevaux. L'agriculteur qui s'est fixé sur une exploitation n'élève qu'un nombre limité de bovins, de chameaux, d'ânes et de mules comme animaux de trait et de bât. L'élevage de bovins destinés à la boucherie n'existe pour ainsi dire pas. A l'exception de quelques régions très limitées, les prairies artificielles et les céréales

⁴ A défaut de terme plus précis, l'expression *Moyen-Orient* est employée dans cette section de manière à comprendre les territoires suivants de l'Asie occidentale et de l'Afrique du nord-est. Turquie, Iran, Afghanistan, Irak, Syrie, Liban, Chypre, Transjordanie, Palestine (y compris Israël) Arabie saoudite, Yémen et autres territoires de l'Arabie, les Somalies, Ethiopie, Erythrée, Soudan anglo-égyptien, Egypte, et Lybie. Des données statistiques se référant au nouveau territoire d'Israël manquent encore pour certains domaines ou périodes analysés dans ce rapport.

fourragères cèdent le pas aux cultures alimentaires et de profit. La production de foin, les silos, l'industrie laitière, l'engraissement des bovins, les prairies temporaires n'existent que dans un très petit nombre de régions et sur une petite échelle. L'élevage des porcs est pour ainsi dire inconnu, principalement pour des raisons d'ordre religieux, mais lorsqu'il est pratiqué, les animaux sont d'une qualité inférieure.

Ce n'est qu'au cours des premières années après 1920 que, par suite de la chute de l'Empire ottoman, cette région est sortie d'une longue période au cours de laquelle les distances et le temps se calculaient d'après la vitesse des caravanes de dromadères. Brusquement, le Moyen-Orient redevint un carrefour du commerce et du trafic mondiaux. Les lignes aériennes, les chemins de fer, les routes ont sillonné ces contrées en moins d'une trentaine d'années, formant un réseau gigantesque. A l'heure actuelle, la production du pétrole ne cesse d'augmenter. Les pipe-lines traversent les déserts demeurés jusqu'ici mystérieux. De nouveaux ports, de nouvelles villes, de nouvelles activités se développent continuellement. La Turquie moderne est entièrement différente de la Turquie ottomane d'il y a 30 ans, et il en est ainsi, à un certain degré, des autres pays de cette région. Il est difficile de prévoir quelle sorte d'agriculture résultera de cette transformation économique au cours de la prochaine génération.

Production et commerce extérieur

Le Tableau 20 donne un aperçu des tendances récentes de la production et du commerce en ce qui concerne les principaux produits agricoles de la région. La production du sucre et du tabac dépasse légèrement le niveau d'avant-guerre, tandis que la production du coton et des graines oléagineuses y est inférieure.

Le Moyen-Orient a augmenté sa production agricole sous la pression de la guerre. En général, les récoltes destinées à la vente ont été sacrifiées et remplacées dans une large mesure par les céréales, les légumineuses et, dans certains cas, par les graminées. La production de viande, de lait, d'œufs, de beurre, et de fromage a augmenté suffisamment pour satisfaire surtout la demande des armées alliées se trouvant sur place. A l'heure actuelle, les récoltes destinées à la vente se développent de nouveau et, si la demande mondiale et la nouvelle consommation intérieure permettent de maintenir cet essor elles atteindront un nouveau palier bien supérieur à celui d'avant-guerre. A l'heure actuelle, l'Égypte utilise à une beaucoup plus grande échelle ses possibilités d'irrigation pour accroître la production de riz, sous la pression de la demande mondiale et des prix favorables. Le volume d'eau nécessaire à cette spéculation s'est trouvé disponible du fait que la superficie consacrée à la culture du coton est encore inférieure au niveau d'avant-guerre et que d'autre part, les travaux d'amélioration effectués pour régulariser le régime du Nil en ont augmenté les potentialités. La Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie sont également en train d'accroître la superficie consacrée à cette culture. Cette nouvelle situation du riz a pris naissance à cause de la pénurie mondiale qui sévit depuis la guerre.

Le commerce a toujours été un facteur essentiel de l'économie générale du Moyen-Orient. La longue *Pax Romana* a coïncidé avec le point culminant de la prospérité de cette région dont la population est restée depuis, autant par goût que par nécessité, essentiellement commerçante. C'est ainsi que les cultures de profit sont surtout destinées à l'exportation et que les fonds immobilisés dans les ouvrages d'irrigation et d'autres travaux de mise en valeur agricole sont le fruit du commerce extérieur. En Arabie et en Irak, par exemple, si l'agriculture et l'irrigation peuvent être améliorées, c'est grâce aux droits prélevés sur les exportations de pétrole. Par contre-coup les terres appartiennent

TABLEAU 20.—PRODUCTION ET COMMERCE EXTÉRIEUR DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES AU MOYEN-ORIENT¹,
AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Produit et pays	Production			Commerce extérieur					
	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38			1946/47		
				Expor- tations	Impor- tations	Balance	Expor- tations	Impor- tations	Balance
(..... Milliers de tonnes métriques)									
<i>Céréales</i>									
Turquie.....	6.813	6.983	6.204	220	1	-219	449	1	-448
Egypte.....	4.060	4.223	4.470	119	37	-82	225	47	-178
Autres pays.....	12.267	13.504	11.896	406	322	-86	601	347	-254
TOTAL.....	23.140	24.710	22.570	745	360	-385	1.275	395	-880
<i>Huile d'olive</i>									
Turquie.....	37	29	65	5	—	-5	—	—	—
Syrie et Liban.....	12	12	* 15	6	—	-6	* 10	—	—* 10
Autres pays.....	11	* 9	* 25	1	5	+4	1	—	-1
TOTAL.....	60	50	105	12	5	-7	11	—	-11
<i>Coton (égrené)</i>									
Turquie.....	55	59	60	18	—	-18	4	—	-4
Egypte ²	400	373	286	375	—	-375	320	—	-320
Autres pays.....	* 110	* 28	* 35	72	8	-64	86	10	-76
TOTAL.....	565	360	381	465	8	-457	410	10	-400
<i>Graines oléagineuses (équiv. huile)</i>									
Turquie.....	36	22	19	3	2	-1	6	1	-5
Egypte.....	123	77	87	63	17	-46	3	6	+3
Autres pays.....	* 86	* 56	* 58	27	16	-11	* 31	* 18	—* 13
TOTAL.....	245	155	164	93	35	-58	40	25	-15
<i>Dattes</i>									
Irak.....	* 300	295	305	174	—	-174	220	—	-220
Egypte.....	* 200	* 90	* 90	1	4	+3	1	—	-1
Autres pays.....	* 290	* 368	* 365	* 74	10	-64	* 74	* 15	—* 59
TOTAL.....	790	753	760	249	14	-235	295	15	-280
<i>Sucre (équiv. sucre raffiné)</i>									
Turquie.....	54	97	97	—	20	+20	9	—	-9
Egypte.....	146	180	210	67	63	-4	1	—	-1
Autres pays.....	15	33	52	1	213	+212	—	* 200	+* 200
TOTAL.....	215	310	359	68	296	+228	10	200	+190
<i>Agrumes</i>									
Palestine.....	340	* 350	* 485	300	—	-300	222	—	-222
Egypte.....	235	230	200	7	1	-6	2	—	-2
Autres pays.....	* 135	* 200	* 190	31	12	-19	* 16	* 15	—* 1
TOTAL.....	710	780	875	338	13	-325	240	15	-225
<i>Tabac</i>									
Turquie.....	55	98	98	29	—	-29	29	—	-29
Iran.....	15	17	18	—	—	—	—	—	—
Autres pays.....	* 15	* 30	* 34	2	7	+5	—	13	+13
TOTAL.....	85	145	150	31	7	-24	29	13	-16

* Estimations non officielles.

¹ Comprenant tous les pays indiqués dans le renvoi, page 62.

² Les échanges avec le Soudan anglo-égyptien ne sont pas compris dans les chiffres du commerce extérieur.

aux commerçants, aux citadins et aux prêteurs, aux *Notables*, comme c'est l'usage de les appeler, et l'agriculture est paralysée sous le fardeau inéluctable de l'usure.

D'après les renseignements dont on dispose, il apparaît clairement que le commerce de la région avec l'étranger a changé de façon significative depuis la période d'avant-guerre. On importe moins de sucre parce que la production a augmenté, mais on importe plus de café. Les exportations de riz ont augmenté et il y a tout lieu de croire qu'elles augmenteront encore. Les exportations de coton sont inférieures à celles d'avant-guerre du fait que la demande mondiale est moins grande, que la consommation intérieure a augmenté et que la production a diminué. On exporte moins de graines oléagineuses qu'avant la guerre, non seulement en raison de la diminution de la production, mais également par suite du développement de l'industrie des huiles végétales qui absorbe, à l'intérieur de la région, des quantités de plus en plus grandes de graines. Les exportations d'agrumes et d'autres fruits frais, de fruits secs, de dattes, de noix et de légumes ne sont pas aussi élevées que celles d'avant-guerre. L'excédent de ces produits pose encore un problème ardu en Turquie, au Liban, en Syrie, en Irak, en Palestine et en Egypte. Ces produits poussent en effet exceptionnellement bien dans le Moyen-Orient et étant donnée une demande suffisante, on pourrait facilement en augmenter la production. Un office central technique pourrait se charger sur le plan régional des recherches, de la fumigation, des mesures phytosanitaires, et même de l'emballage et de la commercialisation, travaux indispensables à l'exportation de produits d'une haute qualité uniforme. Le prix et la qualité des produits du Moyen-Orient peuvent soutenir la concurrence sur les marchés extérieurs, surtout du fait qu'une grande partie de ces produits peut être vendue en Europe hors saison. Toutefois, l'instabilité de la situation politique retarde les réalisations dans ce domaine qui représente une des sources possibles de revenus les plus prometteuses.

En ce qui concerne les produits de l'élevage, on continue d'exporter des œufs, de la laine et des boyaux ainsi que de petites quantités de *ghee* (beurre de lait de bufflonne). Ces denrées appartiennent à un autre secteur de la production qu'on pourrait développer dans un laps de temps relativement court pour peu qu'il y eût un marché d'exportation assuré.

Avant la guerre, la production et la mise sur le marché des récoltes destinées à la vente étaient souvent financées par des capitaux européens et une petite partie seulement des produits étaient transformés dans le Moyen-Orient, qui importait des produits fabriqués à l'aide des matières premières qu'il exportait. A l'heure actuelle, les mises de fonds sont presque complètement nationales et la proportion des produits domestiques transformés sur place est de beaucoup supérieure à ce qu'elle était auparavant et elle augmente rapidement.

Le Moyen-Orient s'industrialise rapidement sous l'influence des conséquences de la guerre. Les nouvelles industries transforment principalement les produits bruts de la région. Au lieu d'exporter des graines oléagineuses et d'importer des huiles, il est plus avantageux de transformer les graines oléagineuses afin d'exporter des huiles. Il en est de même des textiles et des peaux. Les légumes sont déshydratés ou mis en conserve; les fruits sont traités par la conserverie ou l'industrie des jus de fruits, tout particulièrement en Palestine; la transformation des produits laitiers, enfin, a également tendance à se développer. Ces nouvelles industries créeront les conditions préliminaires au relèvement du niveau de vie, puisqu'elles augmenteront la puissance d'achat et rendront possible une consommation plus grande des produits de l'agriculture et de la pêche.

L'absence de produits allemands et japonais a favorisé l'établissement d'un grand nombre d'autres industries en plus de celles que nous venons de mentionner. Les

possibilités varient d'un pays à l'autre. A l'heure actuelle, les pays les plus industrialisés sont la Palestine, la Turquie, l'Égypte et le Liban.

En Iran, en Afghanistan, en Arabie et en Éthiopie, le problème des transports, qu'aggrave l'importance des distances, suscite un obstacle très grave. Dans ces conditions, on ne peut transporter que des produits dispendieux et légers puisque le coût du transport entre pour une proportion importante dans l'établissement du prix.

Niveaux de consommation

On sait peu de choses sur les niveaux de consommation dans le Moyen-Orient, sauf en Turquie et en Égypte (voir Tableaux 21 et 22). L'indigence des données statistiques

TABLEAU 21.—VALEUR NUTRITIVE DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES EN TURQUIE ET EN ÉGYPTÉ, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Calories		Protéines			Lipides
	Par personne et par jour	Part provenant des céréales et tubercules	Par personne et par jour		Animales pour cent de protéines totales	Par personne et par jour
			Totales	Animales		
	(Nombre)	(Pour cent)	(.....Grammes.....)	(Pour cent)	(Grammes)	
<i>Turquie</i>						
1934-38.....	2.554	71	78,7	15,2	19	46,8
1946/47.....	2.305	73	70,9	11,8	17	42,5
1947/48.....	2.087	72	64,7	12,2	19	45,5
<i>Égypte</i>						
1934/38.....	2.469	71	76,7	12,5	16	41,3
1946/47.....	2.404	73	74,6	12,8	17	39,7
1947/48.....	2.389	73	71,7	12,7	18	40,8

en est la raison principale, et l'influence d'interdictions religieuses frappant certains aliments tabous ne simplifient pas la tâche de ceux qui sont chargés de faire des enquêtes et d'établir les prévisions.

En outre, les niveaux de consommation diffèrent étonnamment suivant les groupes de la population. Les nomades vivent principalement d'orge, de dattes, de lait et de viande, alors que les agriculteurs sédentaires se nourrissent essentiellement de céréales,

TABLEAU 22.—APPROVISIONNEMENTS PAR PERSONNE ET PAR AN DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES EN TURQUIE ET EN ÉGYPTÉ, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Céréales ¹	Racines, tubercules et féculents	Sucre	Lég. secs et noix	Fruits et légumes	Huiles et graisses	Viande	Lait et fromage	Oeufs	Poisson
	(..... Kilogrammes par personne et par an)									
<i>Turquie</i>										
1934-38.....	190,9	2,7	5,2	9,9	120,7	8,6	13,5	35,3	2,7	2,0
1946/48.....	175,7	5,1	5,2	6,1	108,6	7,7	13,2	36,6	2,0	1,9
1947/48.....	155,3	6,0	5,6	7,0	57,9	9,6	14,0	34,9	2,0	2,2
<i>Égypte</i>										
1934-38.....	182,1	3,9	13,5	21,5	48,8	2,8	7,3	69,0	1,7	3,0
1946/47.....	179,8	6,1	11,9	18,1	52,4	2,8	8,5	69,2	1,6	3,0
1947/48.....	177,8	6,9	13,3	16,2	46,6	3,0	8,2	69,1	1,5	3,0

¹ Aux taux de blutage locaux.

d'huile d'olive et de fruits, et consomment très peu de viande. Les classes pauvres des villes sont souvent sous-alimentées et leur alimentation consiste principalement de céréales, de légumes secs, de fruits, d'un peu de poisson, de légumes et de très peu de viande; toutefois, elles peuvent se procurer des olives, des noix, du miel et de la mélasse.

Rien ne permet de supposer que l'état de santé et que le niveau de nutrition des populations du Moyen-Orient aient subi de changements d'ordre général en 1947/48. Dans cette région on n'a fait que très peu d'enquêtes systématiques concernant les habitudes alimentaires, les niveaux de consommation et l'état de la nutrition, mais on trouve des cas de sous-alimentation et de malnutrition, et les maladies de carence font souvent leur apparition en même temps que les infections parasitaires et autres maladies. Il faut attribuer cet état de choses surtout aux inégalités marquées de la répartition des denrées, à l'indigence de divers groupes, ainsi qu'aux traditions et habitudes qui sont la cause de régimes non équilibrés et de la mauvaise utilisation des vivres disponibles.

Plans et programmes

Les possibilités d'augmentation de la superficie cultivée sont limitées par la quantité d'eau dont on dispose au moment où on en a le plus besoin. Tous les projets de mise en valeur comportent des travaux d'irrigation et prévoient des cultures commerciales pour la production de fibres, de fruits, de sucre et de graines oléagineuses; tous projets de longue haleine. A la conférence régionale de la FAO tenue au Caire en février 1948, l'Egypte a présenté un plan décennal selon lequel chaque année 10.000 nouveaux hectares seraient aménagés de façon à bénéficier d'une irrigation par immersion cependant que d'autres projets d'irrigation moins immédiats porteraient sur quelque 200.000 hectares. L'Irak a établi, un programme quinquennal analogue portant sur 240.000 hectares; la Syrie pourrait irriguer 100.000 hectares dans le vallée de l'Euphrate, et le Liban a déjà commencé l'exécution de projets du même ordre portant sur près de 40.000 hectares. Tous ces pays ont fait valoir que la mise à exécution de ces travaux d'hydraulique agricole dépendait de la possibilité de se procurer à l'étranger, le matériel nécessaire. Encore se peut-il que les perspectives de développement d'une envergure encore plus vaste soient envisagées; mais des enquêtes complémentaires sont nécessaires pour en déterminer la justification économique.

Dans la plupart des pays du Moyen-Orient, le budget national restreint ne prévoit pas de fonds suffisants pour financer les enquêtes et poursuivre les travaux de statistique, activités pour lesquelles il n'existe qu'une demande nationale limitée, sinon inexistante. Du reste, l'expérience des organismes techniques de ces gouvernements n'est pas encore suffisante en la matière et le personnel est trop peu nombreux. Toutefois, la FAO a été invitée à établir à Bagdad un centre d'instruction en matière de statistique agricole pour une période de trois mois, au début de 1948. Ces cours s'adressaient à des fonctionnaires désignés par leurs gouvernements respectifs. On visait à leur donner une connaissance pratique plus approfondie des méthodes statistiques, en particulier, en ce qui concerne la réunion des données et l'analyse de la statistique agricole. Un conseiller statisticien a également travaillé pour le compte du gouvernement turc.

La Turquie, qui est un des pays entrant dans le cadre du Programme de reconstruction européenne, est le seul de la région qui ait tenté de préparer un plan complet et détaillé en matière d'agriculture comportant des objectifs déterminés de production. Ce plan vise tout d'abord à augmenter l'exportation de céréales, de fruits secs, de légumineuses alimentaires et de tabac et à diminuer l'importation de sucre.

Certains de ces pays s'efforcent d'accroître la production de l'énergie hydroélectrique et de produire des engrais. L'Egypte est en train de bâtir une centrale hydroélectrique

au barrage d'Aswan, ainsi que deux usines destinées à la production d'engrais azotés, produit qu'on ne peut pas se procurer facilement à l'heure actuelle. Mais l'outillage agricole et l'équipement pour l'irrigation sont ce dont toute la région manque le plus.

Tous les gouvernements de cette région se livrent activement à des études et à l'élaboration de plans en vue d'améliorer leur production agricole. Le Parlement et le public discutent avec un intérêt nouveau les différents problèmes de l'alimentation et de l'agriculture depuis le régime foncier, le crédit agricole, la coopération agricole, et les travaux de vulgarisation, jusqu'aux problèmes innombrables que posent la distribution de l'eau et les droits y afférents, les enquêtes rurales et la question du repeuplement des villages, l'installation d'abris et de puits pour le bétail de transhumance sans oublier tous les aspects de l'organisation agricole, de l'économie rurale, de la protection des végétaux, de la commercialisation des produits agricoles et de la consommation. Malgré cela, tous ces pays n'ont que des projets d'ordre général ou d'encouragement en vue d'améliorer le niveau général de vie des populations, d'accroître la production, d'améliorer les conditions de la santé dans les villages ou de lutter contre le chômage et de distribuer les terres incultes à la main-d'œuvre agricole.

Amélioration de la nutrition

Le problème relatif à l'amélioration de la nutrition dans ces pays n'a été envisagé sur le plan national que dans de rares cas. Il faut en effet prendre en considération un certain nombre de facteurs dont la pauvreté, les mauvaises habitudes alimentaires et le manque de confort moderne ne sont pas les moindres.

Un certain nombre de programmes ont été mis en application pour permettre une meilleure utilisation des vivres disponibles. Dans certaines régions, il existe des mesures restreintes de rationnement ainsi que des distributions de denrées alimentaires à des prix contenus grâce à des subventions de l'Etat. Il en est ainsi surtout à l'égard des céréales. En Egypte, pendant de nombreuses années on a appliqué des programmes d'alimentation complémentaires. La loi sur l'instruction obligatoire promulguée récemment, prévoit les repas scolaires comme partie intégrante des services de l'Etat. Des cantines ont également été organisées en faveur des ouvriers. En Egypte encore, il existe une Commission permanente chargée des problèmes en matière de nutrition et tout récemment s'est fondée une Société de la nutrition.

Un des facteurs limitatifs a été le manque de personnel compétent pour faire des enquêtes et attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'une action officielle en matière de nutrition. La FAO prend des dispositions en vue de l'établissement d'un centre de nutrition en Egypte pour former le personnel nécessaire aux différents pays de la région. Une autre initiative pleine de promesse est celle prise par l'Ethiopie où les Ministères de l'Education et de la Santé, avec le concours technique d'autres pays, commencent l'étude des améliorations qui pourraient être apportées à l'enseignement de la nutrition et aux habitudes alimentaires.

Forêts et produits forestiers

Dans cette région, comme en Extrême-Orient, l'état actuel de malaise politique retarde l'amélioration de l'exploitation forestière. La situation est particulièrement grave parce que la région souffre plus que toute autre du manque de forêts et de la protection qu'elles pourraient offrir. Dans la plupart de ces pays, les services forestiers sont inexistantes ou n'en sont encore qu'au premier stade de développement, si bien qu'il sera nécessaire de créer tout à la fois et les nouvelles forêts et les moyens de les administrer.

La fraction de territoire boisé est la plus faible du monde entier. En Transjordanie, moins de 0,5 pour cent des terres est en forêts; cette proportion est encore moindre sur de vastes étendues de l'Arabie. Il n'existe pas d'autre région où le manque de forêts retarde d'une façon aussi nette le progrès de l'agriculture, la conservation du sol et les approvisionnements en eau, et, d'une manière générale l'établissement de meilleures conditions de vie économiques et sociales. On doit attribuer à la surexploitation non réglementée, effectuée par le passé, la destruction d'importantes régions forestières. De nos jours, le pâturage abusif fait obstacle au développement de nouvelles forêts, et le manque d'intérêt ajouté à l'ignorance des avantages qu'on peut retirer de la sylviculture retarde la marche du progrès dans ce domaine.

Production

La plupart des forêts existantes se trouvent au nord, en Turquie, en Iran, sur le pourtour de la mer Noire et de la mer Caspienne, et, au sud, dans certaines régions de l'Ethiopie et dans le sud du Soudan anglo-égyptien. Bien que certaines zones de ce dernier pays soient quelque fois données comme exemple de régions très boisées, il est à noter que seulement 4 pour cent de ces forêts peuvent être considérées comme exploitables.

Il est impossible de faire une estimation du rendement réel des produits forestiers dans cette région et de le comparer à l'accroissement réel sur pied. En 1945, on ne possédait que les chiffres relatifs à la production du Soudan anglo-égyptien, de Chypre et du Liban. La production totale de ces trois pays s'élevait à 360.000 mètres cubes de bois rond. Même si l'accroissement total pouvait être évalué, le chiffre global n'indiquerait que peu de chose, car il faudrait en déduire un chiffre important mais inconnu représentant les pertes dues aux incendies, aux insectes et au pâturage abusif. Dans tous les cas, la production forestière du Moyen-Orient n'est pas assez importante pour présenter de l'intérêt, si l'on se place du point de vue de l'ensemble de la production mondiale.

Exportations et importations

Historiquement, cette région dépend de l'Europe en ce qui concerne ses approvisionnements en bois. En 1946, l'Egypte a importé à elle seule en produit forestiers l'équivalent de 430.000 mètres cubes de bois rond. Au cours des dernières années, les importations de cette région ont diminué à tel point qu'elles ne représentent plus qu'un chiffre pour ainsi dire négligeable et, lorsque la stabilité politique sera rétablie, les besoins en bois du Moyen-Orient pourront constituer un débouché très important pour la production des forêts européennes.

Consommation

La consommation des produits forestiers de cette région est la moins importante du monde; en 1946, elle ne s'élevait qu'à 60 kg seulement par habitant. Dans certains pays, elle n'est que de 15 kg. Il va sans dire qu'une plus grande industrialisation de cette région impliquerait l'importation, pendant un certain temps du moins, du bois nécessaire provenant d'autres parties du monde.

Progrès

Il semble que certains pays de la région se rendent compte de l'importante part que devrait tenir la forêt dans leur économie. Le Liban a élaboré un programme de reboisement. Une mission spéciale a été envoyée par le gouvernement des Etats-Unis

d'Amérique en vue de conseiller le gouvernement éthiopien sur les meilleurs moyens de résoudre ses problèmes en matière de forêt, et, il se peut que l'Éthiopie demande l'aide de la FAO pour réaliser ses plans de développement.

La Turquie est le seul pays qui ait adopté un programme forestier de grande envergure. Avant la guerre, elle possédait déjà un service forestier bien organisé et une bonne législation forestière. La Turquie a également élaboré un vaste programme de reboisement. Tout dernièrement, ce pays s'est adressé à un spécialiste étranger pour améliorer son organisation et tout particulièrement pour faire un inventaire de ses ressources forestières.

Au cours de l'année dernière, les progrès accomplis en sylviculture ont été négligeables. La FAO espère organiser en 1949 une mission chargée du problème forestier qui pourra conseiller les gouvernements en ce qui concerne leurs problèmes forestiers et indiquer les premières mesures à prendre pour résoudre ceux-ci.

Chapitre 9

RÉGIONS CARACTÉRISÉES PAR UNE POPULATION A FAIBLE REVENU ET DE FAIBLE DENSITÉ

L'AMÉRIQUE LATINE

Cette région¹ connaît une phase de développement économique accéléré. Entre 1934-38 et 1947, la population a augmenté à la cadence de 2 pour cent par an; la production agricole des pays étudiés dans cette section² a augmenté de 20 pour cent et la production industrielle de l'Amérique latine dans son ensemble a presque doublé. Ce vaste développement économique ne fait que continuer une tendance déjà très sensible entre les deux guerres. Le volume considérable de l'emploi, l'accroissement des populations urbaines et l'augmentation du revenu réel par habitant avaient suscité une forte demande intérieure en produits alimentaires que l'accroissement de la production, pour aussi considérable qu'il ait été, n'a pu satisfaire complètement. C'est pourquoi, il a fallu, en matière d'alimentation, réduire les exportations et accroître les importations.

Ces tendances se maintiendront-elles? La contribution de l'Amérique latine à l'approvisionnement alimentaire mondial (c'est-à-dire l'excédent de ses exportations sur ses importations) diminuera-t-elle encore ou bien le développement de la production agricole sera-t-il activé pour satisfaire la demande intérieure et grossir le volume des excédents exportables?

On s'est borné au cours des pages qui suivent à ne formuler qu'un début de réponse. Les renseignements connus sont encore d'un caractère trop fragmentaires pour pouvoir mieux faire. Dans de nombreux pays les statistiques agricoles sont très limitées. Pour se faire une idée juste des problèmes agricoles de l'Amérique latine, il faut que des travaux fondamentaux plus poussés soient effectués sur le plan technique dans chacun des pays en question.

Production et commerce extérieur

Considérations générales

Le niveau de la production alimentaire dépasse en général de beaucoup la moyenne de 1934-38 (voir Tableau 23). Les développements les plus sensibles se sont produits pour le riz, dont la production s'est répandue dans presque toutes les républiques latino-

¹ Dans le présent rapport, on entend par Amérique latine toute la région géographique du continent américain s'étendant au sud et au sud-est des États-Unis, c'est-à-dire le Mexique, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et les Antilles. Elle comprend non seulement les 20 républiques latino-américaines, mais encore les possessions anglaises, françaises, hollandaises et américaines de cette région.

² Les pays pour lesquels on a pu dresser des bilans alimentaires sont: l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, Cuba, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay.

américaines; les pommes de terre, dans tous les pays producteurs; le sucre, surtout à Cuba, au Mexique, au Brésil, à Porto-Rico et en Argentine; et les oléagineux, surtout en Argentine et au Mexique. Les effectifs bovins, ovins et porcins dépassent également de beaucoup les chiffres d'avant-guerre sur l'ensemble de la région et ils se sont accrus dans la plupart des pays.

Ce développement s'est poursuivi en 1947/48 dans la plupart des pays et pour la plupart des cultures principales. Une exception est celle du riz, dont la production a diminué en 1948 à la suite de la réduction des superficies récoltées au Brésil, le plus grand producteur de la région. Les effectifs ovins ont augmenté entre 1946 et 1947, mais le cheptel bovin et porcine ne s'est pas sensiblement modifié.

TABLEAU 23.—PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES AGRICOLES EN AMÉRIQUE LATINE, AVANT LA GUERRE, EN 1946 ET EN 1947

Denrée	Argentine			Tous autres pays			Total		
	1934-38	1946	1947	1934-38	1946	1947	1934-38	1946	1947
				<i>Milliers de tonnes métriques</i>					
Blé.....	6.634	5.615	6.664	1.982	2.046	2.548	8.616	7.661	9.212
Maïs.....	7.892	5.815	6.500	9.744	10.820	11.100	17.636	16.635	17.600
Viande.....	2.122	2.302	2.577	3.393	3.523	3.581	5.515	5.825	6.158
Arachides.....	79	107	100	37	96	121	116	203	221
Graines de tournesol....	154	688	1.074	2	53	84	156	741	1.158
Graines de lin..	1.702	1.034	943	92	96	130	1.794	1.130	1.073
	Brésil			Tous autres pays			Total		
Graines de coton.....	816	685	510	419	426	430	1.235	1.111	940
	Cuba			Tous autres pays			Total		
Sucre ¹	2.837	5.848	6.100	4.240	5.642	5.756	7.077	11.490	11.856

¹ Les chiffres se rapportent à la campagne commençant en septembre de l'année indiquée.

Avant la guerre, le commerce extérieur de l'Amérique latine se faisait surtout avec les pays d'Europe, le Royaume-Uni venant au premier rang, l'Allemagne au deuxième et la France, au troisième. Pendant la guerre, le courant s'est orienté vers les Etats-Unis et les échanges intracontinentaux se sont accrus. Le volume de ces derniers s'est régulièrement accru au cours des dernières années, passant d'environ 8 pour cent du commerce extérieur total de ces pays en 1939, à 21 pour cent en 1945.

En 1939, 46 pour cent des exportations d'Amérique latine étaient dirigées vers l'Europe et 36 pour cent vers les Etats-Unis. En 1945, dernière année pour laquelle les statistiques régionales sur le commerce aient été compilées, l'Europe n'a bénéficié que de 20 pour cent de ces exportations, et les Etats-Unis de 49 pour cent. Cette modification est un peu plus marquée en ce qui concerne les importations: en 1939, les exportations de l'Europe représentaient 42 pour cent des importations latino-américaines et celles des Etats-Unis 40 pour cent, contre 10 pour cent et 59 pour cent respectivement en 1945. Depuis 1945, le pourcentage des échanges avec l'Europe s'est quelque peu relevé, mais il est probable que pendant plusieurs années au moins le volume des échanges avec les Etats-Unis sera relativement plus considérable qu'avant la guerre. L'Amérique latine a besoin de produits manufacturés et ne peut se les procurer auprès de ses fournisseurs d'avant-guerre, car la production industrielle ne s'est pas rétablie suffisamment en Alle-

magne, au Japon et dans certains autres pays. Les pays latino-américains doivent se tourner vers les Etats-Unis, dont l'activité industrielle a maintenant atteint un niveau élevé. Comme il lui faut payer ces importations en dollars, l'Amérique latine essaiera de maintenir un fort volume d'exportations à destination des Etats-Unis, ou bien elle exigera des importateurs européens de produits latino-américains des règlements en dollars.

Les régions dont le gros des exportations de produits agricoles est dirigé vers les Etats-Unis, sont les Antilles et l'Amérique centrale. Les pays du nord de l'Amérique du Sud (Colombie, Equateur et Pérou) vendent également des produits tropicaux aux Etats-Unis, qui leur achètent toutefois une proportion moins importante de leurs exportations totales qu'aux pays d'Amérique centrale et des Antilles. Les pays situés au sud du continent, c'est-à-dire l'Argentine et l'Uruguay, offrent des produits qui sont concurrencés par les produits américains, de sorte qu'ils recherchent la clientèle des pays d'Europe et des autres pays d'Amérique latine. L'avenir des exportations de ces pays dépendra donc en grande partie de la mesure dans laquelle ils pourront absorber les produits que l'Europe peut exporter.

Il n'y a pas que l'orientation du commerce latino-américain des produits agricoles qui se soit modifiée depuis la guerre; le volume de ce commerce a également changé d'une façon notable (voir Tableau 24). Les exportations nettes de sucre sont passées d'une moyenne de 4, 5 millions de tonnes avant la guerre à 7, 5 millions en 1947. Pendant cette période, les exportations cubaines ont augmenté de près de 3 millions de tonnes, c'est-à-dire d'une quantité à peu près égale à l'accroissement des exportations nettes du continent. Pour le riz, les exportations brutes sont passées d'une moyenne de 100.000 tonnes avant la guerre à 300.000 tonnes en 1947; mais elles ne servent qu'à satisfaire les besoins de la région qui arrive ainsi à se suffire à peu près à l'heure actuelle. Les exportations de viande sont sensiblement au niveau d'avant-guerre qui dépassait légèrement 900.000 tonnes.

Pour la plupart des autres denrées importantes, les exportations sont bien inférieures à ce qu'elles étaient avant la guerre. Les exportations nettes de blé, qui atteignaient alors 1,7 millions de tonnes, étaient pratiquement nulles en 1947, la région se suffisant tout juste à elle-même. Les exportations nettes de céréales secondaires sont tombées de 7, 4 à 3 millions de tonnes. Celles d'oléagineux et d'huiles (en équivalents de matières grasses) ont sensiblement diminué. C'est pourquoi, au total, l'Amérique latine apporte au ravitaillement des autres régions une contribution moindre qu'avant la guerre.

Situation dans certain pays

C'est dans le domaine de la viande et des huiles comestibles que l'Argentine a particulièrement développé sa production alimentaire depuis 1939. En 1947, la production de viande dépassait de 20 pour cent le niveau d'avant-guerre. Quant à la production des oléagineux, elle a été caractérisée par une réorientation des cultures: le tournesol ayant gagné en importance au détriment du lin. La production de graines de tournesol qui, pour les années 1934 à 1938 atteignait une moyenne de 154.000 tonnes s'est élevée à 1.074.000 tonnes en 1947/48. En même temps, la production de graines de lin est tombée à 943.000 tonnes en 1947/48 contre une moyenne d'avant-guerre de 1.702.000 tonnes.

L'Argentine encourage l'élevage en partie aux dépens de la production de blé. Les emblavures de 1947 étaient inférieures d' 1, 2 million d'hectares à celles de l'année précédente. Des rendements extraordinairement élevés ont permis un accroissement de la production, mais le niveau est du même ordre que celui d'avant-guerre. Le Tableau 25 indique les superficies consacrées à la culture des céréales et les chiffres de la production en Argentine en 1934-38, en 1946/47 et en 1947/48.

L'Argentine, principal exportateur de céréales, de viande, et d'huiles comestibles de la région, avait dû considérablement réduire le volume de ses exportations pendant la guerre. Parmi les articles les plus importants, seules les exportations de viande étaient restées à un niveau élevé et en 1947 ont dépassé de 15 pour cent la moyenne des années 1935 à 1939. Les exportations de céréales d'Argentine ont baissé brusquement, passant d'une moyenne de 10, millions de tonnes en 1935-39 à 2,4 millions en 1943; elles se sont depuis relevées atteignant 4,9 millions de tonnes en 1946 et 5,7 millions en 1947.

Jusqu'à ces derniers temps, l'Argentine exportait une grande quantité de graines de lin et des quantités plus faibles d'autres graines oléagineuses, ainsi que des huiles. Le

TABLEAU 24.—COMMERCE EXTÉRIEUR DANS CERTAINS PAYS DE L'AMÉRIQUE LATINE, AVANT LA GUERRE, EN 1946 ET EN 1947

Dénrée et pays	Importations brutes			Exportations brutes			Balance		
	1934-38	1946	1947	1934-38	1946	1947	1934-38	1946	1947
	(..... Milliers de tonnes métriques.....)								
<i>Blé et farine de blé</i>									
Amérique centrale et Antilles.....	382	783	751	—	—	—	+ 382	+ 783	+ 751
Argentine.....	—	—	—	3.340	1.443	2.303	-3.340	-1.443	-2.303
Autres pays de l'Amérique du Sud.....	1.342	1.029	1.545	109	1	—	+1.233	+1.028	+1.545
TOTAL.....	1.724	1.812	2.296	3.449	1.444	2.303	-1.729	+ 368	- 7
<i>Céréales secondaires</i>									
Argentine.....	—	—	—	7.229	3.189	3.009	-7.229	-3.189	-3.009
Autres pays.....	55	112	168	191	184	204	- 136	- 72	- 36
TOTAL.....	55	112	168	7.420	3.373	3.213	-7.365	-3.261	-3.045
<i>Riz</i>									
Brésil.....	—	—	—	54	152	213	- 54	- 152	- 213
Equateur.....	—	—	—	12	67	66	- 12	- 67	- 66
Cuba.....	201	137	282	—	—	—	+ 201	+ 137	+ 282
Autres pays.....	327	79	92	35	67	24	+ 292	+ 12	+ 68
TOTAL.....	528	216	374	101	286	303	+ 427	- 70	+ 71
<i>Sucre</i>									
Cuba.....	—	—	—	2.560	3.723	5.583	-2.560	-3.723	-5.583
Autres pays de l'Amérique centrale et des Antilles.....	19	135	28	1.551	1.529	1.621	-1.532	-1.394	-1.593
Amérique du Sud.....	223	299	260	662	511	618	- 439	- 212	- 358
TOTAL.....	242	434	288	4.773	5.257	7.822	-4.531	-5.329	-7.534
<i>Viande ¹</i>									
Argentine.....	—	—	—	689	672	763	- 689	- 672	- 763
Autres pays.....	12	10	10	277	283	155	- 265	- 273	- 145
TOTAL.....	12	10	10	966	955	918	- 954	- 945	- 908
<i>Graines oléagineuses ²</i>									
Argentine.....	—	—	—	1,526	55	—	-1.526	- 55	-
Autres pays.....	102	33	17	326	201	217	- 224	- 178	- 200
TOTAL.....	102	33	17	1.852	256	217	-1.750	- 223	- 200
<i>Huiles végétales ³</i>									
Argentine.....	18	—	—	—	237	297	+ 18	- 237	- 297
Autres pays.....	39	14	10	26	58	50	+ 13	- 44	- 40
TOTAL.....	57	14	10	26	295	347	+ 31	- 281	- 337

¹ Comprenant bœuf et veau, mouton et agneau, et porc en poids cheville.

² Comprenant la graine de lin, de coton, de tournesol, de ricin, de colza, l'arachide et le copra; tonnages des graines.

³ Comprenant l'huile de lin, de graines de coton, de tournesol, de copra, d'olive et autres.

TABLEAU 25.—SUPERFICIE ET PRODUCTION DES CÉRÉALES EN ARGENTINE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Céréale	Superficie moissonnée			Production		
	Moyenne 1934-38	1946/47	1947/48	Moyenne 1934-38	1946/47	1947/48
	(. <i>Milliers d'hectares</i>)			(. <i>Milliers de tonnes métriques</i> .)		
Froment.....	6.783	5.619	4.717	6.634	5.615	6.664
Seigle.....	434	923	701	254	552	521
Orge.....	536	982	660	503	1.171	834
Avoine.....	794	805	667	748	684	801
Maïs.....	4.362	2.602	2.667	7.892	5.815	6.500
TOTAL.....	12.909	10.931	9.412	16.031	13.837	15.320

remplacement de la production de lin par celle de tournesol a eu pour but de satisfaire l'accroissement de la demande intérieure en huiles comestibles. En outre, les excédents d'oléagineux qui pourraient être exportés sont maintenant dirigés vers les nouvelles huileries et sont exportés sous formes d'huiles et de tourteaux.

Au *Brésil*, la production de riz et de sucre s'est développée considérablement en 1947, celle de riz, qui a d'ailleurs fléchi en 1948, dépassant de 100 pour cent la moyenne d'avant-guerre, et celle de sucre de 60 pour cent. En 1947, la production totale d'huiles comestibles a été sensiblement la même qu'avant la guerre, bien que celle des graines de coton ait baissé et que celle de ricin et d'arachide ait augmenté. La production d'arachides en 1947 a été double de la moyenne d'avant-guerre. La production de café, qui a été de 903.000 tonnes en 1947, est restée quelque peu au-dessous du niveau d'avant-guerre, tout en restant supérieure à celle des années de guerre qui parfois n'a guère dépassé 700.000 tonnes. La production brésilienne de blé a été doublée par rapport à l'avant-guerre afin de réduire les importations.

Au *Chili*, les accroissements de production les plus considérables en 1947/48 ont porté sur les graines de tournesol, le blé et le riz, bien que la production de presque toutes les autres cultures importantes ait également progressé. Avant la guerre, le pays ne produisait pas de tournesol, mais en 1947/48 la récolte a atteint 32.000 tonnes. Pour la première fois en 1947/48, le chiffre du blé est arrivé à dépasser un million de tonnes, grâce à des rendements records, tandis que celui du riz a été le triple de la moyenne des années 1934 à 1938. Quant à la production chilienne de légumes secs, d'avoine et d'orge d'exportation, elle avait diminué pendant la guerre en raison de l'impossibilité d'accéder à certains marchés. A l'heure actuelle, elle a presque retrouvé son niveau d'avant-guerre. De son côté, la production de poisson est passée de 40.000 tonnes en 1946 à 46.000 tonnes en 1947.

La sécheresse particulièrement grave qui a sévi en *Uruguay* en 1943 a réduit de 15 pour cent le cheptel de ce pays. Il n'a pas été possible depuis lors de remplacer les effectifs perdus, et la production de viande, qui n'a cessé de diminuer, a été au cours des deux dernières années inférieure de 30 pour cent à celle d'avant-guerre. Grâce aux vastes superficies ensemencées et aux rendements exceptionnels obtenus, la production de céréales a atteint en 1947/48 un chiffre record représentant presque le double de celui de 1946/47, qui fut une année médiocre, et dépassant de 25 pour cent la moyenne de 1934-38. La production de blé a été de 457.000 tonnes contre 182.000 en 1946/47 et une moyenne annuelle de 365.000 avant la guerre. La superficie consacrée à la culture des plantes oléagineuses a été beaucoup plus étendue en 1947; l'accroissement a été de l'ordre de 20 pour cent par rapport à l'année précédente pour le lin, et de 100 pour cent pour les arachides dont la culture est beaucoup moins répandue.

En *Colombie*, la production de céréales, de canne à sucre et de pommes de terre a considérablement dépassé le niveau d'avant-guerre. La production de blé en 1946 était de 120.000 tonnes contre 110.000 avant la guerre; la récolte de pommes de terre a atteint 460.000 tonnes, soit 75 pour cent de plus qu'avant-guerre, et la production de canne à sucre, par rapport à la même période, a presque doublé.

La production de sucre s'est également accrue au *Pérou* où elle a atteint le chiffre de 412.000 tonnes en 1947, soit 7 pour cent au-dessus du niveau d'avant-guerre. Celle de blé a accusé un accroissement correspondant de l'ordre de 50 pour cent en 1946.

Le développement de la production agricole au *Mexique* est remarquable. En 1947, la superficie totale des cultures était de 30 pour cent au-dessus de la moyenne d'avant-guerre. Près de 1,7 million d'hectares ont été mis en culture au cours des dix dernières années. La production de maïs, base de l'alimentation au Mexique, s'est développée régulièrement depuis l'avant-guerre. Elle a atteint, en 1947, 2,6 millions de tonnes contre 2,4 en 1946 et un chiffre moyen de 1,7 avant la guerre. La production totale de riz, de blé et d'orge en 1947 a dépassé de 10 pour cent celle de l'année précédente et de 26 pour cent la moyenne des années 1934-38. Le chiffre de la production de canne à sucre pour 1946 était presque double de celui d'avant-guerre; en 1947, il a dépassé de 20 pour cent celui de l'année précédente, et en 1948 un certain volume peut être exporté. En dépit de ces accroissements, la production mexicaine de blé, de maïs, de haricots et d'huiles comestibles reste inférieure aux besoins locaux.

Dans les six républiques d'*Amérique centrale*, les bananes et le café constituent l'essentiel de la production agricole et l'économie nationale de ces pays repose sur l'exportation de ces produits. La production de fruits et légumes s'est développée surtout au Panama et à Costa-Rica, et la production de riz s'est rapidement accrue dans tous ces pays. En 1947, la production totale de riz pour l'Amérique centrale était environ le double du chiffre moyen de 1934-38. Les prix du café sont favorables depuis plusieurs années et la production s'accroît. Par contre la production de bananes a subi un ralentissement sévère pendant la guerre, en raison de la pénurie de transports maritimes; mais en 1947, elle avait presque retrouvé le niveau d'avant-guerre.

Le niveau élevé de la demande pour le sucre des *Antilles* a fait passer la production de cette région de 4,5 millions de tonnes en 1934-38 à environ 8 millions pour 1947/48, soit un accroissement total de 3,5 millions de tonnes environ, dont 3,3 millions à Cuba seulement, la plus grande partie du solde provenant de Porto-Rico et de la Jamaïque.

Niveaux de consommation

L'Amérique latine se caractérise par les contrastes frappants qui distinguent les régimes alimentaires des différents pays, régimes qui varient du niveau riche et généralement suffisant que connaît l'Argentine à celui, tout à fait insuffisant, dont souffrent la plupart des pays tropicaux. A l'intérieur d'un même pays, les écarts sont également sensibles entre les catégories économiques, les couches sociales, ou les groupes raciaux de la population. Il semble que les niveaux se soient un peu relevés par rapport à l'avant-guerre, à la suite de l'augmentation générale du pouvoir d'achat.

En se fondant sur les informations officielles dont on dispose en matière de consommation alimentaire, on a pu dresser des bilans alimentaires pour huit pays représentant environ les quatre cinquièmes de la population totale de cette région. Il convient d'utiliser prudemment les données que ces bilans contiennent car elles comportent certainement des erreurs résultant soit d'estimations inexactes sur la production, soit de l'absence d'estimations officielles, soit encore de l'insuffisance de ces dernières, car il est difficile d'évaluer le volume de la production alimentaire dans les régions où les agriculteurs consomment la

totalité de la production (voir Tableaux 26 et 27). D'autres erreurs sont d'ailleurs possibles quand on procède à la ventilation approximative des ressources totales disponibles entre les produits destinés à l'alimentation humaine et les autres.

Les niveaux de consommation dans les huit pays étudiés sont passés—sur la base théorique des calculs—d'environ 2.200 calories par tête et par jour avant la guerre à 2.400 calories en 1947. Mais pour cette dernière année on peut noter des écarts très sensibles par rapport à la moyenne régionale. En Argentine, le chiffre moyen dépasse 3.100 calories contre 1.900 au Pérou.

Si l'on fait abstraction de l'Argentine et de l'Uruguay, on peut dire que dans l'ensemble le régime alimentaire est tout à fait insuffisant. Sa teneur en protéines est

TABLEAU 26.—APPROVISIONNEMENTS PAR PERSONNE ET PAR AN DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS CERTAINS PAYS DE L'AMÉRIQUE LATINE, AVANT LA GUERRE, EN 1946 ET EN 1947

Pays et période	Céréales et produits de céréales ¹	Racines, tubercules et féculents	Sucre et sirops ²	Lég. secs et noix	Fruits	Légumes	Huiles et graisses ⁴	Viande ³	Lait et fromage	Oeufs	Poissons, crustacés et mollusques
(..... Kilogrammes par personne et par an au niveau du détail.....)											
Amérique centrale ¹ et Antilles											
<i>Cuba</i>											
1934-38.....	104,0	98,8	40,0	12,5	148,1	15,6	8,8	33,5	70,6	4,4	4,2
1946/47.....	103,9	86,9	43,0	13,3	142,0	14,3	11,9	37,5	67,7	3,4	5,5
1947/48.....	107,3	91,5	41,8	14,3	124,6	14,1	13,5	38,2	75,5	3,1	5,9
<i>Mexique</i>											
1934-38.....	10,19	4,7	23,1	14,4	54,8	16,5	4,9	26,3	79,9	2,0	3,6
1946/47.....	119,0	7,4	31,4	15,5	55,1	22,0	5,5	26,0	68,6	2,2	5,0
1947/48.....	122,3	7,3	32,9	17,7	58,6	21,6	6,0	24,5	68,5	2,0	5,0
Amérique du Sud											
<i>Argentine</i>											
1935-39.....	108,1	70,6	27,2	2,5	47,2	24,5	9,8	107,6	140,4	7,1	4,5
1946.....	117,3	95,5	34,2	3,0	66,6	39,0	14,3	107,7	109,2	7,3	3,6
1947.....	118,7	77,8	34,9	3,4	61,1	39,2	15,7	118,9	114,6	7,3	3,8
<i>Brésil</i>											
1935-39.....	80,3	45,7	24,7	22,8	68,0	20,0	5,1	52,5	75,2	2,6	1,4
1946.....	81,6	55,0	32,2	21,0	74,3	23,7	5,9	40,2	75,2	2,6	2,8
1947.....	83,6	54,1	31,0	21,6	75,6	23,9	5,9	42,2	73,4	2,6	2,9
<i>Chili</i>											
1935-39.....	129,3	72,4	25,6	10,8	34,1	18,0	4,5	35,0	62,8	1,7	7,2
1946.....	123,9	93,3	25,2	5,1	35,3	21,0	5,0	38,7	80,5	1,8	11,3
1947.....	132,2	80,7	25,1	9,6	35,8	21,0	4,4	35,2	80,0	1,8	11,2
<i>Colombie</i>											
1935-39.....	51,9	82,1	59,7	7,0	137,1	10,3	3,7	27,9	69,0	5,7	0,6
1946.....	63,6	99,6	78,0	7,8	114,3	11,9	3,1	27,3	91,3	4,8	0,5
<i>Pérou</i>											
1935-39.....	98,2	88,9	13,6	15,6	42,4	13,6	3,7	24,0	27,7	3,2	0,9
1946.....	96,8	87,2	21,2	8,4	43,8	14,3	3,9	22,3	25,8	3,2	1,3
1947.....	102,6	100,2	22,4	6,9	42,6	14,0	3,6	22,6	26,1	3,3	1,3
<i>Uruguay</i>											
1935-39.....	85,2	41,3	24,0	2,5	29,3	9,8	13,6	103,7	148,5	7,4	1,9
1946.....	92,9	31,1	29,8	1,8	39,1	12,3	11,6	86,3	160,0	8,3	2,2
1947.....	92,5	49,5	30,0	2,0	39,5	13,9	10,3	95,6	161,6	8,3	2,3

¹ Aux taux de blutage locaux.

² Y compris *panela*, *papelon* et *piloncillo*.

³ Y compris volaille, gibier et abats.

⁴ Comprenant huiles végétales, beurre et autres graisses d'origine animale en équivalents de graisse pure.

TABLEAU 27.—VALEUR NUTRITIVE DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES DANS CERTAINS PAYS DE L'AMÉRIQUE LATINE, AVANT LA GUERRE, EN 1946 ET EN 1947

Pays et période	Calories		Protéines		Lipides	
	Par personne et par jour	Part provenant des céréales et tubercules	Par personne et par jour		Animales pour cent de protéines totales	Par personne et par jour
			Totales	Animales		
	(Nombre)	(Pour cent)	(.....Grammes.....)		(Pour cent)	(Grammes)
<i>Amérique centrale et Antilles</i>						
<i>Cuba</i>						
1934-38.....	2.626	49	62,1	23,3	37	48,6
1946/47.....	2.708	47	65,1	25,6	39	57,1
1947/48.....	2.772	47	67,1	26,5	39	60,9
<i>Mexique</i>						
1934-38.....	1.855	55	56,2	19,8	35	42,9
1946/47.....	2.122	55	61,0	18,8	31	44,6
1947/48.....	2.206	55	61,2	17,4	28	46,2
<i>Amérique du Sud</i>						
<i>Argentine</i>						
1935-39.....	2.777	50	99,7	62,0	62	92,9
1946.....	3.087	50	103,4	60,6	59	102,0
1947.....	3.162	43	108,9	66,0	61	109,0
<i>Brésil</i>						
1935-39.....	2.173	48	67,6	30,4	45	51,7
1946.....	2.291	50	61,3	25,3	41	47,0
1947.....	2.299	50	63,7	26,2	41	48,4
<i>Chili</i>						
1935-39.....	2.322	61	70,5	22,1	31	42,9
1946.....	2.327	61	70,6	26,2	37	43,7
1947.....	2.393	61	73,5	24,7	34	43,0
<i>Colombie</i>						
1935-39.....	2.004	37	46,0	20,7	45	42,9
1946.....	2.324	39	52,0	22,5	43	45,3
<i>Pérou</i>						
1935-39.....	1.835	63	54,6	13,0	24	39,1
1946.....	1.813	62	49,2	13,0	26	37,1
1947.....	1.891	64	50,9	13,0	26	37,0
<i>Uruguay</i>						
1935-39.....	2.426	45	88,7	28,7	32	94,7
1946.....	2.445	41	83,3	30,2	36	86,3
1947.....	2.499	42	88,6	31,0	35	86,3

extrêmement faible. Au Chili, la quantité de viande entrant dans le régime alimentaire moyen représente une valeur énergétique de 200 calories par jour mais dans d'autres pays elle est de beaucoup inférieure à ce chiffre et nulle part la quantité de lait, d'œufs et de poisson est suffisante. Cette déficience pourrait être réduite grâce à un développement de la pêche, ce qui accroîtrait la teneur du régime en protéines animales et en calcium. Cette région étant située en grande partie dans la zone tropicale ou sub-tropicale, il ne sera en effet pas facile d'assurer aux populations un niveau suffisant de consommation de produits de l'élevage d'origine nationale.

On peut observer également que dans cette région la proportion de calories provenant des hydrates de carbone est excessivement élevée. Les céréales et tubercules fournissent à eux seuls environ 50 pour cent de la valeur énergétique totale du régime, le complément provenant dans une trop grande mesure de fruits et racines féculoux.

Le maïs est l'aliment de base au Mexique, au Guatemala, en Colombie, au Venezuela, au Pérou et en Equateur; mais sa consommation a baissé au cours des dernières années, à mesure que celle du froment augmentait. Au Brésil, la part du manioc dans l'alimentation du pays est plus importante que celle de toutes les céréales. Le riz est le principal aliment de la plupart des pays d'Amérique centrale et des Antilles, ainsi que des Guyanes. Le poids moyen du riz consommé dans ces régions varie de 23 à 122 kg par tête et par an, bien que

la consommation moyenne pour l'Amérique du Sud dans son ensemble ne soit que d'environ 17 kg. Le blé n'est la principale céréale qu'en Argentine, au Chili et en Uruguay.

Dans de nombreux pays d'Amérique latine, les légumes secs sont le principal aliment de remplacement de la viande, dont seuls l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay disposent en quantité suffisante. Les produits laitiers ont une importance relativement plus grande chez ces trois producteurs de viande, mais ils n'entrent que pour une faible part dans le régime alimentaire des autres. Ce sont surtout les classes aisées qui les consomment. L'approvisionnement en fruits et légumes est insuffisant dans la plupart des pays d'Amérique latine. Au Mexique, au Guatemala, en Equateur, en Bolivie et au Pérou, les produits des plantes sauvages ou des cultures encore primitives représentent une part importante du régime des populations rurales. La consommation de matières grasses est faible dans la plupart de ces pays, sauf en Argentine et en Uruguay.

Rien n'indique qu'une modification générale de la condition alimentaire de la population latino-américaine se soit produite au cours de la campagne 1947/1948. Les problèmes de la nutrition y restent graves et généralisés. Les statistiques démographiques connues indiquent que la durée probable de la vie est parmi les plus courtes du monde (par exemple, au Chili en 1940: 37,9 ans pour les hommes, 39,8 pour les femmes; en Colombie en 1939-41: 30 ans pour hommes et femmes). Dans la plupart des pays, le taux de la mortalité infantile est élevé:

Guatemala1946: 114 décès pour 1.000 enfants nés vivants.
 Pérou1945: 112 décès pour 1.000 enfants nés vivants.
 Chili1946: 160 décès pour 1.000 enfants nés vivants.
 Colombie1945: 151 décès pour 1.000 enfants nés vivants.

On trouve des cas de maladies de carence, dues à la faible teneur en vitamines et en sels minéraux du régime alimentaire, dont les insuffisances quantitatives et qualitatives se traduisent par des retards de croissance chez les enfants et un développement physique médiocre chez les adultes. L'état physique des jeunes enfants, entre 1 et 6 ans, est extrêmement grave dans plusieurs régions.

Accroissement des approvisionnements

Il semble, au premier abord, que l'accroissement de la production alimentaire en Amérique latine devrait être une tâche relativement facile. Le rapport entre la population et les ressources semble y être des plus favorables. Comme il ressort du Tableau 28, on y

TABLEAU 28.—SUPERFICIES DU TERRITOIRE ET DE LA TERRE ARABLE, TOTALES ET PAR HABITANT, DANS LES PAYS DE L'AMÉRIQUE LATINE, EN 1946

Pays	Superficie totale			Superficie par habitant	
	Du territoire	De terre arable		De territoire	De terre arable
		En valeur absolue	Pour 100 ha de territoire		
	(.. Milliers d'hectares..)		(Pour cent)	(..... Hectares.....)	
Argentine.....	279.270	27.000	9,7	17,34	1,68
Bésil.....	851.119	15.630	1,8	17,90	0,33
Chili.....	74.177	1.429	1,9	13,42	0,26
Colombie.....	113.836	2.709	2,4	10,80	0,26
Cuba.....	11.439	1.970	17,2	2,25	0,39
Mexique.....	197.845	6.269	3,2	8,60	0,28
Pérou.....	124.905	2.000	1,6	15,77	0,25
Uruguay.....	18.693	991	5,3	1,12	0,43
Autres pays.....	397.461	7.602	1,9	11,51	0,22
TOTAL OU MOYENNE.....	2.068.745	65.600	3,2	13,56	0,46

trouve 13,5 hectares de terre par habitant et, à l'heure actuelle, 3 pour cent seulement de la superficie totale est cultivée.

A l'intérieur de la région, les conditions sont très variées: population dense dans les Antilles et très parsemée en Argentine. En fait, si on laisse de côté l'Argentine dont les terres cultivées représentent 45 pour cent du total pour l'Amérique latine, les 55 pour cent qui se répartissent dans le reste de la région représentent une proportion de terres cultivables par personne, qui est encore plus faible que celle des Indes. Seules des étendues relativement restreintes en Amérique latine ont été colonisées et cultivées, et la population y est dense et les exploitations de faible étendue.

Deux questions se posent: tout d'abord, est-il possible d'accroître encore de 3 pour cent par exemple, la superficie totale des terres cultivées de la région; deuxièmement, ne pourrait-on accroître le rendement de celles-ci et celui des pâturages actuels? De nombreux obstacles d'ordre matériel, politique et économique s'opposent à une extension de la superficie cultivée en Amérique latine. Les obstacles d'ordre politique et économique sont, en bref, l'instabilité de nombreux gouvernements latino-américains, le manque d'investissements, l'instabilité de la demande mondiale et la pénurie de main-d'œuvre et de matériel agricole. Et, comme il est vraisemblable que cette main-d'œuvre demeure très insuffisante malgré une certaine immigration, il semble qu'un développement de l'équipement soit indispensable si l'on veut utiliser une plus grande proportion des terres.

Pour ce qui est du matériel agricole, la situation est devenue critique au cours de ces dernières années. L'Amérique latine ne produit pour ainsi dire aucune machine agricole et ces pays dépendent donc des importations surtout en provenance des Etats-Unis et du Canada. Celles-ci ont été négligeables pendant la guerre, et si elles sont actuellement plus abondantes, elles ne s'accroissent pas au rythme que les pays d'Amérique latine avaient espéré, et cela en raison de la demande en matériel agricole en Amérique du Nord qui reste elle-même considérable. C'est pourquoi l'équipement des pays d'Amérique latine est extrêmement usé ce qui gêne le développement agricole.

Sur le plan matériel, les obstacles proviennent de ce que les trois quarts environ de l'Amérique latine sont dans la zone tropicale, tandis que dans la partie la plus méridionale du continent le froid est si intense qu'il restreint considérablement l'activité agricole. Les précipitations atmosphériques présentent également de grands contrastes, allant des pluies surabondantes des régions tropicales au régime désertique qui caractérise certaines immensités.

Les seules vastes étendues de terrains plats où le sol est bon et les conditions climatiques favorables sont les pampas d'Argentine. La Patagonie est peu accidentée mais les précipitations n'y sont pas suffisantes et elle ne constitue même pas une région de pâturage convenable. Au Brésil, le haut plateau situé au nord-ouest de Rio-de-Janeiro, bien que relativement plat, a des sols médiocres et les précipitations y sont insuffisantes. La partie nord-est du Brésil est sujette à de graves sécheresses, et le Bassin des Amazones est une zone de forêts denses au climat pluvieux. On ne connaît pas grand'chose de la qualité des sols dans cette région, mais jusqu'ici la chaleur, les précipitations intenses et les moustiques ont opposé un obstacle insurmontable à toute agriculture digne de ce nom.

Un processus lent et régulier d'érosion, parti des régions supérieures, s'étend graduellement aux plaines côtières de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud—dont beaucoup, il est vrai, subissent une chaleur et des pluies excessives—cependant que les maladies tropicales continuent leurs néfastes méfaits. Les plateaux à climat tempéré du Mexique connaissent de grandes variations de précipitations et de température, et les ressources du sol y ont été épuisées par une exploitation excessive. La plus grande partie du Mexique septentrional est désertique. La seule autre région plate d'étendue importante sont les

llanos du Venezuela mais le sol y est médiocre, et les pluies trop abondantes pendant quelques mois de l'année et trop rares le reste du temps.

En dépit de ces facteurs limitatifs on connaît de vastes zones de terrains où la colonisation est inexistante ou faible dans des régions qui pourraient pourtant être transformées en bonnes terres à culture, la température et les précipitations y étant propices. De même, nombreux sont les terrains qui pourraient être rendus cultivables grâce à l'irrigation, à la mise en valeur ou à l'amendement du sol. Il est nécessaire de procéder à des recherches sur place pour déterminer ce qu'il est possible de faire dans chaque pays.

La deuxième méthode consiste à accroître la production par une utilisation plus rationnelle des terres cultivées et par une amélioration de la qualité du bétail grâce surtout à des méthodes d'élevage plus rationnelles et à l'amélioration des pâturages. L'industrie du sucre à Cuba, du coton au Pérou et du café en Colombie, pour n'en citer que quelques-unes, sont des exemples du niveau technique élevé que l'on peut atteindre. Toutefois, pour la région prise dans son ensemble, les rendements sont encore très faibles, surtout pour ce qui est des produits alimentaires de base. La plus grande partie de l'agriculture conserve un caractère traditionnel et l'emploi des engrais, des insecticides et des semences améliorées n'est pas encore très répandu.

La production latino-américaine d'engrais est surtout destinée à l'exportation, bien que le Chili produise plus de 1,6 million de tonnes par an. Toutefois les gouvernements s'efforcent d'encourager l'emploi d'engrais dans les régions agricoles accidentées, où l'érosion a épuisé en grande partie la fertilité du sol. Au Pérou, la *Guano Supply Company* a perfectionné les méthodes de collecte, et la production est passée de 80.000 tonnes en 1946 à près de 100.000 tonnes en 1947. Au Mexique, au Venezuela, en Colombie, en Equateur et au Chili, les organismes gouvernementaux s'efforcent d'apprendre aux agriculteurs les vertus des engrais, et en même temps mettent sur pied une production nationale de certains des engrais commerciaux les moins coûteux, comme les superphosphates.

Le prix des insecticides importés, comme celui des engrais, est très élevé pour les cultivateurs d'Amérique latine, et la région n'en produit pour ainsi dire pas. On ne les utilise que pour les cultures spéciales, les cultures maraîchères par exemple. Les insectes détruisent une large proportion de la récolte (10 à 20 pour cent) dans la plupart des cultures, notamment les céréales. Les pertes les plus sensibles se produisent dans les zones tropicales.

Ici encore des études et des recherches plus poussées sont nécessaires pour déterminer les nouvelles mesures à prendre. Parmi les enquêtes de cet ordre, citons: l'enquête FAO/CEAL³ sur les approvisionnements agricoles, les transports et la capacité d'emmagasinage en Amérique latine, le projet de l'UNESCO relatif à l'Amazonie hyléenne et la Mission FAO au Venezuela.

La plupart des gouvernements d'Amérique latine ont dressé des programmes de développement agricole dont le caractère reste toutefois général. On trouvera dans les paragraphes qui suivent un résumé des renseignements actuellement connus sur certains de ces pays. Il est probable que les principaux accroissements de production interviendront au Brésil, au Chili, au Venezuela et au Mexique.

En 1947 le gouvernement du Mexique a adopté un plan quinquennal s'étendant sur la période 1947-1952. Le but essentiel en est de réduire le déficit en céréales et d'augmenter la production d'huile végétale. Les mesures ci-après ont été prévues; accroissement de la superficie cultivée grâce à l'irrigation de 850.000 nouveaux hectares; accroisse-

³ CEAL: Commission économique pour l'Amérique latine (du Conseil économique et social des Nations Unies).

ment régulier de la superficie consacrée au maïs qui augmentera de 100.000 hectares par an; et accroissement global de 35.000 hectares en cinq ans en ce qui concerne le sésame; élévation du rendement grâce à la distribution de meilleures semences, à la sélection des variétés résistant aux maladies et à un emploi plus intensif des engrais. On estime qu'en 1950 la production de blé dépassera de 50 pour cent celle de 1947, la production de maïs, de 10 pour cent et celle de sésame, de 20 pour cent.

La Colombie s'est fixé des objectifs précis de production, surtout pour les articles faisant actuellement l'objet de certaines importations.

<i>Blé</i>	120.000 tonnes pour 1946; objectif 1950: 150.000 tonnes
<i>Pommes de terre</i>	460.000 tonnes pour 1946; objectif 1950: 640.000 tonnes
<i>Sucre</i>	objectif 1950: 86.000 tonnes, soit plus du double du chiffre d'avant-guerre.

Le Gouvernement colombien a également déterminé des objectifs de production pour le tabac, le coton, certains oléagineux, le cacao, et les fruits.

Le Venezuela prévoit un développement important de sa production alimentaire au cours des années à venir, en particulier pour le riz, le maïs, le sucre, les arachides, le sésame et les graines de tournesol. Malheureusement on ne dispose pas de statistiques sur la production agricole de ce pays.

Le Gouvernement péruvien cherche à rendre le pays moins tributaire des importations de blé, de matières grasses et de viande, et il s'efforce d'accroître la production de sucre. En 1950 la production de blé devrait dépasser de 60 pour cent la moyenne de 1934-38, ce qui permettrait de réduire les importations; déjà en 1946 la production dépassait de 50 pour cent cette moyenne.

En 1945 le Gouvernement chilien a adopté un plan à longue échéance de développement agricole. Bien que la réalisation n'en ait pas encore été entreprise, les mesures officielles tendent à se conformer en général à ses recommandations, qui visent à orienter l'agriculture nationale de façon à fournir à la population chilienne un régime alimentaire plus convenable. Le plan qui ne comporte pas d'objectifs chiffrés, prévoit un accroissement de la production de blé, de légumes secs, d'oléagineux, de fruits, de légumes, de viande et de produits laitiers. La superficie des emblavures en 1950 telle que prévue doit être plus vaste que celle de l'année passée; mais comme il n'est point certain que le rendement soit aussi élevé, il se peut que la production soit inférieure.

Au début de l'année, un Institut national de colonisation a été créé en Uruguay avec mission d'accroître la production agricole et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs agricoles. Cet institut est un organe autonome nanti des pouvoirs nécessaires et disposant de ressources suffisantes pour procéder à toutes acquisitions, locations ou expropriations de terres, et pour organiser la colonisation. Les plans de l'Institut prévoient que de plus vastes étendues de terrain seront consacrées aux cultures vivrières, surtout aux céréales, aux graines oléagineuses et aux pommes de terre.

En Argentine les programmes de développement portent essentiellement sur la production industrielle et les investissements dans les travaux publics. Ils comportent toutefois certaines propositions générales concernant l'agriculture, notamment certains projets d'irrigation ainsi que des plans visant à développer la transformation des produits agricoles avant l'exportation. L'éventualité la plus probable est qu'en 1950 la production de maïs sera encore bien inférieure à celle d'avant-guerre, celle de blé atteignant à peu près ce niveau. La production d'huiles comestibles restera élevée, celle de viande étant appelée à s'accroître.

Au Brésil, on prévoit que la production d'arachides en 1950 sera le double de celle de 1947. On projette également d'augmenter de 10 pour cent la production de blé. Néanmoins, ce pays devra importer environ un million de tonnes par an, soit 70 pour

cent du total de ses besoins, afin de satisfaire la demande en blé qui s'accroît rapidement.

Mais en contre-partie de ces programmes de développement, les Antilles devront probablement, au cours des années qui suivent, envisager une réduction de leur production de sucre par rapport au niveau actuel qui est exceptionnellement élevé. Cuba se heurtera à un difficile problème de rajustement s'il doit réduire sa production de 15 pour cent ou davantage et il en ira de même pour les autres îles productrices de sucre. Les programmes actuellement à l'étude prévoient une diversification de la production alimentaire et un effort tendant à ce que cette région soit moins tributaire des importations de produits alimentaires.

D'après ce que l'on connaît de ces programmes, deux tendances générales se font jour. En premier lieu un développement de l'agriculture visant à réduire la nécessité d'approvisionnements extérieurs, deuxièmement l'accroissement du volume des exportations de produits agricoles vers les pays avoisinants d'Amérique du Sud. Il y a naturellement une certaine incompatibilité entre ces deux objectifs, à moins que la première tendance ne vise que la réduction des importations en provenance des autres continents. Pendant et depuis la guerre, des transformations notables se sont produites dans le commerce de produits agricoles des pays latino-américains. Avant la guerre, 32,8 pour cent des importations provenaient des Etats-Unis, et 41,5 pour cent des autres parties du continent américain; en 1947, les proportions étaient respectivement de 55 et 24,8 pour cent.⁴ Quant aux exportations latino-américaines de produits agricoles elles se font surtout vers l'Europe et les Etats-Unis, les autres pays du continent américain n'en recevant que 6 pour cent. Un des aspects du problème de l'accroissement de la production agricole consiste à trouver de nouveaux débouchés. Ce qui pousse les pays d'Amérique latine à s'intéresser davantage aux marchés avoisinants, c'est d'une part l'incertitude quant aux tendances de l'importation aux Etats-Unis, et d'autre part la question du pouvoir d'achat de l'Europe.

Il ressort de cet aperçu d'ensemble que sous l'influence des programmes nationaux de développement, la production agricole d'Amérique latine devrait continuer à s'accroître à un rythme accéléré. Mais il semble qu'au moins pour les années à venir la population de la région qui est en voie d'accroissement rapide absorbera la plus grande partie de l'augmentation de la production, à l'exception peut-être des viandes, des oléagineux et des fruits. En réalité il est nécessaire de procéder à des enquêtes et à des recherches plus poussées sur la région afin d'en connaître toutes les possibilités.

Amélioration de la nutrition

Les instituts de nutrition d'Amérique latine procèdent à des enquêtes diététiques et cliniques sur une échelle réduite; mais la Conférence des experts de la nutrition qui a été réunie par la FAO à Montevideo au mois de juillet dernier, a fortement recommandé que des travaux en ce sens soient poussés. La conférence a formulé l'espoir que les recherches concernant les méthodes d'évaluation de l'état de la nutrition, du métabolisme de base des diverses populations et de la composition des aliments locaux soient activement développées.

L'inégalité des revenus aggrave l'état de malnutrition qui règne presque partout dans l'ensemble de la région. Afin de compenser dans une certaine mesure l'insuffisance des régimes de certaines couches de la population, de nombreux pays dressent actuellement des programmes de repas scolaires et créent des postes de distribution du lait et de restaurants populaires qui servent de bons repas à des prix réduits. Certains pays ont inclus le repas scolaire gratuit dans leur programme d'éducation. Il s'avère que l'on

⁴ Ces chiffres s'appliquent à tous les pays du continent américain sauf les Etats-Unis, c'est-à-dire qu'ils comprennent le Canada et Terre-Neuve. Mais cette inclusion ne modifie pas l'impression d'ensemble.

reconnait partout l'importance de la nutrition infantile. Le mouvement des jardins d'enfants jouit d'une faveur sans cesse plus grande.

Les progrès accomplis en matière de diffusion des principes fondamentaux de la diététique sont particulièrement intéressants à Porto-Rico et à la Jamaïque. A la Jamaïque une organisation fondée à l'origine grâce aux capitaux de sociétés qui font le commerce des fruits est devenue dans ce domaine une puissante organisation éducatrice et sociale, subventionnée par le gouvernement. La *Jamaica Welfare Limited*, créée en 1943, a entrepris la réalisation d'un programme actif d'hygiène alimentaire familiale ("*Food for Family Fitness*" program). Cette campagne porte à la fois sur le développement agricole, l'utilisation des sols, l'amélioration du foyer, les soins donnés à l'enfant et l'hygiène. Des moniteurs locaux chargés de cet enseignement et ayant mission de développer l'esprit communautaire sont formés à cet effet. Des agents régionaux leur donnent les directives. L'organisation fournit les brochures, les films et autres matériaux, encourage les projets et organise des journées de démonstration. La réaction du public a été encourageante et les travaux se développent rapidement.

A Porto-Rico en 1940, l'Université a créé un comité de la nutrition qui groupe les représentants des services gouvernementaux, d'un poste d'émissions radiophoniques, de la station expérimentale, des services de la sécurité agricole et de la vulgarisation agricole, de l'Ecole de Médecine tropicale, et de l'Organisation nationale de la jeunesse. Une campagne sur les questions de nutrition a débuté par un cours de formation de brève durée pour les professeurs et les fonctionnaires de la santé publique, les administrateurs et tels autres représentants de professions diverses qui sont en contact direct avec la population. La nutrition s'enseigne dans les écoles ainsi qu'aux associations de parents et professeurs. On a ouvert des restaurants et des postes de distribution du lait, et les services et organisations représentés au sein du comité coopèrent dans leurs importants efforts pour améliorer l'état de la nutrition à Porto-Rico.

En Amérique du Sud et en Amérique centrale l'éducation en matière de nutrition n'est pas très répandue mais les organisations de crédit agricole se sont avérées être des bases de départ utiles pour la propagation des notions de nutrition, d'économie ménagère et de la vulgarisation parmi les populations rurales. L'enseignement doit en effet être de caractère pratique et doit pouvoir atteindre l'homme aux champs et la femme au foyer.

Dans le domaine de la nutrition, cette région possède en somme peu d'organisations nationales, bien que dans certains pays il existe des comités très actifs. Dans la plupart de ces cas les travaux accomplis sont l'œuvre individuelle de nutritionnistes enthousiastes travaillant dans des instituts ou dans des universités.

Les pays d'Amérique centrale ont fondé en collaboration au Guatemala un Institut international de la nutrition, dont la tâche sera d'améliorer les conditions de la nutrition des populations de la région. Actuellement, trois pays sont membres actifs et trois autres ont fait connaître leur intention d'adhérer au projet. Grâce à l'existence du Bureau panaméricain d'hygiène et de quelques fondations privées, des étudiants des pays d'Amérique centrale sont actuellement formés aux Etats-Unis pour participer ensuite aux travaux de l'Institut.

Forêts et produits forestiers

La Conférence des forêts et produits forestiers, organisée par la FAO à Térésopolis (Brésil) en avril 1948,⁵ a sans aucun doute provoqué une meilleure compréhension de la situation sylvicole de la région. Le fait que les pays participants ont souligné

⁵ Voir *Unasylva* (publication bimestrielle illustrée de la FAO), Vol. II, No. 3, mai-juin 1948.

l'importance d'une coopération internationale pour un bon aménagement forestier est considéré comme très significatif.

La Conférence a mis en lumière le fait que si l'Amérique latine dispose de vastes ressources forestières intactes, toutefois le reboisement n'en est pas moins une nécessité aiguë en de nombreux endroits. La population est concentrée dans les agglomérations urbaines et dans des secteurs ruraux plutôt restreints, et dans ces zones peuplées, les abus de coupes ont été tels qu'il existe une véritable disette de bois de combustion et de charbon de bois et, surtout en Amérique centrale et dans les Antilles, une érosion sévère se produit. L'accroissement rapide de la population aggrave encore le problème. L'agriculture transhumante reste l'une des principales causes de déboisement, et au Chili et en Argentine les incendies de forêt causent de grands ravages. Si les recommandations de la Conférence sur ces problèmes et d'autres sont mises en application, l'évolution de l'économie sylvicole du continent entrera dans une nouvelle phase.

Production

La production en 1946 a été estimée à 179 millions de mètres cubes de bois ronds, soit environ un demi-mètre cube par hectare productif de forêt. C'est là un taux de rendement extrêmement faible. Mais l'abattage des bois commerciaux se fait de façon très judicieuse. Il est possible que les pertes dues aux incendies, à l'agriculture nomade et à d'autres causes réduisent l'accroissement net des forêts accessibles à un taux par hectare qui ne dépasse pas celui de la production.

La plupart des forêts sont du type tropical et à peu près chaque hectare comprend de nombreuses essences différentes dont seulement un certain nombre sont commercialisables. Les conifères n'occupent que 4 pour cent de la superficie boisée et la pénurie de ce type de bois peut constituer un obstacle à l'industrialisation sur une vaste échelle, si l'on ne trouve pas de bois de remplacement approprié parmi la profusion des essences feuillues. L'utilisation des conifères exotiques, bien qu'ayant donné des résultats heureux dans la partie méridionale du continent, ne peut constituer qu'un palliatif partiel.

Il est hors de doute que la production pourrait être accrue par l'exploitation et le développement rationnel de forêts actuellement inaccessibles, mais il s'agit là d'un processus de longue durée. L'exploitation sélective d'un petit nombre d'essences étant très coûteuse, les entreprises commerciales doivent, à l'avenir, prendre comme principe l'exploitation de la majorité et même de toutes les essences qu'on trouve dans la forêt. Mais avant qu'on puisse parvenir à ce point, il sera nécessaire d'effectuer d'abondantes recherches sur les qualités et les utilisations possibles de ces essences. Il faut créer des marchés et des usines. La main-d'œuvre étant rare et son rendement relativement faible, l'abattage et la transformation du bois doivent être mécanisés dans toute la mesure possible. De vastes plans de formation de la main-d'œuvre seront nécessaires, et la construction de chemins de fer, de routes et peut-être de quais et de docks, exigera des investissements considérables. Enfin, et c'est peut-être là le point le plus difficile, il faudra organiser des services forestiers compétents pour gérer des vastes zones forestières et pour empêcher la dévastation que provoquerait certainement une exploitation sans contrôle.

Le nombre de scieries et de fabriques de pâte ayant un bon rendement dans la région est très faible, et la plus grande partie de l'équipement est désuet. Le manque de moyens de transport constitue l'un des principaux obstacles à la production.

La Conférence de Térésopolis a recommandé que tous les pays dressent une liste de leurs besoins en équipement, liste qui servira de base à la mise au point d'un plan rationnel global. Certains pays ont déjà élaboré des programmes de développement et ont sollicité des prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Exportations et importations

Les informations précises et sûres dans le domaine du commerce extérieur sont très limitées. Le continent est dans l'ensemble un importateur de pâte et de papier et même de sciages. Ses exportations consistent essentiellement en bois d'ébénisterie ou en bois à usages spéciaux (balsa, ebène vert, quebracho, etc.), mais comprennent également un petit volume de pin (du Brésil). Depuis la guerre, on enregistre un courant d'échanges importants de produits forestiers du Chili et du Brésil, à destination de l'Argentine. Le Brésil pourrait développer considérablement ses exportations s'il disposait de moyens de transport suffisants et de marchés sûrs. Le bois est l'un des articles sur lesquels porte l'accord commercial récemment signé par le Brésil et le Royaume-Uni.

Consommation

En 1946, la consommation du bois a été estimée à 510 kg par habitant, chiffre très inférieur au niveau généralement considéré comme normal. Il est certain qu'il s'accroîtra au fur et à mesure du progrès social et économique de la région. Si ce progrès n'a pas pour corollaire un développement rationnel des forêts, il en résultera un accroissement de la demande en produits forestiers des autres régions sylvicoles du monde. Au contraire, la mise en valeur des forêts vierges faciliterait énormément le développement économique des pays intéressés, créant de nouvelles possibilités d'échanges et atténuant en même temps la crise mondiale de bois.

Progrès

Plusieurs pays, s'étant rendu compte de la situation exacte, ont dressé des plans de mise en valeur de leur forêts, et l'application en est généralement confiée à des corporations de mise en valeur (*Corporaciones de Fomento*). Le programme dont la réalisation est la plus avancée est probablement celui du Chili. L'Argentine réorganise ses services forestiers et revise sa législation forestière. Il en est de même pour le Brésil, où l'Institut national du pin est chargé de tous les problèmes relatifs aux abondantes forêts de pins du Parana. Des programmes de reboisement sont en cours d'exécution en Uruguay, au Brésil et dans d'autres pays. Ils ne sont toutefois pas suffisamment coordonnés avec le développement général de la sylviculture de chaque pays.

La Conférence de Térésopolis a pris des mesures visant à assurer la coordination des plans nationaux grâce à la création d'une Commission latino-américaine des forêts et produits forestiers. La Conférence a spécialement insisté sur le développement de fermes "forestières" intégrant la forêt et les industries forestières; chaque "ferme" consiste en un groupe de différentes industries du bois alimentées par une zone forestière donnée, gérée sur la base du rendement soutenu, l'objectif étant d'utiliser l'intégralité de la production de la forêt.

Les progrès réalisés dans les domaines mentionnés ci-dessus sont lents et il est probable qu'il en sera longtemps ainsi en raison des difficultés inhérentes à la mise en valeur des forêts vierges tropicales, et du manque de personnel technique. Les services forestiers n'étant pas actuellement suffisants et les moyens de formation et de recherches techniques étant très peu nombreux, la création des établissements nécessaires doit constituer le premier pas dans le sens d'un progrès positif dans le domaine forestier.

L'AFRIQUE

L'Afrique⁶ est un continent à faible densité de population et, en ce qui concerne les indigènes, une région à revenu faible. D'une façon générale, on y trouve deux sortes de production agricole: premièrement, les cultures de céréales et de tubercules et racines, surtout pour la consommation locale et fournissant l'alimentation de base des indigènes; deuxièmement, les cultures d'exportation, comprenant les graines oléagineuses, le sucre, le café, le cacao, les agrumes, le tabac, le coton et le sisal. Ces produits ne le cèdent en importance qu'aux produits minéraux, parmi les exportations africaines.

Pendant la guerre, la demande de la plupart de ces produits agricoles a été forte ainsi que celle des produits minéraux africains. Le niveau élevé de l'activité économique a intensifié la demande de produits alimentaires au moment où augmentaient les difficultés que rencontrait l'importation de farine de riz, de lait en conserve et d'autres aliments essentiels. En conséquence, on avait dû prendre des mesures spéciales pour augmenter la production locale d'aliments, bien que cela n'ait pas toujours été facile en raison de la grave pénurie de produits exerçant une action stimulatrice. En définitive, le résultat a été cependant que de nombreux territoires africains sont sortis de la guerre avec une production agricole développée, des industries et mines nouvelles, un niveau général de revenu plus élevé qu'avant-guerre, une consommation locale plus grande de produits alimentaires et un niveau d'exportation agricole plus bas.

Malgré ces changements, le niveau de la nutrition en Afrique demeure parmi les plus faibles du monde. Le problème principal qui se pose dans ce continent est de trouver le moyen d'augmenter fortement la production alimentaire, pour assurer une meilleure nutrition et pour exporter en paiement des importations très nécessaires d'équipement et de biens de consommation. A part les richesses minières, l'Afrique a très peu de produits à exporter si ce n'est des produits alimentaires. Pour les régions dont l'économie est relativement développée, l'Afrique semble être par comparaison un continent vide et disposant d'un potentiel de production élevé; une région à monnaie faible avec des possibilités d'échanges plus intenses de produits avec l'Europe. De fait, durant la dernière moitié du vingtième siècle, l'Afrique pourrait bien être à certains égards pour l'Europe ce que l' "Ouest" était pour les Etats-Unis dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. L'Afrique, étant composée surtout de territoires coloniaux, est le continent sur lequel on est le moins bien documenté et tant que les gouvernements n'auront pas travaillé davantage à établir toutes les données relatives à chaque territoire, on ne pourra se faire qu'une idée très fragmentaire de la situation alimentaire et agricole.

Production

L'Afrique du Nord française

La seconde guerre mondiale a fait de l'Afrique du Nord française une région déficitaire en produits alimentaires, alors qu'elle en était excédentaire auparavant. Autrefois, il y avait un surplus exportable de céréales et d'huile d'olive; maintenant il y a une importation nette de céréales et d'huile végétale. Les exportations d'autres produits alimentaires ont également diminué.

⁶ L'étude contenue dans la présente section ne comprend pas la Lybie, l'Egypte, le Soudan anglo-égyptien, l'Ethiopie, l'Erythrée, ni les territoires des Somalies qui sont traités avec le Moyen-Orient, mais elle comprend tout le reste du continent africain et les îles voisines de Madagascar, de la Réunion et Maurice.

Bien que l'augmentation rapide de la population soit telle qu'elle crée de graves problèmes d'approvisionnement, la superficie consacrée aux céréales a diminué et la production n'a été en 1947 que les deux tiers de celle d'avant-guerre en raison d'une série de sécheresses désastreuses. Pour des raisons analogues, la production d'huile d'olive en Tunisie a été très au-dessous de la moyenne; celle de 1948 a été excellente.

La culture des agrumes, d'autre part, s'est développée, le nombre d'agrumiers ayant plus que doublé au Maroc et en Tunisie, et augmenté de 70 pour cent en Algérie. En Tunisie, il y a eu une expansion des plantations de poiriers, de pêcheurs, de figuiers et de cognaciers.

Les effectifs du cheptel et la production animale ont diminué également à cause de la sécheresse. En conséquence, il y a moins d'animaux sur pied disponibles pour l'exportation vers la France et moins de viande et de produits laitiers pour la population locale.

Alors qu'il n'est pas étonnant de constater un déclin du niveau de nutrition en Afrique du Nord, la valeur énergétique particulièrement faible de la ration alimentaire de ces territoires peut être attribuée, en partie du moins, au fait que les renseignements obtenus sur la production de céréales, de dattes, de produits laitiers, de légumes et de certains autres produits alimentaires, sont très incomplets.

Les programmes pour l'avenir comprennent des projets d'irrigation à grande échelle qui feraient plus que doubler la superficie irriguée qui est actuellement d'environ 300.000 hectares. L'Algérie compte développer sa production de fruits et de légumes aux dépens des céréales parce que la demande française ne semble pas devoir être très forte, sauf pour les blés durs. L'Algérie possède de vastes étendues semi-désertiques qu'on pourrait utiliser comme pâturages à moutons, si l'on y aménageait des points d'eau, et on envisage de développer l'élevage du mouton en vue d'augmenter les approvisionnements en viande et la production de laine. Le Maroc compte rétablir un excédent exportable de céréales d'environ 400.000 tonnes. La Tunisie a établi des projets d'irrigation et compte déjà environ 13 pour cent d'oliviers de plus qu'avant-guerre, dont beaucoup rapporteront très prochainement et devraient contribuer à la reprise des exportations d'huile d'olive.

L'Afrique occidentale française

La production de riz pour la consommation locale est passée de 400.000 tonnes avant-guerre à 690.000 en 1946/47, alors que la production de millet et de maïs a diminué.

Parmi les cultures d'exportation, la production de graines oléagineuses, exprimée en équivalents d'huile, a été en 1946/47 inférieure d'un tiers à celle d'avant-guerre et la production de cacao a également diminué. La baisse dans la production d'arachides, principale récolte de graines oléagineuses, tient en partie à la substitution d'autres cultures alimentaires, en raison de l'insuffisance des importations de riz et d'autres céréales, pendant et depuis la guerre. Cependant, la production d'arachides en 1947/48 accuse une amélioration marquée. La culture du café est devenue très importante.

Depuis 1947, il y a eu aussi amélioration dans la situation des approvisionnements en produits exerçant une action stimulatrice, bien que l'accumulation des demandes non satisfaites soit encore considérable et que les besoins actuels de produits textiles soient plus grands qu'avant-guerre. Comme c'est le cas également pour d'autres colonies françaises, une plus faible proportion des importations provient actuellement de la France. Le volume de celles qui viennent d'autres pays dépendent des disponibilités en devises étrangères.

Des industries locales de transformation, comprenant des huileries, des savonneries

et des installations pour le séchage des bananes, ont été installées en Afrique occidentale française pendant la guerre, en partie afin d'épargner du volume dans les cales des cargos. La culture du tabac s'est développée et une manufacture de cigarettes a été ouverte.

L'Afrique équatoriale française et le Cameroun

Pendant et depuis la guerre, l'administration locale a beaucoup encouragé la production de coton, de café et de caoutchouc en Afrique équatoriale française. La production du coton a plus que triplé par rapport à celle d'avant-guerre, mais celles d'huile de palme et de cacao sont tombées, en raison du manque de main-d'œuvre et parce que les prix n'étaient pas suffisamment rémunérateurs.

Les plans de développement de l'Afrique équatoriale française comprennent des mesures en vue de l'établissement d'une production mécanisée et massive du coton et de l'arachide, de l'expansion des plantations de palmiers à huile et un projet de culture du riz sur une grande échelle pour l'approvisionnement des populations qui se spécialisent dans les cultures d'exportation.

La République du Libéria

D'une façon générale, l'agriculture du Libéria est du type traditionnel. Le pays a été pendant de nombreuses années importateur de denrées alimentaires et autres produits agricoles, et exportateur de produits comme le caoutchouc, le cacao, le café, les palmistes et le piassava.

Le riz de coteau est la plus importante des cultures réservées à la consommation locale. Cependant, le pays n'a pas produit suffisamment de riz pour sa propre consommation et les importations en 1944 se sont élevées à environ 3.000 tonnes contre une importation moyenne d'environ 2.000 tonnes avant la guerre.

La viande et les produits laitiers sont également des produits d'importation, car on ne sert généralement pas de viande, sauf à l'occasion de cérémonies, et la population indigène ne consomme pas de lait.

Comme dans la plupart des autres régions de l'Afrique occidentale, l'alimentation de la population indigène se compose principalement de féculents comme le riz, le manioc, le taro, l'igname, et de matières grasses (huile de palme). Les protides sont fournies par la chair des animaux domestiques et du gibier, par les poissons et les oiseaux. Mais la nourriture semble insuffisante en protides et peut-être en certaines vitamines.

Malheureusement, on dispose de peu de renseignements statistiques sur la production agricole et les exportations du Libéria. On sait cependant que le gouvernement du Libéria compte étendre la superficie des cultures d'exportation comme le cacao, le café et les graines oléagineuses aussi bien que la surface réservée au riz, à la canne à sucre et au coton. Il projette également de combattre la mouche tsé-tsé et d'introduire de meilleurs animaux de trait.

L'Afrique occidentale anglaise

Dans l'Afrique occidentale anglaise, qui comprend le Nigeria, la Côte de l'Or, la Gambie, la Sierra-Leone et le Cameroun anglais, il y a prédominance des cultures de céréales dans les régions qui ont une saison sèche, et des cultures de tubercules et racines dans celles où les saisons ne présentent pas une alternance marquée. Comme dans l'Afrique occidentale française, une grande variété de cultures vivrières sont réservées à la consommation intérieure; elles comprennent l'igname, le manioc, le maïs, le riz, le sorgho commun, le millet, différentes espèces de légumes (asperges doliques, cajan, haricots de Lima), l'arachide, des fruits (spécialement les oranges, les bananes et les plantaniers)

et l'huile de palme. Malheureusement, on ne dispose d'aucune donnée sur la production de ces cultures.

Les cultures d'exportation sont principalement celles des graines oléagineuses et du cacao. La production des graines oléagineuses, qui sont cultivées principalement dans le Nigeria, a diminué pendant la guerre et n'a pas encore été complètement rétablie, surtout en raison du manque de produits exerçant une action stimulatrice. La production et les exportations de cacao ont diminué en partie à cause de la politique des prix et, plus récemment, en raison de la diffusion de la maladie dite "swollen-shoot". Cette maladie est devenue une menace sérieuse pour les cultures de cacao dans la Côte de l'Or et tout propriétaire ou exploitant d'une plantation de cacaoyers est maintenant dans l'obligation d'abattre les arbres contaminés.

Pour l'avenir immédiat, le besoin le plus urgent en Afrique occidentale anglaise est de se procurer davantage de céréales, spécialement du riz. En raison de la pénurie mondiale de riz, on a prévu des plans pour augmenter la production dans les marais du Niger où plus de 60.000 hectares actuellement recouverts de mangliers sauvages pourraient être mis en culture si l'on y établissait un drainage et une régulation des eaux convenables; il pourrait en être de même du bassin de la Volta dans la côte de l'Or, des régions côtières de la Sierra-Leone et le long du fleuve de Gambie. Si l'on tentait de satisfaire la grosse demande de riz, on pourrait peut-être libérer des quantités supplémentaires d'autres produits alimentaires pour l'exportation.

D'après le *Rapport de la Commission des graines oléagineuses d'Afrique occidentale*,⁷ les possibilités d'une culture à grande échelle des graines oléagineuses sont plus limitées dans l'Afrique occidentale que dans l'Afrique orientale. La Commission estime que ses projets entraîneraient l'engagement d'un capital total d'environ 25 millions de livres sterling et permettraient d'aboutir en fin de compte à une production annuelle qui ne serait pas inférieure à 229.000 tonnes d'arachides égrenées (équivalant à 91.000 tonnes d'huile).

Il existe également une possibilité de développer l'industrie de l'huile de palme et de palmistes dans le Cameroun, le Nigeria et la Sierra-Leone. Des étendues considérables couvertes de palmiers pourraient servir à la production si l'on disposait du matériel et de la main-d'œuvre nécessaires. L'un des problèmes est celui d'améliorer les machines à broyer et les méthodes d'extraction de l'huile des palmistes. Grâce à des prix stimulants, la production de sésame pourrait être développée. Le programme décennal d'amélioration des conditions de vie de la population et de mise en valeur du Nigéria comporte des projets relatifs au développement de la production des textiles. Le plan envisage aussi l'établissement d'huileries dont l'une a été inaugurée en 1946, la deuxième étant en construction; dans la côte de l'Or, on a construit une fabrique de beurre de cacao. Dans cette colonie et le Nigeria, des départements du commerce et de l'industrie ont été créés.

Le Congo belge et les territoires portugais

Les principales cultures vivrières du Congo belge sont le manioc, le maïs, le millet, le riz, l'arachide, les bananiers et le palmier à huile. L'importance du développement de la production alimentaire tient dans une large mesure aux exigences des régions minières et, pendant la guerre, un plan de production obligatoire a presque fait tripler l'étendue consacrée aux cultures vivrières dans ces territoires, répondant ainsi à la demande plus grande de produits alimentaires parmi une population non agricole en voie d'accroissement rapide. La FAO ne disposait pas de statistique sur la production, avant d'avoir reçu le Rapport annuel pour 1948.

⁷ *Report of the West African Oilseeds Commission*, Londres, H.M.S.O. 1948, Colonial 244.

Les principales récoltes d'exportation sont l'huile de palme et les palmistes, le coton, les fibres dures, le caoutchouc et le café. Dernièrement, l'importance des produits forestiers en tant qu'articles d'exportation s'est également accrue. L'étendue des plantations de palmiers est passée d'environ 98.000 hectares en 1939 à 167.000 en 1946.

Les deux principales régions de culture du coton sont situées, l'une près de la frontière septentrionale et l'autre le long des rivières Sankourou et Kassaï près de la frontière occidentale de la province de Lusambo. La production indigène et l'organisation des marchés sont fortement encouragées. Les cultures de coton occupaient déjà avant la guerre plus de 300.000 hectares et la production s'est très sensiblement accrue depuis lors. La consommation des manufactures locales est estimée à environ 3.000 tonnes et l'augmentation prévue de leur capacité de traitement du coton peut élever cette consommation à 5 ou 6.000 tonnes par an.

D'autres industries de transformation nouvelles ont été installées pour l'extraction et le raffinage de l'huile de palme et pour la fabrication du savon.

On ne dispose pas de renseignements sur la production des territoires portugais d'Afrique.

L'Afrique orientale anglaise

On dispose de peu de renseignements en ce qui concerne les cultures de base qui sont principalement le maïs dans l'Ouganda et le Tanganyika, et une grande variété de céréales dans le Kenya. On pense cependant que la production s'est développée pendant la guerre. L'Ouganda, autrefois importateur de céréales, se suffit maintenant mais le Tanganyika en importe encore du Congo et de l'Afrique du Sud.

Comme culture d'exportation, le sisal est un important article du commerce extérieur du Kenya et du Tanganyika, ainsi que le coton, mais les exportations de ce dernier sont inférieures à celles d'avant-guerre et il y a encore beaucoup à faire pour améliorer les méthodes de culture. La production et les exportations de café accusent une légère augmentation à la fois dans les variétés d'Arabie exploitées par les Européens, et dans la variété "Robusta", cultivée par les indigènes. Pendant la guerre, alors que les autres sources d'approvisionnement étaient taries, la demande de pyrèthre était élevée. A l'heure actuelle, ces exportations diminuent. Les autres cultures d'exportation comprennent celles du thé, des agrumes, du tabac, des huiles essentielles et des épices.

Des industries de transformation de produits alimentaires sont en cours d'établissement dans ces territoires, par exemple, dans l'Ouganda des décortiqueuses pour le riz ont été installées, un établissement pour le traitement du soya a été créé et une grande usine pour l'extraction et le raffinage des huiles végétales sera achevée en 1949. Au Kenya, on a créé des installations pour le traitement du café et du thé, la mouture du blé et du maïs, la brasserie, la préparation du bacon et du jambon, et la mise en conserve des viandes. On a découvert un des plus grands gisements de phosphate du monde dans l'Ouganda oriental; mis en exploitation, il pourrait contribuer à élever la productivité du sol non seulement de l'Ouganda mais aussi des territoires voisins.

Un événement des plus importants en Afrique orientale a été le programme d'expansion de la culture de l'arachide qui intéresse principalement le Tanganyika mais, dans une mesure moindre, le Kenya et la Rhodésie du Nord. Les détails de ce programme ont été exposés dans un autre document.⁸ En résumé, on propose de mettre en culture en quelques années 1.300.000 hectares de terres, qui, jusqu'à présent, étaient presque inhabités. On escompte qu'elles produiront 6 millions de tonnes d'arachides en 1951. Les avantages économiques que le plan procurera à la région s'étendront bien au delà

⁸ FAO, Economic Review of Food and Agriculture, Vol. I, N° 2, Washington.

de l'exécution du programme immédiat. L'anéantissement de la mouche tsé-tsé, l'approvisionnement en eau, les nouvelles voies ferrées et autres moyens de communications améliorés établis pour desservir les plantations, faciliteront l'ouverture de plusieurs vastes régions qui sont actuellement en friche. En plus du projet concernant l'arachide, le Tanganyika est l'objet d'un programme décennal d'expansion embrassant de vastes domaines et comprenant le développement de l'agriculture indigène, la conservation du sol, l'extension de l'industrie des pêches et le repeuplement dirigé destiné à décongestionner les districts surpeuplés.

Le Nyassaland, la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud

Comme pour beaucoup de territoires africains, on ne possède pas suffisamment de renseignements pour rendre compte de la production des cultures vivrières de base. En ce qui concerne les céréales, ces trois territoires se suffisent pendant les bonnes années, tandis que, pendant les mauvaises années, ils importent des régions voisines. Depuis 1940, le Nyassaland se suffit presque en blé et la production du riz a presque triplé. Grâce au plan d'irrigation du bassin de la Sabi, la Rhodésie du Nord compte étendre ses cultures de maïs. La Rhodésie du Sud développera aussi sa production de maïs et de blé au moyen de son plan de rétablissement des anciens combattants. Les cultures d'exportation sont de quelque importance, bien que le cuivre, le charbon, le chrome, et l'amiante soient les exportations principales des Rhodésies. Toutes les exportations sont gênées par le transport long et coûteux, nécessaire pour atteindre les ports. La production de tabac est en développement. Le Nyassaland en exporte une quantité double de celle d'avant-guerre et il y a une grande expansion dans la Rhodésie du Sud où, prétend-on, la moitié de la main-d'œuvre est engagée dans la production du tabac. Les autres exportations comprennent l'huile d'abrasin, l'arachide, le soya, le coton et les peaux. Les principaux obstacles s'opposant au développement de ces productions sont le manque de main-d'œuvre et la mouche tsé-tsé.

L'Union Sud-Africaine

Depuis 1946/47, la situation alimentaire de l'Union s'est améliorée de façon générale et, en 1947/48, elle a été plus favorable qu'elle ne l'a jamais été depuis 1942.

La demande nationale de céréales s'est élevée si rapidement pendant les dernières années que l'Afrique du Sud a cessé d'être exportatrice de maïs et est même devenue importatrice de céréales pendant certaines années. Le gouvernement a favorisé l'accroissement de la production de céréales en fixant les prix à un niveau intéressant, et les cultures de blé et de maïs se sont étendues à des régions de terres à rendement pauvre, tandis que d'autres régions sont exploitées de façon plus intensive. En dépit de tout cela et en raison d'une série de mauvaises saisons et du manque d'engrais, la production a été décevante jusqu'en 1947/48, année où la récolte de maïs a été excellente. Cependant tout excédent fourni par cette récolte sera probablement employé plutôt pour constituer les stocks que pour alimenter l'exportation. L'Afrique du Sud, afin d'économiser le blé, maintient encore un taux d'extraction à la mouture de 96 pour cent ainsi que d'autres restrictions à la vente et l'emploi des farines.

La consommation de sucre également a augmenté: d'une moyenne de 272.000 tonnes avant-guerre elle est passée à plus de 420.000 tonnes ces deux dernières années. Les excédents exportables ont disparu et, pendant plusieurs années, la production a été à peine suffisante pour alimenter le marché domestique. Un plan d'expansion quinquennal a été amorcé, dont l'objet est d'augmenter de 40 pour cent la production actuelle, ce qui la porterait à environ 650.000 tonnes en 1950/51. Le programme envisage la

réalisation d'autres progrès entre 1950 et 1960 grâce à de nouvelles cultures résultant de l'irrigation des plaines du Makatim.

La production de graines oléagineuses, comprenant principalement l'arachide et le tournesol, est passée d'environ 4.000 tonnes (exprimées en équivalents d'huile) avant-guerre, à 32.000 tonnes en 1947/48.

Il n'y a eu pratiquement aucune nouvelle plantation d'agrumiers pendant la dernière décennie en raison de la chute des prix au cours des années 1930/40 et de la difficulté à exporter pendant la guerre. Depuis 1945, la situation des cultures s'est améliorée à nouveau en dépit d'approvisionnements insuffisants d'engrais azotés. Il est peu probable que cette amélioration conduise à de nouvelles plantations à grande échelle, car on croit généralement que la possibilité d'une expansion supplémentaire est plutôt restreinte.

L'élevage de l'Afrique du Sud a souffert d'une succession de sécheresses continuelles. En 1947/48, on a enfin eu de meilleurs pâturages et les approvisionnements en viande et produits laitiers se sont améliorés.

Il y a eu quelques changements dans l'utilisation du lait; la production de beurre et de fromages a fait place à la consommation de lait entier sous forme liquide. On pense que le cheptel va augmenter dans l'avenir proche.

La situation de l'approvisionnement en machines et équipement agricoles est encore difficile, particulièrement en raison du manque de tracteurs lourds. De plus, l'intensité de l'activité industrielle a aggravé la pénurie de main-d'œuvre agricole. On signale que la rareté des engrais azotés nuit à la production des fruits, du sucre, du maïs, des légumes et du blé. L'approvisionnement en super-phosphates a été parcimonieux, mais une nouvelle usine qui devrait aider à remédier à cette situation est en construction.

Les efforts qui ont été faits pour améliorer la production alimentaire pendant la guerre soulignent le problème perpétuel de l'Afrique du Sud, à savoir: l'érosion du sol. On estime que chaque année environ 120.000 hectares de terres perdent leur couche superficielle. Par suite de la création, en 1945, d'un Ministère de la conservation et de la prospection des sols, et de la loi de 1946 sur la conservation des sols, on a dressé la carte de 165 districts de conservation du sol, d'une superficie totale de 167 millions d'hectares, soit environ un septième de l'étendue de l'Union. Si les prix agricoles baissaient, il y a tout lieu de croire que les régions à rendement pauvre ne seraient plus cultivées, mais des mesures de conservation plus sérieuses encore seraient prises et la production alimentaire serait temporairement limitée en vue de développer des possibilités de production plus grandes encore par la suite.

Madagascar, île Maurice et île de la Réunion

Avec le manioc, les patates et le maïs, le riz est la nourriture de base à Madagascar. La culture de plusieurs variétés de légumes à gousses représente une source importante de protéines végétales particulièrement dans les régions les plus pauvres où le riz est moins abondant. L'approvisionnement en riz, aliment de base, est actuellement médiocre, ce qui nécessite la régie gouvernementale et une importation d'environ 20.000 tonnes métriques est considérée comme nécessaire au maintien du niveau de consommation d'avant-guerre.

Le café est la principale culture commerciale de Madagascar qui en exporte la presque totalité vers la France. La variété d'Arabie a récemment gagné en importance. Avant la guerre, certaines quantités de maïs, de manioc, de riz, de légumes à gousses, de sucre et de viande, étaient également exportées, mais en raison d'une augmentation de la consommation locale, ces exportations ont diminué.

Comme les autres possessions coloniales de la France, Madagascar doit bénéficier du projet de mise en valeur des colonies. Le programme vise à accroître la production agricole

en augmentant les étendues cultivées et le rendement à l'hectare, à améliorer les moyens de transport, ce qui permettra une meilleure circulation des produits dans le pays, une plus grande spécialisation régionale et l'expansion de l'élevage.

L'économie de l'île Maurice se fonde presque entièrement sur la culture de la canne à sucre et la préparation du sucre dont la production annuelle se monte à environ 300.000 tonnes, fournies presque uniquement par de gros planteurs. Bien que la colonie soit essentiellement agricole, elle produit à peine un dixième des produits alimentaires nécessaires à sa population. Avant la guerre, environ 60.000 tonnes de riz étaient importées chaque année des Indes et de Birmanie. En raison de la pénurie de riz dans les pays d'Extrême-Orient ces dernières années, l'île Maurice a dû importer des quantités toujours plus grandes de farine d'Australie. Pendant la guerre, on avait utilisé pour l'alimentation de la population locale des terres à canne à sucre, mais on les a maintenant rendues à leur utilisation normale. Une grande partie des terres n'est pas du tout cultivée et il faudra procéder à des prospections pour déterminer celles qui pourraient être rendues productives. Un plan décennal de mise en valeur prévoit l'extension des terres cultivées par l'irrigation ainsi qu'une campagne destinée à augmenter et améliorer l'approvisionnement en lait de l'île. Le problème économique capital de l'île Maurice consiste à diversifier son agriculture en développant la culture du thé et l'élevage et en créant une classe de paysans et de petits propriétaires se consacrant à la production alimentaire.

La FAO ne dispose pas de renseignements sur l'île de la Réunion, si ce n'est que la culture de la canne à sucre, dont dépend l'économie de l'île, est en cours de restauration vers son niveau de production d'avant-guerre.

TABLEAU 29.—EFFECTIFS DU BÉTAIL EN AFRIQUE, AVANT LA GUERRE ET EN 1946/47 ¹

Région ²	Bovins		Ovins et caprins		Chevaux, ânes, mulets et chameaux	
	Avant-guerre	1946/47	Avant-guerre	1946/47	Avant-guerre	1946/47
	(..... <i>Milliers de têtes</i>)					
Afrique du Nord.....	4.570	3.695	77.220	28.400	3.110	2.695
Afrique orientale.....	13.095	13.390	15.650	15.975	490	537
Afrique occidentale.....	14.245	17.080	28.915	37.590	2.070	2.200
Afrique centrale et du Sud....	23.350	26.890	55.250	45.925	2.165	1.904
TOTAL.....	55.260	61.055	177.035	127.890	7.835	7.336

¹ D'après les recensements quand ils existaient et, à défaut, d'après des estimations, officielles ou non.

² Pour les pays compris dans chaque région, se reporter aux renvois du Tableau 31.

Commerce extérieur

Certains renseignements en ce qui concerne les exportations et les importations de produits alimentaires dans les territoires africains paraissent à la section précédente. On ne citera ici que les faits les plus remarquables concernant le continent tout entier.

D'exportateur net, le continent africain est devenu importateur de céréales. Avant la guerre, les exportations nettes s'élevaient à 890.000 tonnes; en 1946, les importations nettes de l'Afrique ont été de 1.297.000 tonnes. Cela représente donc une perte de 1.750.000 tonnes de céréales sur le marché mondial. Les régions principalement responsables sont l'Afrique du Nord française qui, autrefois exportatrice, est aujourd'hui importatrice, et l'Union Sud-Africaine qui était également exportatrice, mais qui maintenant se suffit plus ou moins. Le renversement aurait été plus accentué si l'Afrique occidentale n'avait pas dû se passer de riz dont elle importe normalement une grande quantité. Un

TABLEAU 30.—PRODUCTION ET COMMERCE EXTÉRIEUR DES CÉRÉALES EN AFRIQUE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Territoire	Production ¹			Région ²	Balance (Exportations—, importations+)	
	Avant-guerre	1946/47	1947/48		Avant-guerre	1946
(..... <i>Milliers de tonnes métriques</i>)						
Algérie.....	1.819	1.442	944	Afrique du Nord		
Maroc.....	2.070	1.910	2.051	française.....	-457	+683
Tunisie.....	579	501	...	Afrique orientale.....	-13	+12
Cameroun (mandat français.....)	500	465	...	Afrique occidentale.....	+128	+30
Afrique occidentale française.....	3.025	2.100	...	Afrique centrale et du Sud.....	-548	+572
Union Sud-Africaine.....	2.744	3.010	3.482			
Madagascar.....	794	769	803			
TOTAL.....	11.531	10.197	...	TOTAL.....	-890	+1.297

¹ Chiffres limités aux pays pour lesquels des statistiques de production se trouvaient disponibles.

² Pour les pays compris dans chaque région, se reporter aux renvois du Tableau 31.

certain commerce intra-africain des céréales se produit lorsque l'un des territoires souffre d'une mauvaise récolte et est aidé par une région voisine où les récoltes ont été bonnes.

Les exportations africaines de matières grasses sont sensiblement inférieures à celles d'avant-guerre. Les exportations de l'Afrique occidentale sont tombées de 720.000 tonnes (en équivalents d'huile) avant la guerre à 520.000 tonnes en 1946, en partie à cause de l'augmentation de la consommation locale et en partie à cause de la diminution de la production. L'Afrique du Nord française, qui, avant la guerre équilibrait à peu près ses exportations d'huile d'olive et ses importations d'autres huiles, a été importatrice nette de 38.000 tonnes en 1946. Cependant la perspective générale est une reprise des exportations de graines oléagineuses de l'Afrique pendant les deux prochaines années. Ensuite, les nouveaux programmes d'expansion de la culture de l'arachide devraient commencer à donner des résultats.

Les exportations de café ont augmenté de près de 100 pour cent par rapport au et celles de la Réunion dépassent ce niveau. L'Afrique du Sud, qui était le plus gros exportateur, a cessé d'exporter en raison d'une augmentation de 60 pour cent de la consommation nationale au cours des dix dernières années. Cependant ses plans de développement de la production du sucre devraient lui permettre de figurer à nouveau dans le commerce d'exportation, mais peut-être pour une part moins importante qu'auparavant.

Les exportations de café ont augmenté de près de 100 pour cent par rapport au chiffre d'avant-guerre, surtout grâce à l'Afrique occidentale française et à l'Angola. Le volume des exportations de cacao n'a pas beaucoup varié, mais les difficultés actuelles causées par la maladie pourraient amener une chute des exportations prochainement.

La production d'agrumes s'est développée considérablement en Afrique du Nord française de sorte que les exportations vont augmenter de façon sensible par rapport à l'avant-guerre. Par contre on ne peut présager aucune augmentation des exportations de l'Afrique du Sud.

Les exportations de coton ont augmenté de 30 pour cent, surtout grâce au Mozambique, au Congo belge et à l'Afrique équatoriale française, et des plans prévoient encore des progrès.

En ce qui concerne le tabac, les renseignements sont incomplets, mais les exportations semblent avoir augmenté d'au moins 70 pour cent, principalement en provenance des Rhodésies.

TABLEAU 31.—PRODUCTION ET COMMERCE EXTÉRIEUR DE CERTAINES DENRÉES EN AFRIQUE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Denrée et pays ou région	Production			Balance (Exportations—, importations+)	
	Avant-guerre	1946/47	1947/48	Avant-guerre	1946
	(..... Milliers de tonnes métriques.....)				
<i>Sucre (en équivalent brut)</i>					
Afrique du Nord ¹.....	...	...	...	+294	+182
Afrique orientale ²	48	*60	*84	-13	-8
Afrique occidentale ³	16	15	*16	+26	+5
Afrique centrale et du Sud ⁴	917	920	1.036	-635	-503
TOTAL.....	981	995	1.136	-328	-324
<i>Coton (égrené)</i>					
Afrique orientale.....	72	49	*39	-68	-49
Congo belge.....	31	40	*40	-29	-46
Mozambique.....	6	*20	*21	-5	-32
Tous autres pays.....	27	37	...	-24	-40
TOTAL.....	136	146	...	-126	-167
<i>Tabac (feuilles sèches)</i>					
Afrique du Nord.....	20	*17	...	-5	...
Afrique orientale.....	1	1	...	—	...
Afrique occidentale.....	4	3	...	+4	...
Afrique centrale et du Sud.....	36	61	...	-17	-26
TOTAL.....	61	82	...	-18	...
<i>Café</i>					
Afrique du Nord.....	—	—	—	+20	+19
Afrique orientale.....	44	47	63	-41	-50
Congo belge.....	18	29	22	-15	-20
Afrique occidentale française.....	8	37	36	-8	-36
Autres pays de l'Afrique occidentale.....	6	19	16	-5	-10
Angola.....	17	53	*53	-16	-47
Madagascar.....	24	30	28	-27	-22
Tous autres pays.....	—	—	—	+16	+25
TOTAL.....	117	215	218	-76	-141
<i>Cacao</i>					
Afrique occidentale (territ. fr.).....	81	74	*74	-81	-77
Afrique occidentale (territ. brit.).....	377	*306	*306	-357	-354
Tous autres pays.....	14	16	...	-12	-12
TOTAL.....	472	396	...	-450	-443
<i>Agrumes</i>					
Afrique du Nord.....	136	210	*220	-56	-58
Afrique centrale et du Sud.....	187	175	204	-105	-98
TOTAL.....	323	355	424	-161	-156
<i>Huiles et graisses (en équivalent huile)</i>					
Afrique du Nord française.....	...	...	...	-3	+38
Afrique orientale.....	...	...	...	-36	-7
Afrique occidentale (territ. brit.).....	...	...	...	-455	-390
Afrique occidentale et équat. (territ. fr.).....	...	...	...	-265	-130
Territoires portugais.....	...	...	...	-44	-67
Congo belge.....	...	...	...	-98	-123
Autres pays.....	...	...	...	+36	+24
TOTAL.....	...	...	...	-865	-655

* Estimation non officielle. ¹ Sauf indication contraire, le terme *Afrique du Nord* est employé dans ces Tableaux de manière à comprendre les territoires suivants: Algérie, Maroc français, Maroc espagnol et Tunisie. ² *Afrique orientale* comprend les territoires suivants: Kenya, Tanganyika, Ouganda, Zanzibar et Pemba. ³ *Afrique occidentale* comprend les territoires suivants: Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Cameroun (mandat britannique), Cameroun (mandat français), Côte de l'Or, Gambie, Libéria, Nigeria, Ruanda-Urundi, Sierra-Leone, Togo (mandat britannique) et Togo (mandat français). ⁴ *Afrique centrale et du Sud* comprend les territoires suivants: Angola, Basutoland, Bechuanaland, Madagascar et ses dépendances, Maurice et ses dépendances, Nyassaland, Réunion, Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud, Sud-Ouest Africain, Swaziland et Union Sud-Africaine.

L'orientation générale des changements dans le commerce des produits agricoles de l'Afrique est caractérisée par le développement remarquable des exportations de produits secondaires et spéciaux, opposé à une grosse diminution des exportations de produits de première importance, notamment les céréales, les matières grasses et le sucre. Sans aucun doute, la population africaine réserve une plus grande quantité de produits alimentaires à sa propre consommation, mais il est également certain que l'Afrique est capable de développer beaucoup plus sa production, ce qui lui permettrait d'améliorer encore son niveau de nutrition et d'exporter. On pense que dans les quelques années à venir, l'Afrique augmentera sa participation à l'approvisionnement du monde pour tous les produits suscités, sauf les céréales dont ses importations pourraient même augmenter.

Consommation et nutrition

Pour autant qu'on puisse l'établir d'après des renseignements statistiques fragmentaires et sujets à caution, la quantité de produits alimentaires disponibles par tête d'habitant dans les différentes parties de l'Afrique est restée à peu près la même en 1947/48 qu'en 1946/47. En Afrique du Sud, il y a eu en général une amélioration et l'on pense qu'elle se maintiendra en 1948/49. Par contre, dans certaines régions, surtout en Afrique du Nord, la consommation alimentaire n'a pas encore repris son niveau d'avant-guerre.

Dans cette région, les chiffres cherchant à établir une moyenne ont encore moins de sens qu'ailleurs, en raison de la diversité de la population, des coutumes et des traditions alimentaires des différentes tribus.

TABLEAU 32.—APPROVISIONNEMENTS PAR PERSONNE ET PAR AN DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS CERTAINS PAYS DE L'AFRIQUE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Céréales ¹	Racines, tubercules et féculents	Sucre	Lég. secs et noix	Fruits et légumes	Huiles et graisses	Viande	Lait et fromage	Oeufs	Poisson
	(..... Kilogrammes par tête et par an.....)									
<i>Maroc français</i>										
1934-38.....	107,1	3,3	24,8	1,1	37,2	6,3	28,5	199,1	4,3	3,0
1946/47.....	104,0	2,7	9,2	5,9	31,4	4,4	14,5	107,1	3,2	5,2
1947/48.....	109,2	1,4	11,5	1,8	30,5	4,8	15,2	115,3	3,1	4,1
<i>Algérie</i>										
1934-38.....	106,1	7,7	10,4	3,3	51,3	7,0	13,4	99,7	2,2	2,5
1946/47.....	106,6	6,2	9,3	2,8	43,4	4,1	8,0	65,6	2,1	2,6
1947/48.....	82,8	7,1	9,3	2,6	46,2	5,9	8,9	71,0	2,1	2,8
<i>Tunisie</i>										
1934-38.....	86,0	8,8	12,7	5,8	33,8	7,0	17,7	97,0	3,5	4,2
1946/47.....	96,3	7,5	11,9	5,9	26,7	7,8	13,4	70,9	2,8	1,6
<i>Kenya et Ouganda</i>										
1934-38.....	58,2	491,4	5,1	24,8	25,0	4,1	22,4	32,1	...	1,1
<i>Tanganyika</i>										
1946/47.....	90,5	328,5	2,5	21,2	7,4	1,8	20,4	27,0	...	1,1
<i>Madagascar</i>										
1935-39.....	136,4	259,1	1,1	5,8	26,3	2,4	28,8	92,3	2,1	5,0
1946.....	115,4	216,7	4,4	5,7	26,1	2,1	31,1	88,5	1,6	4,5
1947.....	121,8	154,9	2,8	2,5	25,8	1,9	29,1	87,7	1,8	4,5
<i>Union Sud-Africaine</i>										
1935-39.....	146,3	16,3	23,6	3,9	63,7	4,1	58,8	79,5	2,9	2,5
1946.....	152,9	20,7	33,4	4,1	69,3	4,2	49,9	79,8	5,3	3,0
1947.....	170,0	23,6	33,4	4,7	67,4	4,7	51,2	79,9	5,2	2,6

¹ Aux taux de blutage locaux.

Dans la plus grande partie de l'Afrique, plus de 50 pour cent des calories proviennent des céréales et des racines et tubercules féculents, et l'on estime que ce pourcentage s'élève jusqu'à 80 pour cent dans certains groupes de population. (Voir Tableau 33.)

Des études sur l'état de l'alimentation des populations indigènes d'Afrique ont souvent révélé des maladies dues à l'insuffisance de nutrition. Jusqu'à présent, on n'a pas assez poussé les travaux à ce sujet pour dresser un tableau exact. Toutefois des enquêtes sur la nutrition ont été entreprises dans le Congo belge, l'Afrique occidentale anglaise, l'Afrique orientale anglaise et l'Afrique équatoriale française. Ces recherches une fois achevées, on pourra établir plus complètement la relation qui existe entre l'état de santé de la population et son régime alimentaire.

Récemment, des enquêtes sur l'alimentation ont été faites dans l'île Maurice, dans la Rhodésie du Nord et dans d'autres régions, mais il n'en est résulté qu'un tableau très réduit de la ration alimentaire et de l'état de santé. En Gambie, le groupe de travail en matière de nutrition poursuit actuellement une vaste étude comprenant des recherches sur les carences alimentaires et les besoins physiologiques (y compris la valeur énergétique) des différentes catégories de travaux agricoles effectués par les Africains. Cette enquête servira de base à une étude expérimentale sur les méthodes propres à améliorer les conditions de nutrition et de vie. Au Basutoland, on fait une enquête sur le pellagre et l'effet qu'aurait à cet égard un changement de la technique de mouture du maïs ainsi que sur les techniques de demi-cuisson du riz et les facteurs influant sur le mouvement de la vitamine B (thiamine) dans le grain de riz.

TABLEAU 33.—VALEUR NUTRITIVE DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES DANS CERTAINS PAYS DE L'AFRIQUE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Calories		Protéines		Lipides	
	Par personne et par jour	Part provenant des céréales et féculents	Par personne et par jour			Par personne et par jour
			Totales	Animales	Animales pour cent de protéines totales	
	(Nombre)	(Pour cent)	(.....Grammes.....)	(Pour cent)	(Grammes)	
<i>Maroc français</i>						
1934-38.....	2.044	49,32	68,6	34,4	50,14	54,4
1946/47.....	1.604	61,16	55,8	19,1	34,23	34,2
1947/48.....	1.644	61,50	55,2	19,9	36,05	37,4
<i>Algérie</i>						
1934-38.....	1.802	56,77	61,9	19,3	31,18	44,2
1946/47.....	1.548	65,63	48,3	11,9	24,80	29,0
1947/48.....	1.360	57,73	42,4	12,8	30,19	38,9
<i>Tunisie</i>						
1934-38.....	1.619	53,18	63,6	33,0	51,90	59,8
1946/47.....	1.563	59,18	53,0	17,2	32,45	45,3
<i>Kenya et Ouganda</i>						
1934-38.....	2.328	74,78	57,7	14,5	25,13	34,9
<i>Tanganyika</i>						
1946/47.....	2.118	79,89	58,2	8,7	14,09	27,9
<i>Madagascar</i>						
1935-39.....	2.591	80,51	65,7	24,7	37,60	37,3
1946.....	2.249	72,27	61,5	25,6	41,63	33,7
1947.....	2.074	73,29	57,3	24,6	42,93	31,6
<i>Union Sud-Africaine</i>						
1935-39.....	2.354	62,49	75,4	33,4	44,30	49,9
1946.....	2.459	61,33	78,5	30,9	39,36	51,6
1947.....	2.651	63,41	83,5	31,1	37,25	55,8

On signale d'Afrique des progrès intéressants dans l'enseignement relatif à la nutrition et dans l'inclusion des questions de nutrition dans les projets d'enseignement quand elle est possible. Outre l'expérience menée en Gambie, l'éducation des masses progresse dans plusieurs endroits, parfois sur l'initiative communale dans les régions rurales. L'Antigue a démontré que ces plans villageois d'amélioration et d'éducation peuvent inclure la nutrition: le Conseil municipal conjoint de trois villages voisins a organisé des conférences sur de nombreux sujets dont "puériculture" et "alimentation et nutrition équilibrée". Cette méthode d'amorçage de l'enseignement par petits foyers qu'on laisse ensuite gagner de proche en proche constitue une façon beaucoup plus pratique d'aborder le problème de l'amélioration de l'alimentation, dans un pays relativement arriéré, que l'élaboration de vastes plans. La campagne d'éducation des masses, menée dans le district d'Udi dans le Nigéria, a démontré que les connaissances et l'intérêt se propagent de village en village.

Des organisations nationales pour la nutrition ont pris naissance dans de nombreux pays de cette région. L'Afrique du Sud a un Conseil particulièrement actif, fondé en 1940 et agissant en collaboration avec la Commission nationale de liaison avec la FAO.

Accroissement des approvisionnements

On a déjà fait allusion, dans les pages précédentes, aux programmes des différents territoires, mais il y a certains problèmes essentiels communs au continent africain tout entier. Cette corrélation a été reconnue lors de l'établissement, par l'Angleterre, la France, la Belgique et le Portugal, d'un mécanisme consultatif en ce qui concerne les questions de mise en valeur coloniale et, comme première conséquence, une conférence sur la conservation des sols, doit se tenir en novembre 1948 au Ruanda-Urundi. On pense que la conférence définira l'orientation future de l'activité en matière de conservation des sols, dans les territoires coloniaux et effectuera la coordination des programmes.

La politique du reboisement est très apparentée à celle de la conservation des sols, et déjà cette question est considérée attentivement par les gouvernements de certains territoires. Une autre difficulté à laquelle se butte l'augmentation de la production est l'insuffisance de l'approvisionnement en eau sur de vastes étendues. Bien que certains projets d'irrigation soient en voie d'exécution, il reste encore beaucoup à faire. De plus, il est presque aussi essentiel d'entreprendre des travaux moins importants comme des sondages, des forages de puits et l'aménagement de petits réservoirs pour recueillir l'eau de pluie.

Le problème le plus fondamental qu'il faille résoudre pour assurer une large mise en valeur de l'Afrique est peut-être celui de l'hygiène. Actuellement, la plus grande partie du continent est inhabitable par les hommes ou par les animaux domestiques. Les méthodes de contrôle récemment imaginées permettent d'envisager pour la première fois la suppression de la malaria, de la fièvre jaune, de la maladie du sommeil, de la peste et de la lèpre sur de grandes parties du continent. Tant que ce travail ne sera pas accompli, on ne pourra utiliser de vastes régions cultivables. On doit aussi attacher une grande importance à la situation sérieuse de sous-alimentation et de mauvaise nutrition de l'Afrique, car elle diminue la résistance des habitants à la maladie.

Un autre facteur qui limite le développement est la pauvreté des communications et le manque de voies ferrées, de routes et d'installations portuaires. Un autre tient à la structure sociale de la société africaine. Par exemple, la culture individuelle de terres possédées collectivement n'est pas favorable au maintien de la fertilité du sol. Et aussi l'agriculture transhumante des tribus nomades ou pastorales qui, au cours des siècles, a été la cause en grande partie du déboisement et de l'érosion du sol. De plus, la coutume

de considérer le bétail comme monnaie employée dans le troc ou pour les versements qu'entraîne un mariage a conduit à la formation de grands troupeaux d'animaux improductifs, en nombre excessif, d'où résulte l'érosion du sol. C'est pourquoi l'amélioration générale de la qualité des troupeaux appartenant aux indigènes est fonction du changement de la structure social de la population.

On doit donc conclure que de grandes possibilités de développement agricole existent en Afrique, mais que la plupart des programmes comporteront des mises de fonds considérables et, parallèlement, un effort sérieux dans le domaine des services d'hygiène et autres services sociaux. Les Commissions qui ont récemment fait des études sur certaines régions ont fourni des données précises à l'égard de ces questions, mais il reste encore de nombreux éléments à rassembler. Il faudrait maintenant multiplier les consultations intergouvernementales sur les problèmes africains et définir les moyens d'une collaboration avantageuse dans l'exécution de projets d'action pratique d'ordre technique.

Forêts et produits forestiers

La situation forestière de l'Afrique a été l'objet de nombreux malentendus. On pensait généralement que les ressources forestières du continent étaient abondantes au point de constituer une réserve qui, dans l'avenir, pourrait fournir de grandes quantités de bois d'œuvre aux autres régions du monde. Bien que la superficie totale des forêts soit grande, les deux tiers de cette étendue produisent du bois de si mauvaise qualité qu'on doit maintenant les classer comme "forêts improductives". La plupart de ces forêts, dégradées de façon permanente, doivent cet état à la pratique de la culture transhumante comprenant l'écobuage répété de vastes étendues dans l'intérêt de l'agriculture et du pacage. De cette façon, d'immenses étendues de forêts autrefois productives ne sont plus qu'une brousse inutile.

Si l'on considère l'ensemble du continent, l'habitant d'Afrique n'a qu'une moyenne de 1,6 hectare de forêt productive à sa disposition. Cependant, la distribution est inégale et, dans de nombreux territoires pris isolément, il y a une disette aiguë de produits forestiers. D'autre part, des régions comme le Congo belge et certains territoires de la côte occidentale possèdent encore de grandes forêts très étendues qui, entretenues et exploitées de façon rationnelle, pourraient contribuer énormément à l'expansion économique et à l'amélioration du niveau de vie de la population. Comme dans les autres forêts tropicales, l'une des principales difficultés gênant ce développement est l'extrême complexité du peuplement des forêts et le fait qu'on n'a accepté jusqu'à maintenant sur les marchés mondiaux qu'un nombre relativement petit de ces nombreuses essences.

Un grand nombre de plans et de travaux d'ordre pratique ont été réalisés par les puissances métropolitaines responsables, souvent en dépit d'extrêmes difficultés, dans les forêts tropicales et semi-tropicales des territoires non indépendants. Depuis la guerre, on a noté des progrès intéressants de la collaboration internationale en ce domaine, grâce aux consultations techniques entre l'Angleterre, la Belgique, la France et le Portugal.

Production

Les forêts d'Afrique se composent principalement d'espèces feuillues et moins de 1 pour cent des régions productives est occupé par des conifères. En 1946, la production totale de bois a été estimée au chiffre minime de 47 millions de mètres cubes (r). Il est plus que probable cependant que le volume considérable utilisé par les populations indigènes n'était pas compris dans la statistique ayant servi de base à cette estimation.

Limitée à quelques espèces choisies, l'exploitation commerciale était très coûteuse. Vu que l'exploitation rationnelle de la forêt tropicale exige un emploi plus complet des essences existantes, il est de la plus grande importance d'entreprendre des études sur

l'emploi éventuel des bois considérés jusqu'ici comme sans valeur et de leur trouver des marchés.

Les exploitations forestières souffrent également de l'insuffisance et de la mauvaise qualité de la main-d'œuvre. En conséquence, une mécanisation plus poussée et la formation professionnelle des travailleurs forestiers semblent être les conditions préliminaires du progrès.

Il faudrait aussi, pour obtenir une meilleure mise en valeur, construire des routes et des voies ferrées, améliorer les installations portuaires, et créer des organismes de gestion forestière en nombre suffisant et d'une assez grande compétence technique pour assurer une exploitation qui n'entraînera pas la destruction des forêts.

Les moyens d'extraction et d'usinage des produits forestiers sont relativement peu nombreux et, pour la plupart, peu efficaces. Dans les territoires français, anglais et belges, des plans sont en cours d'élaboration en vue de l'expansion de ces industries, comportant l'installation de nouvelles scieries, de fabriques de contreplaqué, de panneaux de fibre et de produits chimiques, accompagnés de programmes correspondants pour l'amélioration des services publics et des réseaux de transport.

Exportations et importations

Les pays africains qui ont remis des rapports officiels à la FAO en 1946 importaient 2 millions de m³ (r) de produits forestiers. L'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud étaient les principaux importateurs pour un total de 930.000 m³ (r). L'Afrique du Nord importait 800.000 m³ (r). Les exportations du même groupe de pays étaient de 700.000 m³ (r) et comprenaient 340.000 m³ (r) de grumes de sciages. Le volume de la production de bois scié se montait à 330.000 m³ (s), dont 70.000 m³ (s) ont été exportés.

En 1937, les territoires français ont exporté à eux seuls 582.000 m³ (r) de bois. Les plans actuels de mise en valeur prévoient pour 1950 des exportations de 700.000 à 800.000 m³ (r), ces quantités comprenant une proportion relativement importante de grumes de sciages. Cependant, on prévoit déjà la possibilité de délais considérables dans l'exécution de ces plans.

Consommation

La consommation de bois à toutes sortes d'utilisation en Afrique est estimée à environ 380 kilos par personne, chiffre extrêmement au-dessous de ce qui est nécessaire à un niveau de vie satisfaisant. Exploitées convenablement, les forêts existantes seraient suffisantes dans beaucoup de territoires pour fournir des approvisionnements en bois plus satisfaisants. Certaines des régions les plus sèches cependant semblent être condamnées à une disette perpétuelle de produits forestiers.

Programmes nationaux

Des travaux de recherche en matière de forêts sont effectués dans différentes régions de l'Afrique tropicale. La France a réorganisé son service forestier; des inventaires forestiers et l'établissement de réserves forestières sont en cours. Les forêts des territoires britanniques font l'objet de nouveaux examens au moyen de levés aérophotogramétriques. Le programme de boisements sur une grande échelle en cours de réalisation en Afrique du Sud présente un intérêt particulier et l'on espère qu'il permettra au pays de se suffire à peu près, avant un demi-siècle, en ce qui concerne les bois résineux. L'année passée, 6.280 hectares ont été plantés, dont 2.500 hectares nouvellement boisés, la différence représentant le repeuplement de régions où la forêt avait été coupée à blanc. La production totale de bois tendre pendant l'année a été de 60.000 m³ (r).

L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Redressement de l'agriculture soviétique depuis la fin de la guerre

Malgré l'importance des destructions subies pendant la guerre, l'agriculture soviétique était déjà, au cours de l'année 1945, en bonne voie de redressement.⁹ Toutefois, en 1946 la sécheresse qui sévit en U.R.S.S. avec une intensité inégalée depuis un demi-siècle, a sérieusement interrompu le redressement de l'agriculture. La production de céréales, de betteraves sucrières et de graines de tournesol, dans l'Union soviétique prise dans son ensemble, a sensiblement diminué en 1946, par rapport à 1945. Toutefois, dans les régions qui n'ont pas souffert de la sécheresse, la Sibérie occidentale et le Kazakstan, la production des récoltes a dépassé en 1946 de 50 pour cent le niveau atteint en 1945.

Les effets de la sécheresse sur la situation des approvisionnements en produits alimentaires se reflètent dans la décision qui fut prise de maintenir le rationnement du pain jusqu'en 1947 (à l'origine, il avait été prévu que celui-ci prendrait fin en 1946) et de diminuer la ration accordée à certaines catégories de consommateurs. Toutefois, une conséquence plus grave de la sécheresse fut la diminution sensible de la production de betteraves sucrières, de graines de tournesol et de récoltes fourragères qui aggrava la pénurie déjà existante de sucre, de matières grasses et de produits du bétail.

Le grave déficit de la récolte exigeait des mesures radicales pour améliorer la situation. Au mois de février 1947, on établit un programme concernant le développement de l'agriculture soviétique d'après-guerre.

Les résultats de la récolte 1947

Grâce aux conditions climatiques extrêmement favorables, la récolte 1947 s'est grandement améliorée comme l'indiquent les chiffres suivants:¹⁰

*U.R.S.S.: Indices de la production des principaux
produits agricoles pour 1947 (1946 = 100)*

Céréales	158
Coton	121
Pommes de terre.....	130
Betteraves sucrières.....	290
Graines de tournesol.....	179
Fibre de lin.....	129
Fibre de chanvre.....	178

En 1947, le rendement par hectare est redevenu ce qu'il était avant la guerre et les collectes de céréales faites par les soins du gouvernement ont également atteint le volume

⁹ Vers le mois de juillet 1945, les superficiesensemencées dans les régions précédemment occupées représentaient environ 66 pour cent de celles d'avant-guerre, tandis que 86 pour cent des kolkhozes ruinés par la guerre, toutes les exploitations d'Etat et les centres de tracteurs mécaniques situés dans ces régions fonctionnaient, bien qu'avec un rendement inférieur à celui d'avant-guerre. En outre, environ 26.000 tracteurs, plus de 40.000 machines agricoles de genres différents et environ 3 millions de bovins avaient été remplacés. (Les régions occupées avaient perdu les trois quarts de leurs tracteurs et plus de la moitié de leurs chevaux.)

¹⁰ Ces chiffres proviennent des données officielles soviétiques, reproduites dans le *Bulletin mensuel de statistique de l'Organisation des Nations Unies*, février 1948.

d'avant-guerre, bien que la totalité des superficies ensemencées et le nombre de tracteurs et des autres machines agricoles livrés fussent toujours bien inférieurs aux chiffres d'avant-guerre. L'expansion considérable des superficies ensemencées dans les régions orientales de l'U.R.S.S. qu'on avait notée pendant les années de guerre, s'est maintenue et même accrue, de telle sorte que la région située à l'est de l'Oural est actuellement une source importante d'approvisionnements en denrées alimentaires. L'augmentation des superficies cultivables des régions orientales de plus de 12 millions d'hectares qui s'est produite pendant les années de guerre, soit 1942-1944, a été plus importante que l'augmentation annuelle des superficies ensemencées avant la guerre en ce qui concerne le pays pris dans son ensemble. Un fait non moins significatif est l'introduction en Sibérie d'un variété de blé résistant à la gelée ainsi que la culture de la betterave sucrière dans 12 nouvelles régions, au nombre desquelles se trouvent l'Uzbekistan, le Kazakstan et la Kirghizie.

On estime que la production agricole totale de 1947 a dépassé de 32 pour cent celle de 1946, y compris une augmentation de 48 pour cent de la production de céréales. En 1947, on a consacré 3.500.000 hectares de plus qu'en 1946 aux semis d'hiver pour la récolte 1948 et 8 millions d'hectares supplémentaires furent labourés en automne pour les semis du printemps 1948. En 1947, le volume de travail effectué par les tracteurs a dépassé de 29 pour cent celui de 1946, tandis que le rendement par tracteur a augmenté de 21 pour cent.

Ainsi, l'amélioration très importante réalisée en 1947 permit de supprimer le rationnement du pain (en décembre 1947) et eut pour résultat d'améliorer d'une façon générale la situation des disponibilités en produits alimentaires. En outre, des quantités considérables de céréales se trouvèrent libérées en vue de l'exportation, quantités supérieures à celles d'une année quelconque depuis 1931/32.

En 1947/48, les approvisionnements en denrées alimentaires (moyenne nationale) n'étaient sans doute pas trop inférieurs à la ration énergétique d'avant-guerre de 2.800 calories par individu et par jour; mais le régime diététique moyen, comme c'était le cas pendant les années d'avant-guerre, consiste principalement en céréales, en racines comestibles et en tubercules.

Perspectives de la production et de la consommation pour 1948

Si les conditions météorologiques restent normales pendant le reste de la présente campagne agricole, tout permet d'espérer un nouveau redressement sensible de l'agriculture soviétique. Malgré la sécheresse qui sévit au début du mois de juin dans la région de la Volga, les perspectives de la récolte sont favorables dans les grandes régions à blé de l'Ukraine et du Caucase septentrional d'où proviennent la majeure partie des exportations de céréales soviétiques. En Sibérie, les conditions de la récolte sont également bonnes. Le rendement par hectare a repris le niveau d'avant-guerre et le gouvernement s'efforce tout particulièrement d'obtenir des agriculteurs qu'ils portent en 1948 et 1949 la récolte de céréales à un niveau bien supérieur à celui d'avant-guerre. Des instructions récentes (juin 1948), fixant de nouveaux indices plus élevés de récolte pour ces deux années, demandent aux cultivateurs qu'ils produisent 3,2 tonnes de blé et de seigle par hectare, dans les districts où la pluviosité est satisfaisante (c'est-à-dire l'Ukraine et le Caucase septentrional) et 2,5 tonnes par hectare dans les districts du sud-est où le climat et le sol créent des conditions moins favorables.

Parmi les aspects favorables de la situation on peut citer le nombre plus satisfaisant de tracteurs et d'autres machines agricoles, l'augmentation des approvisionnements en engrais et carburant, l'accroissement de la productivité des kolkhozes et des conducteurs de tracteurs, grâce au nouveau mode de rémunération. L'accroissement du rendement

par hectare, l'amélioration des pratiques d'assolement, les projets d'irrigation, la sélection des semences, les nouvelles variétés de graines, la technique de "vernalisation" des céréales et la mise en culture de nouvelles terres (la Sibérie espère augmenter ses superficies cultivées de plus de 1.600.000 hectares cette année) devraient également influencer considérablement la production au cours de la campagne en cours.

L'agriculture soviétique recevra cette année 67.000 tracteurs, soit le double du nombre obtenu en 1947, et l'on signale que le rendement des tracteurs a déjà atteint le niveau d'avant-guerre. On a également fait savoir que les disponibilités en superphosphates, en nitrate, et en potasse ont augmenté de 35 pour cent en 1947 par rapport aux chiffres de 1946, et que les quantités d'engrais prévues pour 1948 augmenteront encore. De nouvelles usines de superphosphates ont été construites ou sont en cours de construction dans les républiques socialistes soviétiques de Kazakstan et de Turkménistan. La production de ces régions permettra de supprimer le transport à grande distance des superphosphates de Leningrad et de Moscou vers les républiques de l'Asie centrale.

Grâce aux aspects favorables de la situation actuelle, l'agriculture soviétique ne devrait pas seulement se maintenir au niveau qu'elle a atteint l'année dernière, mais même dépasser les résultats obtenus en 1947.

Cette année, les disponibilités en denrées alimentaires devraient marquer une amélioration considérable et permettre une augmentation sensible des niveaux de consommation. Les quantités de pain, de céréales, de sucre, de pommes de terre et de légumes devraient être relativement importantes, tandis que les ressources en huiles végétales dépasseront celles de l'année passée. Il y a tout lieu de croire également que les exportations de céréales provenant de la récolte 1948 atteindront de 3 à 3 1/2 millions de tonnes.

Toutefois, la reconstitution du cheptel avance bien plus lentement que la mise en culture des superficies destinées aux récoltes et le redressement a été en outre retardé dans ce secteur en raison de la sécheresse qui a sévi en 1946. La situation difficile du cheptel freinera certainement l'expansion de la production laitière, de la production de viande et des industries lainières, et diminuera les ressources en lait, fromages, graisses animales, viande, peaux vertes et laine.

Objectifs de production agricole pour 1950

Les objectifs que l'agriculture se propose d'atteindre en 1950 ainsi que les chiffres comparables de la production d'avant-guerre sont indiqués dans les Tableaux suivants 34 et 35.

On projette d'augmenter de 27 pour cent le niveau de la production agricole totale en 1950 par rapport à celui d'avant-guerre (1940), fait à rapprocher de l'augmentation générale de la production industrielle qui est de 48 pour cent. L'augmentation des superficies consacrées à toutes les cultures, de 151 millions d'hectares en 1940 à 159 millions en 1950, n'est pas très importante. De plus, l'augmentation de la production de céréales est faible. Il est également à noter que les chiffres objectifs ne peuvent être exactement comparés aux chiffres de 1940, puisque les premiers comprennent les territoires nouvellement acquis le long de la frontière européenne. Toutefois, l'augmentation prévue relativement aux récoltes industrielles est assez importante, même si l'on tient compte des modifications de frontières.

Pour permettre aux cultivateurs d'atteindre les objectifs de production, 720.000 tracteurs (dont la puissance totale représenterait une moyenne de 15 h.-p. à l'unité) et 17 millions de tonnes d'engrais minéraux seront livrés entre 1946 et 1950, chiffres à

TABLEAU 34.—PRODUCTION VÉGÉTALE EN U.R.S.S.; SITUATION AVANT LA GUERRE ET OBJECTIFS POUR 1950

Culture	1940 (Territoire d'avant-guerre)	1950	Accroissement 1950/1940	Rendement moyen prévu en 1950
	(..... <i>Millions d'hectares</i>)		(<i>Pour cent</i>)	(<i>Quintaux par ha</i>)
Surface totale ensemencée.	151	159	5	...
	(.. <i>Millions de tonnes métriques</i> ..)			
Céréales.....	119	127	7	12
Betterave sucrière.....	21,3	26	22	190
Tournesol (graines).....	3,36	3,7	11	10
Coton (brut).....	2,48	3,1	25	18,4
Chanvre (fibres).....	0,575	0,8	39	4

TABLEAU 35.—EFFECTIFS DU BÉTAIL EN U.R.S.S.; EXISTENCES EN 1938 ET 1945, ET OBJECTIFS POUR 1947, 1948 ET 1950

Bétail	1938 (Territ. d'avant- guerre)	1945	1er janv. 1947	1er janv. 1948	1er janv. 1949	1er janv. 1950
	(..... <i>Millions de têtes</i>)					
Bovins.....	63,2	47,0	46,8	52,0	56,1	65,3
Ovins et caprins.....	102,5	69,1	69,1	84,7	97,8	121,5
Porcins.....	30,6	10,4	8,6	13,4	20,3	31,2
Chevaux.....	17,5	10,5	10,8	11,9	12,9	15,3

rapprocher des 512.000 tracteurs et 7 millions de tonnes d'engrais minéraux livrés au cours du deuxième plan quinquennal (1933-37).

Les mises de fonds destinées à l'agriculture pendant la période quinquennale (1946-50) sont fixées à 19.900 millions de roubles. En outre, les immobilisations faites par les agriculteurs de kolkhozes s'élèveront à 38.000 millions de roubles pendant la période du plan actuel.

Plus de 2 millions d'hectares de terres irriguées, dont plus de 600.000 hectares dont l'irrigation est prévue, seront mis en culture pendant la période d'application du plan actuel. En outre, ce plan prévoit le drainage de plus de 600.000 hectares de terrain marécageux entre 1946 et 1950. Entre temps, en Sibérie on continuera de mettre en culture les terres vierges.

Forêts et produits forestiers

Les données officielles relatives aux forêts et aux industries forestières sont incomplètes. Toutefois, il convient d'examiner les informations disponibles du point de vue de l'économie mondiale du bois. Ce vaste pays possède sans contredit les plus importantes réserves de résineux qui se trouvent dans le monde. Avant la guerre, les exportations de sciages russes constituaient une source importante d'approvisionnement pour l'Europe occidentale, mais les destructions considérables subies pendant la guerre par les forêts et les industries forestières d'une part, et le besoin urgent de bois pour la reconstruction nationale d'autre part, ont concouru à réduire, du moins pour le moment, ces exportations à un chiffre minime. Des rapports officiels indiquent que de très grands efforts sont accomplis pour le redressement et le développement des industries forestières. Un article, publié dans *Izvestia* au mois de décembre 1947, déclare que: "En 1947, le pays a gagné la bataille du charbon; le bois est actuellement le facteur le plus important dont dépende la réussite du plan quinquennal."

Production

Le dernier rapport de la commission chargée de l'exécution du plan quinquennal en cours indique que les indices de production, fondés sur l'indice de référence 1945 = 100, ont été les suivants au cours des deux dernières années:

Bois—en 1946.....	106;	en 1947.....	134
Papier—en 1946.....	161;	en 1947.....	201

La production n'a été que de 2 à 4 pour cent inférieure aux chiffres prévus par le plan, à l'exception de la production de pâte et de papier qui a dépassé les prévisions de 10 pour cent en 1946.

Conformément au plan quinquennal actuel, il est prévu que la production de bois rond atteindra, en 1950, 280 millions de m³ (r). On signale qu'il s'agit là d'une augmentation de 59 pour cent sur la production d'avant-guerre. Au cours de la dernière année du plan, la production de sciages devrait s'élever à 39 millions de m³ (s). On estime que la quantité de bois rond nécessaire pour les sciages se chiffrera par 65 millions de m³ (r), tandis que 215 millions de m³ (r) seront destinés à d'autres usages industriels ou utilisés comme bois de combustion.

Les estimations non officielles de la superficie probable des forêts productrices de l'U.R.S.S. sont de l'ordre de 600 millions d'hectares, dont la moitié sans doute peut être considérée comme actuellement accessible. Il va sans dire qu'un taux d'accroissement annuel relativement faible de 2 m³ (r) par hectare permettrait une expansion considérable de la production lorsqu'on disposera des moyens nécessaires. Les informations disponibles indiquent que le centre de production de l'industrie du bois tend à se déplacer vers la partie orientale du pays.

Le plan quinquennal prévoit la construction de nouvelles scieries ayant un potentiel de production annuelle de 6 millions de m³, de fabriques de contreplaqués dont la production s'élèvera à 300.000 m³, ainsi qu'une très forte augmentation de la production d'allumettes. En vue d'accroître le rendement de la main-d'œuvre forestière, il a été posé en principe que 75 pour cent des travaux d'abattage de bois et 55 pour cent du transport seront mécanisés. A cette fin, on a pris les mesures nécessaires pour augmenter considérablement la production de scies électriques, de tracteurs et de camions. Les nouveaux moyens de transport dans les régions forestières comprendront 6.500 kilomètres de chemins de fer à voie étroite.

La production de l'industrie du papier devrait atteindre cette année le niveau d'avant-guerre et le plan prévoit que la production de papier augmentera de 65 pour cent vers la fin de 1950.

Exportations et importations

Avant la guerre, l'U.R.S.S. exportait des quantités de bois relativement importantes. Le volume de ses exportations s'est élevé à un certain moment à 12 millions de m³ (r), dont une grande proportion était constituée par du bois rond. Au cours du plan quinquennal de 1927-1932, la tendance à limiter les exportations aux bois manufacturés est apparue et, après l'adoption de la nouvelle politique forestière de 1936, les exportations annuelles baissèrent et atteignirent un volume total équivalent à 5.300.000 m³ (r). Cette politique prévoyait qu'il fallait mettre en réserve 54.200.000 hectares, soit presque la moitié des superficies forestières des territoires européens de l'U.R.S.S. tels qu'ils existaient alors, surtout comme forêts de protection dans le bassin hydrologique des principaux fleuves. Dans une partie de cette région, les abattages furent interdits et le reste des superficies forestières fut soumis à des aménagements qui excluaient les

possibilités de coupes à blanc étoc. Les principales régions exportatrices étaient celles de la mer Blanche et de Léningrad. Le niveau relativement bas des exportations actuelles est dû en partie à la capacité réduite de production des forêts des régions autrefois exportatrices. Cette diminution du rendement a été causée par la surexploitation dont ces forêts ont fait l'objet pendant la guerre. On prévoit que, lorsque les exportations reprendront, le cas échéant, la plus grande partie des sciages proviendront des régions situées plus à l'est, notamment du bassin de l'Iénisséï où se trouve Igarka, centre important de l'industrie du sciage. Toutefois, ce port n'est pas relié à l'intérieur du pays par une voie ferrée et n'est ouvert que pendant deux mois de l'année; de ce fait le transport de grandes quantités sera difficile.

Consommation

Bien que manquent les données précises, on estime que le taux moyen de consommation des produits forestiers est de l'ordre de 1.800 kilos par tête; il est probable que la consommation se maintiendra à ce niveau élevé pendant longtemps. Quand seront satisfaits les besoins actuels de reconstruction, il est vraisemblable que d'autres demandes intérieures relatives à une économie en expansion prendront leur place.

Programmes envisagés

Certaines personnes compétentes estiment que l'adoption d'une nouvelle politique forestière en 1936 a marqué un tournant dans l'attitude du gouvernement à l'égard de la sylviculture, étant donné qu'elle remplaçait l'exploitation pure et simple par l'aménagement plus poussé des forêts. Le plan quinquennal actuel tient nettement compte des questions de conservation des sols, de reboisement et d'aménagement forestier rationnel. Dans le nord, des travaux considérables sont entrepris pour amender les terres forestières marécageuses au moyen de vastes réseaux de drainage qui déverseront l'excédent des eaux dans la Volga et le Don. Ces travaux amélioreront également le régime des fleuves en question et fourniront de l'eau pour l'irrigation des terres cultivables dans le sud. Dans les régions agricoles, on est en train de constituer sur une grande échelle des rideaux-abris pour empêcher l'érosion éolienne. En outre, il semble qu'on réalise de vastes programmes relatifs à la recherche en matière de sylviculture, qui tiennent particulièrement compte des problèmes de génétique.

Au mois d'avril 1947, on créa le Ministère de l'Economie forestière qui a la haute main sur toutes les forêts d'Etat et communales, à l'exception de celles qui appartiennent aux kolkhozes. Il est prévu que chaque république de l'Union créera un ministère analogue.

Chapitre 10

RÉGIONS CARACTÉRISÉES PAR UNE POPULATION A REVENU MOYEN ET DE FAIBLE DENSITÉ

L'EUROPE

L'Europe est sortie de la seconde guerre mondiale ayant subi des pertes de capitaux qu'on a sous-estimées de façon persistante. Du fait que la production industrielle, sauf en Allemagne, est revenue à son niveau d'avant-guerre, du fait que les ponts ont été reconstruits et que les chemins de fer fonctionnent à nouveau, on a l'impression trompeuse que l'Europe est déjà fort avancée dans la voie du relèvement. Un examen plus approfondi révèle une situation beaucoup plus sérieuse. Une partie des capitaux perdus ne pourra jamais être remplacée comme, par exemple, la plupart des placements dans les pays d'outre-mer qui ont été liquidés. Une partie de l'industrie ne peut être reconstruite, mais doit être remplacée par de nouvelles installations dont la production aura de plus grandes chances de trouver de nouveaux débouchés sur les marchés extérieurs. Et, s'ajoutant à tout cela, existe un énorme volume de besoins d'immobilisations non satisfaits, tels que locaux d'habitation, écoles, hôpitaux et autres services publics.

Compte tenu de ces faits, la plupart des Européens tablent sur un très long effort pour retrouver une prospérité économique complète. Cet effort tendra plus que jamais à accroître l'efficacité, à la fois dans l'industrie et dans l'agriculture. Environ 390 millions de gens doivent gagner leur vie, tassés sur un petit continent offrant seulement 0,4 hectare de terre arable par personne, une grosse partie de leurs ressources minérales approchant de l'épuisement après des siècles d'exploitation, alors même qu'un grand nombre de leurs procédés industriels, ayant été repris et adoptés par d'autres continents, ont cessé d'être des spécialités européennes. Dans ce milieu transformé, l'Europe devra fournir un effort ardu pour rétablir son niveau de vie d'avant-guerre et l'améliorer.

En ce qui concerne l'agriculture, elle a deux problèmes à résoudre, l'un de production, l'autre de distribution. Le problème de la production consiste à rétablir le niveau de production d'avant-guerre et de le dépasser, particulièrement pour le lait et les autres denrées périssables, et si le climat économique se révèle défavorable, pour les céréales et les pommes de terre également. Il y a en Europe orientale de grandes possibilités pour une large expansion de la production alimentaire, y compris le passage à des cultures plus intensives et le développement de l'élevage. On a établi des plans dans ce sens. Même dans l'Europe du nord-ouest (les régions bordant la mer du Nord comptent parmi les terres cultivées de la façon la plus intensive dans le monde) il est possible d'obtenir des améliorations, spécialement dans l'utilisation des prairies et dans la qualité du bétail.

Le second problème concerne le commerce international, en partie à l'intérieur de l'Europe, mais surtout avec les autres continents. La plupart des pays européens s'assurent des conditions de vie relativement élevées par une spécialisation très poussée

et par l'échange d'une grande quantité de produits manufacturés contre des matières premières et des produits alimentaires. Dans ces pays, on se demande maintenant si, en raison des progrès industriels réalisés pendant les deux guerres dans d'autres continents, des débouchés demeurent pour les produits européens et si les denrées alimentaires continueront à être rares et chères, par suite d'un accroissement de la consommation dans les pays exportateurs. Une autre difficulté provient évidemment du fait qu'en matière d'approvisionnement la dépendance de l'Europe par rapport aux Amériques s'est considérablement accentuée, et il en découle le problème bien connu du dollar.

Néanmoins, pour que les populations européennes puissent retrouver leurs normes de vie habituelles, il importe de découvrir un domaine nouveau de spécialisation. L'Europe doit trouver des continents ou des pays désireux d'accepter ce qu'elle peut produire et capables en retour de lui envoyer ce dont elle a besoin.

A l'intérieur de l'Europe, il existe un grand contraste entre les pays hautement industrialisés du nord-ouest et les pays surtout agricoles du sud-est et du sud-ouest. La densité de population passe de 291 habitants par kilomètre carré aux Pays-Bas, au chiffre faible de 42 habitant par kilomètre carré en Albanie. Le revenu varie également de façon importante, d'un peu plus de 500 dollars (des Etats-Unis) par personne au Royaume-Uni, à un peu plus de 50 en Grèce et en Yougoslavie.

Production

Bien que la situation de la production agricole des pays européens ait été quelque peu assombrie par les effets des conditions climatiques défavorables qui ont régné pendant les années d'après-guerre, d'abord en Europe orientale puis en Europe occidentale,¹ le meilleur moyen de l'apprécier est peut-être de comparer le niveau actuel de la production alimentaire, c'est-à-dire la moyenne de 1946/47 et 1947/48 avec le niveau d'avant-guerre.²

Plus de 100 pour cent par rapport à l'avant-guerre: Suède, Suisse, Royaume-Uni.

De 80 à 100 pour cent: Danemark, Norvège, Pays-Bas, Islande, Grèce, Italie, Espagne, Portugal.

De 60 à 80 pour cent: Finlande, Tchécoslovaquie, Autriche, Belgique, Luxembourg, France.

Moins de 60 pour cent: Allemagne, Pologne, Hongrie, Roumanie.

Le faible niveau de la production des pays de l'est de l'Europe est particulièrement remarquable; il dénote l'importance proportionnellement plus grande des dégâts matériels et de la désorganisation générale causés par la guerre aussi bien que par la sécheresse de 1946. La situation existant en Grèce semble relativement favorable, bien qu'on ait pu surestimer l'importance du relèvement en raison des données incomplètes que l'on possède sur la situation d'avant-guerre.

¹ Pour les fins du présent rapport, les pays européens ont été classés en deux groupes, l'un comprenant principalement les pays importateurs bien développés, à revenu élevé, et situés en Europe occidentale, centrale et septentrionale; l'autre, les pays exportateurs moins développés, à revenu faible, et situés dans les parties est et sud-est de l'Europe.

En plus du Royaume-Uni, de l'Irlande et de l'Islande, le premier groupe comprend la Norvège, la Suède, la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la France, la Suisse, l'Allemagne (toutes les zones), l'Autriche, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Le second groupe comprend la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Albanie et la Grèce. Aucun classement ne convient exactement et celui-ci comporte des anomalies. Le Danemark et les Pays-Bas ne sont pas importateurs de produits alimentaires, mais exportateurs. L'Espagne et le Portugal sont plutôt moins développés que plus. La Grèce importe des produits alimentaires. La Tchécoslovaquie se rapproche de l'Europe occidentale par son degré d'industrialisation.

² Les méthodes employées pour établir ces nombres-indices sont exposées en annexe à la fin du volume.

En 1947, la production anormalement faible de céréales et d'autres cultures en Europe occidentale a causé un sérieux recul de la restauration. Il en résulte que la production agricole est encore de 10 à 25 pour cent inférieure à celle d'avant-guerre, à l'exception du Royaume-Uni, de la Suisse et de la Suède, seuls pays européens qui ont été en mesure de porter leur production au-dessus du niveau d'avant-guerre. Pour l'ensemble de l'Europe, la production nette de produits alimentaires demeure d'environ 26 pour cent inférieure à celle d'avant-guerre.

Les prix des produits de la ferme ont monté fortement dans presque tous les pays européens pendant et depuis la guerre. Ils ont monté plus rapidement que l'indice général du coût de la vie, donc que le prix des objets qu'achètent les cultivateurs. Les salaires de la main-d'œuvre agricole sont devenus cependant particulièrement élevés. Dans la plupart des pays européens, les prix des produits de la ferme sont aujourd'hui fixés par les gouvernements et il y a tendance à établir des prix un peu plus élevés pour les produits animaux que pour les céréales par comparaison avec le rapport existant entre ces prix avant la guerre. Ainsi, pendant le premier trimestre de 1948, aux Pays-Bas, l'indice des prix des produits végétaux était 271 (1938/39 = 100) et celui des produits animaux 311. Le Danemark, le Royaume-Uni et la Suisse se sont trouvés dans une situation assez analogue. D'autre part, dans un pays comme l'Italie où la réglementation des prix a été levée, la relation entre les prix pendant le deuxième trimestre 1948 a été: 3.944 pour les céréales, 9.749 pour la viande et 7.037 pour les produits laitiers (1938 = 100). Dans les pays qui maintiennent la réglementation des prix, la différence reflète surtout une augmentation du coût de la production animale, conséquence de la rareté des aliments riches en protéine. Dans les pays qui ont abandonné la régie, l'écart entre les prix dénote la rareté des produits animaux opposée à une forte demande.

Jusqu'à présent, les perspectives de production pour la saison 1948/49 sont extrêmement favorables dans toute l'Europe. D'après les premiers renseignements statistiques reçus, il semblerait que la production de céréales panifiables en Europe serait cette année supérieure d'environ 14 millions de tonnes à celle de 1947. Environ 75 pour cent de cette augmentation intéressent les pays importateurs. Les exemples les plus notables de meilleures perspectives sont la France et l'Italie. On estime que la nouvelle récolte de la France est plus du double de celle de l'an dernier tandis qu'en Italie, on pense qu'elle sera de 30 pour cent supérieure à celle de 1947. Ces résultats sont dus à un temps exceptionnel et tendent à exagérer l'importance des progrès réalisés jusqu'ici.

La perspective pour les céréales secondaires, la canne à sucre et les pommes de terre, est également favorable. Comme les disponibilités d'aliments pour le bétail vont devenir plus grandes, les productions animales peuvent aussi reprendre plus rapidement que pendant les deux dernières années. Ainsi la production dans son ensemble pourrait s'améliorer considérablement, pendant l'année prochaine et approcher du niveau d'avant-guerre dans certains pays.

Commerce extérieur

La position traditionnelle de l'Europe occidentale et orientale au point de vue du commerce extérieur a déjà été expliquée dans la note 1 page Bien qu'il y ait quelques anomalies, celles-ci ne touchent de façon importante ni à la situation des importations de l'Europe occidentale d'une part, ni à la situation des exportations de l'Europe orientale d'autre part. En raison de la pénurie de produits alimentaires de base qui régnait dans tout le continent après la guerre, les pays importateurs de l'Europe occidentale ne trou-

vaient que des quantités insignifiantes de produits alimentaires à acheter au pays exportateurs du continent. Il y a maintenant en Europe occidentale environ 11 millions d'habitants de plus qu'avant la guerre sur une superficie réduite (du fait de la modification des frontières de l'Allemagne). Dans l'Europe orientale, la production a été si faible que beaucoup de pays tenaient à importer des produits alimentaires en provenance de pays situés hors de l'Europe afin de maintenir la consommation alimentaire au moins à un niveau minimum.

La comparaison entre les importations actuelles (c'est-à-dire la moyenne de 1946/47 et 1947/48) et celles d'avant-guerre fait ressortir les changements les plus caractéristiques survenus dans chaque pays:³

Importations dépassant 100 pour cent par rapport à l'avant-guerre: Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie.

De 80 à 100 pour cent: Finlande, France, Yougoslavie, Grèce.

De 60 à 80 pour cent: Norvège, Suède, Royaume-Uni, Belgique, Luxembourg, Suisse.

Moins de 50 pour cent: Danemark, Pays-Bas, Irlande, Autriche, Hongrie, Bulgarie.

En 1946/47, les expéditions de l'UNRRA ont compté pour la plus grande partie dans les importations très accrues de produits alimentaires de pays comme la Tchécoslovaquie, l'Italie, la Pologne et la Yougoslavie, mais elles prirent fin au début de 1947.

Dans aucun des principaux pays importateurs d'avant-guerre, Royaume-Uni, Norvège, Danemark, Pays-Bas, Suisse, Autriche, le volume des importations n'a excédé 80 pour cent de celui d'avant-guerre et, dans certains pays, il est resté bien inférieur à ce niveau. Il a fallu des importations considérables de produits alimentaires en Allemagne occidentale, spécialement en raison de l'arrêt des expéditions des régions agricoles de l'Allemagne orientale qui sont passées à la Pologne et à l'U.R.S.S.

En 1946/47, l'Europe orientale a importé 1.100.000 tonnes de céréales alors qu'elle en exportait annuellement 3.100.000 avant la guerre. Les importations de matières grasses ont été doubles de celles d'avant-guerre. Les importations de viande ont été importantes par opposition aux exportations d'avant-guerre et il y a eu de grosses importations de lait traité. En 1947/48, les expéditions de l'UNRRA ayant cessé, les importations de viande ont disparu sauf en Tchécoslovaquie, mais celles de céréales demeurèrent importantes. (Voir Tableau 42.)

Les exportations de produits alimentaires de l'Europe orientale vers l'Europe occidentale n'ont pas encore repris de façon importante (elles ne dépassent pas 25 pour cent de celles d'avant-guerre) en raison du niveau faible de la production et d'autres facteurs, comme les réformes agraires, la surévaluation de certaines monnaies et les réparations. Il semble que la bonne récolte de 1948 doive permettre des exportations plus importantes.

Pendant les deux dernières années, les importations de céréales, de sucre et de matières grasses de l'Europe occidentale ont été plus faibles qu'avant-guerre et celles de viande, d'œufs et de produits laitiers ont été plus importantes. Les importations de céréales, de sucre et de matières grasses ont été limitées par les disponibilités et subordonnées à des attributions de la part du Comité international de la crise alimentaire. Les importations plus grandes des produits animaux représentent une compensation partielle de la grosse diminution des exportations provenant de l'Europe occidentale, les excédents du Danemark et de l'Irlande n'étant pas supérieurs à la moitié de ceux d'avant-guerre et ceux des Pays-Bas étant très inférieurs.

Un changement important s'est produit dans les sources d'approvisionnement de l'Europe occidentale. Avant la guerre, cette région tirait environ un quart de ses

³ Pour le mode d'établissement de ces indices, se reporter à l'Annexe.

TABLEAU 36.—APPROVISIONNEMENTS PAR PERSONNE ET PAR AN DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LES PAYS DE L'EUROPE;
SITUATION AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48, ET PRÉVISIONS POUR 1950/51

Pays et période	Céréales			Pommes de terre	Sucre ²	Lég. secs	Fruits	Légumes	Huiles et graisses ³	Viande ⁴	Lait en nature ⁵	Fromage	Oeufs	Poisson ⁶	
	Panifiables ¹	Riz ¹	Secondaires ¹												Total ¹
		Kilogrammes par personne et par an au stade du détail													
<i>A l'Allemagne</i>															
Total—1934-38 (territoire d'avant-guerre) ⁷	107,8	2,5	1,4	111,7	24,0	2,3	35,9	50,0	22,7	50,9	114,6	5,0	7,2	12,0	
<i>Zone anglo-américaine</i>															
1946/47	94,5	—	19,6	114,1	8,6	1,7	27,5	40,7	5,4	18,5	*120,2	2,4	1,3	5,5	
1947/48	116,8	—	12,6	129,4	15,7	3,1	30,9	44,2	5,4	14,7	*88,2	2,4	1,4	6,3	
1950/51	128,5	1,3	13,1	142,9	17,4	5,3	36,9	44,2	14,1	30,4	*78,4	3,5	1,3	7,1	
<i>Zone française et Sarre</i>															
1946/47	82,0	—	16,5	98,5	9,6	0,5	33,7	36,0	6,2	16,6*	*118,3	2,5	2,3	3,1	
1947/48	86,2	—	16,8	103,0	5,2	2,1	37,9	39,4	4,1	16,7	*115,2	2,3	2,4	3,0	
1950/51	—	0,8	—	142,2	13,4	0,5	47,7	50,8	14,7	29,1	*81,8	3,1	4,5	7,8	
<i>Zone soviétique</i>															
1946/47	88,3	—	11,4	99,7	16,2	1,6	17,3	60,5	4,3	11,6	*91,9	3,0	1,9	1,0	
1947/48	83,8	—	21,3	105,1	14,4	1,6	21,4	69,5	4,3	12,3	*58,8	3,0	1,9	1,0	
1950/51	114,1	—	7,0	121,1	30,0	2,5	18,9	63,1	7,9	20,7	*78,9	3,2	2,9	1,3	
<i>Autriche</i>															
1934-38	120,7	4,0	7,2	131,9	24,0	2,2	60,3	57,4	14,1	53,6	194,1	3,7	6,6	1,0	
1946/47	93,2	—	26,0	119,2	6,3	3,4	109,5	51,3	7,3	20,8	*131,0	1,3	1,9	0,4	
1947/48	116,5	0,6	10,7	127,8	8,8	8,1	69,7	71,4	10,4	24,8	*106,8	0,7	1,8	2,0	
1950/51	142,6	4,0	0,7	147,3	21,3	1,4	63,9	56,9	12,7	38,0	116,7	2,8	6,0	1,7	
<i>Belgique</i>															
1934-38	112,6	6,6	2,6	121,8	27,8	4,7	26,0	40,0	19,2	43,6	*89,6	3,7	7,5	9,0	
1946/47	104,0	—	6,0	110,0	25,3	2,6	40,0	80,0	17,2	38,8	*96,3	2,3	5,3	10,2	
1947/48	97,9	1,0	9,6	108,5	22,8	1,7	40,0	80,0	17,5	43,9	*90,7	1,9	5,2	10,2	
1950/51	114,7	5,8	0,2	120,7	25,6	4,9	40,0	80,0	19,2	43,6	*116,6	4,1	7,0	9,8	
<i>Bulgarie</i>															
1934-38	177,1	2,1	43,1	222,3	2,5	11,3	36,8	85,7	8,1	22,4	73,0	4,9	4,4	1,0	
1946/47	185,5	1,7	15,4	202,6	4,3	4,8	68,0	33,5	5,1	19,1	34,6	3,7	1,6	0,6	
1947/48	127,8	2,8	40,4	171,0	4,6	5,6	50,0	38,0	5,9	18,5	61,3	4,5	3,5	0,7	
1950/51	164,2	3,2	44,1	211,5	6,2	11,0	27,6	57,9	8,5	26,1	76,4	5,2	1,4	0,7	
<i>Danemark</i>															
1934/38	85,8	2,2	5,9	93,9	50,5	—	32,8	61,8	26,6	74,6	168,0	5,4	7,5	15,0	
1946/47	91,0	—	16,4	107,4	38,0	0,5	41,9	71,1	19,2	63,6	191,1	8,6	9,5	12,9	
1947/48	70,0	—	32,9	102,9	38,1	0,5	29,3	73,8	18,7	62,2	176,2	8,8	11,9	17,9	
1950/51	81,2	3,3	10,5	95,0	48,6	0,5	47,9	76,7	27,6	75,4	183,7	7,0	8,1	16,3	

<i>Espagne</i>															
1930/34.....	128,5	6,5	11,4	146,4	109,4	11,6	14,6	50,0	100,0	14,7	28,1	† 60,6	1,5	4,9	12,5
1946/47.....	114,5	4,5	10,0	129,0	83,1	6,0	11,8	46,0	73,5	14,9	22,9	† 54,0	1,4	2,9	8,3
1947/48.....	94,0	5,3	13,7	113,0	74,5	4,8	13,5	48,2	72,7	15,1	20,2	† 56,0	1,3	2,9	7,3
1950/51.....	126,4	7,3	12,1	145,7	98,8	11,5	18,9	49,0	90,9	12,8	25,4	† 58,0	1,4	3,8	15,0
<i>Finlande</i>															
1934-38.....	112,1	3,6	12,3	128,0	180,8	28,2	3,3	36,6	30,0	13,1	32,3	260,3	2,2	3,0	6,0
1946/47.....	133,4	—	12,7	146,1	177,6	10,5	1,1	14,7	28,4	7,8	20,8	*257,9	1,5	1,0	6,3
1947/48.....	118,6	—	18,0	136,6	178,9	15,0	1,5	14,2	27,4	9,2	20,8	*223,5	1,5	1,5	7,1
1950/51.....	101,5	3,0	11,0	115,5	159,6	25,9	1,5	13,7	27,4	10,6	23,6	311,7	2,5	3,7	5,5
<i>France</i>															
1934/38.....	123,0	2,4	1,9	127,3	167,1	23,9	6,0	29,6	143,4	14,0	51,9	* 85,8	5,3	9,0	8,0
1946/47.....	117,5	0,3	5,4	123,2	158,2	14,6	5,0	23,4	149,6	9,1	44,1	73,2	3,3	8,1	4,7
1947/48.....	93,7	0,2	6,0	99,9	159,8	15,3	3,3	26,8	137,0	10,4	44,6	69,1	2,9	7,9	5,4
1950/51.....	110,5	0,5	1,9	112,9	154,4	20,1	5,3	36,3	152,0	14,2	51,4	*127,0	7,1	9,7	6,7
<i>Grèce</i>															
1934-38.....	112,4	2,9	10,8	126,1	13,3	10,2	7,7	34,6	49,0	18,0	18,4	39,2	9,0	4,6	5,3
1946/47.....	110,7	0,4	26,1	137,2	23,3	8,0	5,1	31,3	56,8	12,4	12,6	*142,4	4,8	2,9	6,6
1947/48.....	109,7	0,9	25,8	136,4	24,0	9,3	9,7	56,6	40,5	13,7	12,8	* 86,4	5,3	3,0	7,7
1950/51.....	117,1	3,0	23,9	144,0	29,5	13,6	4,9	68,9	73,0	16,6	22,4	33,1	6,9	2,2	7,2
<i>Hongrie</i>															
1934-38.....	148,3	2,6	13,5	164,4	89,5	10,2	6,4	51,6	43,3	10,1	34,1	111,0	0,6	6,4	0,9
1946/47.....	111,8	0,5	39,0	151,3	44,1	7,1	6,8	26,4	22,0	6,1	19,9	* 51,9	0,3	5,2	0,2
1947/48.....	117,1	4,1	53,8	175,0	88,7	9,7	7,0	34,7	26,7	6,8	23,0	64,5	0,5	3,7	0,5
1950/51.....	152,1	2,0	2,3	156,4	81,8	12,0	12,7	50,8	38,1	10,2	30,5	72,2	0,8	5,8	1,0
<i>Irlande</i>															
1934-38.....	123,2	1,0	3,4	127,6	197,0	37,7	0,7	29,0	70,7	15,0	47,6	*246,7	0,7	13,5	2,5
1946/47.....	129,6	—	3,4	133,0	200,0	24,2	0,7	27,6	74,1	16,0	57,2	*226,2	1,0	13,1	2,7
1947/48.....	129,2	0,3	4,4	133,9	187,9	27,9	0,7	36,9	73,8	15,2	53,7	*216,5	1,0	13,4	3,7
1950/51.....	125,7	1,3	4,0	131,0	196,7	42,0	1,0	33,3	76,7	18,0	53,3	*253,3	1,3	13,3	4,0
<i>Islande</i>															
1934-38.....	95,7	6,0	27,6	129,3	60,3	* 45,7	0,9	4,4	16,5	17,6	38,9	*257,8	2,6	2,6	34,5
1946/47.....	—	3,8	—	111,5	52,3	38,5	—	20,8	12,3	24,1	52,4	*215,4	2,3	2,3	30,8
1950/51.....	68,1	3,0	23,8	94,9	57,8	* 41,5	—	14,1	14,8	32,8	51,0	*259,2	3,0	2,2	29,6
<i>Italie</i>															
1934-38.....	138,9	10,4	27,9	177,2	36,6	7,1	13,3	27,9	55,8	11,5	19,6	† 36,3	5,2	7,6	5,9
1946/47.....	123,1	7,3	21,1	151,5	28,1	6,2	7,3	37,0	59,2	7,3	12,2	† 30,7	3,6	5,2	4,3
1947/48.....	113,3	9,2	18,0	140,5	36,3	6,5	8,0	37,6	63,1	10,3	13,7	† 30,3	4,2	5,4	5,5
1950/51.....	150,9	22,7	8,1	181,7	32,0	7,2	11,7	23,8	73,7	11,0	16,0	† 42,2	4,1	6,6	5,7

Suite au verso. Renvois à la fin du Tableau.

TABLEAU 36. (SUITE)—APPROVISIONNEMENTS PAR PERSONNE ET PAR AN DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LES PAYS DE L'EUROPE, SITUATION AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48, ET PRÉVISIONS POUR 1950/51

Pays et période	Céréales				Pommes de terre	Sucre ²	Lég. secs	Fruits	Légumes	Huiles et graisses ³	Viande ⁴	Lait en nature ⁵	Fromage	Oeufs	Poisson ⁶
	Pani-fiables ¹	Riz ¹		Total ¹											
		Secon-daires ¹													
(..... Kilogrammes par personne et par an au stade du détail.....)															
<i>Luxembourg</i>	100,0	5,0	3,3	108,3	150,0	26,7	3,3	47,3	61,3	21,9	55,0	136,7	2,3	9,3	5,1
1934-38.....	118,3	0,7	—	119,0	150,0	25,3	3,0	35,7	56,3	17,3	33,6	126,7	3,0	5,3	3,9
1946/47.....	110,7	1,0	8,0	119,7	150,0	26,7	0,3	49,0	58,3	17,6	35,7	123,3	2,7	6,0	4,6
1947/48.....	101,3	5,0	3,7	110,0	150,0	26,7	3,3	52,7	68,7	21,0	47,0	140,0	2,3	9,3	5,5
<i>Norvège</i>	106,6	1,7	10,7	119,0	119,7	30,3	2,4	33,2	19,3	25,6	37,9	169,3	5,5	6,9	21,0
1934-38.....	96,1	—	9,0	105,1	156,8	21,6	2,9	31,3	21,9	20,2	27,0	*220,1	3,2	3,2	25,2
1946/47.....	107,9	—	10,1	118,0	121,5	25,3	2,5	23,7	24,4	22,4	26,2	214,4	3,5	4,7	26,9
1947/48.....	106,6	1,5	7,0	115,1	113,6	30,3	2,4	31,8	22,7	23,2	31,1	203,0	5,5	6,7	21,2
<i>Pays-Bas</i>	86,2	5,1	7,1	98,4	130,6	33,5	2,7	41,7	64,1	22,0	39,6	*139,6	6,6	5,8	7,6
1934-38.....	111,0	—	13,5	124,5	150,0	24,0	2,0	37,9	70,0	15,3	23,2	158,2	6,1	3,9	11,0
1946/47.....	93,1	0,5	14,4	108,0	155,1	25,9	1,7	34,2	69,4	17,8	23,3	154,5	6,6	4,7	10,4
1947/48.....	86,7	4,1	5,2	96,0	130,5	32,0	3,0	53,0	83,5	21,0	35,4	200,8	6,8	7,0	8,1
<i>Pologne</i>	132,0	1,2	1,0	134,2	285,0	8,5	9,3	31,4	37,7	7,4	26,0	162,2	2,0	3,7	2,0
1934-38.....	106,6	—	9,7	116,3	281,6	9,6	1,1	40,0	45,0	5,3	19,5	80,4	1,9	2,6	2,9
1947/48.....	177,5	0,8	—	178,3	294,6	12,0	3,0	30,0	40,0	7,4	20,4	*109,8	1,6	8,5	3,0
<i>Portugal</i>	58,3	6,8	38,1	103,2	76,4	10,1	9,9	61,4	80,0	12,5	23,0	† 37,1	1,9	2,2	15,4
1934-38.....	77,2	4,9	65,6	147,7	72,1	8,3	12,9	56,9	64,9	11,0	19,6	† 38,7	1,3	1,6	13,0
1946/47.....	71,5	8,1	49,0	128,6	72,3	8,1	9,9	48,1	64,1	13,9	18,3	37,8	1,0	1,9	12,8
1947/48.....	75,4	7,7	58,3	141,4	70,4	12,3	11,7	55,6	80,2	9,7	22,1	38,3	1,9	2,1	9,3
<i>Roumanie</i>	91,8	1,1	109,2	202,1	41,5	5,2	6,9	74,5	63,8	5,5	18,2	100,0	3,1	5,4	1,0
1934-38.....	79,5	0,4	52,3	132,2	15,8	2,0	5,7	—	—	4,0	12,1	* 72,3	1,9	1,3	0,5
1946/47.....	54,9	0,6	24,3	179,8	23,8	4,8	7,5	—	—	5,1	14,1	* 93,3	2,5	2,8	0,5
1947/48.....	108,6	2,2	97,7	208,5	36,8	6,0	6,0	64,7	51,8	6,7	17,2	*128,8	2,9	2,7	0,7
<i>Royaume-Uni</i>	89,5	2,0	2,7	94,2	78,6	49,1	3,4	64,2	48,7	19,8	60,4	*120,2	4,0	10,9	12,1
1934-38.....	100,3	0,2	4,6	105,1	132,7	37,1	2,6	53,5	52,6	15,0	50,1	*164,8	4,3	9,6	13,9
1946/47.....	102,4	0,5	4,7	107,6	95,3	35,3	2,6	62,2	52,7	14,2	49,4	*156,3	4,4	10,2	15,1
1947/48.....	91,2	1,6	4,6	97,4	76,3	48,8	3,3	78,0	54,3	19,5	61,8	*166,3	5,2	11,6	15,9
<i>Suède</i>	85,4	1,7	13,5	100,6	122,2	44,1	1,9	30,1	50,0	17,1	47,4	250,3	5,6	8,1	23,3
1934-38.....	93,7	—	9,4	103,1	143,5	39,8	2,9	42,7	50,0	17,5	42,8	247,8	6,9	10,3	21,4
1946/47.....	76,8	0,2	17,7	94,7	132,5	37,0	1,6	29,0	50,0	15,4	41,4	260,2	7,0	10,3	24,8
1947/48.....	80,4	2,1	11,7	94,2	135,0	47,6	2,6	41,8	50,0	19,7	50,9	239,6	6,7	9,4	20,1

TABLEAU 37.—VALEUR NUTRITIVE DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES EN EUROPE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Calories		Protéines		Lipides	
	Par personne et par jour	Part provenant des céréales et pommes de terre	Par personne et par jour			Par personne et par jour
			Totales	Animales	Animales pour cent de protéines totales	
	(Nombre)	(Pour cent)	(.....Grammes.....)	(Pour cent)	(Grammes)	
<i>Allemagne</i>						
1934-38.....	2.920	48	80,4	37,3	47	111,4
<i>Zone anglo-américaine</i>						
1946/47.....	1.935	68	67,6	23,2	34	38,9
1947/48.....	2.102	69	72,7	19,2	26	34,6
<i>Zone française</i>						
1946/47.....	1.829	66	60,3	21,1	35	39,4
1947/48.....	1.752	69	64,4	21,7	34	34,1
<i>Zone soviétique</i>						
1946/47.....	1.875	68	59,4	16,5	28	30,9
1947/48.....	1.870	66	59,1	12,7	21	29,5
<i>Autriche</i>						
1934-38.....	2.918	49	92,4	42,4	46	97,1
1946/47.....	2.101	62	67,4	21,4	32	46,0
1947/48.....	2.176	59	68,8	21,1	31	54,1
<i>Belgique</i>						
1934-38.....	2.969	52	82,9	36,2	44	96,9
1946/47.....	2.606	49	77,7	33,9	44	85,2
1947/48.....	2.674	49	79,1	33,1	42	88,6
<i>Bulgarie</i>						
1934/38.....	2.901	74	97,1	21,3	22	55,6
1946/47.....	2.471	78	77,7	11,8	15	38,1
1947/48.....	2.258	73	72,1	16,8	23	43,9
<i>Danemark</i>						
1934-38.....	3.421	33	91,3	57,0	62	150,8
1946/47.....	3.223	39	101,4	57,9	58	130,2
1947/48.....	3.186	39	101,6	59,1	59	129,6
<i>Espagne</i>						
1930-34.....	2.760	58	87,6	28,6	33	77,0
1946/47.....	2.361	59	73,8	19,7	25	70,7
1947/48.....	2.180	56	68,1	18,2	27	75,4
<i>Finlande</i>						
1934-38.....	3.016	53	95,3	55,3	58	87,6
1946/47.....	2.618	65	91,9	37,6	41	62,4
1947/48.....	2.577	62	87,0	34,6	40	64,4
<i>France</i> ¹						
1934-38.....	2.979	53	90,7	36,4	40	84,5
1946/47.....	2.526	59	84,4	29,9	35	64,3
1947/48.....	2.322	54	75,1	29,7	40	66,9
<i>Grèce</i>						
1934-38.....	2.323	53	63,6	19,1	30	73,5
1946/47.....	2.139	64	64,8	16,4	25	56,1
1947/48.....	2.316	60	63,9	15,2	24	68,4
<i>Hongrie</i>						
1934-38.....	2.748	63	80,8	24,7	31	70,9
1946/47.....	2.089	73	65,4	14,0	21	41,9
1947/48.....	2.522	73	75,0	15,9	21	49,9
<i>Irlande</i>						
1934-38.....	3.349	49	96,4	45,9	48	102,6
1946/47.....	3.237	51	104,2	49,7	48	108,9
1947/48.....	3.227	50	101,2	46,7	47	101,0

TABLE 37 (SUITE).—VALEUR NUTRITIVE DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES EN EUROPE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Calories		Protéines			Lipides
	Par personne et par jour	Part provenant des céréales et pommes de terre	Par personne et par jour		Animales pour cent de protéines totales	Par personne et par jour
			Totales	Animales		
(Nombre)	(Pour cent)	(.....Grammes.....)	(Pour cent)	(Grammes)		
<i>Islande</i>						
1934-38.....	3.148	44	99,0	59,0	59	103,3
1946/47.....	3.016	39	95,2	57,8	61	121,5
<i>Italie</i>						
1934-38.....	2.636	67	85,2	19,9	23	60,0
1946/47.....	2.123	71	68,6	14,0	20	41,3
1947/48.....	2.139	66	67,6	15,2	23	49,9
<i>Luxembourg</i>						
1934-38.....	3.094	44	80,4	37,7	47	125,2
1946/47.....	2.758	51	75,7	28,9	38	91,7
1947/48.....	2.813	51	76,2	29,6	39	95,6
<i>Norvège</i>						
1934-38.....	3.179	44	86,5	45,9	53	118,0
1946/47.....	2.837	47	85,7	47,0	55	101,1
1947/48.....	2.952	46	92,0	47,9	52	107,7
<i>Pays-Bas</i>						
1934-38.....	2.958	44	76,1	36,9	48	114,7
1946/47.....	2.757	54	83,6	34,6	41	81,3
1947/48.....	2.693	50	77,8	34,4	44	86,4
<i>Pologne</i>						
1934-38.....	2.710	67	78,7	23,2	29	61,9
1947/48.....	2.266	74	64,1	17,3	27	40,6
<i>Portugal</i>						
1934-38.....	2.114	54	65,5	22,0	34	66,9
1946/47.....	2.454	64	76,8	19,1	25	63,5
1947/48.....	2.279	60	67,8	18,0	27	66,1
<i>Roumanie</i>						
1934-38.....	2.755	73	87,6	21,2	24	52,7
1946/47.....	1.684	77	56,2	13,6	21	32,3
1947/48.....	2.349	76	84,4	17,4	21	51,4
<i>Royaume-Uni</i>						
1934-38.....	3.095	35	81,6	45,1	55	122,5
1946/47.....	2.907	43	91,3	47,7	52	97,3
1947/48.....	2.842	43	90,5	47,6	53	97,2
<i>Suède</i>						
1934-38.....	3.171	42	99,5	61,1	61	116,6
1946/47.....	3.185	40	104,1	59,9	58	115,1
1947/48.....	2.997	39	102,5	62,6	61	110,6
<i>Suisse</i>						
1934-38.....	3.151	40	93,3	51,4	55	104,7
1946/47.....	2.986	41	91,4	47,1	51	87,4
1947/48.....	3.057	44	90,2	43,8	49	93,7
<i>Tchécoslovaquie</i>						
1934-38.....	2.721	58	74,0	27,2	37	74,8
1946/47.....	2.717	59	85,0	36,6	43	65,7
1947/48.....	2.441	61	72,9	28,3	39	65,4
<i>Yougoslavie</i>						
1934-38.....	3.013	77	94,0	20,8	22	59,6
1946/47.....	2.017	82	61,5	9,2	15	29,2
1947/48.....	2.141	80	64,9	11,2	17	34,0

¹ Bien que les taux de calories calculés ici à partir des chiffres d'approvisionnement de source officielle montrent un déclin entre 1946/47 et 1947/48, des enquêtes alimentaires menées dans certaines régions révèlent au contraire un certain relèvement de la ration d'une année à l'autre.

importations de produits alimentaires des autres pays européens, source qui pour le moment est presque tarie. Une partie importante du reste provenait des colonies et d'autres régions d'Afrique et du sud-est de l'Asie, ces deux régions exportant actuellement beaucoup moins. En conséquence, l'Europe occidentale compte beaucoup sur le continent américain. C'est ce changement de fournisseur qui, joint au déclin temporaire des exportations européennes de produits et de services, ainsi qu'à la contraction du volume mondial du commerce multilatéral, crée le manque de devises étrangères, particulièrement de dollars. Il y a une autre difficulté d'échange au point de vue du commerce lui-même: pour une quantité donnée d'importations de produits alimentaires, beaucoup de pays européens, sauf le Royaume-Uni, doivent maintenant donner un plus grand volume de leurs exportations qu'avant la guerre. Ce haut niveau des prix des produits alimentaires est de nature à créer une résistance croissante à l'achat de la part des pays importateurs, particulièrement en raison de l'amélioration des approvisionnements alimentaires nationaux après la bonne récolte de 1948. Cependant, même si les prix alimentaires mondiaux baissaient, le problème du dollar demeurerait, ce qui explique que des pays importateurs prennent déjà des mesures pour acheter dans des régions hors de la zone du dollar, spécialement en Afrique. A cet égard, l'U.R.S.S. et certains pays du Moyen-Orient pourraient aussi devenir des fournisseurs particulièrement importants.

Niveaux de consommation

En 1947/48, les approvisionnements⁴⁸⁸ par personne de produits alimentaires en Europe n'ont pas subi, dans l'ensemble, de changements par rapport à l'année précédente, une amélioration en Europe orientale étant compensée par une aggravation en Europe occidentale. Le Tableau 36 indique les niveaux des ressources d'approvisionnement dans chacune des deux régions. L'Allemagne et la Pologne, bien que comprises dans le total pour l'Europe, n'entrent dans aucun des groupes occidental ou oriental à cause des modifications de frontières et parce qu'en ce qui concerne l'Allemagne le niveau de consommation, anormalement faible en ce moment, fausserait inutilement les moyennes des groupes. De 1946/47 à 1947/48, alors que la consommation de pain, de pommes de terre, de viande et de matières grasses a considérablement augmenté en Europe orientale, la consommation de pain, de pommes de terre et de lait a diminué en Europe occidentale. Cependant, à l'intérieur de chaque région, il y a eu des différences importantes; par exemple en Hongrie et en Roumanie, l'amélioration considérable par rapport à l'année précédente fait contraste avec la diminution des niveaux de consommation de la Tchécoslovaquie et de la Bulgarie.

Dans la plupart des pays, le pourcentage de calories fourni par les céréales et les pommes de terre demeure très élevé, et dans quelques-uns sensiblement plus élevé qu'avant la guerre. La ration de protéines animales continue à être anormalement faible par rapport à celle d'avant-guerre surtout en Australie, Hongrie, Finlande, Yougoslavie, Espagne et Allemagne. (Voir Tableau 37.)

Cependant la santé de la population de l'Europe s'est améliorée régulièrement pendant les douze derniers mois. Dans la plupart des pays, on a constaté que les enfants étaient plus grands et pesaient plus que pendant les années précédentes d'après-guerre, bien que les niveaux d'avant-guerre n'aient été atteints que dans peu de pays. On a généralement constaté une plus grande amélioration chez les enfants d'âge scolaire que chez les adolescents. Alors qu'aux Pays-Bas la taille et le poids moyens des écoliers étaient à nouveau les mêmes qu'avant la guerre, il est certain que les adolescents du Royaume-Uni pesaient moins

TABLEAU 38.—TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE AVANT LA GUERRE, EN 1946 ET EN 1947

Pays	1937	1946	1947
	(.....Mortalité pour 1.000 individus nés vivants.....)		
Autriche.....	92	81	76
Belgique.....	83	75	75
Bulgarie.....	150	124	...
Danemark.....	66	46	...
Finlande.....	69	56	59
France ¹	65	73	66
Hongrie.....	134	114	111
Italie.....	109	84	82
Pays—Bas.....	38	39	34
Royaume—Uni.....	61	43	...
Tchécoslovaquie.....	117	109	...

¹ Y compris enfants morts-nés décédés avant la déclaration de naissance.

en moyenne en 1947 qu'en 1945. C'est en Finlande, en Grèce et en Allemagne que le poids et la taille des adolescents sont le plus loin de la normale.

Les taux de mortalité infantile continuent à diminuer comme le montrent les chiffres du Tableau 38.

Les aliments de base sont toujours rationnés dans la plupart des pays d'Europe. Quelques-uns d'entre eux, tels que le Royaume-Uni, répartissent les approvisionnements d'après les besoins physiologiques. Dans certains autres, en Pologne par exemple, les rations alimentaires sont utilisées comme appoint aux salaires, ou bien, et c'est le cas en Allemagne, pour attirer les ouvriers vers certains emplois. Néanmoins la plupart des pays prennent des dispositions pour protéger les groupes physiologiquement prioritaires et quelques-uns, comme l'Allemagne et la Finlande, imposent même des régimes très différents, notamment en ce qui concerne le lait. Bien que quelques pays, tels que l'Italie, lèvent partialement ou complètement les contrôles sur certaines denrées, d'autres, au contraire, se trouvent dans l'obligation d'imposer une réglementation de plus en plus rigoureuse. La Grèce projette de rationner un plus grand nombre de produits alimentaires et la Tchécoslovaquie s'est trouvée dans l'obligation de rationner les pommes de terre, les légumes, le fromage et de réduire considérablement les autres rations. Les services d'hygiène de plusieurs pays se sont attachés de plus en plus au bien-être des mères et des enfants, comme le reflètent les chiffres ci-dessus.

Le problème de la tuberculose a toujours une d'importance capitale dans certains pays comme la Pologne et la Tchécoslovaquie. Les maladies de carence se rencontrent encore dans certaines régions comme, par exemple, la pellagre en Roumanie, mais les cas sont moins nombreux que pendant les années précédentes.

Les repas collectifs se répandent de plus en plus en Europe, surtout pour les enfants et les ouvriers. Le programme concernant douze pays situés pour la plupart dans l'Europe orientale, centrale et méridionale, auquel le Fonds international de secours à l'enfance prête son concours, est l'une des créations les plus remarquables en ce domaine. Les enfants les plus nécessiteux reçoivent un repas qui consiste en aliments de protection fournis par le FISE, notamment du lait écrémé en poudre, auxquels s'ajoutent des aliments locaux de même valeur en calories et fournis par le gouvernement du pays. Ce plan intéresse maintenant environ quatre millions d'enfants et, sans son secours, il serait impossible de continuer à nourrir ces enfants dans beaucoup de régions où le besoin est le plus grand. Les repas sont souvent très simples, par exemple le petit déjeuner composé d'un laitage et d'une tranche de pain au lait et au raisin, qui a été utilisé avec succès en Grèce.

Un autre progrès remarquable a été réalisé au Royaume-Uni où le pourcentage des

TABLEAU 39.—CHANGEMENTS DANS LA PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES EN EUROPE

Produit	Unité	Pays principalement importateurs ¹						Pays principalement exportateurs ¹						Total pour l'Europe			
		1946/47		1947/48		1950/51		1946/47		1947/48		1950/51		1934-38	1946/47	1947/48	1950/51
		1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	1946/47	1947/48	1950/51	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	
Céréales panifiables	Milliers d'hectares	25.156	22.063	21.754	23.380	18.675	14.633	15.565	18.401	43.831	36.696	37.319	41.781				
	Indice	100	88	86	93	100	78	83	99	100	84	85	95				
Céréales secondaires	Milliers de tonnes m	38.750	30.944	22.931	36.630	23.186	14.268	12.601	22.296	61.936	45.212	35.532	58.926				
	Indice	100	80	59	95	100	62	54	96	100	73	57	95				
Toutes céréales	Milliers d'hectares	19.795	18.601	18.132	18.877	17.488	14.457	16.484	16.934	37.283	33.058	34.616	35.811				
	Indice	100	94	92	95	100	83	94	97	100	89	93	96				
Pommes de terre	Milliers de tonnes m	34.175	29.681	26.710	33.826	23.217	11.783	18.557	21.788	57.392	41.464	45.267	55.614				
	Indice	100	87	78	99	100	51	80	94	100	72	79	97				
Pommes de terre	Milliers d'hectares	44.951	40.664	39.886	42.257	36.163	29.090	32.049	35.335	81.114	69.754	71.935	77.592				
	Indice	100	90	89	94	100	80	89	98	100	86	89	96				
Pommes de terre	Milliers de tonnes m	72.925	60.625	49.641	70.456	46.403	26.051	31.158	44.084	119.328	86.676	80.799	114.540				
	Indice	100	83	68	97	100	56	67	95	100	73	68	96				
Pommes de terre	Milliers d'hectares	5.704	5.439	5.700	5.948	4.322	3.024	3.341	4.166	10.026	8.463	9.041	10.114				
	Indice	100	95	100	104	100	70	77	96	100	84	90	101				
Pommes de terre	Milliers de tonnes m	80.607	70.419	71.247	89.131	53.597	30.289	29.587	48.919	134.204	100.708	100.834	138.050				
	Indice	100	87	88	111	100	57	55	91	100	75	75	103				
Betteraves sucrières	Milliers d'hectares	1.237	1.172	1.264	1.415	494	505	602	669	1.731	1.677	1.866	2.084				
	Indice	100	95	102	114	100	102	122	135	100	97	108	120				
Sucre brut	Milliers de tonnes m	4.666	3.997	3.321	5.207	1.870	1.190	1.215	2.402	6.536	5.187	4.536	7.609				
	Indice	100	86	71	112	100	64	65	128	100	79	69	116				
Légumes	Milliers de tonnes m	22.962	24.145	...	27.563	6.294	3.499	...	5.240	29.256	27.644	...	32.803				
	Indice	100	105	...	120	100	56	...	83	100	94	...	112				
Fruits	Milliers de tonnes m	10.505	10.600	...	10.949	5.211	3.056	...	5.242	15.716	13.656	...	16.191				
	Indice	100	101	...	104	100	59	...	100	100	87	...	103				

¹ Pour les pays entrant dans ce groupe, voir renvoi page 109. Tous les chiffres s'appliquent aux territoires dans leurs frontières actuelles.

écoliers auxquels on distribue des repas à l'école est passé de 4 pour cent avant-guerre à 52 pour cent en 1948; de plus, 88 pour cent reçoivent maintenant du lait gratuit dans les établissements scolaires. Comme le Royaume-Uni, la Finlande a adopté un décret pour rendre obligatoire la distribution de repas dans les écoles. En Norvège, le "petit déjeuner d'Oslo", repas simple et de haute valeur nutritive, est servi gratuitement aux enfants des écoles; à Oslo même 91 pour cent des écoliers bénéficient de ce plan. En Allemagne, la moitié des enfants de la Bizonne reçoivent un repas à l'école en dehors de leur ration. Ces différents programmes d'alimentation scolaire se sont révélés d'un effet bienfaisant sur la santé et la croissance des enfants.

L'alimentation des ouvriers, qui a commencé dans de nombreux cas à titre de mesure d'exception pendant la guerre ou dans la période de pénurie aiguë qui a suivi, s'est répandue dans toute l'Europe et promet de devenir une institution permanente dans beaucoup de pays.

En Europe, on attache un très grand intérêt à l'enseignement des questions de nutrition, mais beaucoup de pays sont gênés dans l'exécution de projets de ce genre par le manque de personnel, de fonds et quelquefois par l'absence de soutien de la part de la population qui devrait forcément y participer. Plusieurs pays, notamment les Pays-Bas et le Royaume-Uni, ont établi des organisations permanentes pour l'enseignement en matière de nutrition; d'autres, comme la Grèce, ne sont encore qu'au premier stade de ces travaux. Des personnes hautement qualifiées doivent apporter leur aide à des programmes de ce genre et il est intéressant de remarquer que plusieurs pays, dont la Norvège, donnent maintenant cet enseignement aux étudiants en médecine, tandis que d'autres créent des diplômes universitaires en matière de nutrition.

Programmes

Production

Tous les pays européens ont des politiques et des programmes établis non seulement en vue de rétablir la production alimentaire à son niveau d'avant-guerre, mais aussi pour porter les rendements agricoles à des taux élevés. Dans l'Europe orientale et méditerranéenne, on insiste sur l'augmentation du rendement des récoltes (inférieur à la moitié de ceux de l'Europe occidentale), sur la diversification des cultures et l'amélioration de la qualité du cheptel, spécialement des vaches laitières dont la production de lait est également inférieure à la moitié de celle des vaches des régions de l'ouest. En Europe occidentale, on s'attache surtout à une meilleure utilisation des prairies, à l'amélioration du cheptel et à l'augmentation de la production des fruits, des légumes et d'autres cultures spéciales. L'agriculture, en Europe occidentale, dépend énormément de l'emploi d'importants approvisionnements en matières premières comme les engrais et les aliments du bétail, dont la plupart sont généralement importés de l'étranger. Les programmes pour l'avenir envisagent une augmentation sensible de la production de ces matières et aussi un plus gros emploi de tracteurs pour compenser le manque de chevaux de trait et de main-d'œuvre.

Le trait le plus remarquable des programmes de l'Europe orientale est la tendance à l'augmentation de l'industrialisation et à l'absorption par l'industrie d'une partie de l'excédent des populations rurales. Cela aidera indirectement l'agriculture puisque les familles qui resteront sur les fermes auront plus de terre, alors que jusqu'ici (voir Tableau 43) leurs fermes, notablement plus petites que celles de l'Europe occidentale, étaient en moyenne trop petites pour être gérées économiquement.

Compte tenu de ces données, la production agricole devra être intensifiée et adaptée

TABLEAU 40.—CHANGEMENTS DANS LES EFFECTIFS DU CHEPTEL EN EUROPE

Cheptel	Unité	Pays principalement importateurs ¹				Pays principalement exportateurs ¹				Total pour l'Europe			
		1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51
Bovins (y compris vaches laitières)	1.000 têtes	74.033	70.147	68.341	76.538	27.270	18.068	18.617	21.833	101.303	88.215	86.958	98.371
	Indice.....	100	95	92	103	100	70	68	80	100	87	86	97
Vaches laitières	1.000 têtes	36.488	34.268	33.744	37.919	14.921	9.171	9.661	11.640	51.409	43.439	43.405	45.559
	Indice.....	100	94	92	104	100	61	65	78	100	84	84	96
Ovins	1.000 têtes	78.502	64.418	62.605	77.038	41.999	29.660	33.300	43.373	120.501	94.078	95.905	120.411
	Indice.....	100	82	80	98	100	71	79	103	100	78	80	100
Caprins	1.000 têtes	12.868	13.134	13.687	14.130	10.944	9.262	9.198	11.060	23.812	22.396	22.885	25.190
	Indice.....	100	102	106	110	100	85	74	101	100	94	96	106
Porcins	1.000 têtes	52.331	32.465	32.706	46.436	23.928	14.491	17.369	28.452	76.259	46.956	50.075	74.888
	Indice.....	100	62	62	89	100	61	73	119	100	62	66	98
Poules	1.000 têtes	503.426	363.274	...	570.710	194.833	92.384	...	227.770	698.259	455.658	...	798.480
	Indice.....	100	72	...	113	100	47	...	117	100	65	...	114
Chevaux	1.000 têtes	10.884	9.802	9.738	9.526	8.846	5.255	5.577	7.108	19.730	15.057	15.315	16.634
	Indice.....	100	90	89	88	100	59	63	80	100	76	...	84

¹ Voir renvoi du Tableau 39.

TABLEAU 41.—CHANGEMENTS DANS LA PRODUCTION DES PRINCIPALES DENRÉES D'ORIGINE ANIMALE EN EUROPE

Denrée	Unité	Pays principalement importateurs ¹				Pays principalement exportateurs ¹				Total pour l'Europe			
		1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51
Lait de vache	1.000 tonnes	80.516	64.011	58.009	80.755	22.397	8.826	10.682	16.971	102.913	72.837	68.691	97.726
	Indice.....	100	78	71	99	100	39	48	76	100	70	66	94
Viandes (toutes sortes y compris volaille)	1.000 tonnes	11.183	7.372	7.280	10.072	3.248	1.638	1.924	3.042	14.431	9.010	9.204	13.114
	Indice.....	100	66	65	90	100	50	59	94	100	62	64	91
Oeufs de poule	1.000 tonnes	1.930	1.306	1.374	1.911	463	228	326	471	2.393	1.534	1.700	2.382
	Indice.....	100	68	71	99	100	49	70	102	100	64	71	100
Beurre	1.000 tonnes	1.365	960	812	1.250	300	96	99	231	1.665	1.056	911	1.481
	Indice.....	100	70	59	92	100	32	33	77	100	63	55	89
Fromage	1.000 tonnes	1.076	732	730	1.160	371	165	187	301	1.447	897	917	1.461
	Indice.....	100	68	68	112	100	40	52	83	100	61	64	105
Poisson (mises à terre; poids ronds)	1.000 tonnes	4.739	4.425	...	5.699	85	80	...	229	4.824	4.505	...	5.928
	Indice.....	100	93	...	120	100	94	...	269	100	...	...	123

¹ Voir renvoi du Tableau 39.

aux besoins des populations urbaines croissantes et des marchés d'exportation. On pense qu'en 1950/51 la superficie et la production des terres à céréales seront encore inférieures à ce qu'elles étaient avant la guerre, mais le but est de cultiver plus de pommes de terre, sauf en Pologne et en Tchécoslovaquie où la production d'avant-guerre était peut-être excessive. Les programmes visent à accroître la production des betteraves à sucre et des graines oléagineuses, et aussi de cultures industrielles comme le lin, le chanvre, le coton et le tabac. On relèvera énormément le rendement, actuellement très bas, des cultures, mais alors qu'on a l'intention de porter les rendements bien au delà de leurs moyennes d'avant-guerre, on ne pense pas que ce soit possible avant 1951.

Le nombre de chevaux et d'autres animaux de trait ne sera pas rétabli complètement en Europe orientale et il n'y a pas non plus de programmes envisageant l'introduction massive de tracteurs. Il est probable qu'avant la guerre la puissance de trait était quelque peu excessive dans de nombreuses parties de cette région. Le nombre de bovins ne sera pas rétabli complètement mais on pense que celui des porcs et des volailles sera bien supérieur à celui d'avant-guerre. On aura rétabli rapidement la production de viande, spécialement celle du porc et il y aura plus de poisson, mais la production de lait et de produits laitiers sera encore nettement au-dessous de celle d'avant-guerre.

En 1950/51, en Europe occidentale, comme en Europe orientale, les cultures et la production de céréales resteront légèrement plus faibles qu'avant la guerre. D'autre part, il y aura plus de pommes de terre, de sucre, de fruits et de légumes. On espère que les rendements seront plus élevés qu'avant la guerre, surtout en France et au Royaume-Uni; plusieurs pays ont des programmes encore plus vastes.

On ne tentera pas, en Europe occidentale, d'augmenter le nombre actuel des chevaux; on projette plutôt d'accroître de façon importante le nombre de tracteurs. Le nombre de vaches et de volailles sera supérieur à celui d'avant-guerre; celui des moutons et des porcs, inférieur. La diminution du nombre de moutons est un phénomène général dans le monde occidental. Elle s'accompagne d'une utilisation plus intensive des terres et de la hausse du coût de la main-d'œuvre agricole. Le programme, en ce qui concerne les porcs, est établi en prévision des difficultés qu'on aura à surmonter pour importer assez de graines fourragères. La même préoccupation se reflète également dans le programme de production du lait qui n'envisage pas le retour au niveau d'avant-guerre, sauf dans quelques pays, à cause de la diminution de rendement par vache due à l'insuffisance des approvisionnements d'aliments protéinés. Les plans font ressortir un détournement certain de la production de beurre vers la production de fromage. Comme en Europe orientale, on prévoit de plus grands approvisionnements de poissons.

Dans leur ensemble, ces programmes de production visent à un relèvement extrêmement rapide de l'état dans lequel l'agriculture restait à la fin de la guerre, relèvement beaucoup plus rapide que celui qui suivit la première guerre mondiale. Il faut bien se rendre compte que les plans sur lesquels se fondent ces perspectives remontent déjà à l'été 1947. Beaucoup d'événements se sont produits depuis, parmi lesquels figurent la récolte désastreuse de cette année-là en Europe occidentale et centrale, et le recul qu'en a subi l'élevage. Un certain nombre de gouvernements ont révisé leurs programmes mais nous n'avons pu tenir compte ici de toutes ces mises au point à cause de la date tardive de réception de certains rapports gouvernementaux. Le principal changement semble être que les objectifs fixés pour la production du bétail pourraient n'apparaître qu'une année ou deux après 1951. Il s'ensuit que les objectifs proposés pour 1950/51 doivent être considérés comme ceux des premières années de la décade 1950-1960 plutôt que comme ceux d'une année en particulier. Pendant les deux prochaines années, il peut se produire d'autres événements imprévisibles qui retarderont, ou au contraire précipiteront, la réalisation de ces objectifs.

TABLEAU 42.—CHANGEMENTS DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE CERTAINES DENRÉES AGRICOLES EN EUROPE

Denrée	Pays principalement importateurs ¹			Pays principalement exportateurs ¹			Total pour l'Europe					
	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51	1934-38	1946/47	1947/48	1950/51
Céréales panifiables.....	+10.964	+12.152	+16.866	+16.396	-1.470	+811	+1.786	-36	+9.494	+12.963	+18.652	+16.390
Céréales secondaires.....	+11.226	+4.288	+4.847	+10.407	-1.692	+309	-591	-987	+9.597	+4.597	+4.256	+9.420
Toutes céréales (sauf riz).....	+22.190	+16.440	+21.713	+26.803	-3.099	+1.120	+1.195	-1.023	+19.091	+17.560	+22.908	+25.780
Riz.....	+915	+14	+84	+96	+191	0	+24	+91	+1.106	+14	+108	+187
Sucre.....	+2.566	+1.868	+2.064	+2.924	-237	-272	-154	-340	+2.329	+1.596	+1.910	+2.584
Huiles et graisses.....	+3.250	+1.525	+1.882	+2.958	+51	+109	+110	+14	+3.301	+1.634	+1.992	+2.972
Viande.....	+1.333	+1.482	+1.476	+2.045	-83	+175	-24	-257	+1.250	+1.657	+1.452	+1.788
Fromage.....	+84	+190	+179	+160	-4	+8	0	+8	+80	+198	+179	+168
Oeufs.....	+177	+235	+281	+34	-68	-8	-40	-96	+109	+227	+241	-62
Lait traité.....	-139	+204	+215	+100	+2	+79	+78	+4	-137	+283	+293	+104

(*Milliers de tonnes métriques.*)

¹ Voir renvoi du Tableau 39.
+ Importations nettes.
- Exportations nettes.

TABLEAU 43.—CHANGEMENTS DANS LA POPULATION ET LES SUPERFICIES EN EUROPE

Désignation	Unité	Pays principalement importateurs ¹			Pays principalement exportateurs ¹			Total pour l'Europe		
		1934-38	1947/48	1950/51	1934-38	1947/48	1950/51	1934-38	1947/48	1950/51
Superficie totale.....	Milliers de km ²	Territ. d'avant-guerre 3.734	Territoire d'après-guerre 3.564	Territoire d'après-guerre 3.564	Territ. d'avant-guerre 1.425	Territoire d'après-guerre 1.294	Territoire d'après-guerre 1.294	Territ. d'avant-guerre 5.159	Territoire d'après-guerre 4.858	Territoire d'après-guerre 4.858
Population totale.....	Millions de personnes.....	100	95	95	100	91	91	100	94	94
Population rurale.....	Millions de personnes.....	280	301	301	107	93	96	386	384	397
Densité de la population totale.....	Personnes par km ²	100	104	108	100	87	90	100	99	103
Densité de la population rurale.....	Personnes par km ²	76	78	80	65	53	50	141	131	130
Superficie des terres arables.....	Milliers de km ²	100	102	105	100	82	77	100	93	92
Superficie de terre arable par:										
Personne de la population totale.....	Hectares.....	0,36	0,32	0,32	0,56	0,55	0,56	0,42	0,38	0,38
Personne de la population rurale.....	Hectares.....	1,33	1,21	1,19	0,92	0,96	1,07	1,15	1,11	1,15

¹ Voir renvoi du Tableau 39.

De plus, il faut souligner que la production agricole n'atteindra pas simplement les niveaux prévus par les programmes pour s'y maintenir; il y a tout lieu de croire que l'augmentation de la production de nombreuses cultures et de nombreux produits animaux sera un fait constant bien au delà de 1950/51, que l'agriculture européenne continuera à améliorer ses techniques et accroître son efficacité.

Les programmes d'approvisionnement de matériel et d'équipement agricoles montrent clairement que telle est l'intention. Par exemple, les programmes en ce qui concerne les engrais envisagent de doubler la production d'engrais azotés, de phosphate et de potasse entre 1946/47 et 1950/51, le niveau de la consommation étant d'environ deux tiers supérieur à celui d'avant-guerre. Il s'ensuit qu'en définitive la production des récoltes en Europe occidentale, où l'on projette d'employer la plupart des engrais, sera sensiblement plus élevée qu'en 1934-1938. De plus, le remplacement des chevaux par les tracteurs doit s'effectuer à un tel rythme qu'il y aura environ 900.000 tracteurs en Europe en 1951, contre 267.000 avant-guerre. Cela entraînera une préparation et une culture du sol plus efficaces et contribuera indirectement à élever les rendements agricoles.

Déjà, sous les auspices de la FAO, des gouvernements étudient un certain nombre de questions techniques soulevées par les programmes. Récemment, une conférence sur la conservation du sol s'est tenue en Italie et une autre se tiendra dans le même pays au sujet de la lutte contre l'infestation; en novembre 1948, une conférence sera tenue en Pologne sur les maladies des animaux et, en attendant, on continue de répandre les hybrides du maïs dans les pays danubiens.

Commerce extérieur

Les plans d'avenir en ce qui concerne le commerce international sont naturellement moins précis que ceux qui intéressent la production, car le commerce international dépend pour une plus grande part d'éléments qui échappent à la maîtrise des gouvernements établissant les programmes. L'Europe orientale espère redevenir une région exportatrice de produits alimentaires assez importante; bien que les exportations nettes de céréales projetées pour 1950/51 ne doivent pas dépasser 1 million de tonnes, comparativement à 3 millions avant-guerre, les exportations de viande, d'œufs et de sucre seront sensiblement supérieures à celles d'avant-guerre, principalement en provenance de la Pologne, de la Hongrie et de la Yougoslavie. Ce changement représente une partie de l'intensification de la production agricole citée plus haut. Ces pays entreprennent la transformation de produits agricoles de base, comme les céréales, et l'exportation des produits du bétail à la place de ceux qu'ils transformeront.

Ces programmes d'exportation contiennent beaucoup d'incertitudes: la pression de la demande nationale croissante résultant de l'expansion industrielle pourrait diminuer les excédents exportables: certains produits pourraient être exportés vers l'U.R.S.S. plutôt que vers d'autres parties de l'Europe. D'autre part, les programmes d'industrialisation de l'Europe orientale nécessitent de grosses importations de machines et autres moyens de production. Certaines de ces demandes sont déjà satisfaites par les pays de l'Europe occidentale et en retour les approvisionnements de produits agricoles sont mis à la disposition de ces pays. L'avantage économique réciproque que procurent ces échanges peut donner lieu à une amélioration du commerce intra-européen, plus grande même que celle qu'on envisage actuellement.

On pense qu'en 1950/51 les importations de produits alimentaires de l'Europe occidentale seront plus importantes qu'avant la guerre, surtout celles de céréales, de sucre, de viande, de fromage et de lait traité. Les importations de riz et de matières grasses seront encore très inférieures à leur niveau d'avant-guerre. Le chiffre élevé des importations de céréales est dû en partie aux grandes quantités dont l'Allemagne

occidentale a besoin et en partie également à l'augmentation de la population de l'Europe occidentale et à la diminution de sa propre production de céréales. Les chiffres minimes des importations de matières grasses s'expliquent entièrement par le tonnage relativement faible prévu par les programmes en Allemagne occidentale, tous les autres pays de l'Europe occidentale escomptant revenir plus ou moins à leur niveau d'approvisionnement d'avant-guerre. De même, c'est à l'Allemagne occidentale que sera due la plus grande partie de l'augmentation prévue des importations de viande. Cependant tous ces chiffres doivent être considérés avec grande réserve, car ils se fondent sur certaines suppositions remontant à la mi-1947, en ce qui concerne la situation des approvisionnements mondiaux de ces produits et les possibilités de l'aide financière des Etats-Unis.

Le Danemark et les Pays-Bas envisagent un rétablissement complet de leur élevage pour l'exportation, fondé sur des importations d'aliments pour le bétail presque aussi importantes qu'avant-guerre; la Suède et la Finlande ne comptent pas reprendre leurs exportations de produits animaux mais préféreraient augmenter leur production alimentaire pour la consommation domestique. Un certain nombre de pays se proposent d'augmenter leurs exportations de poissons, d'œufs, de pommes de terre, de légumes et de fruits, bien qu'on ne sache pas nettement quels pays comptent augmenter leurs importations de ces produits.

En ce qui concerne les fournisseurs d'outre-mer, on a exposé, dans d'autres sections du présent rapport, dans quelle mesure l'Europe pourrait se détourner des régions à monnaie forte pour s'adresser à celles dont la monnaie est plus faible.

Consommation

Les objectifs de la consommation pour 1950/51 sont essentiellement provisoires car les niveaux de consommation subiraient immédiatement le contrecoup de tout retard dans la réalisation des programmes relatifs soit à la production, soit au commerce. En Europe orientale, comme en Europe occidentale, la tendance générale semble être un retour de la ration calorique moyenne à peu près au niveau d'avant-guerre pour 1950/51, un peu supérieure en Pologne et en Tchécoslovaquie et nettement inférieure en Finlande, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie et en Yougoslavie. Le régime alimentaire de la plupart des pays serait mieux équilibré qu'actuellement, en particulier dans certains d'entre eux où les niveaux de nutrition étaient précédemment médiocres. En Europe orientale, on prévoit une augmentation importante de la consommation de sucre et de matières grasses, autrefois faible, ainsi que de celles de légumes, de fruits et d'œufs. Dans la plus grande partie de l'Europe occidentale, l'augmentation de la consommation des pommes de terre qui s'était produite pendant la guerre disparaîtrait et la consommation de lait, de légumes et de fruits augmenterait. Cependant, en ce qui concerne la consommation du lait, la plupart des gouvernements ont des objectifs qui ne peuvent être complètement atteints avant 1950/51.

Quelques pays envisagent d'entreprendre des enquêtes sur les régimes alimentaires et des campagnes pour l'enseignement des questions de nutrition, mais ces objectifs ne semblent pas avoir été envisagés de façon suffisamment générale, bien que les études sur la nutrition et les états de l'alimentation doivent fournir la base des programmes nationaux de distribution des produits alimentaires. De même, l'enseignement des questions de nutrition peut devenir un moyen capital pour améliorer les conditions de vie. Certains pays, comme la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Italie, commencent à rassembler des données. L'année passée, la Grèce et la Belgique ont fondé des organisations nationales chargées des problèmes de nutrition. Il y a un besoin urgent de normalisation des méthodes d'enquête, et d'accords sur les critères à utiliser pour apprécier

les états de l'alimentation, car actuellement les résultats n'ont pas toujours une signification nette.

Dans l'ensemble, il apparaît que, dans l'avenir, le niveau de la consommation alimentaire en Europe dépendra beaucoup de la mesure dans laquelle ces pays auront pu améliorer leur production nationale de produits industriels et autres, et du succès qu'ils auront dans la recherche des marchés d'exportation pour une partie de leur production. En Europe, le niveau de vie d'avant-guerre, bien que médiocre dans beaucoup de pays, n'était aussi élevé qu'en raison d'une spécialisation considérable de la main-d'œuvre. A cause de l'expansion industrielle d'autres continents, l'Europe éprouve des difficultés croissantes pour trouver de nouveaux domaines où la spécialisation serait avantageuse. Cependant le relèvement rapide de la production industrielle, l'année dernière, joint à une reprise importante des exportations, donne l'impression que l'Europe peut trouver le moyen de rétablir et même d'améliorer son niveau de vie d'autrefois dans les conditions modifiées du monde d'après-guerre.

Forêts et produits forestiers

A la fin de la seconde guerre mondiale, l'Europe s'est trouvée en présence de besoins de bois considérablement accrus, alors que diminuait la productivité de ces forêts.

Les causes de cet accroissement des besoins sont évidentes. La réduction de la productivité tient avant tout aux dommages infligés aux forêts par les opérations militaires. On estime qu'au total, en Italie, en Pologne et en France, 1 million et demi d'hectares de forêts ont été dévastés ou détruits. Ensuite, des zones forestières importantes, qui jusqu'alors avaient répondu partiellement aux besoins de l'Europe occidentale, ont été annexées par l'U.R.S.S. Enfin les forêts de presque tous les pays ont été, et sont toujours, l'objet de prélèvements exceptionnels.

Selon les meilleures données disponibles, il n'y a point eu de dégâts irréparables entraînant la suppression définitive de l'influence protectrice de la forêt, sauf peut-être en Grèce et en Italie où les ressources forestières étaient déjà insuffisantes. Dans le reste de l'Europe, on pourrait rétablir sans trop de difficultés la capacité de production si l'on pouvait équilibrer les ressources de diverse provenance et la demande. Les coupes faites récemment ne dépassent pas le volume de 4 ou 5 années de croissance et les forestiers européens, qui connaissent bien la sylviculture, pourront résoudre un problème de cette importance. Néanmoins, les coupes excessives qui se produisent toujours ne peuvent continuer indéfiniment sans mettre en question l'existence même des forêts européennes.

Le fait le plus encourageant enregistré après la guerre a été la façon dont les pays européens ont attaqué leurs problèmes forestiers, individuellement, et sur le plan international. La Conférence de Mariánské-Lázně,⁴ organisée par la FAO en 1947, a lancé l'idée de cette collaboration et a recommandé la création des deux organismes principaux qui travaillent maintenant à rendre cette collaboration effective: le Comité du bois FAO/CEE, qui traite des problèmes d'approvisionnement à court terme, et la Commission européenne des forêts et produits forestiers qui s'intéresse aux problèmes forestiers à moyen et long termes.

La Commission européenne s'est réunie pour la première fois en juillet 1948 et a reçu de chacun des pays participants une étude détaillée de la situation actuelle, des courants de production et des projets envisagés. Ces données ont rendu possible l'adoption de mesures préliminaires en vue de coordonner dans toute la région les politiques nationales.

La collaboration internationale dans des domaines plus limités s'est traduite par

⁴ FAO, *Rapport de la Conférence internationale du bois de construction*, Washington, juin, 1947.

l'organisation ou le projet d'organisation d'organismes spéciaux tels que la Commission internationale du peuplier, la Commission du châtaignier et la Commission des pays méditerranéens. Tous ces organismes ont pour but l'étude de problèmes spéciaux présentant un intérêt particulier.

Production

On estime que le volume actuel des coupes dans les forêts européennes est de 307 millions de m³ (r), c'est-à-dire 15 pour cent de plus que la coupe permise, qui est estimée à 261 millions de m³ (r), ou 2,2 m³ (r) par hectare.

La situation devient bien plus sérieuse si l'on considère uniquement les bois industriels, sans tenir compte du bois de chauffage. Les coupes de bois industriel représentent 171 millions de m³ (r), contre une coupe permise de 130 millions de m³ (r), soit un excédent annuel de plus de 30 pour cent. Ces coupes excessives sont rendues nécessaires par l'urgence des besoins et il faut noter que la Conférence de Mariánské-Lázně elle-même avait recommandé un excédent des coupes de 10 pour cent en 1947/48. Il est évidemment essentiel de revenir le plus tôt possible à des taux de coupe normaux. Cette conclusion s'applique à presque tous les pays de la région.

Par exemple, la Suède, qui vient de refaire l'inventaire de ses ressources forestières, a conclu qu'il lui fallait prévoir une réduction de 30 pour cent des coupes annuelles des forêts situées au nord et une réduction de 5 pour cent pour l'ensemble du pays.

L'Allemagne, qui naguère était gros importateur de bois, est devenue depuis les hostilités le plus gros exportateur de l'Europe. Néanmoins, les coupes considérables qui ont été faites récemment n'ont point mis en danger les forêts du pays, ni diminué leur valeur pour la protection du sol, ni réduit dans des proportions sensibles la capacité de production de la forêt. L'inventaire général des ressources forestières, ordonné par les Alliés en 1946, montre que, sur 7,5 millions d'hectares d'un total de 9,6 millions d'hectares (y compris toutes les forêts ayant chacune plus de 10 hectares), le stock moyen de bois sur pied était de 121 m³ (r) par hectare. Ce chiffre est l'un des plus élevés d'Europe et peut se comparer à ceux de la Suède, 53 m³ (r), et de la Finlande, 51 m³ (r). Toutefois les coupes totales, estimées à 60 millions de m³ (r) en 1945/46 et 63 millions de m³ (r) en 1947/48, sont de 70 pour cent supérieures à la croissance estimée normale. Il est évident que ces coupes élevées ne peuvent se prolonger longtemps sans causer des dégâts irréparables.

Dans maints pays européens, la mécanisation de l'exploitation forestière n'a guère avancé et le matériel, tracteurs et camions compris, est rare ou démodé. En outre, la main-d'œuvre est peu abondante et difficile à recruter par suite du manque de vêtements chauds, de chaussures et d'une nourriture suffisante pour ces travaux de force. Le Comité du bois FAO/CEE étudie ce problème et l'on espère que des améliorations importantes auront lieu dans un avenir prochain.

En ce qui concerne le problème à long terme, on espère que se formera un courant tendant à la création de combinats sylvicoles groupant des usines spécialisées qui utilisent tous les produits d'une forêt, comme on en trouve dans les pays scandinaves. Cette méthode a récemment suscité un intérêt profond en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. On signale que la Suède a vendu à l'étranger tout le matériel d'au moins deux usines de pâte qui ne pouvaient plus s'approvisionner en bois dans les forêts avoisinantes.

Exportations et importations

Il est surprenant que, bien que la production européenne soit dans l'ensemble trop faible pour répondre à ses besoins, le continent soit toujours un exportateur net de produits forestiers. L'excédent est exporté sous forme de pâte dont la production totale dépasse

de 8 à 10 millions de m³ (r) la consommation sévèrement rationnée.

La pénurie existant actuellement en Europe est en réalité une pénurie de sciages résineux, bien qu'il faille s'attendre bientôt à une pénurie de bois de mine. En même temps, de nombreux pays ont un tel besoin de devises fortes qu'ils essaient constamment d'augmenter leurs exportations de pâte de bois. Par exemple, la Norvège a exporté l'équivalent de 510.000 m³ (r) en 1945 et 1.940.000 m³ (r) l'année suivante. En 1947, ses exportations ont été sans doute encore plus élevées puisque ses usines de pâte ont absorbé plus de la moitié du bois vendu dans le pays. Etant donné que la même matière première sert à la fabrication de pâte et de bois de mines, et qu'une fraction peut être utilisée également comme sciages, la tendance générale à augmenter les exportations de pâte de bois rend encore plus graves les pénuries actuelles des produits les plus rares.

Bien que l'action du Comité du bois FAO/CEE ait pallié quelque peu la pénurie immédiate de sciages résineux, l'avenir reste grave. La Commission européenne des forêts et produits forestiers estime qu'il y a actuellement un écart d'environ 12 millions de m³ (s) de sciages entre la capacité de production des forêts européennes et les besoins réels du continent. Etant donné que le volume des importations d'outre-mer diminuera probablement il faudrait, pour combler cette différence, faire des coupes supplémentaires de l'ordre de 25 millions de m³ (r) dans des forêts déjà trop exploitées.

Il est certainement possible d'augmenter la productivité des forêts européennes, mais il y faudra beaucoup de temps. Pour les problèmes à moyen terme, la seule source apparente possible de nouveaux approvisionnements serait l'U.R.S.S.; c'est pourquoi la situation forestière de ce pays revêt un intérêt spécial pour l'Europe et le monde.

Consommation

On a estimé que la consommation de produits forestiers a été en 1946 de 630 kg par tête, c'est-à-dire un peu moindre qu'en 1937. Puisqu'une fraction exceptionnellement importante de la consommation totale a consisté en bois de chauffage (par suite du manque de charbon), la baisse de consommation de bois industriel par tête a certainement été substantielle.

On fait des efforts considérables pour économiser le bois grâce à une utilisation plus efficace et certains pays ont obtenu des résultats excellents après avoir amélioré leurs politiques du logement. Le Comité du bois FAO/CEE et d'autres comités intéressés de la CEE étudient en commun les possibilités dans ce sens.

Progrès

Il est certain que la pénurie de bois en Europe n'est pas uniquement une crise passagère. La population augmentera, les industries devront se moderniser et les niveaux de vie se relèveront; la pénurie deviendra permanente si on ne prend point de mesures spéciales pour y remédier. La Commission européenne a estimé que, dans un avenir lointain, le continent doit produire assez de bois pour subvenir à ses besoins. A cette fin, il faudra:

- a) augmenter la production grâce à de meilleures méthodes de sylviculture et d'administration, et grâce à un perfectionnement de la législation forestière;
- b) augmenter la superficie consacrée aux forêts en reboisant les terres incultes et
- c) utiliser au maximum les produits disponibles et éliminer le gaspillage.

De nombreux programmes nationaux actuellement en application peuvent servir à illustrer ces trois points. La Norvège, l'Italie, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont créé de nouvelles stations de recherche ou ont amélioré celles qui existaient. Des recherches particulièrement importantes intéressant la génétique des essences forestières se font actuellement dans les pays scandinaves. La Commission internationale du peuplier

a entrepris de coordonner les recherches relatives aux caractéristiques de cette essence qui a une grande importance économique dans l'Europe méridionale et occidentale. L'Italie fait actuellement des études relatives à la carie du châtaignier, maladie qui menace sérieusement des forêts essentielles à l'économie agricole. En Autriche, en Italie et en Norvège, on étudie les moyens permettant d'améliorer la législation forestière et, dans tous les pays, on porte une attention particulière au problème que pose l'adoption de meilleures méthodes d'exploitation par les propriétaires privés.

Presque tous les pays ont mis sur pied de vastes programmes de reboisement dont l'un des plus importants est le programme britannique qui se propose de créer un domaine forestier de 2 millions d'hectares, dont 1.200.000 de nouveaux peuplements, au cours du prochain demi-siècle. Ce programme intéressera aussi bien les terrains privés que les terrains domaniaux et il comporte des dispositions par lesquelles les propriétaires privés qui "dédient" leurs forêts peuvent recevoir des allocations importantes pour les aider à créer de nouveaux peuplements et à faire les travaux d'amélioration nécessaires. La Commission des forêts a été réorganisée et a vu ses pouvoirs renforcés de façon à lui permettre de faire face à ses nouvelles responsabilités.

En ce qui concerne l'utilisation, la plupart des pays européens ont déjà établi des programmes de logement prévoyant l'utilisation d'un volume minimum de bois de construction. Beaucoup de ces pays étudient les moyens permettant de standardiser les produits forestiers. La réduction du gaspillage se fera également à la longue par la création de combinats sylvicoles qui, comme on l'a dit, font l'objet d'une attention particulière dans les pays de l'Europe orientale.

La Commission européenne a recommandé la création d'une sous-commission spéciale ayant pour objet l'étude des problèmes spéciaux de la région méditerranéenne. Cet organisme sera particulièrement intéressé par le rapport publié par l'UNRRA concernant les ressources agricoles du bassin du Vouraikos en Grèce.⁵ Ce rapport indique qu'alors que 3.000 hectares environ sur un total de 25.000 sont actuellement boisés, il faut porter la superficie des forêts à près de 8.500 hectares si l'on veut donner à l'agriculture un développement stable.

La Mission FAO en Pologne comprenait un expert forestier.⁶ Son rapport contenait un programme détaillé pour la restauration des forêts polonaises qui ont été si gravement endommagées par la guerre.

Comme on l'a indiqué plus haut, le point le plus remarquable est le progrès rapide de la collaboration internationale en matière forestière qui a permis d'améliorer la distribution des produits forestiers disponibles et d'augurer favorablement de l'avenir. Parmi les activités forestières proprement dites, le reboisement a fait des progrès remarquables malgré la pénurie de semences, de jeunes plants, le manque de main-d'œuvre et parfois l'absence de personnel techniquement qualifié.

En ce qui concerne les forêts de propriété privée, la Finlande a pris l'année dernière des mesures très significatives. La loi forestière adoptée en 1938 et renouvelable tous les 5 ans, a déjà permis au Service des forêts, grâce à des crédits importants, d'améliorer sensiblement les forêts privées et domaniales. D'autre part, les "associations forestières" de propriétaires privés, qui leur permettaient de faire appel à des forestiers de métier, fonctionnaient déjà bien. En 1947, ces associations reprirent leur activité qui avait été interrompue par la guerre; à la fin de l'année, il y avait 317 de ces organismes, réunissant 37.000 propriétaires et représentant 2 millions d'hectares de forêt. Ils employaient 360 forestiers de métier sur une étendue de 3.300.000 hectares. Une coopérative, créée la même année sous le nom d' "Union forestière", organisera et dirigera la vente.

⁵ UNRRA, *Ripe for Improvement, a Study of Marginal Land Farming in Greece*, Washington, E.-U., 1946.

⁶ FAO, *Rapport de la Mission FAO en Pologne* (résumé), Washington-Rome, 1948.

Chapitre 11

RÉGIONS CARACTÉRISÉES PAR UNE POPULATION A REVENU MOYEN ET DE FAIBLE DENSITÉ

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LE CANADA, L'AUSTRALIE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE

Les pays de ce groupe sont à l'heure actuelle les exportateurs les plus importants de produits alimentaires dans le monde, si l'on met à part l'Argentine. Le marché mondial est pour tous d'un intérêt vital: en effet, dans les trois dominions britanniques les exportations représentent une proportion élevée de la production, et, bien qu'il n'en soit pas ainsi aux Etats-Unis, elles permettent cependant de retirer du marché intérieur certaines denrées dont la production est excédentaire. L'agriculture de ces pays est fortement mécanisée, la production par individu est très élevée et les revenus agricoles y sont plus importants qu'en aucune autre partie du monde.

Ces pays ont réalisé des progrès techniques étonnants. Il se peut qu'il ne reste guère beaucoup de terres productives à mettre en culture, mais une grande partie de celles qui sont cultivées pourrait l'être de façon beaucoup plus intensive. Si les débouchés leur étaient offerts, ces pays pourraient développer leur production agricole plus rapidement que tous autres pays au monde. Mais ce développement est considérablement limité en Australie et rendu presque impossible en Nouvelle-Zélande par la capacité d'importation du Royaume-Uni; aucun autre pays n'est à même d'importer des produits de l'élevage sur une aussi large échelle; quant aux possibilités d'accroître les productions exportables des Etats-Unis et du Canada, elles sont limitées par le fait même que ces pays exigent d'être payés en dollars.

Grâce à des contrats à long terme, conclus surtout avec le Royaume-Uni, la production agricole de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande a été organisée de façon à tenir compte de ces facteurs. Le Canada a procédé de façon à peu près analogue. A l'heure actuelle, les Etats-Unis sont à même, en partie tout au moins, de dresser un plan d'exportations grâce au dispositif de l'Administration de la coopération économique. Pour la période en cours, le Gouvernement a donc la situation en mains; mais, à moins que ces dispositions ne deviennent permanentes, les conditions pourraient devenir extrêmement instables. Par exemple, si les plans de financement des exportations tels ceux du Programme de restauration européenne venaient à cesser à un moment quelconque, la demande extérieure pour les produits alimentaires américains et canadiens (comme pour d'autres biens) pourrait se trouver immédiatement réduite, ce qui aurait des répercussions sérieuses dans ces deux pays.

Les questions qui se posent aux Etats-Unis et au Canada et qui intéressent tout particulièrement le monde, sont les suivantes:

- 1) La production agricole restera-t-elle aux niveaux élevés actuels, ou les dépassera-t-elle, le cas échéant, ce qui ferait légèrement baisser les prix, ou bien le volume de la production et d'excédents exportables diminuera-t-il sensiblement, ce qui maintiendrait les prix mondiaux à un niveau élevé?
- 2) Quelle sera la politique suivie en matière d'importations, surtout aux Etats-Unis? Permettra-t-elle un développement des échanges internationaux dans le cadre des méthodes traditionnelles de règlement?

Il importe que le reste du monde ait au moins une réponse provisoire, car les politiques à longue échéance ne devront pas manquer d'en tenir compte.

Production et commerce extérieur

Etats-Unis d'Amérique

Au cours de la première guerre mondiale, la production agricole des Etats-Unis a progressé d'environ 10 pour cent. Une autre augmentation de 10 pour cent est intervenue entre les deux guerres. En 1946, le niveau dépassait de 30 pour cent la moyenne des années 1935-39. Pendant toute cette période les superficies consacrées aux cultures, aux herbages et aux prairies temporaires sont restées sensiblement les mêmes. Les effectifs de la main-d'œuvre agricole se sont également maintenus jusqu'à la deuxième guerre mondiale, pendant laquelle ils sont tombés de 30 millions en 1940 à 25 millions environ en 1945. On a pu noter des accroissements réguliers de rendements moyens quinquennaux sauf au cours des années de sécheresse que l'on a connues entre 1930 et 1940. Le rythme de cet accroissement n'a fait que s'accélérer depuis lors. La production par animal a connu un accroissement du même ordre, et le rythme de l'accroissement par travailleur s'est régulièrement accéléré. Le rendement tend encore à augmenter dans la production alimentaire et autres denrées agricoles.

Entre les deux guerres, le volume des exportations de produits alimentaires des Etats-Unis ont été relativement faibles. Les exportations de céréales panifiables n'ont pas atteint 7 pour cent de la production totale, et n'ont guère constitué plus de 3 pour cent du total des échanges mondiaux de ces produits. Toutefois, en 1946/47 les Etats-Unis ont exporté 34 pour cent de leur production de céréales panifiables, soit plus de la moitié du volume total des échanges mondiaux correspondants.

Le mouvement ascendant de la production agricole a un caractère stable et constant. Il est interrompu de temps en temps par des conditions atmosphériques ou économiques défavorables, mais chaque fois le redressement correspond à un nouveau bond en avant. Ce mouvement ne se limite pas à un ou à quelques produits; il affecte au contraire toute une série de produits agricoles.

L'utilisation accrue des semences hybrides et l'amélioration des méthodes culturales ont provoqué par rapport à l'avant-guerre une expansion importante de la production de maïs, qui est la culture à laquelle on consacre la plus grande superficie aux Etats-Unis, malgré une réduction substantielle des emblavures. Le rendement à l'hectare sur la superficie moissonnée est passé de 14 quintaux, moyenne de 1935-39, à 22 quintaux en 1946-48, et la différence entre les superficies ensemencées et les superficies moissonnées est tombée de 1.700.000 hectares en 1935-39 à 900.000 seulement en 1947. Les superficies consacrées à la culture du blé ont considérablement varié depuis la fin de la deuxième guerre mondiale; mais pour le blé comme pour le maïs, le rendement par hectare s'est accru, et la différence entre les superficies cultivées et celles moissonnées s'est atténuée. Au total, la moisson de 1947 a battu tous les records, suivie immédiatement

par celle de 1948. La récolte d'avoine a également battu les records en 1946; mais la superficie emblavée a diminué en 1947. Ici encore se manifeste une tendance persistante à l'accroissement du rendement et à la réduction de la différence entre les superficies ensemencées et celles sur lesquelles se fait effectivement la moisson.

La légère réduction de la superficie consacrée à la production des légumes a été compensée et au delà par l'accroissement du rendement. Pour les pommes de terre, le rendement à l'hectare est passé de 78 quintaux en 1934-38 à 124 en 1946, et la production des autres légumes pour 1947 indique un accroissement de 30 pour cent sur une superficie qui est de 25 pour cent inférieure à la moyenne des années 1935-39.

La production d'oléagineux (y compris les arachides) aux Etats-Unis a beaucoup gagné en importance depuis l'avant-guerre. La superficie consacrée à la culture du soya a presque triplé, tandis que dans le cas de la graine de lin et des arachides, elle a doublé entre 1935-39 et 1947. Un accroissement du rendement de la production de soya et de graine de lin se produisait simultanément.

La production du tabac a beaucoup augmenté depuis 1935-39. La superficie consacrée au coton a été réduite, mais le niveau de la production, grâce à l'amélioration du rendement, est restée à peu près le même. On trouvera au Tableau 44 l'indication des tendances de la production pour les cultures les plus importantes.

Les effectifs d'animaux de ferme ont considérablement varié depuis 1910-14. Pendant la première guerre mondiale le cheptel ovin et porcine se développa, les effectifs des autres animaux restant relativement stables. Jusque vers 1930 les fluctuations ont été d'une faible amplitude, mais à cette époque la pénurie d'aliments pour le bétail eut pour conséquence une liquidation radicale. Après 1938, la reconstitution du cheptel se poursuivit de façon régulière, et un chiffre record fut atteint en 1944-45. Mais certaines espèces n'ont pas obéi à cette tendance générale : les effectifs de chevaux et de mulets ont diminué régulièrement depuis 1918-22 et ceux de vaches laitières et d'ovins ont baissé par rapport à la moyenne des années 1935-39. Toutefois, l'ensemble du cheptel bovin est passé d'une moyenne de 67 millions pour 1935-39 à 85,5 millions pour 1945, les effectifs de porcins passant de 44 millions à 84 millions pour 1944. Depuis 1944/45 on enregistre une diminution générale des effectifs du bétail. Les variations qui se produisent sont étroitement liées à l'approvisionnement en aliments pour le bétail, et si l'on revoit des moissons abondantes, il est probable que les effectifs s'accroîtront à nouveau.

Si le nombre des vaches laitières a diminué, la production laitière marque au contraire un progrès considérable. En 1947/48, le même nombre de vaches laitières produisait 10 pour cent de plus de lait qu'en 1935-39; pendant la même période, les effectifs de la volaille ont augmenté de 20 pour cent alors que la production d'œufs s'est accrue de 50 pour cent. La production de viande est fonction des variations du cheptel. Les Tableaux 45 et 46 indiquent les changements survenus dans les effectifs des principales catégories de bétail et dans la production des principaux produits de l'élevage.

Les causes principales de cette tendance générale sont manifestes. La plus importante est le rythme du progrès de la mécanisation dans les exploitations américaines. Avant la première guerre mondiale, la plupart des travaux agricoles se faisaient à l'aide d'animaux et à bras et seules quelques exploitations utilisaient des tracteurs. Pendant toute la période entre les deux guerres, le parc de tracteurs et autres machines agricoles a augmenté régulièrement, et se chiffre actuellement à 2½ millions de tracteurs et plusieurs millions de machines et appareils accessoires. A la fin de la seconde guerre mondiale, le nombre de tracteurs en service était plus d'une fois et demie celui d'avant-guerre, et une grande partie de la demande restait insatisfaite. Cette évolution a

TABLEAU 44.—PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES AUX ÉTATS-UNIS, AU CANADA, EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Culture	Etats-Unis				Canada				Australie			Nouvelle-Zélande		
	1935-39	1946	1947	1949 ¹	1935-39	1946	1947	1949	Moyenne 1936/37-38/39	1946/47	1947/48	1935-39	1946/47	1947/48 ²
	<i>Milliers de tonnes métriques</i>													
Blé.....	20.637	31.381	37.148	28.849	8.502	11.259	9.275	10.886	4.482	3.192	6.205	182,7	122,5	122,5
Seigle.....	1.141	480	660	711	234	224	335	254	—	—	—	—	—	—
Orge.....	5.195	5.710	6.078	5.987	1.936	3.242	3.079	3.701	213	263	370	18,8	57,0	57,0
Avoine.....	15.173	21.742	17.650	18.144	5.214	5.723	4.298	5.398	308	283	635	50,7	47,2	47,2
Maïs.....	58.817	82.552	60.987	76.203	1.178	272	170	305	185	147	150	7,9	10,1	—
Foin.....	71.719	91.389	92.986	—	10.200	20.600	21.900	—	—	—	—	—	—	—
Riz.....	1.018	1.474	1.620	1.368	—	—	—	—	43,8	57,2	38,1	—	—	—
Pommes de terre.....	9.675	13.177	10.462	9.934	1.700	2.200	2.100	—	373	497	554	120,1	117,6	—
Légumes secs:														
Haricots secs.....	660	719	779	694	35	44	38	—	—	—	—	0,1	0,1	—
Pois secs.....	117	307	295	272	35	63	49	—	—	—	—	12,2	33,5	—
Sucre (en équiv. de sucre brut).....	1.809	1.768	2.003	2.000	69	100	79	—	821	621	614	—	—	—
Soya.....	1.529	5.478	4.936	5.579	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arachides.....	558	925	1.021	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Légumes:														
Frais ³	5.792	7.846	7.238	7.412	722	1.075	904	1.126	—	—	—	—	—	—
Traités ⁴	3.183	5.008	4.963	5.171	116	270	190	252	—	—	—	—	—	—
Fruits:														
Agrumes frais.....	3.827	7.111	6.982	7.257	—	—	—	—	630	744	649	—	—	—
Autres, frais.....	8.144	9.442	8.984	8.890	397	552	462	—	—	—	—	—	—	—
En conserve ⁵	—	—	—	—	34	55	54	—	—	—	—	—	—	—
Séchés.....	—	—	—	—	2	1	2	—	67,6	66	67	—	—	—
Tabac.....	662	1.052	983	896	34,7	64,1	52,7	—	85	66	91	—	—	—
Graine de lin.....	279	574	1.010	757	38	163	310	—	2,2	1,8	1,8	60,7	62,1	—
Coton (égrené).....	2.892	1.960	2.652	2.744	—	—	—	—	8,4	1,3	1,3	0,5	4,6	4,6

¹ Objectifs préliminaires.
² Estimation.
³ Pour les Etats-Unis, 25 légumes marchands.
⁴ Pour les Etats-Unis, 11 légumes marchands.
⁵ Pour les Etats-Unis, inclus dans les deux rubriques précédentes.
⁶ Plantations contractuelles.

TABLEAU 45.—EFFECTIFS DU CHEPTEL AUX ETATS-UNIS, AU CANADA, EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Cheptel	Etats-Unis			Canada			Australie			Nouvelle-Zélande	
	Au 1 ^{er} janvier			Au 1 ^{er} décembre			Au 31 mars			Au 31 janvier	
	1935-39	1947	1948	1935-39	1946	1947	1935-39	1946	1947	1935-39	1947
Bovins (y compris vaches laitières)	66.814	81.207	78.564	8.246	9.016	8.944	13.478	13.878	13.427	4.365	4.634
Vaches laitières	24.999	26.098	25.165	2.959	3.717	3.667	3.233	3.024	3.013	1.772	1.658
Ovins	51.241	37.818	35.332	2.651	1.782	1.587	111.319	96.396	95.723	30.955	32.682
Porcins	43.932	56.921	55.038	4.078	5.459	5.381	1.182	1.426	1.273	755	546
Volailles ¹	411.143	481.091	467.483	55.649	53.119	49.805	1.753	1.265	1.195	4.019	207
Chevaux et mulets	15.750	9.526	9.151	2.833	2.243	1.979					

(.....
Milliers de têtes.....)

¹ Objectif provisoire. ² Vaches laitières et génisses de plus de deux ans. ³ Au 30 avril. ⁴ Pour les Etats-Unis et le Canada, comprend poules, poulets et dindes. ⁵ Au 1^{er} janvier.

TABLEAU 46.—PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES D'ORIGINE ANIMALE AUX ETATS-UNIS, AU CANADA, EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Denrée	Etats-Unis			Canada ¹			Australie			Nouvelle-Zélande	
	1935-39			1946/47			1946/47			1946/47	
	1946/47	1947/48	1949/50	1935-39	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1946/47	1935-39	1947/48
<i>Viande:</i>	3.147	4.582	4.447	281	443	414	578	494	495	143	191
Boeuf	471	704	705	53	57	54	23	313	324	23	314
Veau	395	388	343	28	31	28	325	103	102	251	38
Mouton et agneau	3.328	4.765	4.758	288	362	460	96	366	366	48	4
Porc (sauf lard)	1.214	1.889	1.775	96	133	135	346	45	45	...	17
Volaille	—	—	—	30	40	41	49	45	45	...	...
Abats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Produits laitiers</i>	48.286	54.655	52.981	6.933	7.672	7.926	5.362	4.933	4.961	4.904	4.805
Lait (total)	303	546	513	56	65	57	25	42	46	87	95
Fromage	1.009	1.552	1.585	82	106	118	20	58	58	7	28
Lait entier concentré sucré et non sucré	119	382	386	12	30	33	10	14	18	...	...
Lait en poudre	984	759	692	159	150	166	194	146	156	169	151
Beurre	1.398	3.820	3.403	65	115	160	...	...	...	...	...
Crème glacée	192	155	141	6	7	5	451	441	467	134	163
Laine	2.269	3.459	3.392	160	249	253	94	149	150	23	...
Oeufs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(.....
Milliers de tonnes métriques.....)

¹ Campagnes août-juillet. ² Moyenne des deux années civiles. ³ Y compris la viande de lapin. ⁴ Année 1949.

TABLEAU 47.—CHANGEMENT DANS LE NOMBRE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES AUX ETATS-UNIS, ENTRE 1935 ET 1945

Importance de l'exploitation	Changement dans le nombre des exploitations (Diminution, - ; augmentation, +)	
	En valeur absolue	En pourcentage
	(..... <i>Nombre</i>)	(..... <i>Pour cent</i>)
Moins de 1,2 hectares.....	+ 63.393	+178
1,2- 3,6 hectares.....	- 39.663	- 7,4
4- 20 hectares.....	-469.191	- 22,1
20- 40 hectares.....	-286.687	- 19,8
40-200 hectares.....	-251.595	- 10,4
200-400 hectares.....	+ 6.325	+ 3,8
400 hectares et plus.....	+ 24.237	+ 27,3
TOTAL.....	-953.181	- 14,0

permis de libérer environ 22 millions d'hectares jusque là consacrés à la production de fourrage pour les chevaux et les mulets et de les utiliser aux cultures alimentaires et textiles. En même temps cette évolution compense, en partie tout au moins, l'influence des conditions atmosphériques défavorables, car elle permet aux cultivateurs de labourer, de planter, de cultiver et de moissonner à une cadence rapide lorsque le temps s'y prête. A l'heure actuelle, la mécanisation se poursuit et dans certaines régions, comme celles de la culture du coton et du tabac, elle ne fait que commencer. Il semble probable que cette évolution continuera à accroître, pendant un certain temps encore, l'efficacité des méthodes d'agriculture. Elle est toutefois ralentie dans une certaine mesure par le fait que de nombreuses exploitations ne se prêtent pas facilement à la mécanisation, en raison soit de leur étendue, soit de la nature du sol, soit du relief; mais il semble qu'au cours de la dernière guerre mondiale un changement important se soit produit dans l'étendue des exploitations. Entre 1935 et 1945, le nombre de celles-ci a diminué de 953.000, comme l'indique le Tableau 47. Ce changement semble avoir touché les exploitations de moins de 200 hectares, et tout particulièrement celles entre 4 et 20 hectares.

Pendant la même période, l'emploi des engrais chimiques et le chaulage se développaient à une cadence régulière. Au cours de la deuxième guerre mondiale, les applications d'engrais par les agriculteurs ont plus que doublé, et le chaulage triplé. Il est à peu près certain que ce développement se poursuivra aussi rapidement que la production et la compétition qui caractérise la demande actuelle le permettront sans que les rapports des prix en souffrent trop. L'emploi de produits chimiques pour la lutte contre les mauvaises herbes et les insectes se répand de plus en plus, et il semble que cela soit susceptible de libérer à l'avenir des effectifs supplémentaires de main-d'œuvre. Ces dernières années ont vu la mise au point d'autres pratiques qui aident les agriculteurs à accroître le rendement de leur production. L'introduction du maïs hybride et d'autres variétés améliorées, telles que le blé et l'avoine résistant à la rouille, explique en partie les tendances ci-dessus indiquées et contribuera chaque année à l'accroissement de la production agricole. Il ne faut pas oublier non plus l'influence de l'amélioration des races animales, notamment des vaches laitières, des poules pondeuses, des bœufs de boucherie et des porcs, ainsi que les perfectionnements apportés à l'alimentation du bétail grâce aux progrès accomplis en matière de diététique animale. Par ailleurs ceux qui ont été réalisés ont permis d'améliorer dans le domaine technologique les pratiques culturales telles que labourage en courbes de niveau, cultures zonales et autres méthodes de lutte contre l'érosion.

Il ne faut pas s'attendre à une extension considérable de la superficie des terres cultivées au cours des années à venir. Sur un total de 771 millions d'hectares aux États-

Unis, les déserts, les villes, les parcs, les routes, les chemins de fer, les forêts et les grands pâturages en occupent 309 millions. De vastes étendues de forêts et d'herbages ne conviennent qu'au pacage auquel en réalité 173 millions d'hectares sont consacrés. Les exploitations agricoles s'étendent sur les 462 millions d'hectares qui restent, dont 67 sont boisés, 170 millions ne conviennent qu'au pacage et 18 millions sont occupés par les bâtiments agricoles, les routes, les chemins de fer ou bien sont restés en friche. L'agriculture et l'élevage se disputent les 207 millions qui restent. Normalement, 146 millions d'hectares environ sont consacrés à l'agriculture, 45 millions étant affectés à l'élevage et 16 millions restant en jachère.

On estime que sur les 207 millions d'hectares cultivés, 75 millions sont exploités au prix d'un épuisement rapide causé par l'érosion ou par d'autres facteurs. Les méthodes de conservation finiront par réduire ces pertes peu à peu; mais en attendant, l'étendue des terres arables peut se trouver réduite. On peut toutefois parer à ce danger par la mise en culture de nouvelles terres, l'irrigation et le drainage; mais un accroissement important de la superficie cultivée ne semble guère probable à moins qu'une modification des prix n'entraîne, le facteur intérêt entrant en jeu, un changement dans l'utilisation du terrain. La superficie cultivée en 1948 étant légèrement inférieure à celle de 1920 et les variations entre ces deux dates ayant été de faible amplitude, l'éventualité d'un accroissement immédiat ne semble guère probable.

Il y a lieu de noter que la seule interruption importante du mouvement constant d'accroissement de la production agricole s'est produite vers 1935 et a été due à des conditions atmosphériques anormales. Les progrès techniques tendent essentiellement à atténuer les effets défavorables de telles conditions en évitant les dommages causés au sol, en plantant et en moissonnant de façon rapide et en mettant au point des variétés culturales résistantes aux intempéries et aux maladies.

Toutefois la question de savoir si les mouvements indiqués ci-dessus seront définitifs dépend également de la prospérité des cultivateurs. Parmi les pratiques qui accroissent le rendement agricole, nombreuses sont celles qui exigent d'importants investissements, et les cultivateurs dont la situation n'est pas prospère ne peuvent les adopter. Depuis la période 1935-39, la condition de l'agriculteur aux Etats-Unis s'est considérablement améliorée. Le prix de ses produits est passé d'une moyenne de 84 à 120 pour cent du niveau moyen des prix des produits qu'il achète. Le revenu agricole par tête par rapport au revenu urbain est passé de 40 à 60 pour cent en 1946 et continue à s'accroître.

Il semble à peu près certain que la production agricole des Etats-Unis battra en 1948 plusieurs records. La moisson de maïs, estimée actuellement à 89.600.000 tonnes, dépassera de 8 pour cent le record établi en 1946. Les moissons d'avoine et d'orge sont supérieures de 3.600.000 tonnes à celles de 1947 et la moisson de blé ne le cède qu'à celle de 1947 également sans précédent. De toutes façons, la production totale de céréales dépassera toutes celles que l'on a connues antérieurement, et pour plusieurs autres cultures, on signale des accroissements par rapport à l'année précédente et parfois même de nouveaux maxima. La production des céréales secondaires sera très élevée, ce qui, par voie de conséquence, stimulera le relèvement de la production animale.

L'abondance des récoltes est en partie le résultat des conditions atmosphériques particulièrement bonnes mais il est difficile de déterminer dans quelle mesure. Toutefois, le niveau des prix favorable aux producteurs, les perfectionnements techniques indiqués plus haut, et l'accroissement des disponibilités en main-d'œuvre, en engrais, en matériel et autres biens de production ont provoqué un mouvement ascendant général qui a eu des répercussions au moins aussi importantes. Si la demande intérieure en produits alimentaires se maintient à un niveau élevé, la consommation de certaines denrées, peut atteindre de nouveaux maxima bien que l'approvisionnement en viande, en produits

laitiers et en œufs, pour le deuxième semestre de 1948, soit appelé à rester inférieur au niveau des deux années précédentes.

On prévoit que les stocks de denrées non-périssables seront en augmentation entre le milieu de 1948 et le milieu de 1949, de sorte que la production de 1949/50 sera complétée par un appoint provenant de l'accroissement des reports qui seront plus élevés que pour toute autre année antérieure.

L'*Agricultural Act* de 1948 proroge les dispositions actuelles de soutien des prix jusqu'à la fin de 1949 ou à la mise sur le marché des récoltes de 1949, et stipule qu'un nouveau programme de soutien des prix avec une formule amendée de parité des prix, entrera en vigueur en 1950.

Le Programme de restauration européenne, dont l'application a commencé en 1948, est susceptible de résoudre dans une mesure importante le problème de la pénurie de dollars, qui affecte les exportations américaines de la plupart des produits agricoles.

Toutes ces forces jouent dans le sens du maintien d'un niveau élevé de la production, de la consommation intérieure et de l'exportation.

Canada, Australie et Nouvelle-Zélande

Les trois autres pays du groupe que nous examinons: le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, présentent de nombreuses analogies. La densité de leur population est relativement faible et ils dépendent tous de l'exportation d'une grande partie de leur production agricole. Ils sont donc beaucoup plus exposés que les Etats-Unis aux dangers des fluctuations de la demande internationale en produits alimentaires et en matières premières fournies par l'agriculture. Ils se sont efforcés tous les trois de mettre leurs producteurs à l'abri de ces risques en négociant, avec le Royaume-Uni et avec d'autres pays, des contrats concernant la fourniture de produits agricoles à des prix déterminés pour des périodes relativement étendues. Le Canada a négocié des contrats portant sur des expéditions de blé jusqu'en 1949/50, et de bacon, de bœuf, de mouton et d'agneau, de fromage, de lait concentré et en poudre, d'œufs, de fruits et de fibre de lin, jusqu'à la fin de 1948. Quant à l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les achats massifs pour lesquels elles ont conclu des accords avec le gouvernement du Royaume-Uni portent sur tous les excédents de produits laitiers, d'œufs, et de viande, ainsi qu'une grande partie de la récolte australienne de blé jusqu'à la fin de 1950.

Ces gouvernements ont également adopté des mesures de soutien des prix pour des périodes plus ou moins longues. Au Canada, le Comité de soutien des prix agricoles (*Agricultural Prices Support Board*) a pouvoir discrétionnaire pour acheter les denrées agricoles, et en Australie le Plan de stabilisation des prix du blé (*Wheat Stabilization Scheme*) et le Plan impérial d'écoulement de la laine (*Empire Wool Disposal Scheme*) ont protégé les producteurs jusqu'en 1948. En Nouvelle-Zélande, les achats gouvernementaux constituent une mesure de soutien général des prix des produits agricoles, qui se caractérise par le maintien des dispositions rigoureuses adoptées pendant la guerre en matière de contrôle, d'allocations et de subventions.

Ces trois pays étant tributaires de leurs exportations le sont également, et par voie de conséquence, de leurs importations d'autres produits, et à cet égard ils ont éprouvé certaines difficultés à se procurer les quantités nécessaires de matériel et d'équipement agricoles. En fait, au cours de la dernière guerre mondiale, la production agricole a décliné en Australie et en Nouvelle-Zélande, en raison surtout du manque de machines, d'engrais et autres fournitures agricoles. Au Canada, ce n'est qu'à la fin de 1947, au moment où les importations provenant des Etats-Unis ont fait l'objet de certaines restrictions rendues nécessaires par l'épuisement des réserves en dollars des Etats-Unis, que sont apparues les difficultés les plus sérieuses. Pour ce qui est de l'avenir immédiat,

il se peut que les importations de matériel agricole et industriel, comme celles de denrées alimentaires, se trouvent réduites par l'impossibilité, pour les pays vers lesquels le Canada exporte, d'offrir tous les produits demandés ou de se procurer des ressources suffisantes en dollars des Etats-Unis.

Dans les trois pays considérés ici, la superficie des exploitations agricoles en service et la superficie des terrains améliorés s'est accrue presque constamment depuis le début du siècle. La population rurale a également augmenté jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale. Le rendement des cultures de plein champ a progressé constamment en Nouvelle-Zélande où les conditions atmosphériques sont stables et où le sol est de très bonne qualité. Cependant, au Canada et en Australie, le caractère extrême des variations atmosphériques provoque des fluctuations considérables du rendement, de sorte qu'il est difficile de distinguer la tendance générale.

Dans les trois pays on procède à la mécanisation des travaux agricoles, et une évolution dans le sens de l'agrandissement des exploitations et de la réduction des effectifs d'animaux de trait se manifeste depuis le début de la guerre. Ce mouvement est plus prononcé au Canada que dans les deux autres dominions. Le parc canadien de machines agricoles a augmenté pendant toute la guerre, et en 1946 il dépassait de plus de 15 pour cent celui d'avant-guerre. En même temps, la consommation d'engrais a doublé et l'offre de matériel agricole a été relativement abondante en comparaison avec les deux autres pays. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les approvisionnements en machines, en engrais et autres fournitures commencent seulement à atteindre le volume d'avant-guerre.

Les échanges de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande s'effectuent surtout, comme avant la guerre, avec la Grande-Bretagne, mais pour le Canada la situation est différente. Le gros des exportations canadiennes était autrefois dirigé vers la Grande-Bretagne et les autres parties de l'Empire britannique, alors que la plus grande partie des importations venait des Etats-Unis. Cette tendance s'est accentuée pendant la guerre et aussitôt après. Toutefois, en 1947, la pénurie de devises fortes a forcé le Canada à réduire ses importations en provenance des Etats-Unis et à demander qu'une proportion élevée de ses exportations vers la Grande-Bretagne soit réglée en monnaies fortes. A la suite de ces exigences, qui s'ajoutent à d'autres facteurs, les exportations vers le Royaume-Uni ont marqué une certaine diminution, même si l'on tient compte des quantités livrées indirectement dans le cadre des achats effectués au titre du Programme de restauration européenne. Les résultats heureux de la reconversion des industries de guerre canadiennes qui ont été rendues à la production du temps de paix, ainsi d'ailleurs que la suppression, en août 1948, des restrictions sur les exportations de viande et de bétail vers les Etats-Unis, sont d'un précieux secours pour franchir la difficile période actuelle. Toutefois, ces facteurs ne suffisent pas à supprimer les difficultés. Les perspectives plus lointaines des exportations canadiennes dépendent surtout du maintien de la demande extérieure, qui à son tour est fonction d'une amélioration de la situation des devises.

La structure de la production agricole est différente dans les trois pays. (Voir Tableaux 44, 45 et 46.) En Nouvelle-Zélande, l'élevage est de loin l'activité la plus importante. Il se fait surtout sur des pâturages fertiles naturels ou améliorés, et ce n'est qu'un peu plus d'un demi-million d'hectares de la superficie cultivée, dont le total atteint 8 millions d'hectares, qui sont affectés aux cultures. Pendant ces trente dernières années, la superficie consacrée aux cultures a diminué, ce qui a produit un accroissement du volume des importations de blé qui, pour la campagne 1947/48, ont représenté les deux tiers des besoins. Le rendement moyen du blé pour les cinq dernières années est d'environ 23,5 quintaux à l'hectare. La plus grande partie des importations, qui sont d'environ 142.000 tonnes métriques, provient d'Australie où le rendement a été de 7,7 quintaux par hectare pendant la même période.

TABLEAU 48.—COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES AUX ÉTATS-UNIS, AU CANADA, EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Dentée	Etats-Unis		Canada		Australie		Nouvelle-Zélande		
	Avant-guerre	1946/47	1947/48	Avant-guerre	1946/47	1947/48	Avant-guerre	1946/47	1947/48
Céréales panifiables ¹	488	10.806	13.150	2.818	6.758	5.740	2.787	1.334	2.802
Céréales secondaires ²	43	4.078	2.119	84	365	21	79	50	212
Riz (blanchi)	29	521	581	31	10	20	10	15	18
Sucre (en équiv. de sucre brut)	2.666	3.352	5.160	425	398	460	430	154	192
Viande	29	254	83	77	239	178	244	271	258
Huiles et graisses	38	349	79	23	11	3	121	58	94
Fromage	25	63	39	36	42	25	12	24	24
Lait concentré sucré et non sucré	13	298	455	11	30	27	8	35	35
Lait en poudre	1	142	—	2	5	7	—	9	9

(..... Milliers de tonnes métriques.)

— Exportations nettes. + Importations nettes.

¹ Froment, seigle et farine (en équivalent de grains). ² Campagnes août-juillet. ³ Avoine, orge et maïs, y compris farines et préparations (en équivalent de grains).

TABLEAU 49.—APPROVISIONNEMENTS PAR PERSONNE ET PAR AN DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES AUX ÉTATS-UNIS, AU CANADA, EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Kilogrammes par personne et par an au niveau du détail.....)										
	Céréales et produits de céréales ¹	Racines, tubercules et féculents	Sucre et sirops	Lég. secs et noix	Fruits	Légumes	Huiles et graisses	Viande	Oeufs	Lait et fromage	Poissons, crustacés et mollusques
<i>Etats-Unis</i>	89,6	64,2	49,4	7,0	85,4	97,9	22,1	63,9	16,9	161,1	5,1
1935-39	85,5	60,7	52,8	9,4	95,7	114,8	19,8	80,3	18,2	202,6	4,9
1946/47	84,2	58,6	54,9	8,5	96,2	109,8	22,5	74,2	20,7	197,0	5,0
<i>Canada</i>	93,7	88,9	49,2	5,7	36,4	46,8	21,4	61,7	13,8	174,1	5,4
1935-39	91,7	84,4	34,7	8,5	59,4	62,2	18,4	68,9	14,9	232,8	5,3
1946/47	86,4	80,9	41,4	7,0	47,6	51,3	21,2	74,6	16,8	227,2	4,8
<i>Australie</i>	100,2	48,2	55,2	2,5	74,7	65,0	19,3	120,4	12,0	117,3	5,1
1936/37-38/39	101,7	60,0	50,8	3,6	79,4	74,4	16,5	99,9	13,2	140,8	4,0
1946/47	98,3	60,1	52,2	4,2	73,2	74,5	16,4	100,4	13,2	141,6	3,9
<i>Nouvelle-Zélande</i>	92,1	64,0	49,1	0,5	64,4	59,0	18,6	102,0	13,6	131,7	5,4
1935-39	102,9	55,5	43,4	4,1	55,0	62,2	14,0	111,6	13,6	196,3	6,3
1947/48	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Aux taux d'usinage ou de blutage locaux.

L'Australie produit des céréales, des produits de l'élevage et du sucre pour l'exportation. La récolte de blé, qui en 1947/48 a atteint le chiffre record de 6 millions de tonnes, est à comparer avec la production moyenne de 4 millions de tonnes pour la période 1936/37 - 1938/39. De même les récoltes d'orge et d'avoine furent excellentes. Quant aux productions de sucre et de viande, elles demeurent inférieures aux niveaux d'avant-guerre. On cherche à diversifier les cultures, et, dans le Queensland, la production d'arachides se développe sur des terrains qui jusqu'ici n'avaient pas été mis en valeur. La superficie consacrée aux arachides est passé d'une moyenne de 5.400 hectares avant la guerre à 15.700 en 1946, et on l'estime à 27.000 en 1947. La production de laine (laine en suint) est passée de 451.000 tonnes métriques (1936/37 - 1938/39) à 467.000 tonnes, suivant les estimations, pour 1947/48. La production de fruits et de légumes se maintient à peu près au niveau d'avant-guerre.

Au Canada, le volume total de la production alimentaire s'est accru de près de 40 pour cent pendant la guerre. Au début de la guerre, ce progrès s'est surtout manifesté pour le cheptel et la production animale. A cette époque, d'importantes quantités de grains restaient entreposées car la pénurie de bateaux n'en permettait pas le transport. L'importante demande en produits de l'élevage au Royaume-Uni et dans les forces armées a encouragé la production animale dans les régions canadiennes de culture des céréales. Au cours de la guerre, des superficies considérables antérieurement consacrées au blé furent alors affectées à la production des céréales secondaires. La superficie ensemencée en blé tomba de plus de 11.300.000 hectares en 1940 à moins de 6.900.000 en 1943, tandis que la superficie consacrée à l'avoine, à l'orge, au sarrasin et aux céréales mixtes augmentait pendant la même période. Depuis 1944, le cheptel, quoique plus important qu'avant-guerre, a diminué régulièrement et la superficie ensemencée en blé est presque aussi forte qu'avant-guerre. Pour 1948 la superficie consacrée au blé est de 9.800.000 hectares, et l'on prévoit que la récolte totale atteindra 10.100.000 tonnes. Le chiffre de production de l'an dernier, qui n'était que de 9.300.000 tonnes en raison des conditions atmosphériques défavorables, sera ainsi dépassé. De même la moisson de céréales secondaires peut être sensiblement plus élevée que celle de 1947, et provoquera sans doute un relèvement de la production animale. Pendant les mêmes années la superficie consacrée aux oléagineux s'est sensiblement étendue et la production de graines de lin est passée d'une moyenne de 38.000 tonnes en 1935-39 à 310.000 en 1947.

Consommation

Le niveau de consommation alimentaire, du point de vue de la valeur nutritive moyenne par habitant aux Etats-Unis, était un peu inférieur en 1947/48 à celui de 1946/47, mais il reste supérieur à celui d'avant-guerre. (Voir Tableau 49 et 50.) Les approvisionnements, s'ils étaient répartis selon les besoins, suffiraient à assurer un régime favorable à l'état de santé et au développement physique. Cependant, les recherches ont montré qu'une partie considérable de la population avait une alimentation inférieure à la moyenne et un régime mal équilibré. Cela provenait en partie de l'insuffisance du pouvoir d'achat et en partie de mauvaises habitudes alimentaires.

Au Canada la valeur énergétique des disponibilités alimentaires a été supérieure en 1947/48 à celle de 1946/47, laquelle était sensiblement égale à celle d'avant-guerre. En particulier, la proportion moyenne des protéines de tous ordres, comme des protéines d'origine animale, dépasse le niveau d'avant-guerre. Les études effectuées sur la diététique et la nutrition ont révélé des inégalités de distribution et l'existence d'une mauvaise hygiène alimentaire.

TABLEAU 50.—VALEUR NUTRITIVE DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES AUX ETATS—UNIS, AU CANADA, EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE—ZÉLANDE, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Pays et période	Calories		Protéines			Lipides
	Par per- sonne et par jour	Part proven- nant des céréales et tubercules	Par personne et par jour		Animales pour cent de protéines totales	Par per- sonne et par jour
			Totales	Animales		
	(Nombre)	(Pour cent)	(. . . . Grammes)		(Pour cent)	(Grammes)
<i>Etats—Unis</i>						
1935-39	3.098	32,9	88,2	49,7	56,3	120,9
1946/47	3.337	29,2	101,9	62,8	61,6	137,3
1947/48	3.344	28,6	99,8	61,4	61,5	139,8
<i>Canada</i>						
1935-39	3.037	36,1	85,0	47,5	55,9	118,3
1946/47	3.035	35,6	98,0	58,5	59,7	117,7
1947/48	3.129	32,6	95,2	59,2	62,2	132,1
<i>Australie</i>						
1936/37-38/39	3.396	29,4	102,5	66,0	64,4	128,6
1946/47	3.283	30,9	99,0	60,2	60,8	115,1
1947/48	3.205	30,6	98,8	59,9	60,6	117,7
<i>Nouvelle—Zélande</i>						
1935-39	3.197	31,6	98,5	62,7	63,7	120,8
1947/48	3.258	31,6	112,8	72,5	64,3	121,7

En Australie et en Nouvelle-Zélande, le volume estimé des ressources alimentaires disponibles pour la consommation a été sensiblement le même en 1947/48 qu'en 1946/47, étant dans une certaine mesure égalisé par le rationnement.

Comme l'indiquent les Tableaux 49 et 50, le régime alimentaire se caractérise par une proportion relativement élevée d'aliments d'origine animale et la proportion de calories fournies par les céréales et les féculents n'est que de 30 pour cent.

Les recherches effectuées en Australie ont montré que d'une façon générale les populations reçoivent un approvisionnement en aliments et en principes nutritifs, le calcium excepté, suffisant à assurer un état de santé et un développement physique satisfaisants. Toutefois, dans les régions éloignées des sources de production, les approvisionnements en fruits et légumes sont compromis en raison des difficultés de distribution.

Tous ces pays poursuivent des recherches actives dans le domaine de la nutrition. Des enquêtes sur le niveau de consommation alimentaire et l'état de la nutrition de différents groupes de la population ont été effectuées de temps en temps. En Nouvelle-Zélande, il n'y a pas eu d'enquête sur la nutrition depuis avant la guerre. En Australie, des recherches ont été effectuées sur l'état de la nutrition des milieux ruraux au cours des deux dernières années, après la conclusion des enquêtes nationales faites pendant la guerre sur les niveaux de consommation. Aux Etats-Unis, le Service de la Santé publique procède à une étude générale de l'état de la nutrition de différentes régions du pays, et des recherches du même ordre sont en cours au Canada. Au cours des dernières années, les Services de Santé des forces armées américaines et canadiennes ont étudié les répercussions physiologiques des différents niveaux d'alimentation.

Le rationnement a été levé au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique. En Nouvelle-Zélande, le beurre, la viande et le sucre sont encore rationnés et les achats de certaines autres denrées sont limités pour fournir au Royaume-Uni le maximum possible. Aucun de ces pays ne connaît véritablement de crise alimentaire, mais les prix, surtout aux

Etats-Unis, ne permettent guère aux classes peu fortunées de se procurer les aliments nécessaires pour s'assurer un régime satisfaisant.

Les Etats-Unis ont organisé, sous les auspices du gouvernement, un programme de repas scolaires qui contribue à l'alimentation d'environ 27 pour cent de la jeunesse scolaire. Le programme n'est obligatoire pour aucun établissement. Le Canada n'a organisé rien de tel, mais la Croix-Rouge canadienne poursuit à Toronto des expériences intéressantes visant à déterminer, grâce à une étude générale et à des contrôles précis, les avantages d'un programme de repas scolaires bien conçu et bien appliqué. Les premiers résultats obtenus semblent favorables.

Ces programmes nationaux de repas scolaires n'existent ni en Australie, ni en Nouvelle-Zélande, bien qu'en Australie on trouve quelques projets de cet ordre, organisés par les Etats. Dans ces régions, on estime que ces programmes sont moins nécessaires, les disponibilités alimentaires étant plus importantes. En Nouvelle-Zélande, 90 pour cent de la jeunesse scolaire bénéficie de la distribution gratuite de lait aux enfants des écoles.

Dans tous ces pays, la popularisation des principes de nutrition se développe de façon considérable. D'intéressantes études sont en cours, qui visent à mesurer l'influence relative de la publicité par la presse, de la radio, des conférences, et autres méthodes et moyens d'éducation.

Plans et programmes

Etats-Unis d'Amérique

Le gouvernement des Etats-Unis a communiqué à la FAO ses prévisions sur la production et l'utilisation des produits agricoles en 1949/50. On y trouve l'indication d'une baisse de production pour un certain nombre de cultures essentielles, par rapport aux niveaux records des deux dernières années. Par exemple, la superficie plantée en blé diminuerait de 6 pour cent par rapport au niveau de 1947, ce qui correspondrait à un retour à la moyenne des années 1935-39. On estime, toutefois, que la production sur cette superficie dépasserait d'environ 40 pour cent celle d'avant-guerre dans des conditions atmosphériques moyennes, du fait de l'amélioration des rendements. Toutefois, le volume total de la production serait quand même inférieur de 22 pour cent à celui de 1947.

Par ailleurs, la superficie consacrée au maïs dépasserait de 4 pour cent celle de 1947, ce qui donnerait, dans des conditions atmosphériques moyennes, une récolte d'environ 30 pour cent supérieure à la moyenne des années 1935/38, mais de 14 pour cent inférieure à la récolte record de 1948. On prévoit un léger accroissement de la superficie emblavée comme de la production pour l'orge et l'avoine.

Ces modifications de la production de céréales constitueraient un abandon du rôle de premier plan donné ces dernières années à la production de céréales panifiables pour l'exportation. Certaines améliorations de l'utilisation des sols en vue de la conservation seraient ainsi rendues possibles, et la production d'aliments pour le bétail en serait augmentée, ce qui entraînerait un développement de l'élevage. On prévoit une certaine réduction de la superficie consacrée au lin et aux arachides. Le soya se maintiendrait à un niveau très proche de celui de 1947. La production totale d'huiles végétales serait de ce fait en légère diminution. Pour la plupart des autres cultures, la production devra apparemment s'adapter aux besoins nationaux, en tenant compte de l'accroissement de la population et des changements prévisibles dans la consommation traditionnelle. Il faut prévoir à cet égard un léger accroissement de la superficie et de la production pour les légumes, sauf pour les pommes de terre, les haricots et les pois.

A la suite de ces modifications de la production, la proportion de la production totale

consommée à l'intérieur du pays serait plus élevée. Les exportations de céréales panifiables seraient inférieures de plus de 5 millions de tonnes au chiffre de 1947/48, celles de céréales secondaires se maintenant approximativement au même niveau. La réduction des superficies et du volume de la production de riz provoquerait également une baisse des exportations, dans des conditions atmosphériques normales. Les exportations de légumes secs, d'huiles et de graisses végétales, de légumes, de viande et de produits laitiers seraient également plus faibles. La consommation intérieure se caractériserait par une réduction du niveau de la production de viande, compensée par un accroissement de la consommation d'œufs, de produits laitiers, de fruits et légumes.

Pour le coton, on prévoit que la superficie actuelle, bien inférieure à celle d'avant-guerre sera maintenue, tandis que pour le tabac, la superficie serait légèrement réduite tout en restant supérieure à la moyenne d'avant-guerre.

Ces changements prévus de la production, du commerce extérieur et de la consommation intérieure semblent indiquer que l'on s'attend à ce qu'en 1949/50 les besoins des autres régions en produits agricoles américains ne seront pas aussi élevés que pendant les dernières années de guerre et aussitôt après, et qu'il y a lieu de ne plus accorder la même importance à la production pour l'exportation.

Il ressort de l'étude des mouvements récents de la production et de leurs causes que si les conditions économiques demeurent favorables, il faut s'attendre normalement à un développement supplémentaire de la production agricole. Des variations sont également possibles pour ce qui est de l'importance respective donnée aux différents produits. Même si l'amélioration des approvisionnements mondiaux en 1948/49 provoque une certaine réduction des prix des principaux produits entrant dans le commerce international, la situation du cultivateur américain est étayée d'une part, par le niveau élevé du pouvoir d'achat des consommateurs nationaux, et d'autre part par les mesures législatives prorogant la politique de soutien des prix. Le niveau très élevé de la production d'aliments pour le bétail en 1948 doit créer des conditions favorables à une expansion de l'élevage. Ce volume considérable d'aliments pour le bétail peut provoquer une certaine baisse des prix qui, combinée au niveau élevé de la demande intérieure en produits de l'élevage, peut aboutir à un rapport entre les prix des aliments pour le bétail et ceux des produits de l'élevage qui soit encore plus favorable aux éleveurs.

Comme la production aux Etats-Unis n'est pas directement sous le contrôle du gouvernement, et qu'elle est régie par la réaction des agriculteurs privés au regard des conditions économiques, on admet que des modifications de la situation économique internationale ou intérieure peuvent modifier les prévisions établies il y a quelques mois. Pour le blé, par exemple, les excédents exportables seront vraisemblablement plus élevés en 1948/49 qu'en 1949/50. Pour les importations de blé, les besoins mondiaux formulés pour 1948/49 dépassent le total des excédents exportables mondiaux, même si les conditions sont supérieures à la moyenne dans la plus grande partie du monde cette année-là. Si elles sont à peu près normales, la demande sur le marché américain d'exportation dépassera les prévisions. Si la demande mondiale reste élevée, la production américaine peut réagir et mettre sur le marché un volume d'excédents exportables supérieur à celui prévu.

Canada, Australie et Nouvelle-Zélande

Des étendues relativement vastes sont encore inexploitées au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande, qui, dans certaines circonstances, pourraient être mises en culture. Toutefois, la plus grande partie de ces terrains offrent des inconvénients qui en rendent l'exploitation économiquement malsaine à l'heure actuelle, parce qu'ils sont boisés ou isolés, ou bien parce qu'il y aurait lieu de les irriguer. Chaque année, de

nouveaux colons en mettent une partie en exploitation, et en Australie des plans prévoient la mise en culture de vastes étendues; mais la contribution de ces terres à la production totale reste faible. Il est donc probable que toute augmentation importante de la production dans un avenir proche sera due à un accroissement du rendement plutôt qu'à celui de la superficie. La consommation des engrais continue à se développer; les variétés culturales améliorées ont permis une augmentation considérable du rendement dans certaines régions, et les variétés de blé résistant à la rouille ont été adoptées de façon générale; la découverte d'insecticides et d'herbicides plus puissants et leur emploi plus efficace donneront des résultats sensibles à l'avenir; d'une façon générale, certaines régions adoptent rapidement les perfectionnements techniques; dans d'autres, l'étendue des exploitations et le type même du régime foncier rendent difficile l'application des méthodes modernes. Toutefois, dans les régions les plus importantes pour le commerce d'exportation, les améliorations se poursuivent rapidement et si les conditions du marché peuvent être maintenues ou améliorées, on peut s'attendre à une expansion de la production agricole dans un avenir assez rapproché.

En Nouvelle-Zélande et en Australie, en dépit des progrès techniques réalisés, la pénurie de main-d'œuvre et de matériel a retardé le développement. Bien que la situation s'améliore dans le domaine de la main-d'œuvre, la pénurie d'engrais, de matériel et de fournitures de toutes sortes continue, en partie par suite des restrictions sur les importations en provenance de la zone dollar. Il est certain que ces pays bénéficieront des versements effectués au pool de dollars du Royaume-Uni comme de l'encouragement que peuvent recevoir les industries de fabrication au Royaume-Uni du fait de l'application du Programme de restauration européenne. Toutefois, ces résultats ne sauraient se faire sentir immédiatement et les rapports communiqués n'indiquent pas de prévisions d'accroissement général de la production pour 1949/50. Le rapport transmis par la Nouvelle-Zélande prévoit pour 1949/50 un niveau de production analogue au niveau actuel. L'accroissement de la population dû à l'immigration peut provoquer une légère augmentation, mais celle-ci ne saurait guère être importante car l'immigration est limitée et l'accroissement de la production animale est un processus lent.

Grâce aux moissons records de blé et d'avoine en 1947/48, les exportations australiennes de céréales atteindront un niveau élevé en 1948/49 et il est probable qu'un report supérieur à la moyenne viendra accroître le volume des expéditions pour l'année suivante. C'est pourquoi une récolte moyenne en 1949/50 se traduirait probablement par des exportations au-dessus de la moyenne. On prévoit que les exportations de riz resteront au même niveau qui, en raison de l'accroissement de la production et de la diminution de la consommation, est deux fois plus élevé que celui d'avant-guerre, soit 25.000 tonnes. En raison de l'accroissement considérable de la production nationale, les importations d'huiles et d'oléagineux doivent tomber à environ 50 pour cent du volume d'avant-guerre. Les exportations de produits de l'élevage pour 1949/50, du fait de l'accroissement des disponibilités en aliments pour le bétail, peuvent dépasser légèrement celles de 1946/47 et de 1947/48. On s'attend à ce que cette tendance se manifeste pour tous les types de viande et de produits animaux, de même que pour la volaille et les produits laitiers. Il est également possible que la production de laine marque une augmentation, se traduisant par un accroissement correspondant des quantités disponibles pour l'exportation. On ne peut évidemment pas dire dans quelle mesure le manque de main-d'œuvre, de matériel et autres fournitures peut entraver les possibilités d'expansion de la production. Mais il est probable que les améliorations technologiques compenseront les effets défavorables au rendement des conditions atmosphériques et se traduiront par une réduction importante des fluctuations extrêmes que l'on note généralement d'une année à l'autre.

Au Canada, la situation en ce qui concerne la main-d'œuvre, le matériel et l'équipement agricoles est meilleure qu'en Océanie. Il y a lieu de croire qu'une expansion de la production peut se produire au cours d'une période relativement longue. Toutefois, les résultats n'en seraient guère sensibles en 1949/50. Les prévisions détaillées soumises par le Canada pour 1949/50 indiquent que la production et l'exportation des céréales panifiables se maintiendront à un niveau d'environ 10 millions et 6 millions de tonnes, respectivement. La production de céréales secondaires doit en principe dépasser d'environ 20 pour cent celle d'avant-guerre. Tant que le cheptel n'atteindra pas le niveau du temps de guerre, une grande partie de l'accroissement de la production de céréales secondaires sera exportée. Si l'on prévoit que l'amélioration des approvisionnements en aliments pour le bétail doit provoquer un accroissement des effectifs du cheptel et une augmentation de la production de viande et des produits animaux, cette tendance n'influera pas sensiblement le volume de l'exportation en 1949/50. Les exportations de lait et de produits laitiers resteront probablement à leur niveau actuel qui est relativement élevé.

Conclusions

Les Etats-Unis, le Canada et l'Australie fournissaient ensemble 51 pour cent du total mondial d'exportations de céréales panifiables avant la guerre, et 83 pour cent en 1947/48. Pour les céréales secondaires, les proportions correspondantes étaient de 2 et de 31 pour cent. Les programmes pour 1949/50 communiqués à la FAO indiquent une réduction d'environ 4 millions de tonnes, soit près de 20 pour cent dans les exportations de céréales panifiables par rapport au chiffre de 1947/48, mais il reste que le volume serait encore plus du double de celui d'avant-guerre. D'autre part les exportations de céréales panifiables dépasseraient de beaucoup celles d'avant-guerre tout en étant légèrement inférieures à celles de 1947/48.

Les faits étudiés dans d'autres parties de ce rapport indiquent que dans la plupart des autres régions, on ne prévoit pas que la production alimentaire augmente aussi rapidement que les besoins, si pour l'évaluation de ces derniers on fait entrer en ligne de compte les accroissements de populations et le rétablissement du niveau de consommation d'avant-guerre, qui serait même dépassé dans les pays où une amélioration de cet ordre s'impose avec le plus d'urgence. Ainsi donc, il semblerait que les autres régions attendent des quatre grands pays exportateurs un volume accru d'exportations au cours des prochaines années.

Toutefois, l'impression que l'on retire d'une étude des programmes de ces quatre pays est que l'intérêt qu'ils portent au marché mondial pour leurs exportations agricoles a pour effet de les mettre en garde contre l'utilisation de la totalité des ressources qui pourraient servir à une expansion continue de la production pour l'exportation. La question n'est pas simplement celle du niveau général des approvisionnements et des prix mondiaux, mais aussi celle de la mesure dans laquelle les conditions seront favorables au développement mondial du commerce multilatéral. La plupart des pays importateurs de produits alimentaires dépendent de plus en plus des régions situées en dehors de la zone dollar, ou des pays avec lesquels il peuvent conclure des accords bilatéraux pour leurs approvisionnements en denrées. Une des principales questions consiste à savoir dans quelle mesure les Etats-Unis acceptent d'importer des produits en provenance d'autres pays, parmi lesquels les trois dominions étudiés ici. C'est seulement au cas où un développement de ces importations fournirait les dollars nécessaires à l'achat des produits excédentaires de l'agriculture américaine que se réalisera l'importante contribution que l'agriculture des Etats-Unis peut fournir au ravitaillement mondial.

Les trois dominions ont besoin de produits industriels manufacturés aux Etats-Unis et pour se les procurer il leur faut exiger que leurs exportations de produits agricoles

soient réglées en dollars. Le Canada, par exemple, cherche à vendre plus de viande et de bétail aux Etats-Unis. Les dominions ont également à faire face à un problème particulier dû au fait que leur production est en grande partie spécialisée en vue de l'exportation de la viande et des produits laitiers. Comme il s'agit là de produits de luxe pour la plupart des importateurs virtuels, le Royaume-Uni excepté, la demande en est très limitée et comme on l'indique à la section sur les produits d'origine animale, il se peut que les pays déficitaires soient de moins en moins en mesure de les acheter. C'est pourquoi le développement de cette production en vue de l'exportation est une question très sérieuse de politique générale.

Un point plus important, surtout pour les prochaines années, est le degré possible d'adaptation de la politique de production agricole de ces pays au regard d'une situation qui, en matière d'échanges internationaux, présente tant d'incertitudes. Pour ces quatre pays dans une certaine mesure, et plus spécialement pour les Etats-Unis et le Canada, les politiques gouvernementales de production ne peuvent influencer des millions d'agriculteurs que par des stimulants économiques. Ces agriculteurs connaissent des conditions favorables depuis plusieurs années et ils ont trouvé la production pour l'exportation particulièrement profitable. Les gouvernements se sont engagés de diverses manières à maintenir ces conditions. On ne sait pas si des éléments puissants ne joueront pas en faveur du maintien ou peut-être même d'un accroissement de la production pour l'exportation, pour les deux ou trois années à venir au moins, et s'il ne faudra pas choisir entre, d'une part, le maintien souhaitable des exportations à un niveau élevé dans des conditions commerciales généralement favorables et, d'autre part, dans une conjoncture moins favorable, le maintien des exportations grâce à un système de subventions.

Forêts et produits forestiers au Canada et aux Etats-Unis

Dans cette région l'industrie forestière passe actuellement par une phase de transition. L'exploitation abusive du passé disparaît et la mise au point de méthodes d'aménagement des forêts, adaptées au milieu local, fait de grands progrès. De même, l'utilisation des produits forestiers ne cesse de s'améliorer.

Au cours des deux siècles passés, de grandes étendues de forêts vierges ont disparu pour faire place à l'agriculture et en outre l'abattage a, pour la première fois, atteint de vastes secteurs. Les difficultés auxquelles se heurtent les travaux forestiers de vaste envergure ont souvent nécessité des investissements très importants en matériel d'abattage et en scieries, et le désir d'amortir le capital aussi rapidement que possible a souvent provoqué une exploitation qui ne tenait aucun compte des besoins futurs de la régénération. L'évolution aux Etats-Unis et au Canada présente des analogies marquées, bien que dans ce dernier pays la plupart des forêts fassent encore partie des domaines, alors qu'aux Etats-Unis c'est la propriété privée qui prédomine. Sauf quelques exceptions, notamment dans la région des sapins Douglas de la côte ouest, les forêts vierges ont été en grande partie remplacées par des peuplements plus jeunes qui, de plus en plus, sont exploités sur la base du rendement soutenu.

Le développement de l'aménagement forestier de ces deux pays revêt une importance mondiale. Les Etats-Unis sont le plus grand consommateur de produits forestiers du monde et le Canada en est le plus grand exportateur. S'il est possible d'accroître sans danger le rendement annuel des deux pays, ils seront à même de mettre un volume encore plus élevé à la disposition des autres régions.

Sur la base des produits réellement extraits des forêts, la production d'Amérique du Nord est passée de 310 millions de m³ (r) en 1945 à 352 millions de m³ (r) en 1946, soit une augmentation de 13 pour cent. En 1946, 76 pour cent de la production de la région ont été fournis par les Etats-Unis et 22 pour cent par le Canada. Bien qu'on ne

dispose pas de statistiques complètes, il est certain que la production des deux pays sera encore plus élevée en 1947.

La dernière évaluation générale de la situation des forêts aux Etats-Unis porte sur l'année 1944. On a estimé l'épuisement total, compte tenu des prélèvements et des pertes naturelles, à 390 millions de m³ (r) contre un accroissement total de 379 millions de m³ (r). Il y avait donc un léger déficit. Toutefois, on estime que l'application de meilleures méthodes d'aménagement forestier peut éventuellement porter le chiffre de l'accroissement à plus de 560 millions de m³ (r).

Les données qui précèdent s'entendent de l'accroissement et des prélèvements sous forme de produits forestiers de toutes sortes, y compris les sciages et les produits de moindres dimensions. En ce qui concerne les sciages seuls, la situation actuelle laisse beaucoup à désirer, les prélèvements étant censés dépasser l'accroissement de plus de 50 pour cent. La production de sciages est passée de 85,9 millions de m³ (s) en 1946 à 89,7 millions de m³ (s) en 1947 et pourrait bien être encore plus élevée cette année.

Les dernières estimations sur l'accroissement et les prélèvements dans les forêts accessibles exploitées du Canada indiquent que l'accroissement ligneux annuel atteint environ 95 millions de m³ (r) et compense à peu près le total des prélèvements et des pertes naturelles. Cette estimation est basée plutôt sur le volume utilisable de bois que sur le volume total. La production forestière a progressé rapidement de 1946 à 1947. Celle de sciages est passée de 12 à 13 millions de m³ (s). La production de pâte s'est accrue de 10 pour cent, passant de 6 millions à 6.600.000 tonnes métriques, et celle de papier journal est passée de 3.800.000 à 4.100.000 tonnes.

L'industrie forestière de la région est fortement mécanisée et l'on y introduit constamment de nouvelles méthodes et de nouveaux types d'équipement. D'un autre côté, le volume des déchets d'exploitation est considérable. On estime par exemple que le total du bois qui se perd ainsi aux Etats-Unis s'est élevé à 89 millions de m³ (r) en 1944, soit près de 25 pour cent du volume total des abattages.¹ Ces pertes énormes sont surtout dues au fait que jusqu'ici il n'existait pas de marché où le bois puisse être vendu à profit ou même à un prix équivalent au prix de revient à la production. Du point de vue national, toutefois, le gaspillage est manifestement trop élevé et l'on prend actuellement des mesures énergiques pour chercher à assurer une récupération économique. Celle-ci dépend en grande partie de la mise au point des méthodes de mécanisation à grand rendement, car le taux des salaires pour les travaux forestiers en Amérique du Nord est relativement élevé.

En 1945 et en 1946, les exportations nettes de produits forestiers d'Amérique du Nord ont représenté un volume annuel de 9 millions de m³ (r). En 1946 les exportations canadiennes nettes ont représenté 31.700.000 de m³ (r), soit un accroissement de plus de 3 millions de m³ (r) par rapport à 1945. Pendant la même année, les importations nettes des Etats-Unis ont atteint 23.100.000 m³ (r). Les rapports pour 1947 indiquent que les Etats-Unis ont importé 2.100.000 tonnes de pâte pendant l'année, dont 1.400.000 en provenance du Canada.

En 1946 la consommation en Amérique du Nord s'est élevée à 326 millions de m³ (r), soit environ 1.500 kilogrammes par habitant.

Les Etats-Unis ont absorbé 86 pour cent de la consommation totale, soit 281 millions de m³ (r). L'accroissement par rapport à 1945 est de l'ordre de 14 pour cent. Le Service forestier des Etats-Unis estime que les besoins du pays à la consommation atteindront probablement 400 millions de m³ (r) au cours des dix années à venir. L'accroissement prévu de la consommation de sciages est relativement faible, mais la demande en produits

¹ Le total des déperditions au cours des opérations d'abattage et de la transformation a été estimé à 980.000 tonnes métriques.

à base de pâte continue à s'accroître. De 1940 à 1945, la production nationale de papier est passée de 2.500.000 à 8.500.000 tonnes. Entre 1912 et 1945, celle de carton est passée de un à 9 millions de tonnes. Le chiffre des prévisions relatives à la consommation totale de ces deux produits est de 28 millions de tonnes pour la période 1950-55.

Les programmes élaborés en Amérique du Nord sont si nombreux qu'il est impossible de faire état de toutes les tendances qui en ressortent. L'amélioration des méthodes de détection et d'extinction des incendies de forêts continue à faire l'objet d'une grande partie des travaux de toutes les organisations forestières du pays, des différents états et des comtés. Le gouvernement fédéral et les administrations, locales adoptent de nouvelles mesures législatives visant au développement de la lutte contre les parasites. On a recours, pour les inventaires forestiers effectués, à l'emploi conjugué du levé aéro-photogrammétrique et du levé à terre, et l'on révisé actuellement les programmes de recherches en matière de forêts et d'utilisation des produits forestiers. Aux Etats-Unis, le développement des combinats sylvicoles connaît un essor remarquable; dans le cadre de ce programme, de nombreuses industries privées aménagent systématiquement les forêts qui leur appartiennent. Une autre phase importante est le programme coopératif pour le rendement soutenu, aux termes duquel l'exploitation des forêts domaniales et privées est centralisée de façon à constituer des zones à rendement soutenu capables d'alimenter sans relâche les industries qui en dépendent.

Au Canada, les Commissions royales des forêts ont terminé leurs rapports sur plusieurs provinces et leurs recommandations se traduisent par des mesures législatives et sont mises à effet par la voie administrative. Un Bureau de la conservation représentant le gouvernement du dominion et celui de la province d'Alberta a été créé sur le versant est des montagnes Rocheuses afin de protéger le cours de la Saskatchewan qui traverse trois provinces.

Aux Etats-Unis, depuis l'an dernier, la protection organisée des forêts s'est étendue à une superficie supplémentaire de 5.400.000 hectares, ce qui porte le total à 133 millions. La superficie reboisée a dépassé le chiffre de 50.200 hectares, obtenu en 1946, ce qui porte le total à deux millions. Les programmes de recherche forestière ont fait l'objet de subventions publiques et privées dépassant 8.500.000 dollars. Les inventaires systématiques sont maintenant terminés. Ils portaient sur 14.800.000 hectares, soit 59 pour cent du total. Deux nouvelles écoles professionnelles ont été établies et le nombre d'étudiants en sylviculture atteint actuellement le chiffre record de 8.000.

Au Canada les levés aéro-photogrammétriques et à terre se poursuivent. Les méthodes aériennes ont été perfectionnées et de grands progrès ont été accomplis grâce à la mise au point d'une méthode utilisant simultanément trois appareils, l'un prenant des vues verticales et les deux autres des vues obliques. Le nombre de diplômés des écoles de sylviculture était de 91 en 1948 et il doit atteindre 378 l'année prochaine.

Forêts et produits forestiers en Océanie

Bien qu'il existe en Océanie 50 millions d'hectares de forêts productives, celles-ci sont réparties sur une multitude de petites îles où leur importance ne peut être que locale. Les plus grandes d'entre-elles se trouvent en Australie (20 millions d'hectares), en Nouvelle-Zélande (2 millions d'hectares) et en Nouvelle-Guinée orientale. Le développement récent de la sylviculture et des industries forestières a été remarquable en Australie et en Nouvelle-Zélande, bien que ces pays soient appelés à rester importateurs nets de produits forestiers pendant quelques années encore.

D'après les chiffres les plus récents de la production australienne et néo-zélandaise, le total des coupes atteint 16 millions de m³ (r) contre une moyenne de 10.500.000 pour les dix dernières années. A ce chiffre viennent s'ajouter les pertes dues aux causes naturelles (incendies en particulier) qui sont importantes et atteignent en moyenne

2.100.000 m³ (r) chaque année. On estime que le total de prélèvements est légèrement supérieur à l'accroissement, mais les chiffres actuels n'ont trait qu'aux essences commerciables. En Australie comme en Nouvelle-Zélande, les peuplements sont du type hétérogène qui caractérise l'hémisphère austral. On en trouve toutefois quelques-uns en Australie du Nord du type tropical.

Les forêts de résineux ne représentent que 10 pour cent des forêts exploitées, y compris de vastes peuplements d'essences exotiques; mais elles contribuent pour une part importante au volume total de la production forestière. Par exemple, le volume des grumes de sciage retiré annuellement des forêts néo-zélandaises se maintient aux environs de 1.200.000 m³ (r) depuis 20 ans, tandis que le volume de la production des résineux est passé de 35.000 m³ (r) à plus de 580.000 m³ (r). De toute évidence cette augmentation est due surtout au fait que des peuplements auparavant trop jeunes pour que des coupes y soient effectuées sont maintenant arrivés à maturité; mais elle permet de se rendre compte des possibilités considérables qu'ouvrirait l'introduction de résineux exotiques dans les pays de l'hémisphère austral.

Depuis quelques années, les scieries, fabriques de pâte et de contreplaqué se sont multipliées, surtout en Australie. Malgré les difficultés de change et de transport, on a poussé la mécanisation des exploitations et accru le rendement de l'équipement des usines. Ces mesures sont devenues nécessaires par suite de la pénurie de main-d'œuvre qui est l'un des aspects principaux de la situation dans ces pays.

En 1945/46, l'Australie et la Nouvelle-Zélande étaient des importateurs nets de produits forestiers, l'excédent des importations sur les exportations étant de l'ordre de 1.200.000 à 1.300.000 m³ (r). Le volume des expéditions de sciages résineux de Nouvelle-Zélande en Australie et de sciages feuillus d'Australie en Nouvelle-Zélande est en voie d'expansion; mais il faudra un certain temps encore pour que cette région arrive à se suffire à elle-même.

On estime qu'en 1946, la consommation moyenne par tête a atteint 970 kilos contre 700 en 1937. Le développement rapide de l'industrialisation exigera probablement dans un avenir prochain d'accroître encore la consommation, surtout en Australie.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont mis sur pied de vastes programmes de mise en valeur de leurs forêts, programmes dont la réalisation pourra à la longue les rendre entièrement autarciques. L'Australie ne cesse de créer de nouveaux services de prévention des incendies et de lutte contre ce fléau; elle développe la recherche forestière et multiplie les établissements d'enseignement technique. A Melbourne, le laboratoire des produits forestiers, équipé de matériel moderne, se montre très actif dans le domaine de la technologie du bois; mais il reste toujours un grand nombre de questions à étudier pour mettre au point une sylviculture adaptée aux forêts indigènes.

La Nouvelle-Zélande procède actuellement à l'inventaire de toutes ses ressources forestières, utilisant pour cela les méthodes les plus modernes par sondages aériens et à terre. Ce pays prépare actuellement des plans de travail et revise sa législation forestière.

La pénurie de main-d'œuvre ralentit quelque peu les progrès du reboisement en Australie. Une réglementation nouvelle et unifiée permettra de réaliser des économies importantes dans l'utilisation du bois. On a mis au point des méthodes de séchages au four et de protection des arbres contre les ravages du charançon lyctus. Le nombre d'étudiants inscrits aux écoles forestières de Canberra et de Victoria a augmenté et l'Université de Melbourne a institué un cours de sylviculture.

En Nouvelle-Zélande, on a pu renforcer les règlements sur la lutte contre les incendies de forêts grâce aux lois votées l'année dernière. Cette mesure est particulièrement importante pour les vastes peuplements de résineux où les risques d'incendies sont grands et reviennent périodiquement. On pense qu'une école technique sera créée en 1949.

TROISIÈME PARTIE

LA SITUATION DE CERTAINS PRODUITS

CHAPITRE 12

PRODUITS AGRICOLES ALIMENTAIRES

LES CÉRÉALES ¹

Pour la première fois depuis le début de la deuxième guerre mondiale, la situation des ressources des pays importateurs en céréales panifiables et secondaires donne lieu à un certain optimisme qui repose sur deux facteurs d'ordre général: 1) l'accroissement de la production nationale dans la plupart des pays, notamment en Europe et 2) le fait que les excédents exportables de céréales sont plus importants qu'ils ne l'ont jamais été depuis 1930/31. Cette situation permettra aux pays importateurs non seulement de reconstituer leurs stocks de roulement qui ont été considérablement réduits au cours de ces deux dernières années, mais encore d'améliorer nettement la qualité du pain et de relever sensiblement le niveau de la ration.

Toutefois, si les perspectives nouvelles se présentent sous un jour plus favorable, la demande mondiale de céréales panifiables pour la campagne 1948/49 reste encore supérieure aux excédents dont les pays exportateurs pourront vraisemblablement disposer (voir Tableau 51).

TABLEAU 51.—L'OFFRE ET LA DEMANDE DE CÉRÉALES SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN 1948/49 ¹

Désignation	Toutes céréales	Céréales panifiables	Céréales secondaires
	(.....Millions de tonnes.....)		
Demande globale à l'importation.....	42,7	30,8	11,9
Offre globale à l'exportation.....	38,3	25,5	12,8
Ecart total.....	-4,4	-5,3	0,9

¹ A la mi-août.

En raison du déficit créé par le niveau des demandes d'importation qui reste très élevé, il y a lieu de maintenir le système des allocations de céréales effectuées par le Comité international de la crise alimentaire (IEFC) et de rajuster les demandes formulées en fonction des disponibilités à l'exportation. C'est pourquoi, malgré les améliorations qu'ils introduisent actuellement, la plupart des gouvernements ne pourront faire preuve de toute la générosité souhaitée dans l'établissement de leurs programmes alimentaires pour la campagne qui vient de s'ouvrir. Dans la plupart des pays le contrôle de la répartition est maintenu bien qu'il ait souvent été relâché ou modifié. D'autre part, on prévoit pour les céréales secondaires un assouplissement des mesures de contrôle qui aura pour effet de réduire leur utilisation aux fins de consommation humaine et d'accroître

¹ En raison des problèmes qui lui sont propres, le riz a été étudié, à part, dans la section suivante. Dans tout ce qui suit le terme "céréales" doit donc être compris dans un sens limitatif excluant le riz.

les ressources disponibles pour l'alimentation du bétail. Par voie de conséquence, il apparaît que d'importants progrès pourront être accomplis dans la reconstitution du cheptel.

La campagne 1947/48

Lorsque la Conférence spéciale des céréales tenue à Paris sous les auspices de la FAO en juillet 1947² a étudié la situation mondiale des céréales en 1947/48, le problème des pénuries est apparu presque insoluble. Le déficit total atteignait 20 millions de tonnes environ, soit approximativement 60 pour cent des ressources totales. Si l'on tient compte en outre du fait que la plupart des pays avaient formulé leurs demandes en prévoyant que le rationnement serait maintenu jusqu'à la fin de la campagne, on comprend que l'équilibre de l'offre et de la demande mondiale nécessitait des mesures radicales en matière de collecte et d'utilisation des céréales. Malgré les cas isolés de détresse que l'on a pu constater dans certains pays, le fait que l'on a pu, dans de vastes régions, éviter le désordre le plus complet, démontre l'utilité de la coopération internationale.

Lorsqu'on retrace l'évolution de la situation au cours de l'année dernière, on peut dégager un certain nombre de facteurs qui méritent d'être retenus. Il s'agit, entre autres, 1) de l'amélioration de la collecte et de l'utilisation de la production nationale des céréales dans les pays importateurs, 2) de l'ajournement des programmes de reconstitution du cheptel, et de l'utilisation massive de céréales secondaires dans l'alimentation humaine, et 3) du rendement considérable des cultures de céréales dans les pays de l'hémisphère sud (Australie et Argentine) et de l'accroissement sensible du volume de leurs excédents exportables, ce dernier phénomène s'étant manifesté également, mais à un moindre degré, aux Etats-Unis et en U.R.S.S. Par ailleurs, la perspective d'une amélioration notable pour 1948 qui se dessinait depuis plusieurs mois a constitué un autre facteur encourageant pour les pays obligés de maintenir des mesures de contrôle rigides en matière de consommation. C'est ainsi que chez certains d'entre eux les consommateurs ont accepté sans trop de difficultés un rationnement pourtant plus sévère que celui qu'ils avaient connu pendant les années de guerre.

On trouvera au Tableau 52 un état comparatif des prévisions d'exportations de céréales panifiables et secondaires pour 1947/48 et des prévisions correspondantes pour les campagnes antérieures.

Il est à remarquer qu'en 1947/48 le total des exportations de céréales a atteint 35 millions de tonnes, ce qui représente une augmentation sensible par rapport au chiffre des deux années précédentes et au total d'avant-guerre qui était de 29,4 millions. Sur ces 35 millions de tonnes, plus de 31 étaient destinées à l'alimentation humaine, ce qui constitue un chiffre record. On estime que les deux tiers environ du volume des céréales secondaires exportées, qui s'élevait à 8,4 millions de tonnes, ont été utilisés pour combler en partie le déficit en céréales panifiables, et un tiers environ, dont une partie considérable était impropre à la consommation humaine, pour l'alimentation du bétail. Il est important de noter qu'une fois de plus, et comme au cours des deux campagnes précédentes, les Etats-Unis ont fourni la plus grande partie des excédents exportés, dont 50 pour cent environ du total des céréales panifiables. Pour le Canada et l'Australie, qui, comme les Etats-Unis, sont membres du Comité international de la crise alimentaire (IEFC), le chiffre global correspondant représente 33 pour cent, ce qui porte les exportations de ces trois Etats Membres à 83 pour cent du total des exportations mondiales de céréales panifiables. Toutefois, l'accroissement des expéditions de céréales de toutes sortes effectuées par d'autres pays comme l'Argentine et l'U.R.S.S. constitue un trait caractéristique.

² FAO, *Rapport de la Conférence spéciale des céréales*, Washington, E.-U., septembre 1947.

TABLEAU 52.—EXPORTATIONS DES CÉRÉALES PAR ORIGINE ET TYPE, AVANT LA GUERRE, EN 1945/46, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Période et type de céréales	Australie	Canada	Etats-Unis	Argentine	Autres origines ¹	Total mondial
	(.....Milliers de tonnes métriques.....)					
<i>1935-38 (moyenne)</i>						
Toutes céréales.....	2.931	4.783	598	10.466	10.650	29.429
Céréales panifiables.....	2.849	4.731	520	3.058	4.701	15.859
Céréales secondaires.....	82	52	78	7.408	5.949	13.569
<i>1945/46</i>						
Toutes céréales.....	1.039	10.889	11.960	3.978	1.118	28.984
Céréales panifiables.....	1.039	9.929	11.026	2.069	610	24.673
Céréales secondaires.....	—	960	934	1.909	508	4.311
<i>1946/47</i>						
Toutes céréales.....	1.388	6.648	15.142	4.322	1.229	28.728
Céréales panifiables.....	1.336	6.314	10.940	1.734	674	20.998
Céréales secondaires.....	52	334	4.202	2.588	555	7.730
<i>1947/48 (chiffres provisoires)</i>						
Toutes céréales.....	3.201	5.750	15.323	7.125	3.604	35.003
Céréales panifiables.....	2.822	5.750	13.154	3.125	1.720	26.571
Céréales secondaires.....	379	0	2.169	4.000	1.884	8.432

¹ En partie estimé.

téristique de l'évolution qui s'est manifestée au cours de l'année. Cet accroissement a été particulièrement marqué pour les céréales secondaires et il a contribué à l'accroissement général du volume total du commerce des céréales pendant la campagne écoulée.

Perspectives pour la campagne 1948/49

Bien qu'il soit encore trop tôt pour se livrer à une analyse statistique détaillée de la situation des céréales en 1948/49, les observations générales qui suivent semblent d'ores et déjà justifiées.

Pour les céréales panifiables, on peut prévoir 1) une production mondiale d'environ 5 pour cent supérieure à celle de l'année dernière et sensiblement égale à la moyenne d'avant-guerre; 2) une récolte européenne d'environ 40 pour cent supérieure à celle de 1947 mais encore inférieure au chiffre d'avant-guerre; 3) pour l'ensemble des quatre principaux pays exportateurs (Etats-Unis, Canada, Australie, Argentine), une grosse production de blé qui n'atteindra cependant pas le chiffre phénoménal de l'an dernier; 4) le maintien à un niveau élevé des demandes d'importation, étant donné, en matière de céréales, le désir des pays déficitaires de relâcher les mesures de contrôle et de reconstituer les stocks; enfin 5) une contribution toujours aussi large apportée par les Etats-Unis au volume total des exportations mondiales.

Quant aux perspectives en matière de céréales secondaires pour cette même campagne, elles découlent des tendances suivantes: 1) production mondiale record de ces céréales, grâce surtout à la récolte de maïs sans précédent aux Etats-Unis, qui devrait se traduire par des exportations massives si divers facteurs d'ordre intérieur ne viennent pas limiter les tonnages finalement exportables; 2) concentration habituelle du plus gros des autres surplus exportables en Argentine, dans les Balkans et en U.R.S.S., tous pays d'où les expéditions se heurtent à des difficultés spéciales d'ordre financier, commercial ou autre; 3) intérêt accru porté dans les pays importateurs à la reconstitution du cheptel pour satisfaire les besoins en viande et en lait et réaliser un meilleur équilibre de l'économie agricole. C'est la première année en effet que l'on note un programme de reconstitution des effectifs qui se poursuit d'une manière aussi active.

Des statistiques globales sur l'offre et la demande totales ne donnent pas un tableau complet. L'augmentation sensible de la production dans les pays importateurs

constitue, à la différence de l'année passée, un important élément de la situation des céréales en 1948/49. Rien qu'en Europe, l'augmentation de la production de blé et de seigle semble devoir atteindre 15 millions de tonnes. Cette production accrue dans les pays importateurs jointe aux importations qui vont se maintenir se traduira par un total disponible sensiblement supérieur (d'environ 30 pour cent) à celui de l'année difficile que nous venons de traverser.

Les demandes d'importation de céréales panifiables officiellement présentées par les pays au Sous-Comité des Céréales du Comité international de la crise alimentaire (IEFC) représentent un total de près de 31 millions de tonnes, contre 40 millions environ il y a un an. Ce taux encore relativement élevé de la demande en 1948/49 résulte du fait que les gouvernements des pays importateurs ne comptent collecter pour la seule fabrication du pain qu'environ la moitié de la production supplémentaire de céréales panifiables. Ceci constitue un changement important dans la politique d'utilisation des céréales dans de nombreux pays. Il ne s'ensuit pas que la production supplémentaire ne sera pas effectivement utilisée, mais cela prouve qu'au fur et à mesure de l'augmentation de la production, il n'apparaît plus nécessaire ni souhaitable de maintenir des contrôles rigides en matière de collecte et d'utilisation.

Pour les céréales secondaires, la campagne en cours peut donc être considérée comme une période de transition entre l'utilisation aux fins de consommation humaine et le retour à l'alimentation du bétail. L'accroissement considérable des récoltes de céréales panifiables dans de nombreux pays importateurs, particulièrement en Europe, et les prévisions de larges tonnages disponibles sur le marché mondial, même s'ils n'atteignent pas le montant total de la demande, permettent en effet, de nouveau, une utilisation importante des céréales secondaires pour l'alimentation du bétail. Il est à noter, du reste, qu'au moment de la rédaction du présent rapport, l'Argentine dispose de forts excédents exportables de maïs et qu'à la fin de l'année, les Etats-Unis arriveront à leur tour sur le marché avec leur récolte record de maïs. Pour la période de juillet 1948 à juin 1949, on prévoit que le total mondial des exportations de céréales secondaires atteindra 12 ou 13 millions de tonnes, soit un peu plus des besoins formulés par les pays importateurs de céréales secondaires tant pour l'alimentation humaine que pour celle du bétail. En raison du déficit en céréales panifiables et du caractère saisonnier des livraisons de céréales secondaires, certaines quantités de ces dernières devront, cette année encore, servir d'appoint pour l'alimentation humaine; si bien que les excédents exportables et la demande totale d'importations de céréales secondaires seront à peu près équilibrés pendant cette campagne.

Un examen des demandes d'importation pour 1948/49 montre nettement que la plupart des pays envisagent des augmentations sensibles des rations dans leur programme de ravitaillement alimentaire. Certains requérants demandent que dans l'établissement des besoins, ce ne soient plus la faim et la nécessité qui constituent les seuls facteurs déterminants mais que l'on fasse également entrer en ligne de compte des éléments comme le rétablissement général de l'économie, la quantité et la nature des devises étrangères disponibles pour les achats, les accords commerciaux bilatéraux, le retour à l'utilisation des céréales secondaires pour l'alimentation du bétail, bref, tous les facteurs susceptibles de rétablir une répartition des ressources normale. Cet état de choses du côté des pays importateurs semblerait justifier une modification considérable des critères sur lesquels on se fondait jusqu'ici pour la détermination des allocations et qui ne tenaient compte que des stricts besoins alimentaires minima. En fait, si l'utilisation des céréales panifiables dans les pays importateurs était maintenue sur la base du niveau de l'an dernier, on constaterait un net surplus.

Les demandes formulées par certains gouvernements sont d'ailleurs supérieures à

la quantité de céréales panifiables et secondaires que ces pays achèteraient probablement sur les marchés mondiaux dans les conditions actuelles de prix et d'approvisionnement, même si aucune attribution n'était prévue pour 1948/49. On estime que 2,5 à 3 millions de tonnes de céréales panifiables, soit à peu près la moitié du déficit indiqué, et au moins 1 million de tonnes de céréales secondaires demandées pour l'alimentation du bétail ne pourraient être achetées en raison du niveau des prix, de la pénurie de devises étrangères ou d'autres difficultés. Ainsi le total net des besoins *effectifs* semblerait atteindre environ 28 millions de tonnes pour les céréales panifiables et de 10,5 à 11 millions de tonnes pour les céréales secondaires, ce qui correspond à un déficit *apparent* de 2,5 millions de tonnes pour les céréales panifiables et un excédent indiqué d'environ 2 millions de tonnes pour les céréales secondaires. Un examen des modes d'utilisation proposés pour de nombreux pays semblerait faire ressortir qu'une substitution de 2 millions de tonnes de céréales secondaires aux céréales panifiables pourrait facilement être effectuée avec le minimum d'inconvénients pour la réalisation des objectifs généraux visés par la plupart des pays importateurs en matière d'alimentation.

S'il est vrai que l'on peut espérer équilibrer à peu près les disponibilités et la demande totales, il y a lieu toutefois de ne faire preuve que d'un optimisme prudent, tant que l'on ne possèdera pas de plus amples informations. Si en effet, les cours des grains continuent de baisser, la demande effective pourrait bien dépasser les chiffres indiqués, et les gouvernements qu'un optimisme excessif aurait poussés à relâcher trop vite ou trop complètement les mesures de contrôle en matière de consommation et de collecte des céréales panifiables pourraient bien se trouver dans l'obligation de les rétablir plus tard, pour pouvoir assurer la soudure avec la récolte suivante. C'est ce qui s'est passé dans certains pays, pour les mêmes raisons, au début de la campagne 1946/47, et le retour au rationnement dans le cours de l'année en fut rendu très délicat. Dans trois ou quatre mois nous devrions avoir plus de précisions sur les éléments actuellement incertains tels que le résultat des récoltes de l'hémisphère sud, les chances de succès des accords commerciaux ou financiers avec les pays exportateurs non membres de l'IEFC et la modification du chiffre des demandes résultant de l'évolution de l'état des récoltes ou de tout autre facteur.

Perspectives d'avenir

Au delà de 1948/49, les perspectives en matière de céréales panifiables et secondaires sont moins claires. En effet, pour une campagne donnée, la situation dépend dans une large mesure des conditions atmosphériques. Il est cependant possible de souligner un certain nombre de tendances qui se dessinent dans l'état actuel de la production et du marché et dont l'effet ne manquera pas de se faire sentir. Leur analyse permettra de mieux comprendre les problèmes auxquels il y aura à faire face et d'envisager les solutions susceptibles d'y répondre.

Considérant l'amélioration sensible des disponibilités mondiales de céréales signalée pour 1948/49, on pourrait être tenté de conclure que le monde en a fini—au moins pour les quelques années qui viennent—avec les pénuries en céréales que nous avons connues depuis le début de la guerre. Peut-être une telle conclusion est-elle justifiée, mais en ce qui concerne la prochaine campagne, et peut-être la suivante, des prévisions prudentes indiqueraient que la possibilité d'une diminution légère de la production dans les pays déficitaires comme des disponibilités exportables dans les pays excédentaires n'est pas à écarter. Cette année, en effet, les progrès de la production sont imputables en grande partie aux conditions atmosphériques favorables et non point pour autant à un rétablissement définitif. De ce fait, il y aurait des raisons de s'attendre à des récoltes plus faibles dans de nombreux pays, particulièrement en Europe, où l'on annonce en 1948

TABLEAU 53.—PRODUCTION MONDIALE DE CÉRÉALES PAR CONTINENT, AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Continent	1934-38			1945			1946			1947		
	Froment et seigle	Orge, avoine et maïs	Total	Froment et seigle	Orge, avoine et maïs	Total	Froment et seigle	Orge, avoine et maïs	Total	Froment et seigle	Orge, avoine et maïs	Total
	(.....)	(.....)	(.....)	<i>Millions de tonnes métriques.</i>								
Europe.....	61,5	54,8	116,3	35,0	34,7	69,7	44,9	39,0	83,9	35,4	43,1	78,5
Amérique du Nord et centrale.....	28,2	81,3	109,5	39,9	114,3	154,2	43,7	122,8	166,5	47,9	96,3	144,2
Amérique du Sud.....	8,4	15,5	23,9	5,8	13,2	19,0	7,8	16,0	23,8	8,7	15,7	24,4
Asie.....	40,2	32,5	72,7	39,6	31,4	71,0	41,4	33,1	74,5	39,6	32,7	72,3
Afrique.....	3,7	8,2	11,9	2,3	6,1	8,4	3,6	7,2	10,8	3,3	8,5	11,8
Océanie.....	4,4	0,8	5,2	4,0	1,0	5,0	3,3	0,9	4,2	6,4	1,2	7,6
TOTAL ¹	146,4	193,1	339,5	126,6	200,7	327,3	144,7	219,0	363,7	141,3	197,5	338,8

¹ Sauf U.R.S.S. D'après les estimations officielles, chaque fois que cela était possible.

TABLEAU 54.—IMPORTATIONS NETTES DE CÉRÉALES PAR CONTINENT¹, AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Continent	1934-38			1945/46			1946/47			1947/48		
	Froment et seigle	Orge, avoine et maïs	Total	Froment et seigle	Orge, avoine et maïs	Total	Froment et seigle	Orge, avoine et maïs	Total	Froment et seigle	Orge, avoine et maïs	Total
	(.....)	(.....)	(.....)	<i>Millions de tonnes métriques.</i>								
Europe.....	12,7	11,7	24,4	17,3	2,9	20,9	13,8	5,1	18,9	19,4	6,5	25,9
Amérique du Nord et centrale.....	0,5	1,4	1,9	0,8	0,3	1,1	1,0	0,1	1,1	1,0	0,2	1,2
Amérique du Sud.....	1,3	—	1,3	1,2	0,1	1,3	1,7	0,4	2,1	1,4	0,3	1,7
Asie.....	1,8	0,3	2,1	3,2	0,3	3,5	3,7	1,8	5,5	3,6	1,3	4,9
Afrique.....	0,5	0,2	0,7	2,0	0,7	2,7	0,7	0,5	1,2	1,1	0,2	1,3
Océanie.....	0,1	—	0,1	0,2	—	0,2	0,1	—	0,1	0,1	—	0,1
TOTAL.....	16,9	13,6	30,5	24,7	4,3	29,0	21,0	7,9	28,9	26,6	8,5	35,1

¹ En partie d'après les déclarations d'expédition et en partie d'après les estimations officielles d'importation sauf pour les chiffres d'avant-guerre qui proviennent des relevés des douanes.

des rendements anormalement élevés, bien que d'autre part un meilleur approvisionnement en engrais et autres fournitures nécessaires soit appelé à avoir des répercussions favorables.

Il convient également de ne pas perdre de vue que les Etats-Unis, qui sont le principal exportateur, ont eu une récolte de blé anormalement forte en 1948 et ces dernières années, et qu'ils exportent à l'heure actuelle à un rythme que des rendements plus faibles ou des programmes agricoles ajustés pourraient bien ne pas permettre dans les années à venir. Par ailleurs, on ne peut guère s'attendre à voir se reproduire, l'année prochaine, la récolte record de maïs de 1948. Dans d'autres régions exportatrices, on peut aussi escompter d'année en année des fluctuations considérables dans l'importance des récoltes, fluctuations dont les répercussions se feront surtout sentir sur les excédents exportables. Ailleurs, l'évolution de la politique gouvernementale pourrait radicalement modifier le volume des exportations. Or, la réduction des disponibilités en 1949/50 suffirait à faire échec, surtout dans les pays importateurs, aux plans actuels d'augmentation de la consommation humaine et animale.

Les facteurs d'ordre général et à longue échéance qui doivent entrer en ligne de compte sont les suivants: 1) nécessité permanente et accrue de vastes approvisionnements en céréales pour faire face aux accroissements de population, au désir de reconstituer et d'augmenter les effectifs du cheptel ainsi qu'au souci de rétablir et d'améliorer le niveau alimentaire, et 2) pénurie de devises fortes dans les pays importateurs obligés cependant de régler dans ces monnaies leurs achats de céréales aux pays exportateurs. La situation se complique d'ailleurs du fait que l'on a de plus en plus recours au système des accords commerciaux bilatéraux qui, tout en permettant d'atténuer la pénurie de devises, introduisent un élément de rigidité dans la structure des échanges en matière de céréales.

On peut illustrer la situation actuelle par un aperçu de la production et du commerce des céréales tels qu'ils se présentent depuis la guerre dans les différents continents. Il ressort du Tableau 53, qui donne le schéma de la production mondiale de céréales, que la production, réduite par la guerre en Europe et en Asie, se rétablit peu à peu. En Europe, le chemin à parcourir est encore considérable; en Asie, le niveau d'avant-guerre a été rétabli mais un déficit constant de riz et une augmentation importante de la population font ressortir la nécessité de réaliser des progrès supplémentaires. En Amérique du Nord, la production de céréales a marqué un accroissement spectaculaire et en Amérique du Sud on assiste à une certaine expansion, bien que celle-ci ne soit probablement pas proportionnelle à l'accroissement de la demande. En Océanie, il est difficile, en raison des fluctuations saisonnières, de préciser si la tendance à la hausse est vraiment définitive.

Le Tableau 54, qui présente un schéma du commerce mondial d'avant-guerre et de ces dernières années, fait ressortir une augmentation très sensible des exportations totales des céréales panifiables pendant les années d'après-guerre et une diminution des exportations de céréales secondaires. Comme on l'a noté plus haut, il y a de fortes chances pour que les exportations de céréales secondaires se rétablissent en 1948/49. Le changement dans la proportion des approvisionnements fournis par les différents pays exportateurs est d'une importance capitale pour les pays importateurs. Alors que les importations d'avant-guerre provenaient de pays situés dans des régions très diverses, depuis la fin des hostilités on a vu le monde dépendre davantage, d'année en année, des disponibilités des quatre principaux exportateurs, au détriment des exportateurs de moindre importance qui, avant la guerre, alimentaient ensemble le tiers du commerce mondial et ne fournissent maintenant qu'une infime fraction des exportations. Cette tendance est particulièrement caractéristique pour l'Amérique du Nord, dont les exportations en 1948/49 représenteront environ 60 pour cent des exportations mondiales de céréales.

Cette concentration accrue des sources d'exportation dans une seule région aggrave

sérieusement le problème des devises dans les pays importateurs et rend les approvisionnements du monde plus sensibles aux fluctuations saisonnières. En comptant l'Argentine, au moins 80 pour cent du tonnage exportable de céréales n'est payable qu'en monnaie forte.

Pendant les quelques années qui viennent, on peut encore espérer une certaine augmentation de la production en Europe et peut-être en Asie. Les programmes européens existants prévoient que le rétablissement des niveaux de production de céréales d'avant-guerre sera presque complet en 1950/51, à condition, toutefois, que des progrès soient réalisés dans d'autres secteurs de l'économie. Mais les accroissements de population et la persistance d'un régime alimentaire basé davantage sur les céréales que sur les produits d'origine animale laisseront l'Europe dans la nécessité d'importer de façon permanente plus de céréales panifiables qu'avant la guerre. En Asie, tout dépend des progrès effectués dans la culture du riz. On peut prévoir qu'en raison de la pénurie de cette denrée et des accroissements de population, les besoins en blé et en céréales secondaires resteront pendant quelques années très supérieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre. Bref, il est clair que l'ensemble des demandes en céréales alimentaires de l'Asie et de l'Europe sera beaucoup plus important pendant quelques années encore, quoique probablement inférieur à celui de l'année en cours.

Il est difficile de prévoir l'évolution de la situation dans les principaux pays exportateurs. Le Tableau 55 montre par comparaison les changements survenus dans la production du blé à la suite de la première, puis de la seconde guerre mondiale. Pendant la première guerre mondiale, les superficies emblavées connurent une énorme extension dans les pays qui sont aujourd'hui les quatre grands exportateurs, tandis que les rendements y restaient pratiquement stationnaires. Pendant la seconde guerre mondiale, les superficies emblavées diminuèrent quelque peu, tandis que les rendements s'élevaient nettement, et l'augmentation de la production fut de 40 pour cent contre 30 pour cent après la guerre précédente.

La sécheresse des années 1934-38 (prises pour base) ne suffit pas à expliquer cette augmentation apparente car elle reste sensible si l'on prend pour indice de référence les campagnes 1926-30. Il est à noter qu'après 1922, la production s'était encore améliorée de façon sensible après la première guerre mondiale.

L'Histoire se répétera-t-elle, ou la production et les exportations sont-elles destinées à décliner? La réponse dépend pour une grande part de ce qui se passera aux Etats-Unis, où de très amples fluctuations peuvent se produire. Comme il a été dit plus haut, les conditions atmosphériques sont favorables depuis un nombre anormal d'années. D'autre part, il est projeté d'abandonner bientôt les cultures sur certaines terres à trop faible

TABLEAU 55.—EVOLUTION DE LA SITUATION DU BLÉ SOUS L'INFLUENCE DE L'UNE ET DE L'AUTRE DES DEUX GUERRES MONDIALES, DANS LES QUATRE PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS (ARGENTINE, CANADA, AUSTRALIE ET ETATS-UNIS)

Période	Superficie		Rendement par rapport à la superficie		Production (Millions de tonnes métriques)
	Ensemencée	Récoltée	Ensemencée	Récoltée	
	(... Millions d'hectares ...)		(.. Quintaux par hectare ..)		
<i>Première guerre mondiale</i>					
1909-13.....	34,6	32,6	8,8	9,3	30,4
1919-22.....	46,6	44,4	8,5	8,9	39,5
1926-30.....	50,9	47,8	9,1	9,7	46,5
<i>Seconde guerre mondiale</i>					
1934-38.....	52,8	44,6	7,1	8,4	37,5
1945-48.....	50,1	48,0	10,6	11,1	53,1
1952-56.....	?	?	?	?	?

rendement, encore qu'il soit difficile de faire appliquer ce projet tant que les cours resteront intéressants. D'un autre côté, les fermiers américains emploient des variétés de semences très améliorées et plus résistantes aux maladies³; ils utilisent deux fois et demie plus d'engrais qu'avant la guerre et ont adopté des méthodes culturales meilleures, si bien qu'il n'est pas impossible de voir s'accroître encore les rendements actuels qui semblent déjà élevés.

En Argentine, on peut s'attendre à voir les exportations de céréales tomber à un niveau plus faible qu'avant la guerre si l'économie nationale évolue dans le sens d'une industrialisation plus poussée et d'une affectation plus exclusive des cultures aux besoins de la production animale. Pour les deux autres gros exportateurs, aucune modification importante n'est à envisager pour le moment. Les pays de l'Europe du Sud-Est vont probablement poursuivre le rétablissement de leurs exportations amorcé en 1947/48. La question de savoir si le niveau d'avant-guerre sera atteint ou dépassé demeure problématique. Les programmes de production des pays de cette région prévoient des exportations totales de céréales plus faibles qu'avant la guerre. Les réformes agraires, les accroissements de population et les programmes de relèvement du niveau alimentaire seront ici les principales composantes. D'un autre côté, la politique et le besoin d'importation de produits industriels peuvent amener un développement des échanges entre l'Est et l'Ouest et, en conséquence, des exportations de céréales plus fortes que celles qui sont envisagées actuellement. En dépit de ces incertitudes, on peut s'attendre à voir, dans les années à venir, les exportations mondiales de céréales baisser quelque peu par rapport à leur niveau élevé actuel, mais demeurer supérieures à la moyenne d'avant-guerre.

Cependant, les perspectives pour les céréales secondaires étant moins nettes, les faits nouveaux qui viendraient les modifier auraient des répercussions sur les prévisions relatives aux céréales panifiables. D'une part, les excédents exportables peuvent, comme déjà dans le passé, varier dans de très larges limites, en raison des grandes fluctuations saisonnières auxquelles le maïs et les autres céréales secondaires sont sujets. D'autre part, la demande ou les importations de céréales secondaires seront essentiellement fonction de l'évolution de la situation économique générale, compte tenu notamment des questions de change et des décisions que les gouvernements, tant des pays importateurs que des pays exportateurs, prendront en matière d'élevage et de programme de consommation alimentaire.

Il ne semble pas qu'il doive y avoir de difficulté sérieuse d'écoulement des excédents exportables de céréales, soit pour la consommation humaine, soit pour l'alimentation du bétail, pour peu que l'on puisse s'entendre sur des moyens de paiement et conclure des accords commerciaux satisfaisants. Des accords intergouvernementaux pour certains produits de base comme le blé, et peut-être aussi les céréales secondaires, pourraient contribuer considérablement à développer la production et les échanges mondiaux sur une base plus rationnelle et plus stable qui réduirait au minimum bien des incertitudes actuelles. En l'absence de ces accords sur les produits de base, il n'est peut-être pas inutile cependant d'envisager le maintien du système de coopération internationale actuel de façon à avoir l'appareil rationnel nécessaire pour faire face aux problèmes futurs, tant en matière de production et de commerce que de répartition des produits dont il y a pénurie.

³ On trouve dans le *Rapport annuel du Gouvernement des Etats-Unis à la FAO pour 1948* les observations suivantes: "La récolte record de blé de 1947 est en partie due à l'utilisation de meilleures variétés. Pratiquement toutes les terres à blé dans le nord de la Grande Plaine furentensemencées de *Rival*, *Mida*, *Pilot*, *Thatcher*, *Newhatch*, *Stewart* et *Carlton*, toutes variétés productives, d'excellente qualité et très résistantes à la rouille du chaume. Elles étaient toutes inconnues ou à peine connues il y a 10 ans. Dans le Kansas, Etat qui a produit 21 pour cent de la récolte de blé l'année dernière, 43 pour cent des terres furent emblavées avec trois variétés supérieures—*Pawnee*, *Comanche* et *Wichita*—obtenues il y a moins de cinq ans. Ces trois variétés furent également cultivées sur des superficies plus vastes dans d'autres Etats du sud de la Grande Plaine et comptent pour une bonne part dans les hauts rendements de l'Oklahoma et du Colorado."

LE RIZ

Situation actuelle

En 1947/48, la production de riz a dépassé celle des quelques années précédentes, surtout en Chine, en Indonésie, en Birmanie, au Siam et en Egypte. S'il est vrai que l'ensemble de la production mondiale a presque atteint le niveau d'avant-guerre (voir Tableau 56), il convient toutefois de noter que ce rétablissement est dû non point à la production asiatique, qui reste en-dessous de la normale, mais surtout à l'augmentation constante de la production dans les régions moins importantes (Egypte et continent américain). L'abattage d'animaux de trait, l'absence de biens de consommation, la désorganisation des marchés et l'insuffisance des moyens de transport et de l'irrigation sont des facteurs qui ont contribué à retarder le rétablissement de la production. De plus, bien que les statistiques publiées soient assez incomplètes et peu sûres, il semble certain que les rendements par hectare ont diminué.

TABLEAU 56.—PRODUCTION MONDIALE DE RIZ (EN ÉQUIVALENT DE RIZ BLANCHI),
AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Région	Superficie			Production		
	1934/35- 1938/39	1946/47	1947/48	1934/35- 1938/39	1946/47	1947/48
	(..... <i>Milliers d'hectares</i>)			(..... <i>Milliers de tonnes métriques</i>)		
Asie.....	78.000	76.000	77.800	96.880	90.545	93.380
Europe.....	230	210	235	708	494	647
Afrique.....	} 1.580	} 2.270	} 2.300	} 1.294	} 1.807	} 2.028
Océanie.....							20	49
Amérique du Nord et centrale.....	540	890	990	754	1.202	1.332
Amérique du Sud.....	1.190	2.140	2.150	1.176	2.340	2.112
TOTAL.....	81.540	81.510	83.495	100.812	96.388	99.547

Les perspectives actuelles dans les pays d'Asie, qui représentent 90 pour cent de la production et de la consommation mondiale du riz, montrent un rétablissement continu de la production. Le rythme d'augmentation, toutefois, n'est pas suffisant pour satisfaire les besoins croissants de la consommation; de plus, il est freiné par des difficultés monétaires et l'instabilité politique dans certaines régions.

Le commerce international du riz, désorganisé par la guerre, n'a pas encore retrouvé sa structure normale (voir Tableau 57). Malgré une augmentation remarquable des exportations de la Birmanie et du Siam durant l'année écoulée, le volume total des exportations asiatiques ne représente pas le tiers de ce qu'il était avant la guerre, en raison surtout de la baisse considérable de la production en Indochine, au Taïwan (Formose) et en Corée. Entre temps, les Etats-Unis d'Amérique, le Brésil, l'Egypte et l'Equateur sont devenus d'importants exportateurs et fournissent des quantités considérables de riz à l'Asie tout en subvenant aux besoins des autres continents.

Trois conséquences découlent de cet état de choses. Tout d'abord les pays déficitaires d'Asie ont dû importer de grosses quantités d'autres céréales. Ensuite, ils ont dû se procurer du riz au prix fort sur le continent américain. Ultérieurement, toutefois, la différence entre les cours du riz américain et ceux du riz asiatique a été réduite. Les premiers ont marqué une certaine tendance à la baisse, alors que les seconds augmentaient.

Enfin, les pays importateurs ont éprouvé des difficultés de paiement qui se sont

TABLEAU 57.—COMMERCE INTERNATIONAL DU RIZ (EN ÉQUIVALENT DE RIZ BLANCHI),
AVANT LA GUERRE ET EN 1947, ET ALLOCATIONS RECOMMANDÉES POUR 1948

Région	1934-38		1947 ¹		Allocations IEFEC recommandées pour 1948	
	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions	Exporta- tions	Importa- tions
	(.....Milliers de tonnes métriques.....)					
Asie.....	8.655	6.715	1.280	1.645	2.506	2.892
Europe.....	295	1.439	0	48	10	177
Afrique.....	116	400	198	70	329	210
Océanie.....	13	76	17	7	18	5
Hémisphère occidental.....	212	532	739	459	701	280
Autres régions.....	—	129	—	5	—	—
TOTAL.....	9.291	9.291	2.234	2.234	3.564	3.564

¹ Statistiques provisoires et incomplètes rassemblées à partir des rapports du Comité international de la crise alimentaire (IEFC).

aggravées récemment et peuvent devenir encore plus sérieuses l'année prochaine. Le commerce du riz est toujours soumis aux allocations internationales recommandées par le Comité international de la crise alimentaire (IEFC); mais le Sous-Comité du Riz de cet organisme a éprouvé des difficultés croissantes pour dresser des plans de distribution acceptables par les diverses parties, puisque les pays exportateurs ont tendance à soumettre leurs ventes à de strictes conditions financières ou d'échange de produits. Non seulement les pays importateurs ont éprouvé des difficultés de plus en plus grandes pour acheter du riz sur le continent américain et dans d'autres pays de la zone dollar, mais, et c'est là un facteur encore plus important, même les grands pays exportateurs de riz de l'Asie du Sud-Est se sont montrés de plus en plus exigeants sur les questions financières, et ont notamment exigé des règlements en dollars. De plus en plus les grands pays exportateurs de riz ont cherché à réserver leurs produits aux pays à même de régler en dollars ou de fournir en échange des produits essentiels, ignorant ainsi, au moins dans une certaine mesure, la priorité des pays les plus nécessiteux. Il est évident qu'à moins d'une augmentation des disponibilités en produits exigés en contre-partie, ou à défaut de la conclusion d'accords financiers à long terme, les pays importateurs de riz verront leurs difficultés s'aggraver sensiblement et un pourcentage croissant des excédents exportables ira vers des pays où le riz n'est pas l'aliment essentiel.

Le niveau de consommation des principales populations dont le riz est l'aliment de base ne s'est que très peu amélioré par rapport à l'année dernière. Certains pays déficitaires ont maintenu le rationnement du riz et, tandis que la répartition porte sur des quantités qui varient selon les ressources immédiates, elle ne suffit généralement pas à maintenir les populations en bonne santé et en état de travailler.

Perspectives d'avenir

Dans le domaine du riz, le problème mondial le plus grave consiste à accroître la production pour atteindre les objectifs suivants: 1) ramener la consommation à un niveau plus satisfaisant; 2) suivre les accroissements de population; et 3) porter le régime alimentaire au-dessus du niveau d'avant-guerre.

Les représentants de dix-neuf gouvernements, réunis à Baguio (Républiques des Philippines) au printemps de 1948, ont indiqué⁴ qu'on pourrait accroître de 5,7 millions

⁴ FAO, *Rapport de la Conférence du Riz*, Washington, E.-U., juin 1948.

de tonnes, par rapport au niveau actuel, la production mondiale de riz d'ici 1950/51, si l'on prenait des mesures pour atténuer certaines des difficultés que rencontrent, à l'heure actuelle, les agriculteurs. Cet objectif pourrait être atteint par une augmentation de 3,4 millions d'hectares, ou 4,5 pour cent des surfaces récoltées, et par un accroissement des rendements moyens de l'ordre de 2,5 pour cent. L'Asie participerait pour 5,3 millions de tonnes dans cette augmentation et les autres parties du monde, pour 0,4 millions de tonnes. Les informations rassemblées montrent que l'augmentation envisagée ne sera réalisée que si six des principaux pays d'Asie producteurs de riz peuvent importer durant la période de trois années, 1948-50, 1,7 million de tonnes d'engrais (essentiellement sulfate d'ammoniaque), plus de 3.000 tracteurs, 10.000 pompes et appareils d'irrigation, près de 6.000 stations de pompage pour puits d'infiltration et près de 1.000 kilomètres de tuyaux pour reforer les puits d'infiltration de surface. De plus, on a souligné qu'il était nécessaire d'améliorer les conditions sanitaires, de lutter contre les épizooties, de fournir aux riziculteurs de nombreux biens de consommation et d'apporter une aide technique aux gouvernements décidés à augmenter leur production de riz.

A supposer même que leur réussite soit complètement assurée, il y a lieu de se demander si ces objectifs sont suffisants. Les populations mondiales à forte consommation de riz s'accroissent d'environ 10 million d'individus par an, ce qui représente une augmentation de consommation annuelle de 1,3 million de tonnes de riz. Les niveaux actuels de consommation dans la plupart des pays où le riz est la base de l'alimentation sont inférieurs à ceux d'avant-guerre. Les besoins d'importation du Japon, estimés à 2 millions de tonnes, auront à être satisfaits au moins dans une certaine mesure. Les pays européens, qui ont été à peu près complètement privés de riz pendant de nombreuses années, sont fortement désireux de redonner au riz sa place normale dans les ressources alimentaires de la population. Il semble donc, compte tenu de ces considérations, que l'objectif de 5,7 millions de tonnes supplémentaires en 1950/51 ne permettra pas de rétablir les niveaux de consommation d'avant-guerre et de nourrir les bouches supplémentaires. Dans ce cas-là, toute amélioration par rapport aux normes diététiques d'avant-guerre serait hors de question.

A Baguio, les délégués avaient arrêté les niveaux de consommation qui seraient souhaitables, et en y comparant les plans de production pour 1950, on constate un déficit de 13,6 millions de tonnes. Si la situation actuelle doit être améliorée, les gouvernements auront non seulement à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mener à bien les programmes envisagés à Baguio, mais encore à trouver d'autres moyens de réduire les pertes et d'augmenter leurs ressources en riz. Pour amorcer un programme efficace de développement de la production du riz, il faudra mener une campagne sur de nombreux fronts et, en particulier, intensifier les recherches, convaincre davantage de cultivateurs de l'intérêt de pratiques culturales améliorées, assurer des conditions économiques stimulantes, et amplifier les services d'hygiène et de santé comme de toute autre institution propre à améliorer les conditions de vie et de travail.

Depuis la guerre, la production et l'exportation du riz se sont développées sur le continent américain et en Afrique, les exportations supplémentaires étant dirigées vers l'Asie. Mais des difficultés de paiement ont déjà commencé à ralentir ce mouvement commercial, si bien que les plans de production des pays non asiatiques se montrent très réservés quant à l'expansion future de la production et de l'exportation du riz, et cela malgré la conclusion de la Conférence de Baguio, spécifiant que les besoins de l'Asie continueront à être supérieurs à la production possible dans cette région au moins jusqu'en 1950. Les pays non asiatiques, si l'on s'en tient aux objectifs de production qu'ils ont présenté à Baguio, n'augmenteront leur production que pour passer de 3,2

millions de tonnes en 1947/48 à 3,6 millions de tonnes en 1950/51. Quant aux exportations, d'après la même source, elles passeraient de 0,7 million de tonnes métriques en 1948 à 1,1 million en 1950. Au demeurant, les Etats-Unis indiquent une réduction à la fois de la production et des exportations et certains pays de l'Amérique latine ne poussent pas leurs plans de production de riz aussi loin qu'ils le feraient si les perspectives du marché étaient plus rassurantes.

La question immédiate est donc la suivante: comment les pays asiatiques déficitaires en riz vont-ils trouver un moyen de paiement qui satisfasse les pays exportateurs des autres continents? Derrière cette question il en est une autre plus fondamentale encore: les pays de l'Asie trouveront-ils à leur avantage, économiquement parlant, d'exporter d'autres produits contre le riz, étant donné les taux d'échange qui risquent de prévaloir? Il se peut en effet que, malgré ses besoins sérieux en riz, l'Asie préférera se limiter aux tonnages qu'elle est en mesure, de produire elle-même et réserver ses possibilités d'obtention de devises étrangères à l'achat d'autres denrées pour la production desquelles elle se trouve dans une situation relativement moins avantageuse.

En tout état de cause, il y a là sans aucun doute matière à enquête, nécessitant l'échange d'informations. De cette manière seulement pourra-t-on coordonner la production et le commerce du riz dans les différentes régions de la manière la plus économique.

LES MATIÈRES GRASSES

Production et commerce

D'après les statistiques disponibles, on estime que la production mondiale totale de matières grasses employées comme telles (soit tous les produits d'origines diverses tels que les graines oléagineuses, le beurre, les graisses d'abattage, les huiles de baleine et de poisson) est remontée, au cours de 1948, à environ 100 pour cent de la moyenne des années précédant immédiatement la guerre, alors que pendant la guerre et immédiatement après, la production était inférieure de 10 pour cent à cette moyenne. Pour certains pays on ne possède que peu de renseignements, mais si l'on se borne à comparer les sources d'approvisionnement pour lesquelles on dispose de renseignements relativement sûrs, il apparaît que la baisse, par rapport au niveau de production d'avant-guerre, y a été proportionnellement plus grande que pour l'ensemble du monde.

On remarquera (voir Tableau 58) qu'en Amérique du Nord et aux Philippines la production dépasse sensiblement le niveau d'avant-guerre, et qu'en Europe, au Japon, en Indonésie et en Malaisie elle a sensiblement décliné. La baisse en Europe (occidentale et centrale) porte exclusivement sur le beurre et les graisses animales, attendu que la production de graines oléagineuses et d'huile d'olive, pour autant qu'on puisse en parler, est à un niveau supérieur à celui d'avant-guerre. Quant à la pêche à la baleine, elle est maintenant réglementée par une Convention internationale et les prises en sont limitées à un volume considéré comme satisfaisant pour assurer la perpétuation de l'espèce.

Avant la guerre, 25 pour cent de la production mondiale de matières grasses étaient exportés, proportion beaucoup plus forte que pour la plupart des autres aliments de base. Bien que de nombreuses régions restent essentiellement exportatrices, on trouve dans un certain nombre de grandes régions d'exportation une tendance à accroître la

TABLEAU 58.—PRODUCTION MONDIALE DE MATIÈRES GRASSES: BEURRE, GRAINES OLÉAGINEUSES ET TOUTES HUILES ET GRAISSES EN ÉQUIVALENT D'HUILE, AVANT LA GUERRE ET EN 1948/49

Origine	1934-38	1948/49	
	(Milliers de tonnes métriques)		(Pour cent d'avant-guerre)
Produits de la pêche à la baleine (toutes régions).....	530	330	62
<i>Europe</i>			
Europe septentrionale et occidentale (y compris l'Islande).....	1.246	980	79
Europe centrale (Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie et Pologne).....	1.368	702	51
Europe méridionale et orientale.....	1.627	1.665	103
U. R. S. S.....	2.230	2.100	94
<i>Amérique du Nord (sauf Mexique)</i>	3.326	5.210	157
<i>Amérique centrale et du Sud (y compris le Mexique)</i>			
Argentine et Uruguay.....	905	880	97
Autres pays.....	744	928	125
<i>Afrique</i>			
Afrique occidentale et orientale.....	1.750	1.780	102
Afrique du Nord et du Sud.....	315	280	89
<i>Asie</i>			
Chine/Mandchourie.....	3.100	4.900	90
Inde/Pakistan.....	2.360		
Japon.....	325	185	57
Indonésie/Malaisie.....	1.190	900	76
Philippines.....	465	620	133
Autres pays.....	1.060	1.150	108
<i>Océanie</i>			
Australie et Nouvelle-Zélande.....	455	440	98
Autres pays.....	200	125	63
TOTAL (arrondi) ET MOYENNE.....	23.200	23.200	100

TABLEAU 59.—EXPORTATIONS MONDIALES DE MATIÈRES GRASSES INDIGÈNES, (GRAINES OLÉAGINEUSES, BEURRE ET TOUTES HUILES ET GRAISSES), AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Origine	Expéditions effectuées				Prévisions des disponibilités à l'exportation	
	1934-35	1945	1946	1947	1948/49	1951/52
	(Années civiles)				(Campagne de prod.)	
	(.....Milliers de tonnes métriques en équivalent d'huile.....)					
Produits de la pêche à la baleine (production).....	530	65	145	340	330	650-700
Europe (y compris l'Islande et l'U.R.S.S.).....	520	110	120	120	250	
Amérique du Nord (sauf Mexique).....	150	410	340	435	530	800-900
Amérique latine.....	755	480	445	520	600	
Afrique et Moyen-Orient.....	1.050	675	760	725	950	1.100
Inde.....	515	140	80	90	280	400-500
Chine/Mandchourie.....	660	(¹)	40	115		
Philippines.....	355	3	375	645	500	500
Indonésie/Malaisie/Siam.....	740	(¹)	45	155	460	650-700
Autres régions (y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande).....	625	337	310	355	420	500
TOTAL (arrondi).....	5.900	2.220	² 2.660	² 3.500	² 4.300	4.700-4.800

¹ Pas de données disponibles, expéditions vraisemblablement négligeables.

² A l'exclusion des expéditions de colis (individuels ou d'organisations de secours) non soumis à l'enregistrement des douanes. En 1947 de telles expéditions représenteraient, suivant les sources, de 50.000 à 100.000 tonnes métriques de matières grasses, principalement en provenance des Etats-Unis.

part des ressources en matières grasses réservée à la consommation intérieure. Comme dans la plupart des cas il ne s'est pas produit d'accroissement correspondant de la production, il en est résulté une réduction considérable du volume disponible pour le commerce international. Il est encore trop tôt pour prédire les tendances futures, même pour 1949, en ce qui concerne la production et le volume des produits non exportés, mais on trouvera au Tableau 59 ci-après des données statistiques et des estimations montrant les tendances des exportations depuis la fin de la guerre.

Les principales régions importatrices sont l'Europe et l'Amérique du Nord qui, entre 1934 et 1938, ont absorbé près de 90 pour cent des matières grasses brutes passées dans le commerce mondial et un pourcentage sensiblement égal en 1947 et en 1948, si l'on en juge par l'état des allocations internationales provisoires en août 1948. Avant la guerre le Japon était également un grand importateur; si les importations d'après-guerre se sont faites sur une échelle très réduite, un accroissement considérable y est prévu dans les allocations de 1948. Dans le cas des Etats-Unis et du Canada, à la suite du grand développement de la production des graisses animales et végétales pendant et depuis la guerre, il s'est produit à la fois un accroissement notable des exportations de matières grasses provenant de la production nationale et une diminution des importations. En conséquence, pour ces deux pays les importations nettes sont très inférieures à celles d'avant-guerre. Mais c'est en Europe, où allaient avant la guerre 70 pour cent des importations mondiales totales de matières grasses, soit 45 pour cent de la consommation de ce continent, que les effets de la pénurie mondiale se font le plus sentir depuis la guerre. (Voir Tableau 60.)

Pendant les hostilités, non seulement la plus grande partie de l'Europe continentale a été privée de ses sources d'importation, mais encore la production intérieure de beurre et autres graisses animales a diminué régulièrement par suite de la réduction des importations de produits pour l'alimentation du bétail. Cette baisse a été compensée dans une faible mesure par le développement de la production des oléagineux métropolitains qui est, en général, une entreprise hasardeuse, étant donné les conditions climatiques européennes. Pendant la campagne 1947/48, on a enregistré une amélioration sensible de la production d'huile d'olive dans tous les pays méditerranéens, ainsi qu'un relèvement notable sinon complet de la production générale de matières grasses dans le bassin danubien. Toutefois, dans les pays du centre et du Nord-Ouest de l'Europe, la production est restée très inférieure aux chiffres d'avant-guerre en raison de la mauvaise saison fourragère et de la priorité accordée dans l'utilisation des récoltes à l'alimentation humaine au détriment de celle du bétail.

Pour la campagne 1948/49, on prévoit que la plupart des pays européens, sinon tous, connaîtront une amélioration sensible de leur production de matières grasses. Il semble que cette production pourrait atteindre 80 pour cent du niveau d'avant-guerre dans l'Europe du Nord-Ouest prise dans son ensemble, mais qu'en Allemagne, en Pologne et dans le reste de l'Europe centrale, elle ne dépassera guère 50 pour cent. Il est probable que dans l'Europe méridionale et orientale la production a déjà retrouvé son niveau d'avant-guerre; mais la proportion d'huiles végétales est beaucoup plus forte, et celle de beurre et de graisses d'abattage bien inférieure.⁵

Au point de vue du tonnage de matières grasses, la pénurie des ressources produites localement en Europe centrale et occidentale a été sans doute encore plus forte que celle des produits importés et, cette double réduction a surtout atteint les populations industrielles ou urbaines.

⁵ Ces chiffres n'ont trait qu'aux produits de l'agriculture nationale et de la pêche côtière et ne concernent pas l'huile de baleine provenant d'expéditions européennes dans l'Antarctique, etc.

Prévisions des ressources pour 1948/1949

D'après le Tableau 59, les disponibilités mondiales à l'exportation pour 1948/49 devraient dépasser de 800.00 tonnes le volume total correspondant pour l'année civile 1947, et bien que l'on n'ait encore procédé à aucune allocation pour cette période on peut raisonnablement supposer que l'Europe bénéficiera d'une grande partie de cet accroissement. D'une manière générale, on peut prévoir que les importations et la production intérieure fourniront aux pays d'Europe importateurs de matières grasses, à l'exception de l'Allemagne, des ressources sensiblement accrues, et que pour la campagne 1948/49, les ressources totales par habitant atteindront 80 ou 90 pour cent du niveau d'avant-guerre, contre 64 à 75 pour cent en 1947. Dans le cas de l'Allemagne, une nouvelle augmentation des importations est probable. Celle-ci sera essentiellement fonction de la part des ressources financières disponibles que, compte tenu du coût relativement élevé des produits en cause, on affectera à cette opération.

En Amérique du Nord et en Amérique latine, il faut s'attendre aussi à un nouvel accroissement des importations sans espérer atteindre toutefois le niveau d'avant-guerre. Certains pays latino-américains ont en fait accru leur approvisionnement au cours de la guerre, surtout grâce aux ressources de l'Argentine, mais, depuis la fin des hostilités, avec la reprise des exportations à destination de l'Europe, les importations de la plupart des pays d'Amérique latine se sont réduites et sont en général inférieures au volume d'avant-guerre, pourtant relativement faible.

L'Union Sud-Africaine, l'Afrique du Nord française et le Moyen-Orient cherchent toujours à augmenter leurs importations qui, depuis la guerre, ne se sont pas accrues au même rythme que la population, le pouvoir d'achat et le degré général d'industrialisation.

Quelle que soit la difficulté d'une telle tentative, il est utile d'analyser ici les tendances de la répartition des importations pour la campagne en cours. On trouvera au Tableau 60 les prévisions du volume des importations pour 1948/49 (à supposer que le total mondial des exportations atteigne 4,3 millions de tonnes) en comparaison avec le volume des échanges correspondants, pour les années civiles 1945 à 1947 et pour la moyenne de 1934 à 1938.

TABLEAU 60.—EXPÉDITIONS DES GRAINES OLÉAGINEUSES, DU BEURRE ET DE TOUTES HUILES ET GRAISSES PAR RÉGION DE DESTINATION, AVANT LA GUERRE ET APRÈS LA GUERRE

Destination	Mouvement des marchandises par année civile				Prévisions 1948/49 (Juillet-juin)
	1934-38	1945	1946	1947	
	(.....Milliers de tonnes métriques en équivalent d'huile.....)				
Royaume-Uni et Europe du nord-est (sauf Allemagne).....	2.520	...	1.520	2.085	2.250/2.350
Europe centrale (y compris Pologne)...	1.335	...	85	175	450/500
Autres pays d'Europe (y compris U. R. S. S.).....	295	...	115	130	200
TOTAL PARTIEL (Europe et U.R.S.S.).....	4.150	(1.460)	1.720	2.390	2.950/3.050
Amérique du Nord (sauf Mexique)....	1.045	490	525	680	650/700
Amérique latine.....	150	105	155	125	150/175
Afrique et Moyen-Orient.....	165	85	125	175	200
Japon.....	170	...	10	20	80/100
Autres pays d'Asie et d'Océanie (y compris Australie et Nouvelle-Zélande)..	220	90	115	110	150
TOTAL MONDIAL ¹.....	5.900	2.230	2.650	3.500	4.300

¹ A l'exclusion des quantités réexportées avant ou après transformation, des colis de secours expédiés à titre privé et du secours alimentaire apporté par les armées d'occupation.

Si les prévisions ci-dessus et celles relatives aux productions nationales (voir Tableau 58) se réalisaient, il en résulterait des situations fort diverses suivant les pays quant aux niveaux de consommation par rapport à l'avant-guerre. En Europe, par exemple, tandis que l'approvisionnement par habitant en matières grasses (à usage tant alimentaire qu'industriel) s'établirait par rapport à l'avant-guerre à un niveau oscillant autour de 100 pour cent dans les régions méditerranéennes et balkaniques, qui se suffiraient presque entièrement, ou de 80 ou 90 pour cent dans la plus grande partie de l'Europe du Nord-Ouest, celui de l'Allemagne n'atteindrait sans doute pas 50 pour cent. De même, alors que l'Amérique du Nord disposerait de 95 à 100 pour cent de ses ressources d'avant-guerre, les proportions seraient des plus diverses dans les pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, celles de certains pays, dont le niveau d'avant-guerre était très bas, pouvant dépasser 100 pour cent.

Perspectives d'avenir

Malgré l'accroissement prévu du volume exportable en 1948/49 et en supposant même un relèvement sensible de la production nationale des pays importateurs, il est manifeste qu'un déficit appréciable subsistera pour les matières grasses. Ce sont les grandes régions importatrices, notamment l'Allemagne et le Japon et, à un moindre degré, l'Europe occidentale, qui continueront nécessairement à souffrir le plus de ces pénuries. Dans les conditions financières actuelles, l'Allemagne et le Japon amortissent au profit des autres pays importateurs, la crise mondiale des matières grasses, mais il est à prévoir que cette situation se modifiera progressivement. C'est pourquoi les pays importateurs d'Europe doivent s'attendre à une pénurie endémique, bien que beaucoup moins aiguë que celle qui sévit depuis le début des hostilités. Il importe toutefois d'évaluer de façon réaliste la nature de ce déficit, la demande effective n'étant pas forcément aussi élevée que les besoins calculés d'après la consommation d'avant-guerre par tête. Si l'on s'en tient uniquement aux indications d'ordre statistique, le chiffre des prévisions de ressources pour l'Europe en 1948/49 serait inférieur de plus de 2 millions de tonnes à celui de la consommation d'avant-guerre. A supposer même que ces prévisions se réalisent il est fort improbable que la situation actuelle des prix et des ressources en devises permette l'importation de quantités appréciables. D'autre part, il se peut fort bien que dans les estimations faites plus haut (voir Tableaux 58 et 60), les chiffres donnés pour les approvisionnements prévus pour les pays importateurs non européens soient inférieurs de 50.000 à 150.000 tonnes à la demande effective de ces pays.

Un accroissement plus sensible du volume des approvisionnements semble probable dans les années qui viennent grâce au développement de la production à la fois dans les pays exportateurs et importateurs. Selon les renseignements actuels (voir Tableau 59), le volume exportable total en 1951/52 peut atteindre de 4,5 à 5 millions de tonnes, ce dernier chiffre étant le plus probable si l'on table sur le maintien de la production aux Etats-Unis et le rétablissement de celle de certaines régions coloniales, sur le retour à des conditions plus normales en Mandchourie, et sur la réalisation de certaines plantations telles que celles qui viennent d'être commencées en Afrique orientale britannique. Toutefois, compte tenu des ressources probables en aliments protéinés pour le bétail, on ne prévoit pas que la production de beurre de l'Europe considérée dans son ensemble atteigne les niveaux d'avant-guerre, même en 1951/52.

Apparemment il ne faut pas s'attendre à ce que les ressources en matières grasses pendant les années qui viennent puissent satisfaire les besoins accrus des régions d'exportation tout en ramenant au niveau d'avant-guerre la consommation des régions importatrices.

La conclusion qui s'impose est que, ou bien la plupart des pays importateurs

devront s'habituer à une réduction permanente de leurs standards d'avant-guerre, ou bien il faudra faire un beaucoup plus grand effort que celui déjà envisagé pour développer la production de matières grasses. La solution du problème est rendue plus difficile par le caractère anormal des rapports de prix qui se sont établis depuis la fin des hostilités. Le niveau des prix des matières grasses varie considérablement d'un pays à l'autre, même pour un type identique. Aux Etats-Unis, les prix en 1948 ont oscillé entre 250 à 300 pour cent par rapport au niveau de 1935-39, tandis que sur les marchés qui sont les plus influencés par la pénurie mondiale, par exemple ceux du copra philippin et de l'huile de baleine norvégienne, le prix est de 5 à 6 fois celui d'avant-guerre.

Certains pays exportateurs affirment que les prix des autres produits aussi bien que le coût de production sont également au coefficient 5 ou 6; mais il semble toutefois que l'indice des prix actuellement payés aux producteurs de matières grasses dépasse en général de 50 à 100 pour cent celui des biens de consommation, produits industriels et services. Cette situation reflète naturellement la gravité particulièrement sévère des pénuries de matières grasses en comparaison de la plupart des autres denrées.

Etant donné les perspectives d'avenir, il faut s'attendre à ce que cet état de choses ne se modifie que graduellement.

Il convient cependant d'analyser la situation à la lumière de l'évolution historique de l'offre et de la demande mondiales. Il ne faut pas oublier que si le total mondial des exportations annuelles s'est élevé en moyenne à 5,9 millions de tonnes entre 1934 et 1938, il n'atteignait que 3,2 millions de tonnes en 1913 et 2,8 millions de tonnes en 1909, ni que, d'autre part, la consommation par tête, des corps gras de toutes sortes semble avoir augmenté entre 1909-13 et 1934-38 d'environ 25 pour cent en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Danemark et probablement dans le reste de l'Europe du Nord-Ouest. Cet accroissement s'explique sans doute en partie par l'expansion de la production animale, mais il est dû principalement au développement des ressources d'origine tropicale ou directement utilisables (oléagineux et huile de baleine). Dans ces conditions, on ne saurait considérer le niveau de la période 1934-38 comme un objectif toujours valable, notamment pour les pays dont la consommation de matières grasses était élevée quand ils pouvaient dépendre dans une forte mesure des importations de matières grasses brutes relativement peu coûteuses.

On a cherché au Tableau 61 à analyser la production et la répartition mondiales des matières grasses proprement dites avant la guerre, en les groupant d'après la consommation connue par tête entre 1934 et 1938. Il en ressort que, si l'on exclut les Etats-Unis, les pays importateurs ayant un niveau de consommation de matières grasses élevé ou relativement élevé dépendent des importations dans une proportion de 55 pour cent. Aux Etats-Unis, ce pourcentage était normalement beaucoup plus faible. Pour les pays exportateurs, 75 pour cent du volume total des quantités expédiées étaient fournis par ceux ayant une consommation de moins de 9 kg par habitant, la plus grande partie du complément provenant de pays dont l'agriculture était spécialisée ou mécanisée. En outre, si l'on prend tous les pays dont le niveau de consommation individuelle dépasse 15 kg, on trouve que 22 pour cent de la population mondiale absorbait plus de 50 pour cent de la production totale de matières grasses, tandis que si l'on prend les pays dont la consommation était inférieure à 9 kg on voit que 55 pour cent de la population mondiale ne consommait que 36 pour cent de la production totale. On peut résumer comme suit les considérations qui précèdent.

- 1) Le total des ressources qui seront probablement à la disposition des pays ayant un niveau élevé de consommation et étaient tributaires dans une large mesure des importations, ramènera la consommation par habitant à 90 ou 80 pour cent

seulement du chiffre d'avant-guerre.

- 2) Les prix des matières grasses sur les marchés libres internationaux se maintiendront à un niveau sensiblement plus élevé que ceux de la plupart des autres denrées.
- 3) Ces perspectives en matière de prix doivent encourager non seulement le relèvement de la production pour l'exportation dans les régions exportatrices actuelles, mais encore la création de nouvelles sources d'approvisionnement immédiat et à longue échéance.
- 4) Il est probable que ces approvisionnements seront relativement coûteux, qu'il s'agisse de graisses d'origine animale ou d'oléagineux.

Quoi qu'il en soit, l'incitation à développer les approvisionnements pour satisfaire la présente demande restera forte. C'est pourquoi une étude attentive des programmes et perspectives de production sera nécessaire, non seulement dans chaque pays, mais aussi sur le plan international.

TABLEAU 61.—APPROVISIONNEMENTS MONDIAUX ET MARCHÉ INTERNATIONAL DES MATIÈRES GRASSES AVANT LA GUERRE (MOYENNE 1934-38)

Pays classés par niveau de consommation en matières grasses	Production indigène	Importations nettes (ou exportations—)	Consommation apparente	Pourcentage de la population mondiale
	(Milliers de tonnes métriques en équivalent d'huile)			(Pour cent)
<i>Pays à consommation élevée</i> (27 kg par habitant et plus)				
Exportateurs nets (Danemark, Norvège, Australie et Nouvelle-Zélande).....	890	— 420	470	
Etats-Unis.....	3.100	770	3.870	
Autres importateurs.....	1.810	2.560	4.370	
TOTAL PARTIEL.....	5.800	2.910	8.710	14
<i>Pays à consommation relativement élevée</i> (de 15 à 27 kg)				
Argentine/Uruguay.....	910	— 600	310	
Autres exportateurs.....	710	— 45	665	
Importateurs nets.....	1.205	1.040	2.245	
TOTAL PARTIEL.....	2.825	395	3.220	8
<i>Pays à consommation relativement faible</i> (de 9 à 15 kg)				
U.R.S.S. et les trois Etats baltes.....	2.280	— 55	2.225	
Importateurs nets.....	765	95	860	
TOTAL PARTIEL.....	3.045	40	3.085	13
<i>Pays à consommation faible</i> (moins de 9 kg)				
Importateurs nets.....	900	220	1.120	
Exportateurs nets.....	10.830	— 3.565	7.265	
TOTAL PARTIEL.....	11.730	— 3.345	8.385	65
TOTAL.....	23.400	1 5.900	23.400	100

¹ Ce chiffre représente les exportations totales de matières grasses indigènes et se trouve de ce fait considérablement supérieur à celui du total des exportations nettes de chaque région, attendu que de nombreux pays exportent une partie de leur production nationale tout en procédant à des importations souvent considérables ou relativement importantes.

LE SUCRE

Situation actuelle

Pendant la campagne 1947/48, la situation des approvisionnements en sucre, qui se caractérisait au début par l'existence de pénuries et d'un système d'allocations, a évolué au point de susciter des craintes d'excédents futurs. Légèrement supérieure à la moyenne des années 1934 à 1938, la production mondiale en 1947/48 a dépassé celle de l'année précédente d'un peu plus d'un million de tonnes métriques. Mais, compte tenu de l'accroissement de la population, elle reste inférieure de 7 pour cent à la moyenne d'avant-guerre. Sur le continent américain, la production a été de 4,7 millions de tonnes en Asie et de 2 millions en Europe (voir Tableau 62). L'Amérique, les Etats-Unis et Cuba ont enregistré des chiffres records. En Europe, la production qui avait beaucoup souffert de la sécheresse était en recul, bien qu'en Asie on ait noté une amélioration générale par rapport à l'année précédente, notamment aux Indes et à Taïwan.

Les perspectives pour 1948 sont extrêmement favorables en Europe où la superficie plantée en betteraves est plus vaste qu'avant-guerre dans la plupart des pays et où la production brute peut atteindre 6 millions de tonnes. Mais elles sont moins encourageantes aux Etats-Unis. Il est encore trop tôt pour faire des prévisions quant aux résultats de la campagne prochaine à Cuba, mais la production continuera à augmenter dans les autres pays d'Amérique latine. En Extrême-Orient, il est probable qu'elle sera meilleure que l'année passée, notamment dans les principales régions exportatrices: Java, les Philippines et Taïwan.

TABLEAU 62.—PRODUCTION MONDIALE DE SUCRE (EN ÉQUIVALENT DE SUCRE BRUT),
AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Région	Production			Production supplémentaire ou déficitaire en 1947/48 par rapport à	
	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47
	(..... Milliers de tonnes métriques.....)				
<i>Hémisphère occidentale</i>					
Cuba.....	2.837	5.848	6.100	3.263	-252
Autres Antilles, Mexique et Amérique centrale.....	2.242	2.644	2.617	375	-27
Etats-Unis et Canada.....	1.736	1.868	2.082	346	214
Amérique du Sud.....	2.199	2.849	2.968	769	119
TOTAL.....	9.014	13.209	13.767	4.753	558
<i>Europe</i>	6.536	5.187	4.536	-2.000	-651
<i>Asie</i>					
Java, Philippines et Taïwan.....	3.429	187	757	-2.672	570
Autres pays.....	3.947	4.082	4.409	462	327
TOTAL.....	7.376	4.269	5.166	-2.210	897
<i>Afrique</i>	1.146	1.196	1.394	248	198
<i>Océanie</i>	1.717	1.351	1.542	-175	191
TOTAL MONDIAL (excepté P.U.R.S.S.).....	25.789	25.212	26.405	616	1.193

N. B.—Les années correspondent aux campagnes de production commençant généralement au 1er septembre. Les chiffres comprennent le *gur* indien ainsi que le *panocha* et le *muscovado* des Philippines; les autres sucres de produits de qualité inférieure ne sont pas compris.

La structure actuelle des échanges internationaux est toujours aussi profondément différente de celle d'avant-guerre. Les exportations des Antilles en 1947 étaient de 75 pour cent environ du total mondial contre 38 pour cent avant la guerre. Les trois grands exportateurs asiatiques, Java, les Philippines et Taïwan, qui autrefois exportaient plus de 2,8 millions de tonnes métriques, n'ont, en fait exporté que des quantités négligeables en 1947 mais fourniront peut-être un total de près d'un million de tonnes en 1948/49, ce qui permettrait aux pays européens de payer une partie de leurs importations de sucre en monnaies autres que le dollar dont la pénurie n'a cessé d'être critique tant que les Antilles étaient la seule source d'approvisionnement.

En 1947 les importations des pays européens n'ont pas atteint 80 pour cent de leur volume d'avant-guerre, cette diminution touchant principalement la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (Voir Tableau 63). En Asie, les autorités d'occupation n'ont importé au Japon que 42.000 tonnes contre près d'un million avant-guerre, mais les importations seront plus fortes en 1948. En revanche, les importations des Etats-Unis ont doublé et atteint en 1947 le chiffre record de 5.346.000 tonnes pour satisfaire une demande intérieure très élevée.

TABLEAU 63.—COMMERCE EXTÉRIEUR DU SUCRE DANS CERTAINS PAYS EN 1934-38, 1946 ET 1947

Pays	Exportations			Importations			Balance		
	1934-38	1946	1947	1934-38	1946	1947	1934-38	1946	1947
<i>Milliers de tonnes métriques</i>									
<i>Europe</i>									
Belgique-Luxembourg.....	104	0	6	132	48	37	+ 28	+ 48	+ 31
Tchécoslovaquie.....	213	141	196	0	0	0	- 213	- 141	- 196
France.....	234	8	159	363	269	86	+ 129	+ 261	- 73
Norvège.....	0	0	0	88	79	79	+ 88	+ 79	+ 79
Pays-Bas.....	63	0	41	136	158	51	+ 73	+ 158	+ 10
Pologne.....	81	26	116	0	4	0	- 81	- 22	- 116
Suisse.....	1	0	1	152	90	204	+ 151	+ 90	+ 203
Royaume-Uni.....	352	163	277	2.203	1.486	1.902	+1.851	+1.323	+1.625
TOTAL.....	1.048	338	796	3.074	2.134	2.359	+2.026	+1.796	+1.563
<i>Hémisphère occidentale</i>									
Canada.....	2	1	1	427	399	461	+ 425	+ 398	+ 460
Etats-Unis.....	81	361	186	2.747	3.713	5.346	+2.666	+3.352	+5.160
Antilles anglaises ¹	221	329	104	3	0	0	- 218	- 329	- 104
Cuba.....	2.560	3.723	5.583	0	0	0	-2.560	-3.723	-5.583
République Dominicaine.....	421	412	462	0	0	0	- 421	- 412	- 462
Porto-Rico.....	776	853	931	0	0	0	- 776	- 853	- 931
Pérou.....	306	260	276	0	0	0	- 306	- 260	- 276
Guyane anglaise.....	172	171	171	0	0	0	- 172	- 171	- 171
TOTAL.....	4.539	6.110	7.714	3.177	4.112	5.807	-1.362	-1.998	-1.907
<i>Asie, Afrique et Océanie</i>									
Indonésie.....	1.045	0	2	0	...	...	-1.045	...	- 2
Japon.....	198	0	0	970	2	42	+ 772	+ 2	+ 42
Moroc français.....	8	0	0	200	96	94	+ 192	+ 96	+ 94
Australie.....	430	154	53	0	0	0	- 430	+ 154	+ 53
Hawaii.....	841	543	732	1	0	...	- 840	- 543	- 732
Iles Fidji.....	131	100	143	0	0	...	- 131	- 100	- 134
TOTAL.....	2.653	797	921	1.171	98	136	-1.482	- 699	- 785
TOTAL GÉNÉRAL.....	8.240	7.245	9.431	7.422	6.344	8.302	- 818	- 901	-1.129

¹ Comprenant les Barbades, les îles Sous-le-Vent, les îles du Vent et la Jamaïque.

La consommation du sucre s'est développée rapidement au cours des dix dernières années en Amérique du Nord et du Sud et en Afrique, l'augmentation atteignant de 30 à 40 pour cent par habitant. En revanche, elle a baissé en Asie et il en est de même en Europe où les ressources en 1947/48 ont été sensiblement plus réduites que celles de l'année précédente. La consommation de la plupart des pays déficitaires est encore sévèrement limitée par un rationnement sans lequel elle serait beaucoup plus importante car avec le niveau actuellement élevé du pouvoir d'achat, les impôts sur le sucre ne découragent pas autant les acheteurs qu'au cours des années 1930 et suivantes.

La consommation s'est rapidement développée en Afrique française du Nord et dans l'Union Sud-Africaine, ce qui fait que le total des importations de la première s'est accru, tandis que la seconde a, pour le moment, cessé d'exporter. En Amérique latine, le gros de l'accroissement de la production est réservé à la consommation intérieure, bien que le Mexique ait récemment accédé au rang d'exportateur, et il se peut qu'il exporte 150.000 tonnes en 1949.

Perspectives d'avenir

Les préoccupations quant à l'éventualité d'excédents sont suscitées par le relèvement prévu de la production européenne et des exportations asiatiques, la production des Antilles restant en même temps à un niveau élevé. L'absence d'excédents onéreux aux Antilles pendant la campagne 1947/48 est due en grande partie au fait que le gouvernement des Etats-Unis a acheté 1,1 million de tonnes de la récolte antillaise pour les territoires sous occupation militaire et les pays participant à l'Administration de la coopération économique. Pour l'année civile 1948, les Etats-Unis ont attribué à Cuba une partie du contingent d'importation réservé aux Philippines, ce qui a porté à 2,6 millions de tonnes métriques le volume des exportations de Cuba à destination des Etats-Unis. Au total, les stocks antillais, s'il en existe à la fin de 1948, seront très faibles.

Certains gouvernements étudient l'opportunité de faire revivre l'Accord international sur le sucre, en raison de l'incertitude qui pèse sur les perspectives de la récolte cubaine en 1949, des importations européennes de sucre provenant des régions à monnaies faibles, et aussi en raison de la baisse continue des prix sur les marchés à terme. A la suite d'une demande du gouvernement de Cuba, un groupe de travail a été établi à la session du mois d'août 1948 du Conseil international du sucre pour examiner l'intérêt de négociations en vue d'un accord sur ce produit et en discuter les clauses.

Dans une période d'incertitude comme celle qui règne actuellement, il est normal que de nombreux gouvernements cherchent à obtenir des garanties internationales sous une forme quelconque de façon à pouvoir préparer des programmes de production et de commerce extérieur. En même temps, d'autres gouvernements, ayant à faire face aux problèmes de la reconstruction d'après-guerre, ne savent pas encore s'ils désirent, et dans quelle mesure, reprendre leurs importations ou exportations de sucre, et ils ne sont pas disposés à se laisser imposer des contingents. Il serait, dans ces conditions, possible de négocier un accord provisoire d'une durée limitée, étant entendu que les contingents fixés pour cette période transitoire ne constitueraient pas forcément la base d'un accord ultérieur, mais pourraient au contraire faire l'objet de révisions profondes.

Quoiqu'il en soit, il ne faut pas oublier que la production du sucre fait vivre un grand nombre de personnes dans des pays à revenu faible, de même que la culture des betteraves à sucre est partie intégrante du système agricole de nombre de pays à revenu élevé. Les populations rurales ne peuvent aisément abandonner brusquement une

culture pour une autre, ni se consacrer à des travaux totalement différents. Si des rajustements s'imposent, il convient de procéder graduellement de façon à sauvegarder l'intérêt des populations intéressées dont le bien-être est en jeu.

LES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

Situation actuelle

Au cours de l'année écoulée, le changement le plus important dans la situation de la production animale a été la baisse de production en Amérique du Nord et en Europe occidentale en raison surtout de la faible récolte de maïs aux Etats-Unis et des mauvaises récoltes qui ont été générales en Europe occidentale à la suite de la sécheresse. Cependant la production a légèrement augmenté au cours de l'année en Europe orientale, en Amérique du Sud et en Océanie.

La guerre a sérieusement touché la production animale européenne, et ses ravages ont été encore plus graves dans les pays de l'Europe orientale que dans ceux de l'Europe occidentale. Jusqu'ici la situation ne s'est rétablie que très lentement, par suite de mauvaises conditions atmosphériques et parce que d'autre part les gouvernements encouragent surtout les cultures pour la consommation humaine directe. La production actuelle ne représente que 65 pour cent environ de celle d'avant-guerre (Tableau 64). Néanmoins les perspectives pour 1948/49 sont meilleures, car les récoltes de 1948 sont presque partout excellentes, ce qui permettra non seulement un affouragement plus copieux mais encore l'utilisation de plus grandes quantités de déchets de mouture, les taux de blutage ayant été abaissés.

Aux Etats-Unis et au Canada, où la production de viande, de lait et de produits laitiers s'est très considérablement accrue pendant la guerre, les perspectives sont également bonnes après d'excellentes récoltes en 1948, alors que l'on avait enregistré une tendance à la baisse pendant les trois dernières années. Toutefois l'accroissement de la production de lait et de viande qui doit résulter de cette amélioration ne se manifesterà pas avant la fin de 1949. Les perspectives sont également bonnes en Amérique du Sud. En Uruguay, après la sécheresse désastreuse de 1943, l'élevage des bovins retrouve son ancienne prospérité, et au Brésil, en Argentine et au Chili, la demande locale en produits animaux reste forte. On a enregistré dans ces pays un accroissement sensible de la production de lait et des produits laitiers. Par ailleurs il est vraisemblable qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande le mouvement d'expansion actuel se poursuivra.

Les échanges internationaux de produits animaux consistent en grande partie en expéditions de certains pays, notamment l'Argentine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et le Danemark à destination du Royaume-Uni (voir Tableau 66). En 1947/48, les importations britanniques de viande et de produits laitiers se sont maintenues sensiblement au même niveau qu'en 1946/47, mais les vastes importations de viande qui avaient eu lieu en 1946/47 en Europe orientale, grâce à l'action de l'UNRRA, et qui provenaient essentiellement de l'Amérique du Nord, ont maintenant pris fin.

Si, pour des raisons de tonnage, le Royaume-Uni s'est surtout approvisionné pendant la guerre en Amérique du Nord, en Argentine et en Uruguay, il recommence peu à peu à se tourner vers ses fournisseurs d'autrefois. Il absorbe virtuellement à l'heure actuelle tout l'excédent exportable de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, et commence à

TABLEAU 64.—PRODUCTION DE VIANDE, DE LAIT, DE BEURRE ET DE FROMAGE DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS DE PRODUCTION, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Région de production	Viande ¹			Lait			Beurre			Fromage		
	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47	1947/48
	(.....)	(.....)	(.....)	Milliers de tonnes métriques								
Europe (sauf U.R.S.S.)	12.900	7.701	7.833	104.022	73.624	69.121	1.665	1.056	911	1.447	897	917
Europe occidentale ²	9.268	5.681	5.513	69.667	56.488	50.260	1.243	879	730	793	552	521
Europe orientale (sauf U.R.S.S.)	3.632	2.020	2.320	34.355	17.136	18.861	422	177	181	654	345	396
Etats-Unis et Canada	8.635	12.444	12.085	54.751	62.327	60.907	1.144	909	858	344	611	570
Argentine, Brésil, Chili et Uruguay ³	4.886	4.937	5.248	8.000	9.625	9.630	70	105	105	90	160	150
Australie et Nouvelle-Zélande	1.540	1.516	1.546	9.834	9.678	9.766	367	297	316	111	137	139

¹ Volaille exclue. Poids des carcasses préparées, y compris abats, mais graisses d'abattage exclues.

² A savoir: Royaume-Uni, Irlande, Islande, Suède, Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France, Allemagne, Suisse, Espagne et Portugal.

³ Années de référence: 1934-38, 1946 et 1947.

TABLEAU 65.—CONSOMMATION DE VIANDE, DE LAIT, DE BEURRE ET DE FROMAGE DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS DE CONSOMMATION, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Région de consommation	Viande ¹			Lait ²			Beurre			Fromage		
	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47	1947/48
	(.....)	(.....)	(.....)	Kilogrammes par personne et par an								
Europe (sauf U.R.S.S.)	37,1	24,8	24,7	99,8	84,0	79,5	5,4	3,2	2,9	4,1	2,8	2,9
Europe occidentale ²	47,1	31,1	30,2	103,3	97,6	90,7	7,4	4,4	3,9	4,4	3,1	3,0
Europe orientale (sauf U.R.S.S.)	22,9	14,8	16,0	94,9	62,8	61,9	2,6	1,3	1,2	3,6	2,3	2,6
Etats-Unis et Canada	61,8	77,1	74,8	155,4	188,7	180,0	8,2	5,9	5,4	2,4	3,3	3,2
Argentine, Brésil, Chili et Uruguay ³	67,1	56,2	60,0	83,2	77,2	80,0	1,1	1,3	1,2	1,5	2,0	1,9
Australie et Nouvelle-Zélande	119,3	94,6	98,3	112,6	142,3	142,1	16,5	13,0	10,3	1,4	3,3	3,0

¹ Volaille exclue. Poids des carcasses préparées, y compris abats, mais graisses d'abattage exclues.

² Entier, consommé comme tel ou après standardisation.

³ A savoir: Royaume-Uni, Irlande, Islande, Suède, Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France, Allemagne, Suisse, Espagne et Portugal.

⁴ Années de référence: 1934-38, 1946 et 1947.

TABLEAU 66.—COMMERCE EXTÉRIEUR NET DE LA VIANDE, DU BEURRE, ET DU FROMAGE DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS DE CONSOMMATION, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48

Région de consommation	Viande ¹			Beurre			Fromage		
	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47	1947/48	1934-38	1946/47	1947/48
	(.....Milliers de tonnes métriques.....)								
Europe.....	+1.371	+1.722	+1.600	+299	+156	+194	+81	+197	+179
Europe occidentale ²	+1.357	+1.556	+1.544	+328	+138	+188	+106	+189	+184
Royaume-Uni.....	+1.660	+1.567	+1.600	+481	+210	+259	+142	+192	+190
Danemark.....	-256	-133	-131	-149	-87	-100	-10	-17	-15
Irlande.....	-215	-137	-155	-25	...	...	...	...	...
Europe orientale (sauf U.R. S.S.).....	+14	+166	+56	-29	+18	+6	-25	+8	-5
Etats-Unis et Canada.....	-48	-489	-256	0	+1	-6	-10	-105	-64
Argentine, Brésil, Uruguay et Chili ³	-956	-936	-914	-8	-13	-15	-2	-17	-10
Australie et Nouvelle-Zélande...	-543	-636	-616	-229	-176	-219	-97	-113	-111

+ Importations nettes.

- Exportations nettes.

¹ Volaille exclue. Poids des carcasses préparées, y compris abats, mais graisses d'abattage exclues. Pour les pays européens les poids vifs ont été convertis en équivalent de viande abattue.

² A savoir: Royaume-Uni, Irlande, Suède, Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France, Allemagne, Suisse, Espagne et Portugal.

³ Années de référence: 1934-38, 1946 et 1947.

reprendre ses importations en provenance d'Europe, en particulier du Danemark. Les exportateurs secondaires d'Europe, les-Pays-Bas, la Suède, la Finlande et la Pologne, ne peuvent encore offrir que des quantités minimales.

En raison d'un certain fléchissement de la production et de la persistance du niveau élevé de consommation par tête, les Etats-Unis ont cessé d'être un exportateur important de viande et, en 1948, ce pays sera un importateur net. Les exportations de lait en poudre de la zone dollar, bien que toujours importantes, sont surtout effectuées dans le cadre des programmes de secours. Les exportations canadiennes sont en voie de diminution, car le Royaume-Uni a modifié ses sources d'approvisionnements. Bien que l'Australie et la Nouvelle-Zélande continuent à exporter légèrement plus de fromage et moins de beurre qu'avant la guerre, les exportations se maintiennent à un niveau constant. Des efforts sont en cours dans les deux pays pour augmenter la quantité de produits d'origine animale exportable.

Le Royaume-Uni a passé avec ses principaux fournisseurs des contrats qui, à l'heure actuelle, portent sur la totalité des excédents australiens et néo-zélandais, 73 pour cent des exportations de viande de l'Argentine, 65 pour cent des exportations de beurre et 80 pour cent de celles de bacon du Danemark, tandis que les accords avec le Canada couvrent la presque totalité de l'excédent de viande et de fromage de ce pays. Pour de nombreuses raisons, ces contrats ont été jusqu'ici négociés à des prix inférieurs aux prix à l'exportation sur les autres marchés. Par exemple, en décembre 1947, les importateurs américains payaient pour le bœuf en conserve importé d'Argentine des prix dépassant d'environ 45 pour cent ceux stipulés dans les contrats passés par le Royaume-Uni. En outre, sur un marché en hausse, et c'est le cas des marchés depuis la fin de la guerre, les contrats ont certainement joué au détriment des exportateurs, car les prix se sont élevés plus rapidement qu'on ne le prévoyait au moment où ils ont été conclus ou renouvelés. Par exemple, le contrat anglo-canadien sur le fromage, conclu en 1948, prévoit un prix de 30 cents par livre, alors que le prix sur le marché intérieur (Montréal) était de 33 cents en juin 1948. De même, en mai 1948, le prix contractuel de la viande de bœuf de qualité supérieur était de 27,5 cents par livre contre 31,4 cents prix moyen à Toronto pour le même mois.

En raison de cette situation, ainsi que de la pénurie de dollars éprouvée par le Royaume-Uni, les deux gouvernements ont accepté de substituer du bacon aux quantités de bœuf restant à expédier conformément au contrat pour 1948. En août, le Canada a levé l'embargo qui pendant 6 ans avait interdit des envois de bovins vivants (autres que des reproducteurs) et de viande de bœuf aux Etats-Unis. Cette mesure a eu pour conséquence une augmentation très nette des prix du bœuf au Canada. Aux termes des accords de commerce actuellement en vigueur entre les Etats-Unis et le Canada, la plus grande partie des exportations canadiennes d'autres produits animaux pourraient, sans les restrictions imposées du côté canadien, passer sur le marché américain à des prix considérablement plus élevés que ceux stipulés dans le contrat passé avec le Royaume-Uni. Néanmoins, les prix contractuels ont monté chaque année, surtout pendant 1948. Les chiffres suivants indiquent l'évolution entre 1947 et l'été 1948:

Prix stipulés dans les contrats passés par le Royaume-Uni en 1948, en pourcentage des prix de 1947.

	Bacon	Bœuf	Beurre	Fromage
Canada	144	114	. . .	120
Danemark	140	112	134	. . .
Nouvelle-Zélande	118,5	118,5	135	130
Australie	108	110	⁶ 117	⁶ 117

La demande des consommateurs en produits animaux est partout élevée, résultat inévitable du gonflement du pouvoir d'achat. Mais tandis qu'aux Etats-Unis cette demande s'est traduite effectivement par un niveau élevé de consommation, en Europe et jusqu'à ces derniers temps dans les dominions britanniques, la consommation a été limitée par le rationnement. Les pays d'Europe, à l'exclusion du Royaume-Uni qui importe une exceptionnellement large proportion de la viande et des produits laitiers qu'il consomme, ont trouvé le rationnement très difficile à appliquer et ont, dans bien des cas, renoncé aux mesures de contrôle.

Perspectives d'avenir

Les perspectives plus éloignées pour l'industrie des produits animaux des pays évolués dépendent en grande partie des précisions de ressources en céréales secondaires, tourteaux et sous-produits d'huilerie. Les perspectives favorables pour la campagne de céréales 1948/49 laissent prévoir une amélioration dont bénéficieront tous les pays intéressés; mais ceux qui jusqu'ici étaient obligés d'effectuer de vastes importations de céréales secondaires ont encore des difficultés à surmonter. L'Europe du sud-est et l'Argentine en fournissaient autrefois de fortes quantités et l'appoint nécessaire provenait des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. et du Moyen-Orient. A l'heure actuelle, les exportations de l'Europe du sud-est restent faibles, celles de l'Argentine sont inférieures à la moitié du chiffre d'avant-guerre, et les Etats-Unis sont devenus le principal fournisseur, aggravant par là-même le problème des dollars. Néanmoins, on enregistre déjà une baisse des prix qui devrait favoriser l'industrie des produits animaux dans les pays qui ont à importer des aliments du bétail. Cependant, le fait que deux pays, les Etats-Unis et l'Argentine, tendent à devenir de façon permanente les fournisseurs à peu près exclusifs des céréales secondaires, suscite de sérieuses incertitudes pour

⁶ Non compris les prix modifiés à la suite des négociations de juillet 1948.

l'avenir. Une mauvaise récolte dans l'un ou l'autre de ces pays pourrait bien faire reparaître les pénuries que l'on a connues.

Les perspectives sont beaucoup moins favorables en ce qui concerne les aliments protidiques, notamment les tourteaux et autres sous-produits de l'huilerie. Le Tableau 67 indique les ressources de l'Europe en 1947 et les prévisions d'approvisionnement pour 1948/49, en comparaison avec les chiffres d'avant-guerre.

TABLEAU 67.—APPROVISIONNEMENTS EN TOURTEAUX ET AUTRES SOUS-PRODUITS DE L'HUILERIE, AVANT LA GUERRE ET EN 1947 ET PRÉVISION POUR 1948/49

Source d'approvisionnement	Avant-guerre	1947	Pourcentage 1947/avant-guerre	Prévisions pour 1948/49
	(... <i>Milliers de tonnes...</i>)		(<i>Pour cent</i>)	(<i>Milliers de tonnes</i>)
Tourteaux de graines indigènes.....	181,5	146,7	81	170
Tourteaux de graines importées.....	3.282,2	920,0	28	1.010
Tourteaux, etc., directement importés.....	1.730,8	1.341,2	77	1.520
TOTAL OU MOYENNE.....	5.194,5	2.407,9	46	2.700

Le contraste serait encore plus frappant si l'on comprenait l'Allemagne qui, avant-guerre, consommait 1,2 million de tonnes de tourteaux et n'a rien reçu depuis la fin de la guerre. Le tableau indique non seulement la baisse critique des approvisionnements, mais également le changement de caractère des échanges et la baisse des importations de graines oléagineuses vers l'Europe.

S'il faut s'attendre à une certaine amélioration en 1948/49, tout redressement important dans le domaine des approvisionnements en tourteaux est lié à l'avenir des ressources mondiales en huiles et en matières grasses; or, comme on l'a vu, celui-ci n'est pas encourageant. Déjà un certain nombre de pays d'Europe cherchent à se réadapter dans la mesure du possible en essayant d'accroître la teneur en protéine des aliments pour le bétail d'origine nationale, grâce par exemple à une meilleure mise en valcur des pâturages et en développant l'ensilage des fourrages verts et la production du foin.

Dans le domaine de l'élevage, les perspectives mondiales plus éloignées dépendent dans une large mesure de la cadence de l'élévation du niveau de vie. Actuellement, la demande des consommateurs est élevée dans presque tous les pays, mais comme on l'a noté dans la première partie de ce volume, elle reste essentiellement insatisfaite. D'autre part, la consommation de produits animaux pendant cette période a augmenté parmi certaines catégories de population dans les pays avancés où elle était faible autrefois. Dans quelques pays européens, par exemple, cet accroissement a été le résultat des mesures de rationnement et du contrôle des prix de détail et l'on a observé une tendance analogue dans d'autres pays où l'augmentation des salaires a avantagé certaines catégories professionnelles. Cette situation crée des habitudes alimentaires que les classes en question s'efforceront de conserver.

En l'absence de tout contrôle, la satisfaction de la demande en produits animaux engendrée par les niveaux actuels du pouvoir d'achat grèverait lourdement les ressources agricoles mondiales. Elle diminuerait par exemple les excédents de produits de l'élevage ou d'aliments pour le bétail disponibles pour l'exportation aux Etats-Unis et dans certains pays de l'Amérique du Sud. Pour l'Europe continentale, elle équivaldrait à une tentative d'élévation des niveaux des rendements des cultures visant à accroître les ressources en aliments pour le bétail de façon à nourrir un cheptel plus nombreux. Au Royaume-Uni, le développement de la consommation atteindrait bientôt la limite

où il deviendrait indispensable de choisir, pour des raisons de financement, entre les importations nécessaires, ce qui, par voie de conséquence, limiterait les programmes de production animale en Australie, en Nouvelle-Zélande et chez les autres principaux fournisseurs du Royaume-Uni.

Dans les pays à revenu faible, la consommation de produits de l'élevage reste insignifiante. Il existe des perspectives de développement progressif dans ceux de pays de la zone tempérée où la population est la plus clairsemée mais dans les pays à population dense et dans les zones tropicales les possibilités sont assez limitées. Pour ces pays, qui représentent la plus grande partie de la population à faible revenu du monde, la demande en produits animaux n'atteindra une proportion importante que lorsque le volume de leurs exportations permettra de financer les importations nécessaires, à l'exception du lait en poudre, produit que certains pays, quelle que soit leur situation financière, désirent importer pour réaliser leurs programmes de nutrition.

Il semble donc que pour un certain temps encore la production et la consommation de viande et de produits laitiers continueront à être limitées à un nombre relativement petit de pays à revenu élevé où l'élevage semble devoir rester prospère tant que le volume de l'emploi et le niveau des revenus resteront aussi élevés qu'à l'heure actuelle.

Enfin, il convient de rappeler que la consommation de produits textiles est susceptible de varier plus considérablement que la consommation de produits alimentaires. L'expérience démontre que toute modification dans le revenu total dépensé, notamment pour les petits et moyens revenus, entraîne une variation proportionnellement plus importante des dépenses d'habillement. Et cela n'a rien de surprenant car un individu qui dispose d'un équipement vestimentaire minimum peut modifier plus facilement ses dépenses d'habillement que ses dépenses de nourriture ou autres postes de son budget tels que loyer et assurances. Ainsi donc l'industrie mondiale des textiles est plus sensible que les industries alimentaires aux fluctuations des activités économiques. Seul le maintien d'un volume important et régulier de la production et de l'emploi peut permettre l'expansion rationnelle et ordonnée de la production des fibres et de l'industrie textile.

Chapitre 13

FIBRES TEXTILES

Parmi les fibres naturelles utilisées dans l'industrie, on compte une très grande variété d'éléments différents d'origine végétale et animale. On étudiera dans le présent rapport les fibres suivantes qui sont d'une importance primordiale du point de vue économique: coton, laine, soie, lin, chanvre, jute et les trois principales fibres dures: abaca, sisal et henequen.

L'économie des fibres naturelles dans le monde présente plusieurs caractéristiques dont les suivantes pourraient bien être les plus importantes.

1) Le rapport entre le volume du commerce mondial et la production est beaucoup plus élevé dans le cas des fibres naturelles que dans celui de la plupart des denrées alimentaires. Presque tous les pays produisent une certaine quantité de fibres, mais, à l'exception du lin et du chanvre, qui sont surtout des produits européens, la production en grand destinée à alimenter le marché mondial est concentrée en dehors de l'Europe dans un nombre relativement restreint de pays. Les gros exportateurs de coton sont les Etats-Unis, l'Inde, le Pakistan, l'Egypte et le Brésil. Plus des quatre cinquièmes de toute la laine qui fait l'objet du commerce international provient de cinq pays de l'hémisphère sud: Australie, Argentine, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine et Uruguay. Le marché de la soie est dominé par les exportations japonaises. Le Pakistan produit à lui seul les trois quarts de la récolte de jute et la péninsule des Indes dans son ensemble fournit, sous forme de fibre ou de tissu, la presque totalité des ressources mondiales en ce produit. La production des principales fibres dures est également fortement concentrée au point de vue géographique: la République des Philippines cultive environ 90 pour cent de l'abaca récolté dans le monde; l'Afrique orientale britannique, plus de la moitié du sisal et le Mexique, les neuf dixièmes de l'henequen.

2) Dans une très large mesure l'économie de la plupart des pays grands exportateurs de fibres est fonction du marché de ces produits, comme l'indique le Tableau 68, qui donne pour les principaux pays exportateurs le pourcentage de la valeur des exportations des fibres principales par rapport à celle des exportations totales, avant et après la guerre.

3) Bien que les fibres naturelles représentent encore plus des neuf dixièmes de la production mondiale de fibres, la production de fibres artificielles a fortement repris immédiatement après la guerre. L'augmentation subite et considérable du prix des fibres naturelles a modifié le rapport qui existait entre le prix des matières premières naturelles et celui des produits synthétiques entrant dans la fabrication des textiles. Bien que le rétabli les niveaux de production d'avant-guerre, mais dans certains pays européens marché de certaines fibres se soit récemment alourdi, le prix de la plupart des fibres naturelles reste néanmoins considérablement plus élevé qu'avant la guerre, tandis que celui des fibres synthétiques n'accuse qu'une augmentation légère par rapport à la même période de référence. La gamme des matières premières utilisées dans la production des fibres artificielles s'élargit constamment. Des protéines animales et végétales, ainsi que

TABLEAU 68.—IMPORTANCE RELATIVE DES DIFFÉRENTS PAYS EXPORTATEURS DE FIBRES TEXTILES DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DE CES PRODUITS, EN 1936-38 ET 1946

Pays exportateurs de fibres textiles	Pourcentage des exportations mondiales (en valeurs)	
	1936-38	1946
	(.....Pour cent.....)	
<i>Hémisphère occidentale</i>		
Brésil (coton).....	19	16
Pérou (coton).....	23	33
Etats-Unis (coton).....	11	6
Uruguay (laine).....	46	34
<i>Hémisphère orientale</i>		
<i>Afrique</i>		
Egypte (coton).....	74	73
Kenya (sisal).....	15	12
Soudan (coton).....	63	51
Tanganyika (coton et sisal).....	52	48
Ouganda (coton).....	74	58
Union Sud-Africaine (laine).....	29	33
<i>Asie</i>		
Inde (coton et jute) ¹	42	39
Philippines (abaca).....	² 14	11
<i>Océanie</i>		
Australie (laine).....	35	32
Nouvelle-Zélande (laine).....	24	27

¹ Y compris les produits en jute.

² 1936/37.

TABLEAU 69.—PRODUCTION MONDIALE DE FIBRES TEXTILES, EN 1938/39, 1946/47 ET 1947/48¹

Fibre textile ou catégorie	Production absolue			Production déficitaire ou supplémentaire par rapport à			Importance relative de chaque production(en poids)	
				1938/39		1946/47		
	1938/39	1946/47	1947/48 ²	1946/47	1947/48	1947/48 ²	1938/39	
	(Millions de tonnes métriques)			(.....Pour cent.....)			(....Pour cent....)	
1. Coton.....	6.495	4.673	5.530	-28	-15	+18	54,6	54,3
2. Laine (dessuintée).....	1.086	1.032	1.014	-15	-7	-2	9,1	10,0
3. Soie grège.....	50	11	12	-78	-76	+9	0,4	0,1
4. Lin.....	807	350	390	-57	-52	+12	6,8	3,8
5. Chanvre.....	414	225	300	-46	-28	+33	3,5	2,9
6. Jute.....	1.665	1.050	1.575	-37	-5	+50	14,0	15,5
7. Fibres dures ³	509	365	449	-28	-12	+23	4,3	4,4
8. Filés de rayonne.....	452	499	595	+10	+32	+19	3,8	5,8
9. Fibrane.....	421	260	308	-38	-27	+18	3,5	3,0
10. Nylon ⁴	—	14	18	—	—	+29	—	0,2
TOTAL.....	11.899	8.479	10.191	-29	-14	+20	100,0	100,0
Fibres naturelles (1-7).....	11.026	7.706	9.270	-30	-16	+20	92,7	91,0
Fibres artificielles (8-10).....	873	773	921	-11	+5	+19	7,3	9,0
Fibres d'habillement et d'ameublement (1-4 et 8-10).....	9.311	6.839	7.867	-27	-15	+14	78,2	77,2
Fibres industrielles (5-7).....	2.588	1.640	2.324	-37	-10	+42	21,8	22,8

¹ Campagnes de production pour coton, laine et jute; années civiles pour soie, lin, chanvre, fibres dures, rayonne et nylon.

² Chiffres provisoires.

³ Abaca, sisal et henequen.

⁴ Estimations approximatives.

des éléments d'origine minérale, entrent dans la production de certaines fibres synthétiques. Toutefois, l'importance quantitative de ces matières premières est limitée. Le gros de la production mondiale des fibres artificielles consiste en effet en filés de rayonne et en fibrane dont la cellulose qui les constitue provient presque exclusivement de la pâte de bois et pour une très faible part de la bourre de coton. Le nylon, dont l'importance s'accroît rapidement, se fabrique à partir de la benzine ou du phénol, de l'ammoniaque et de l'oxygène.

Changements récents

L'extension des superficies plantées en fibres, qui étaient tombées à un chiffre extrêmement bas pendant la guerre, a été limitée au cours des trois campagnes qui ont suivi la fin des hostilités, en raison des priorités imposées par la situation alimentaire mondiale. En 1947/48, le volume total de la production des principales fibres naturelles dépassait d'un cinquième environ celui de l'année précédente, mais demeurait inférieur de 16 pour cent à celui de la dernière campagne d'avant-guerre (Voir Tableau 69). En 1947/48, compte tenu de l'accroissement de la population mondiale au cours des dix dernières années, qui est de l'ordre de 10 pour cent, la production de fibres par habitant est inférieure d'un quart environ à celle d'avant-guerre.

Pendant les trois premières campagnes qui ont suivi la fin des hostilités, la consommation mondiale des principales fibres naturelles, bien qu'inférieure à la moyenne d'avant-guerre, a toutefois dépassé la production courante. La diminution des stocks mondiaux de fibres qui en a résulté a dépassé de loin les prévisions établies à la fin de la guerre, à une époque où l'on craignait que la menace d'excédents de coton et de laine n'exerce sur le marché une pression sérieuse qui aurait eu pour effet de faire baisser les revenus des producteurs.

Perspectives d'avenir

Toutefois, certains signes actuels indiquent que l'évolution commence à s'effectuer dans le sens contraire, surtout pour ce qui est des ressources mondiales en coton brut.

Les plantations de fibres à récolter au cours de la campagne 1948/49 ont été encouragées par le caractère relativement plus rémunérateur de la culture des fibres, par le fait que certains gouvernements ont relâché leurs restrictions en matière d'ensemencement et que d'autres ont poursuivi l'exécution de leurs programmes de développement.

Coton

Aux Etats-Unis, les conditions atmosphériques ont été exceptionnellement favorables, l'utilisation des engrais a été plus poussée et une plus grande proportion de la culture du coton s'est effectuée dans des régions à grand rendement. Aussi estime-t-on, compte tenu de ce que la superficie cultivée y est supérieure de 10 pour cent à celle de 1947/48, que de toutes les récoltes de coton celle de 1948/49, la septième par ordre d'importance, dépassera d'environ 28 pour cent celle de la campagne précédente. On signale par ailleurs une extension considérable de la culture du coton dans l'Inde, en Egypte, dans le nord du Brésil et au Mexique. On s'attend enfin à ce que la même tendance se manifeste dans la plupart des autres régions productrices de coton.

Les prévisions pour la production des autres fibres principales peuvent se résumer comme suit.

Laine

La production dans les principaux pays exportateurs a été stimulée par des prix rémunérateurs, mais la tonte mondiale de 1948/49 ne représentera probablement pas une

augmentation de plus de 3 à 5 pour cent. On peut s'attendre à ce que le déclin de la production de laine en Amérique du Nord continue.

Soie

En 1948 la production mondiale ne dépassera vraisemblablement pas le quart de la production d'avant-guerre. Au Japon, elle sera probablement supérieure de 10 pour cent à celle de 1947, mais en Italie une baisse considérable est prévue.

Lin et chanvre

On compte qu'en raison de l'importance de ces fibres dans les programmes agricoles des pays d'Europe orientale et de l'U.R.S.S. une certaine expansion du volume de la production de lin et de chanvre se produira en 1948.

Jute

On ne dispose pas encore de prévisions officielles sur la production de jute dans l'Inde et au Pakistan en 1948/49. Toutefois, d'après des estimations préliminaires, les superficies cultivées sont supérieures d'environ 5 pour cent à celles de 1947. Mais cela ne signifie pas qu'il en résultera nécessairement une augmentation correspondante de la production étant donné les pluies excessives pendant les mois d'été.

Fibres dures

Les prévisions relatives à la production de sisal et d'henequen sont favorables dans la plupart des grandes régions productrices, et l'on prévoit pour 1948 un léger accroissement de la production mondiale de ces fibres. Celle d'abaca tombera probablement au-dessous du niveau de 1947.

Rayonne

On estime qu'à la fin de 1948 la capacité de production de l'industrie mondiale de la rayonne pourra atteindre 1.500.000 tonnes.¹

Changements survenus dans la répartition géographique de la production

Le Tableau 70 indique les variations de la production de fibres par continent. Les grandes régions productrices de fibres sont: l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud et l'Asie, qui ont fourni à elles trois environ 64 pour cent de la production mondiale pendant la période 1934/38. En 1947/48 la production de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale était supérieure de 7 pour cent à celle d'avant-guerre, en raison d'une très large expansion de la production de rayonne, qui a presque quadruplé par rapport à la moyenne des années 1934 à 1938 et a plus que compensé la diminution des niveaux de la production de coton délinté et de laine dessuintée. En revanche, la production de fibres en Asie en 1947/48 n'a été que 70 pour cent de celle d'avant-guerre, en raison de la baisse de la production de coton dans la péninsule des Indes et en Chine, de jute au Pakistan, et par suite de la réduction radicale de la production de fibres dures en Indonésie et aux Philippines ainsi que des fabrications de rayonne et de la culture du ver à soie au Japon. La part de l'Europe dans la production des fibres est extrêmement faible comparée à son importance comme consommateur de matières

¹ *Rayon Organon*, New-York, juin 1948.

TABLEAU 70.—PRODUCTION DE FIBRES TEXTILES PAR CONTINENT, EN 1934-38, 1946/47 ET 1947/48¹

Continent	1934-38	1946/47	1947/48 ²
	(..... Milliers de tonnes métriques.....)		
Europe (sauf U.R.S.S.).....	815	747	831
U.R.S.S.....	1.558	817	1.008
Amérique du Nord et centrale.....	3.205	2.634	3.431
Amérique du Sud.....	720	687	686
Asie.....	4.465	2.506	3.128
Afrique.....	835	719	734
Océanie.....	356	369	373
TOTAL.....	11.954	8.479	10.191
	(..... Pourcentage de la production mondiale.....)		
Europe (sauf U.R.S.S.).....	7	9	8
U.R.S.S.....	13	10	10
Amérique du Nord et centrale.....	27	31	33
Amérique du Sud.....	6	8	7
Asie.....	37	30	31
Afrique.....	7	8	7
Océanie.....	3	4	4
TOTAL.....	100	100	100
	(..... Indice [1934-38=100].....)		
Europe (sauf U.R.S.S.).....	100	92	102
U.R.S.S.....	100	52	65
Amérique du Nord et centrale.....	100	82	107
Amérique du Sud.....	100	95	95
Asie.....	100	56	70
Afrique.....	100	86	88
Océanie.....	100	104	105
MOYENNE.....	100	71	85

¹ Coton, laine (dessuintée), soie, chanvre, lin, jute, sisal, abaca, henequen, filé et chappe de rayonne et nylon. Campagnes de production pour coton, laine et jute; années civiles pour soie, lin, chanvre, fibres dures, rayonne et nylon. ² Chiffres provisoires.

premières textiles. La production de l'Union soviétique dépasse à elle seule celle du reste de l'Europe. Mais en 1947/48, elle a connu un niveau très médiocre car la récolte de coton et celles de lin et de chanvre se sont trouvées réduites par rapport à l'avant-guerre. La production de l'Afrique représente 7 pour cent du total mondial pour 1947/48 et comprend la production de coton de l'ensemble du continent, les tontes de l'Union Sud-Africaine et de l'Afrique du Nord et la production de sisal des territoires coloniaux. Quant à l'Océanie, bien qu'elle ait une place prédominante comme fournisseur de laine pour tissu d'habillement, c'est le continent dont le volume de la contribution à la production mondiale de fibres prise dans son ensemble est le plus réduit.

Consommation mondiale et commerce international

La consommation mondiale de fibres dans la période d'après-guerre, fortement influencée par l'activité des usines qui a atteint un niveau très élevé aux Etats-Unis, s'est accrue par rapport à l'avant-guerre dans certains pays latino-américains et dans les dominions britanniques. Dans le domaine de la fabrication des textiles, les principales régions importatrices de fibres, à savoir l'Europe et l'Extrême-Orient, n'ont pas encore rétabli les niveaux de production d'avant-guerre, mais dans certains pays européens l'activité des usines est actuellement égale ou supérieure à ce qu'elle était alors. Des mesures visant à faire revivre les industries textiles au Japon n'ont pas suffi à rétablir le volume de la production qui demeure infime par rapport à l'avant-guerre. On trouvera

au Tableau 71 les chiffres de la consommation du coton dans certaines régions; s'il était possible d'y inclure d'autres fibres pour tissu, la classification des régions, selon que le niveau de la consommation y est supérieur ou inférieur à ce qu'il était avant les hostilités, ne serait pas modifiée.

La lenteur du rétablissement du commerce mondial des fibres est en grande partie la conséquence des faits ci-dessus, quoique l'ensemble des facteurs qui interviennent soit un peu plus complexe. On trouvera au Tableau 72 une comparaison des volumes des expéditions de fibres avant et après la guerre. Le chiffre qui figure dans la première colonne représente pour chacune des principales fibres naturelles le pourcentage des exportations mondiales d'avant-guerre sur lesquelles porte cette étude sommaire. Comme on le voit, ce pourcentage représente une grande partie sinon la totalité des exportations des fibres indiquées, à l'exception du lin et du chanvre pour lesquels on ne possède pas les renseignements sur le commerce d'après-guerre en U.R.S.S. (y compris les territoires nouvellement acquis) ni dans certains pays d'Europe orientale.

A l'exception des expéditions de laine pour tissu d'habillement, dont le chiffre s'est trouvé relativement grossi en 1946/47 par le transport de la laine vendue au cours de la campagne précédente, le volume des expéditions de fibres après la guerre est resté considérablement inférieur à la moyenne d'avant-guerre; dans l'ensemble la reprise des échanges internationaux s'est effectuée à une cadence plus lente que celle de la production mondiale. Pour le coton brut, la diminution du rapport entre les exportations et la production mondiales exprime en partie la tendance à l'industrialisation et à l'accroissement de la consommation de cette matière première chez certains grands producteurs. Dans l'Inde, les exportations de jute brut ont été très limitées en raison de la baisse de la production et, en 1947/48, par suite de l'orientation nouvelle qui a été donnée à l'économie du jute au Bengale après le partage de cette province entre l'Inde et le Pakistan. Au Japon la

TABLEAU 71.—CONSOMMATION DE COTON PAR RÉGION, EN 1934-38, 1946/47 ET 1947/48

Région de consommation	Consommation			Indice de changement par rapport à 1934-38		Importance relative de chaque région dans la consommation mondiale	
	1934-38	1946/47	1947/48	1946/47	1947/48	1934-38	1947/48
	(. . Millions de balles ¹ . .)			(1934-38=100)		(. . Pour cent. .)	
<i>Consommation réduite</i>							
Royaume-Uni.....	2,75	1,68	1,91	61	69	9,4	6,7
Europe continentale.....	5,50	4,74	5,15	86	94	18,7	18,0
U.R.S.S.....	3,05	1,70	1,91	56	63	10,4	6,6
Japon.....	3,45	0,73	0,61	21	18	11,8	2,1
Chine ²	3,08	2,87	2,90	93	94	10,4	10,0
TOTAL OU MOYENNE.....	17,83	11,72	12,48	66	70	60,7	43,4
<i>Consommation accrue</i>							
Etats-Unis.....	6,45	10,02	9,35	155	143	22,0	32,5
Amérique latine.....	1,10	1,87	1,84	170	167	3,8	6,4
Inde/Pakistan.....	3,00	3,47	³ 3,78	115	126	10,2	13,1
Autres régions.....	0,97	1,26	1,31	130	135	3,3	4,6
TOTAL OU MOYENNE.....	11,52	16,62	16,28	144	140	39,3	56,6
CONSOMMATION TOTALE	29,35	28,34	28,66	97	98	100,0	100,0

SOURCE.—Comité consultatif international du coton, Washington (E.-U.).

¹ Balles de 226,8 kg. (poids net) sauf pour les Etats-Unis où il s'agit des balles sortant des égreneuses (de poids légèrement variables).

² Comprend des estimations de la consommation des producteurs.

³ Inde, 3,55 millions de balles; Pakistan, 0,23 million de balles.

réduction très importante du volume des ventes de soie brute à l'étranger en 1947 a été due principalement à la difficulté d'écouler les disponibilités sur le marché des Etats-Unis à des prix fixés à un niveau relativement élevé, et aussi à la concurrence considérablement accrue du nylon et des filés de rayonne.

Cependant, si les conditions varient d'une fibre à l'autre, l'incidence accrue de la pénurie de devises étrangères dans les principaux pays importateurs d'Europe et les difficultés d'approvisionnement dont souffre le Japon sont les obstacles qui ont le plus fréquemment entravé le commerce mondial des fibres pendant la campagne 1947/48. En même temps, la tendance générale à l'inflation et l'activité très élevée des manufactures textiles aux Etats-Unis ont contribué à la hausse très sensible du prix des fibres. Cette hausse a encore aggravé, pour les pays importateurs d'Europe cherchant à reconstituer leurs stocks de matières premières, les difficultés éprouvées dans l'utilisation de leurs réserves en devises étrangères qui vont en diminuant. La pénurie mondiale de dollars s'est notamment accusée depuis le milieu de 1947, ce qui, par répercussion, a encore accentué la hausse du prix de certaines fibres sur les marchés à devises faibles. On trouvera au Tableau 73 des indications succinctes sur cette hausse du prix des fibres par rapport à l'avant-guerre. Les prix des cotons américains sont maintenant environ trois fois ce qu'ils étaient avant la guerre et ceux des cotons égyptiens ont augmenté hors de toute proportion. Les mérinos australiens ont triplé et l'écart entre la cote des mérinos et celle des croisés s'est accrue d'une façon très nette depuis la fin des hostilités, malgré la hausse considérable du prix des qualités moyennes et inférieures. Les fortes hausses enregistrées pour le coton et la laine tranchent nettement sur celle du prix de la fibrane qui, aux Etats-Unis, n'a augmenté que de 20 pour cent par rapport à la moyenne d'avant-guerre.

Au début de 1948, les prix fixés pour la vente de la soie grège aux Etats-Unis, qui sont le marché de la soie le plus important du monde, ont été considérablement diminués par le Commandement suprême des Forces alliées (SCAP). Ils ne dépassent plus que de 54 pour cent les prix moyens d'avant-guerre. De ce fait, l'écart des prix de la soie grège et de la rayonne est sensiblement ramené à ce qu'il était avant la guerre. Toutefois,

TABLEAU 72.—EXPORTATIONS DES PRINCIPALES FIBRES NATURELLES, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47 ET EN 1947/48¹

Fibre exportée	Pays exportateur	Importance relative en 1934-38	Exportations			Pourcentage de 1934-38	
			1934-38	1946/47	1947/48 ²	1946/47	1947/48
		(Pour cent)	(Millions de tonnes métriques)			(... Pour cent ...)	
Coton.....	Tous les pays exportateurs.....	100	2.810	2.201	2.156	78	77
Laine, poids réel.....	Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine et Uruguay.....	84	795	1.128	1.000	142	126
Soie grège.....	Japon et Italie.....	78	32	7	2	22	6
Lin.....	Tous les pays exportateurs à l'exception de ceux actuellement compris dans les nouvelles frontières de l'U.R.S.S.....	44	77	60	80	78	104
Chanvre.....	Italie.....	51	43	14	14	33	33
Jute.....	Inde/Pakistan.....	98	761	305	400	40	53
Fibres dures ³	Tous les pays exportateurs.....	100	490	298	366	61	75

¹ Campagnes de production pour coton, laine et jute; années civiles pour soie, lin, chanvre et fibres dures.

² Chiffres provisoires.

³ Abaca, sisal et henequen.

TABLEAU 73.—PRIX MOYENS DES PRINCIPALES FIBRES TEXTILES A CERTAINES PÉRIODES

Fibre et marché	1934-38 (.....)	1946 Cents (E.-U.) par livre (lb.) ¹	1947	Janvier-juin 1948	Juillet 1948	1946 (.....)	1947	Janvier-juin 1948	Juillet 1948
<i>Coton</i>									
Etats-Unis, Middling, 15/16 inches, moyenne de 10 marchés des Etats-Unis.....	11, 18	30, 56	34, 43	35, 64	34, 01	273	308	319	304
Mexique, Middling 15/16 inches, à Torreón.....	9, 78	23, 87	27, 71	32, 59	31, 49	244	283	333	322
Brsil, type 5, à Sao-Paulo.....	9, 37	21, 67	26, 07	28, 66	30, 76	231	278	306	328
Inde, Jarilla fin, à Bombay.....	7, 05	17, 27	16, 89	24, 68	25, 51	245	240	350	362
Egypte, Ashmouni, bonne qualité, à Alexandrie.....	10, 49	35, 39	35, 39	63, 53	65, 63	337	337	606	626
Pérou, Tanguis, type 5, à Lima.....	7, 74	22, 61	24, 18	30, 13	36, 15	242	312	389	467
<i>Laine</i>									
Merinos, titre 64 moyen, australienne, dessuintée, à Londres.....	52, 9	65, 9	101, 8	150, 9	174, 5	125	192	285	330
Mérinos, titres 64, 70, 80, américaine, Territory, dessuintée, à Boston.....	84, 1	102, 6	121, 6	130, 3	148, 0	122	144	155	176
Croisée, titre 56, en suint, d'Argentine, à Buenos Aires	.....	18, 3-25, 6	20, 8-29, 5	27, 3-36, 5	.....	.....	.....	.....	.....
Croisée, titre 56, moyen, de Nouvelle-Zélande, dessuintée à Londres.....	37, 6	54, 1	66, 8	81, 7	80, 6	144	177	217	214
Croisée, titre 46, moyen, de Nouvelle-Zélande, dessuintée à Londres.....	26, 6	39, 4	44, 7	49, 9	47, 8	148	168	188	180
Tapis, vicans blancs moyens, de l'Inde orientale, en suint, à Liverpool ²	31, 6	43, 0-49, 8	42, 8-51, 0.	³ 51, 6-61, 8	55, 4-68, 0	147	148	179	195
<i>Soie</i>									
Japonaise, 13/15 denier, blanche, catégorie D, à New-York.....	165	.....	455	260	260	.....	276	154	154
<i>Rayonne</i>									
Filés de rayonne, viscosc, 150 deniers, aux Etats-Unis.....	57	56	67	74	74	98	118	130	130
Fibrane viscosc, 1½ denier, aux Etats-Unis.....	30	25	32	36	36	83	107	120	120
<i>Nylon</i>									
30 deniers, 10 fils, aux Etats-Unis.....	⁴ 427	275	255	255	255	⁵ 64	⁵ 60	⁵ 60	⁵ 60
<i>Jute</i>									
De l'Inde, premier choix indigène, à New-York.....	4, 3	9, 8	15, 8	17, 2	18, 9	228	367	400	440
<i>Abaca</i>									
Davo, I, à New-York.....	7, 1	⁶ 13, 8	24, 2	28, 0	26, 3	⁶ 144	341	394	370
<i>Sisal</i>									
De l'Afrique orientale anglaise, No. 1, au Royaume-Uni	4, 74	9, 72	13, 83	16, 11	17, 54	205	292	340	370
<i>Hennequen</i>									
Du Mexique, sisal, catégorie A, aux Etats-Unis, au port d'entrée.....	4, 8	7, 4	14, 6	15, 5	15, 5	154	304	323	323
<i>Indices des prix de gros</i>									
Ensemble des prix de gros aux Etats-Unis (Bureau des statistiques du Travail).....	.....	.....	.....	.....	.....	151	190	204	210
Ensemble des prix de gros au Royaume-Uni (Board of Trade).....	.....	.....	.....	.....	.....	182	199	226	.....

¹ Cours convertis à partir des cotes en devises locales à l'aide des taux de change du Fonds monétaire international. ² Indices calculés pour la médiane.

³ Moyenne de quatre mois : janvier, mars, avril et mai. ⁴ Au 31 décembre 1939 = 100. ⁵ Base: 31 décembre 1939 = 100. ⁶ Moyenne de onze mois.

la prix de la soie grège dépasse encore plus de trois fois celui des filés de rayonne.

Les prix du jute et des fibres dures ont subi une hausse encore plus nette que ceux de la laine et de certaines catégories de coton. Si l'on compare les prix des fibres naturelles aux indices des prix de gros des principaux articles aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, on s'aperçoit qu'en général, les prix des fibres naturelles ont augmenté dans des proportions plus considérables que l'indice général des prix de gros.

Grâce à des accords commerciaux de paiement en nature, à des prêts généraux, à des crédits spéciaux destinés à l'achat de produits déterminés, et grâce enfin à divers types d'ententes prévoyant la réimportation sous forme d'articles manufacturés des fibres exportées par certains pays, le danger que couraient les pays importateurs de se démunir de leurs devises étrangères pour régler leurs achats de fibres en 1947/48 s'est atténué dans une certaine mesure. En ce qui concerne pourtant les crédits en monnaies fortes, leurs montants en 1947 et pendant les trois premiers mois de 1948, étaient peu importants comparés à ceux de l'immédiate après-guerre. En France la pénurie de coton brut devint si grave qu'il fallut avoir recours au programme américain d'aide intérimaire pour recevoir les quantités dont on avait besoin.

Perspectives du marché mondial en 1948/49

Les possibilités de financement du commerce des fibres pendant la campagne 1948/49 apparaissent sous un jour meilleur. Un important facteur qui a beaucoup contribué à améliorer la situation financière est le Programme de reconstruction européenne (Plan Marshall) qui permettra aux pays européens contractants, ainsi qu'à l'Allemagne occidentale, de se procurer une grande partie du coton dont ils ont besoin et d'importer, soit à crédit, soit à titre de subvention américaine certaines quantités d'autres fibres.

L'étude de l'économie européenne d'après-guerre indique que le rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes de certains pays européens est un problème qui est loin d'être transitoire; il est donc certain, qu'il y aura lieu de faire tous les efforts possibles pour faciliter le rajustement nécessaire en modifiant le volume, la composition et l'orientation des courants des échanges. Etant donné l'importance des importations de fibres et des exportations de textiles dans la balance commerciale européenne, il se pourrait qu'il soit inévitable d'envisager certains changements quant aux sources d'approvisionnement en fibres pour tissus d'habillement. En même temps d'ailleurs, il sera nécessaire d'examiner attentivement les possibilités de vente des textiles européens.

Grâce à des crédits en dollars, officiels et semi-privés et à des accords commerciaux prévoyant le paiement en nature conclus avec un certain nombre de pays, le Japon pourra se procurer du coton aux Etats-Unis, au Pakistan et en Egypte et une certaine quantité de laine en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, cependant que la vente des textiles japonais sera également facilitée dans une certaine mesure grâce à des accords commerciaux prévoyant des échanges en nature et à l'assouplissement apporté au mode de règlement des exportations de textiles fabriqués au Japon avec du coton américain, dont on exigeait le paiement intégral en dollars.

La laine, contrairement au coton, s'exporte surtout de la zone sterling et constitue une source important de revenus libellés en dollars. Le volume des ventes a été important pendant la période d'après-guerre et il est permis d'espérer que la demande continuera d'être satisfaisante dans des conditions économiques généralement favorables. Des crédits renouvelables ont été ouverts pour les achats de laine en faveur de certains pays européens et le Gouvernement australien a décidé de procéder, au titre du secours d'urgence, à des envois spéciaux destinés à six pays, conformément au programme de secours post-UNRRA des Nations Unies.

Bien que l'Union soviétique fournisse aux pays de l'Europe orientale une certaine quantité de coton et de laine, en vertu d'accords commerciaux prévoyant le règlement en nature, elle échange cependant du blé contre du coton égyptien et elle est devenue tout récemment un acheteur assez important de laine brute sur le marché mondial.

L'importance et le rôle des gros marchés libres dans le monde ont été diminués et transformés, en comparaison de ce qu'ils étaient avant la guerre, par le renforcement des contrôles gouvernementaux sur le commerce et les règlements effectués en devises étrangères, par l'élargissement du secteur commercial faisant l'objet d'un monopole d'Etat, et par la conclusion sur une grande échelle d'accords de payment en nature et d'ententes spéciales prévoyant la réimportation, sous forme d'articles manufacturés, des fibres exportées par certains pays. Il est à noter, toutefois, que malgré ces faits nouveaux, l'importance des gros marchés mondiaux de fibres s'est réaffirmée dans une certaine mesure depuis la fin de la guerre. Le système adopté par l'Organisation Mixte² (*United Kingdom-Dominion Wool Disposals, Ltd.*) et qui consiste à déterminer l'importance de l'offre de la laine et à maintenir le prix des réserves a été combiné avec la vente aux enchères privées de la partie la plus importante de toute la laine entrant sur les marchés mondiaux. Le *Raw Cotton Commission* qui est au Royaume-Uni l'organe central chargé de tous les achats de coton à l'étranger, poursuit ouvertement une politique de rajustement, sur le marché intérieur, des prix de vente aux filateurs, en fonction des fluctuations des prix sur le marché mondial. Depuis que ce comité a commencé à fonctionner, en janvier 1948, un certain nombre d'ajustements ont été effectués à intervalles rapprochés. Ainsi, les prix en vigueur sur les marchés mondiaux, où la libre concurrence joue partiellement ou sans réserve, continuent de régir ou d'influencer les termes des accords concernant les achats mondiaux d'une grande partie des fibres, que ces transactions fassent l'objet d'un monopole d'Etat ou soient effectuées à titre privé.

Bien que les approvisionnements en textiles soient suffisants dans un certain nombre de pays, et que dans certains d'entre eux, on puisse même remarquer que le volume des stocks est en voie d'accroissement, d'importantes régions du monde sont encore incapables de couvrir leurs besoins. Quoi qu'il en soit, le commerce des textiles semi-finis et finis reprend lentement; mais sa structure a subi, par suite de la guerre, des changements profonds. Ceci s'explique notamment par l'expansion des industries textiles dans un certain nombre de pays récemment industrialisés et l'interruption du commerce en Extrême-Orient, dominé précédemment par les exportations du Japon. Il faut s'attendre à ce que le premier de ces facteurs persiste et gagne même en importance, alors que le deuxième finira par disparaître. Jusqu'à la fin de 1947, les progrès accomplis ont été généralement plus lents dans le développement du commerce des tissus de coton que dans la reprise de l'industrie cotonnière elle-même (voir Tableau 74). Les chiffres concernant la production d'autres catégories de textiles ne sont pas entièrement connus. Mais d'une manière générale ils exprimeraient les mêmes tendances, sauf dans le cas de quelques pays. Un aspect frappant du commerce mondial des tissus de coton au cours de la campagne 1947 a été l'important accroissement, tant absolu que relatif, des exportations des Etats-Unis malgré la grave pénurie de dollars qui sévit dans le monde. En raison du développement des autres sources d'approvisionnement en textiles, il y a tout lieu de croire que les exportations des Etats-Unis ne se maintiendront pas à un niveau aussi élevé qu'en 1947. Le Royaume-Uni, ainsi que d'autres pays européens, qui sont depuis longtemps d'importants exportateurs de textiles, mettent tout en œuvre pour développer leurs marchés d'après-guerre, tout particulièrement dans les zones à monnaie forte.

² "Joint Organization."

TABLEAU 74.—PRODUCTION ET EXPORTATION DES TISSUS DE COTON, EN 1936-38 ET EN 1947.

Pays	Production ¹			Exportation			Exportation en pour cent de la production	
	Moyenne 1936-38	1947	1947 en pour cent de 1936-38	Moyenne 1936-38	1947	1947 en pour cent de 1936-38	Moyenne 1936-38	1947
	(.. Millions de m ² ..)		(Pour cent)	(.. Millions de m ² ..)		(..... Pour cent.....)		
Royaume-Uni.....	2.926	² 1.505	51	1.456	444	30	50	30
Etats-Unis.....	7.132	² 9.030	127	211	1.254	594	3	14
Japon.....	3.537	552	16	³ 2.100	334	16	59	61
Mexique.....	309	376	122	...	8	...	...	2
Brésil.....	752	1.003	133	6	134	2.233	0,8	13
Inde/Pakistan.....	3.278	3.236	99	⁴ 167	⁴ 209	...	5	7
France.....	1.171	1.087	93	313	268	86	27	25
Italie.....	711	836	118	304	92	30	43	11
Belgique.....	418	460	110	119	100	84	28	22
Pays-Bas.....	418	334	80	156	59	38	37	18
Allemagne occidentale.....	1.672	585	35	159	17	11	10	3
Espagne, Portugal et Suisse.....	585	1.171	200	50	84	168	9	7
U.R.S.S.....	3.010	2.009	69	167	...	...	6	...
Tchécoslovaquie.....	460	251	55	50	13	26	11	5
Pologne.....	418	376	90	8	67	838	2	18
TOTAL.....	26.797	22.833	85	5.266	3.083	59	20	14

SOURCE.—Cotton Board, Manchester, Angleterre. ¹ Chiffres approximatifs. ² Evalués à partir des yards linéaires aux coefficients d'avant-guerre. ³ A l'exclusion des exportations vers la Corée. ⁴ Exportations par mer.

Bien que l'industrie textile japonaise soit encore loin d'avoir retrouvé son importance passée, les perspectives à long terme ont été établies par la politique du Commandement suprême des Forces Alliées qui vise officiellement, comme objectif principal de l'occupation, à la création d'un "régime économique autarcique au Japon". On estime qu'en 1953 la population totale du Japon aura dépassé de 30 pour cent le niveau de 1930-34; cependant que les populations urbaines et industrielles auront augmenté de 60 pour cent. Le Japon doit importer des produits alimentaires pour pouvoir se nourrir. D'autre part, il lui faudra un potentiel industriel supérieur à celui d'avant-guerre, ne fût-ce que pour maintenir le niveau de vie minimum sans avoir recours à l'aide étrangère. Les textiles représenteront un des principaux groupes de produits d'exportation destinés à financer les importations indispensables. Les possibilités de débouchés pour les produits manufacturés détermineront dans quelle mesure le Japon en vue de permettre l'exportation de tissus divers pourra recourir aux importations de fibres étrangères ou les compléter par les fabrications nationales de fibres synthétiques. Les perspectives à long terme en ce qui concerne les exportations de soie grège ne sont pas encourageantes; toutefois, la renaissance partielle de la sériciculture apparaît indispensable pour obtenir ou économiser des devises étrangères.

Perspectives à long terme

Les perspectives à long terme pour les pays producteurs de fibres naturelles sont surtout fonction de l'importance des niveaux futurs de la demande effective et de la mesure dans laquelle ces pays pourront soutenir la forte concurrence des fibres synthétiques et autres tissus de remplacement. A cet égard, il serait intéressant d'examiner les tendances de la production mondiale des fibres destinés à la fabrication de tissus d'habillement qui, sur une longue période, peuvent être considérées comme un indice

TABLEAU 75.—PRODUCTION MONDIALE DES PRINCIPALES FIBRES D'HABILLEMENT ET D'AMEUBLEMENT ET POPULATION MONDIALE PENDANT LA PÉRIODE 1890-1947/48 ¹

Période	Fibre					Population mondiale ³
	Coton	Laine dessuintée	Soie	Rayonne ²	Ensemble	
	(..... <i>Indice</i> [1909-13=100].)					
1890.....	58	87	41	...	62	85
1909-13.....	100	100	⁴ 100	100	100	⁵ 100
1924-28.....	125	112	172	1.200	125	108
1929-33.....	123	115	197	2.656	126	113
1934-38.....	143	124	186	7.022	151	118
1939-43.....	130	129	159	12.822	150	⁶ 121
1945/46.....	96	117	38	7.044	110	125
1946/47.....	100	124	38	8.433	117	128
1947/48.....	119	122	41	10.033	135	130
	(..... <i>Importance relative</i>)					
1890.....	78,6	21,1	0,3	...	100,0	
1909-13.....	84,2	15,1	0,5	0,2	100,0	
1924-28.....	84,2	13,5	0,7	1,6	100,0	
1929-33.....	28,0	13,8	0,8	3,4	100,0	
1934-38.....	79,0	14,6	0,8	5,6	100,0	
1939-43.....	72,6	12,7	0,6	14,1	100,0	
1945/46.....	73,4	15,9	0,2	10,5	100,0	
1946/47.....	72,2	15,9	0,2	11,7	100,0	
1947/48 ⁷	74,1	13,6	0,2	12,1	100,0	

¹ Campagnes de production pour coton et laine; années civiles pour rayonne, soie et population mondiale.

² Filé de rayonne et chappe de rayonne.

³ Les chiffres de la population ne sont pas entièrement comparables d'une année à l'autre en raison des changements dans les méthodes de recensement et d'analyse statistique.

⁴ 1911-15.

⁵ 1910-13.

⁶ 1939.

⁷ Chiffres provisoires.

satisfaisant de la consommation mondiale (voir Tableau 75). Au cours de la période comprise entre 1909-13 et 1933-43, la production combinée de coton, de laine, de soie et de rayonne a augmenté d'environ 50 pour cent alors que l'accroissement de la population mondiale était d'environ 20 pour cent. La production de coton et de laine ne s'est développée qu'à un rythme légèrement plus rapide que la population mondiale. Le fait que l'ensemble de la production de fibres a augmenté dans une proportion plus forte que la seule production du coton ou de la laine, est dans une large mesure dû au développement étonnant de la production de rayonne qui s'est élevé de 0,2 pour cent du total combiné de 1909-13 à 14 pour cent de celui de 1939-43. Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, la production mondiale de rayonne a connu un recul temporaire, dû en partie à la désorganisation de l'industrie de la fibre en Allemagne et au Japon. Toutefois, depuis deux ans, la courbe de la production de rayonne est de nouveau nettement ascendante; ce fait est dû au développement sans précédent de la production de filés aux Etats-Unis, à la renaissance de cette industrie dans un certain nombre de pays européens et à la construction de nouvelles usines dans d'autres parties du monde. La production de nylon dépasse nettement à l'heure actuelle celle de la soie.

L'apparition de nouvelles matières premières bon marché accroît la richesse du monde et si elle s'effectue sur la base des avantages économiques relatifs qu'elle

apporte au consommateur, il y a lieu de s'en réjouir. Ses répercussions sur les principales économies fondées sur la production de fibres naturelles sont toutefois plus complexes, et dépendent dans une large mesure de l'évolution de l'économie mondiale dans son ensemble. Dans une économie mondiale en voie d'expansion avec un niveau de vie sans cesse plus élevé et un potentiel industriel accru, surtout dans les pays dont l'économie est relativement moins développée, la consommation des fibres naturelles et celle des fibres synthétiques peuvent sans danger augmenter simultanément. En même temps, il est possible que les besoins en produits alimentaires dont l'importance accrue est due à l'augmentation des revenus et de la population dans le monde, imposent des changements tendant à encourager la fabrication de fibres artificielles au détriment des fibres naturelles dans la production mondiale de matières premières textiles. Si l'ensemble des niveaux de consommation dans le monde ne s'élève pas et si l'insécurité politique et l'instabilité économique font obstacle à l'utilisation des ressources sur une base réellement internationale, la concurrence sur le marché des fibres ne manquera pas de se faire sentir d'une manière plus aiguë. Dans de telles conditions, les possibilités d'amélioration technique et d'abaissement du prix de revient de la production des fibres naturelles, déjà importantes par elle-mêmes, deviendront une des conditions *sine qua non* pour assurer leur maintien dans la structure mondiale du commerce des fibres en général. Une expansion considérable de la production de fibres naturelles est encore possible grâce aux méthodes qui permettent d'accroître la productivité. En ce qui concerne par exemple la production de laine brute, il est possible d'augmenter encore le rendement moyen par mouton grâce à l'amélioration des méthodes de sélection et d'aménagement des herbages. Le rendement de la production du coton peut également être augmenté. Aux Etats-Unis, le rendement moyen par hectare était en 1941-43 de 46 pour cent supérieur à celui de 1928-32.

Bien qu'il soit recommandé d'encourager l'amélioration des techniques agricoles, il y a lieu de tenir compte également des problèmes d'adaptation soulevés par le degré inégal du progrès dans les différentes parties du monde. Ces problèmes apparaissent, par exemple, à l'occasion du développement de la production mécanisée du coton aux Etats-Unis. L'amélioration des méthodes entièrement mécaniques de culture et de récolte du coton est jusqu'ici restée lente en raison surtout des difficultés techniques (probablement d'un caractère essentiellement transitoire) des problèmes d'organisation et de l'insuffisance des moyens financiers. Toutefois, bien que le développement des méthodes de culture mécanisée puisse demander un certain temps aux Etats-Unis, les avantages au point de vue du prix de revient découlant de leur adoption dans un grand nombre de régions cotonnières des Etats-Unis sont d'une importance indéniable et à cet égard les tendances sont nettes. Mais d'autres pays producteurs de coton, caractérisés par une économie plus primitive ou plus pauvre, ne semblent pas pouvoir se permettre d'introduire les méthodes mécaniques sur une échelle comparable à celle existant aux Etats-Unis.

Les besoins mondiaux en fibres ne peuvent pas être déterminés en vertu de normes aussi précises et aussi objectives que celles de la nutrition; il n'existe pas pour l'habillement de critères physiologiques chiffrables. Les fibres destinées à cet usage tiennent chaud et protègent contre le froid et les intempéries; elles sont indispensables pour l'hygiène et le confort; elles répondent aux normes conventionnelles de la décence, du goût et de la mode, et permettent aux individus de se conformer aux exigences de la tradition et du milieu social. Il n'existe aucun moyen de réduire tout cet ensemble varié à une norme unique. On ne peut pas davantage déterminer objectivement dans quelle mesure les différentes fibres satisfont aux besoins énumérés ci-dessus. L'impossibilité d'évaluer les

besoins en fibres pour tissus d'habillement du point de vue de la santé des individus et leur bien-être, ne signifie pas, toutefois, que ces besoins ne sont pas réels.

La demande effective de textiles et autres produits à base de fibres à des prix déterminés est fonction du pouvoir d'achat des individus. Des calculs établis pour 26 pays et groupes de pays révèlent le rapport très étroit qui existe entre les niveaux de revenus réels moyens d'avant-guerre et la consommation nette de fibres par individu, les pays prospères consommant neuf ou dix fois plus par individu que les pays pauvres. Même lorsque l'on fait entrer en ligne de compte les conditions climatiques et sociales, la différence demeure étonnante. Il est clair qu'il serait nécessaire d'augmenter considérablement les revenus réels pour porter à un niveau convenable la consommation de fibres dans les régions où règne un déficit chronique.

Chapitre 14

LES PRODUITS DES PÊCHES

En raison de la pénurie de denrées alimentaires provenant des cultures et de l'élevage, l'importance des pêches maritimes et intérieures comme sources d'aliments protéinés n'a pas cessé de croître depuis le début de la dernière guerre. Les pays d'Orient et d'Occident commencent tous à comprendre le rôle que peut jouer l'industrie de la pêche. Dans certains d'entre eux l'existence de cours relativement élevés a provoqué un accroissement de la production, qui a également augmenté après la mise au point de procédés de détection des poissons, tels que les sondeurs sonores, et par l'emploi d'un matériel amélioré, souvent d'un type nouveau. Depuis quelques années, les pays où la pêche est mécanisée ont augmenté leurs prises et ont pu par la suite construire des bâtiments à plus grand rayon d'action. Si l'on ajoute que l'on a récemment construit des bâtiments rapides, servant de navires-usines ou de transporteurs de poisson réfrigéré, on comprendra comment on a pu exploiter de nouveaux bancs. Le commerce des produits des pêches est encore en grande partie placé sous contrôle gouvernemental, surtout en raison des problèmes de change et parce que les pays ont à faire face à certains problèmes de reconstruction et de réorganisation. Des primes spéciales sont toujours accordées pour la pêche proprement dite, la transformation et le commerce des produits des pêches.

Faits nouveaux intervenus sur le plan régional

Europe

Dès la fin des hostilités les mises à terre ont commencé à augmenter en Europe; leur total dépasse maintenant le niveau d'avant-guerre (voir Tableau 76).

Cette augmentation est en partie le résultat combiné des prises exceptionnelles effectuées depuis la guerre dans la mer du Nord et sur les bancs voisins, et de l'exploitation plus intensive des fonds de pêche beaucoup plus éloignés.

En Europe, le marché du poisson frais et congelé ne cesse de croître en importance par rapport à l'avant-guerre, bien que cette branche de l'industrie soit touchée par le manque de chambres froides et de transports et, d'une manière générale, par l'insuffisance des services de distribution. La FAO étudie actuellement, de concert avec la Commission économique pour l'Europe, ces problèmes d'emmagasinage et de transport. Malgré la pénurie de fer-blanc, la production de conserves de poisson est également en voie d'accroissement. La pénurie persistante d'huile d'olive et autres huiles végétales utilisées pour la mise en conserve a été partiellement compensée par l'emploi d'huile de hareng raffinée par des procédés mis au point en Norvège. Cette huile de hareng raffinée convient à la fabrication de la margarine et du savon, et autres produits alimentaires et industriels. Les pays qui, avant la guerre, exportaient en Allemagne leurs produits des pêches n'ont pu rétablir ce commerce qu'avec difficulté et le volume de leurs exportations est très inférieur à ce qu'il était avant la guerre. L'Allemagne n'a importé

TABLEAU 76.—MARÉE FRAICHE DÉBARQUÉE DANS CERTAINS PAYS DE L'EUROPE, AVANT LA GUERRE, EN 1946 ET EN 1947.

Pays	1934-38 ¹	1946	1947
	(..... Tonnes métriques, poids frais arrondi.....)		
Royaume-Uni.....	1.162.056	1.031.885	² 1.111.981
Norvège.....	1.055.674	933.300	1.205.300
France.....	² 368.968	² 244.500	² 306.600
Islande.....	268.915	368.150	477.152
Allemagne (1934-37).....	372.760	260.000	³ 280.000
Belgique (et Luxembourg).....	39.863	73.983	81.205
Danemark.....	90.931	197.400	205.400
Pays-Bas.....	227.546	190.362	247.283
Suède.....	115.998	183.900	163.400
Finlande (1933).....	35.998	49.000	46.000
Irlande.....	10.512	21.082	18.312
Italie (1939).....	120.000	160.200	132.500
Espagne (1940).....	438.736	594.000	⁴ 450.000
Portugal (y compris les Açores et Madère).....	245.470	285.569	⁴ 285.000
TOTAL.....	4.553.427	4.593.331	5.010.133

¹ Sauf indication contraire.

² Crustacés non compris.

³ Estimation; pour 1946 et 1947 chiffres de la Bizone uniquement.

⁴ Estimation.

que 42.000 tonnes environ de hareng frais en 1946 et 64.000 tonnes en 1947, contre 128.000 en 1938. Cette diminution n'a pas été compensée par les importations de hareng congelé qui n'ont atteint que environ 10.000 tonnes annuellement en 1946 et 1947.

Les quantités de marée fraîche débarquée dans les pays méditerranéens ont atteint et parfois dépassé le niveau d'avant-guerre.

Les données qui ont pu être rassemblées jusqu'ici sur le développement des pêches en 1948 sont fragmentaires. En Norvège, les prises de hareng gai ont atteint le niveau record de 800.000 tonnes. L'Islande pratique cette dernière pêche pour la première fois depuis longtemps, et le chiffre des prises correspondantes a atteint 90.000 tonnes. Dans ces deux pays, plus des deux tiers de la prise ont été transformés en huile et en farine. Toutefois, les pêches à la morue, qui ont presque toutes lieu pendant le premier semestre de l'année, n'ont pas atteint les niveaux de 1947. En Norvège, 134.000 tonnes de morue ont été amenées à terre, soit environ la moitié des prises de la période correspondante de l'année précédente, tandis que les quantités débarquées en Islande représentaient 100.000 tonnes contre 120.000 en 1947. Dans les deux pays le commerce de la morue fraîche et congelée représentait un pourcentage plus important des prises que l'année précédente. En Norvège, la morue transformée en stockfisch (poisson sec non salé) ou salée n'était respectivement que le tiers et la moitié des quantités correspondantes utilisées en 1947, tandis qu'en Islande le chiffre des salaisons de morue accusait une baisse de plus des deux-tiers.

Au cours du premier semestre 1948, les bâtiments britanniques ont débarqué au Royaume-Uni 463.656 tonnes métriques de marée fraîche contre 426.255 tonnes en 1947. Au Danemark, la quantité totale de marée fraîche débarquée a atteint 77.393 tonnes de janvier à mai 1948, contre 60.066 tonnes pour la même période de l'année précédente.

Amérique du Nord

En 1947, la production de poisson a été de 5 pour cent inférieure à celle de l'année précédente, tout en dépassant de 7 pour cent celle d'avant-guerre (1938). Le fléchisse-

TABLEAU 77.—MARÉE FRAICHE DEBARQUÉE EN AMÉRIQUE DU NORD, AVANT LA GUERRE, EN 1946 ET EN 1947.

Pays	1938	1946	1947
	(..... Milliers de tonnes métriques, poids frais arrondi.....)		
Etats-Unis.....	1.927	1.996	1.996
Canada.....	506	612	553
Terre-Neuve.....	204	377	278
TOTAL.....	2.637	2.985	2.827

ment de la production canadienne provient en grande partie de la réduction des mises à terre sur la côte Atlantique causée par la baisse des prix des filets congelés sur le marché des Etats-Unis. A Terre-Neuve la diminution des mises à terre est la conséquence de l'arrêt des achats précédemment effectués par l'UNRRA. Aux Etats-Unis, le volume total de la production est sensiblement le même depuis plusieurs années bien que les prises de chaque espèce aient subi de grandes variations. En 1948, sur la côte du Pacifique, la pêche au pilchard a été aussi mauvaise que l'année précédente: les quantités amenées à terre ont été les plus faibles que l'on ait enregistrées depuis vingt ans; mais sur l'Atlantique les prises de menhaden et les conserves de thon ont atteint des chiffres record.

Comme dans le nord-ouest de l'Europe, le marché du poisson frais et congelé ne cesse de se développer. Aux Etats-Unis, on enregistre un accroissement marqué du volume des ventes de poisson congelé et du nombre de variétés ainsi vendues. Dans ce pays les importations de filets congelés de poissons de fond, qui sont passées de 24.600 tonnes en 1946 à 16.800 tonnes en 1947 à la suite d'un fléchissement du niveau des prix, ont à nouveau tendance à augmenter: 11.500 tonnes ont été importées au cours du premier semestre 1948. Un progrès important a été réalisé avec la mise en service de transporteurs à cales réfrigérées, qui font la navette entre les usines de la côte et les bâtiments pêchant dans les eaux lointaines. Par exemple, les bâtiments de la côte du Pacifique pêchent maintenant à l'essai au large de l'Amérique centrale, alors qu'ils étaient auparavant obligés d'exploiter uniquement les bancs proches des usines côtières.

Pendant le premier semestre de l'année en cours on a débarqué au Canada environ 247.000 tonnes de marée fraîche contre 184.000 pour la même période de l'année précédente. Pour la morue et l'aiglefin, les quantités fraîches et congelées qui apparaissent sur le marché sont plus importantes qu'en 1947 et le volume des produits salés a diminué.

Amérique latine

Les données statistiques dont on dispose actuellement ne permettent pas de donner un compte exact des pêches de l'Amérique latine. La plupart des îles des Antilles et certains pays continentaux importent généralement des quantités appréciables de poisson traité et surtout de morue salée séchée, qui répondent particulièrement bien aux besoins des populations, car ce sont des aliments protéinés concentrés contenant du chlorure de sodium. Toutefois, beaucoup d'autres pays d'Amérique du Sud ont d'importantes ressources maritimes qu'ils commencent à exploiter. Ceci est particulièrement vrai des pêches à la sardine du Venezuela et du Brésil et des pêches au thon du Pérou et de Costa-Rica. Dans certains pays dont ceux-ci, le gouvernement s'intéresse beaucoup au développement des ressources pélagiques et on peut s'attendre à des progrès importants dans un avenir prochain. Par exemple, la production du Venezuela est passée de 28.000 tonnes en 1945 à 41.000 tonnes en 1947.

Afrique

Sur le plan commercial, les pêches africaines restent insuffisamment développées, à quelques exceptions près, dont notamment l'Union Sud-Africaine et le Maroc français. En Afrique du Sud, le gouvernement a encouragé le développement de cette industrie et depuis quelques années la flotille de pêche a été considérablement accrue et les usines de transformation se sont multipliées. Sous l'impulsion de la Corporation pour le développement des pêches (Fisheries Development Corporation), qui est une organisation semigouvernementale, et grâce aux investissements de capitaux privés, la production de conserves, de farine et d'huile de poisson a rapidement augmenté. Par exemple, les prises au chalut sont passées de 18.000 tonnes en 1938 à environ 30.000 tonnes en 1947, et la production de conserves, non compris les langoustes, a été portée de 200 tonnes environ à plus de 7.000 tonnes. On peut s'attendre à de nouveaux progrès dans cette région.

Océanie

L'Australie s'intéresse surtout au développement de la pêche au large; la pêche à la seine danoise a gagné en importance et on a en outre construit un grand nombre de bâtiments de fort tonnage qui conviennent à la pêche à l'essaugue. L'augmentation des prises en haute mer permettra de réduire les importations de conserves de poisson qui atteignaient, avant la guerre, près de 20.000 tonnes. En Nouvelle-Zélande, malgré la construction de bâtiments plus gros et plus puissants, équipés d'un matériel modernisé, le rendement par unité n'a pas augmenté proportionnellement. Ce pays cherche maintenant à éviter l'épuisement de ses ressources. On procède actuellement à l'étude des eaux territoriales de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée pour déterminer l'emplacement de nouveaux terrains de pêche, tandis que les méthodes indigènes de prise et de préservation font l'objet de certaines améliorations.

Extrême-Orient

On estime qu'avant-guerre les prises des pays d'Extrême-Orient, y compris le Japon, représentaient environ le quart des prises mondiales. Dans la plupart des pays de cette région, le poisson est la source principale de protéines animales. En Chine et au Siam, par exemple, les pêches en eau douce et en eau saumâtre, sont une source importante de ravitaillement.

Les pays d'Extrême-Orient portent le plus grand intérêt au développement de cette importante source d'aliments. A la Conférence des Pêches,¹ tenue aux Philippines, sous les auspices de la FAO, au mois de février de cette année, ces pays ont décidé de créer un Conseil indo-pacifique des pêches, dont le but est d'unir les efforts tendant à développer et à utiliser sur une base rationnelle les ressources pélagiques de cette région. En Chine, aux Indes et aux Philippines, on a mis sur pied des programmes à long terme destinés à répandre parmi les pêcheurs les procédés mécaniques de pêche et pour créer une flotille hauturière équipée en matériel moderne. L'une des difficultés auxquelles on se heurte est le manque de techniciens expérimentés. Toutefois, on estime que la production peut être sensiblement accrue en améliorant les méthodes orientales de prise et de transformation et en adoptant, lorsque la chose est possible et souhaitable, les principes occidentaux.

Selon les rapports du Commandement suprême des Forces alliées (SCAP), la région où les bâtiments japonais sont autorisés à pêcher, donnait avant-guerre (1930-34) une production de 3.300.000 tonnes en moyenne, contre environ 2.500.000 en 1947 et à peu près 3.200.000 en 1946. La baisse survenue en 1947 a été attribuée à la pénurie

¹ FAO, Rapport de la conférence des pêches de la FAO (P48/Co. 1/27), Philippines, 23 février 1948.

de matériel qui s'est produite malgré un accroissement considérable des importations effectuées par le SCAP pour remédier à cette insuffisance. En 1948, la production dépendra surtout des quantités de coton, de fibres dures et de mazout qui pourront être importées pour ravitailler les flottes de pêches. Si elles sont suffisantes, on peut s'attendre à une production d'environ 3 millions de tonnes. Avant la deuxième guerre mondiale, les exportations de poisson du Japon représentaient annuellement une valeur approximative de 40 millions de dollars (E.-U.). A cause de la situation alimentaire critique du pays, les exportations ont été limitées en 1947 à certains produits de luxe. Il semble, à l'heure actuelle, que les exportations des produits de la mer seront un peu plus importantes en 1948 que l'année précédente. Avant la guerre, la consommation annuelle de poisson au Japon était de 34,4 kg par personne. On estime qu'en 1949/50 elle atteindra environ 31 kg.

Tendances du commerce international

L'évolution de la situation dans divers pays montre que l'importance relative des méthodes de transformation est en train de subir des changements. Proportionnellement, le volume des produits frais, congelés ou en conserve, mis sur le marché, ne cesse de s'accroître, tandis que celui des produits salés et secs est de plus en plus réduit. Dans l'ensemble du monde, la quantité de produits mis en conserve augmente. La production d'huile et de farine se rapproche du niveau d'avant-guerre.

On connaît les statistiques commerciales d'après-guerre de huit pays dont la production représente une fraction importante du commerce mondial des produits des pêches. Les exportations des produits aquatiques frais et congelés de ces pays sont passées de 298.000 tonnes en 1938 à 367.000 en 1946 et à 412.000 en 1947, alors que leurs exportations totales de poisson salé et sec sont tombées de 345.000 tonnes en 1938 à 312.000 en 1946 et 314.000 en 1947. Le poids des conserves, qui atteignait 137.000 tonnes en 1938, a été porté à 190.000 tonnes en 1946 et à 208.000 en 1947.

Ce changement en faveur des produits frais, congelés et en conserve ne pourrait pourtant pas s'effectuer très rapidement dans tous les pays, car il entraîne une modification des habitudes des consommateurs et nécessite par ailleurs la création de moyens de transport et de distribution appropriés; enfin les prix des produits congelés sont relativement élevés. Avec l'augmentation du total des mises à terre après la guerre, il a fallu transformer une grande partie de ces produits d'après les méthodes traditionnelles.

Les chiffres portés au Tableau 78, représentant les exportations de produits à base de hareng, de morue et espèces voisines conservées dans le sel, et celles de produits en conserve, font ressortir l'évolution qui a lieu dans certains pays.

L'utilisation du hareng, dont les mises à terre mondiales se sont rapprochées en 1947 des niveaux d'avant-guerre, est sensiblement la même qu'avant-guerre. Toutefois, certains pays ont produit davantage de poisson frais et congelé; par exemple le Canada a exporté en 1946 environ 42.000 tonnes de hareng entrant dans ces catégories contre une moyenne correspondante de 11.000 tonnes seulement pour 1934/38.

Pour la plupart des pays qui de tout temps ont mis du poisson en conserve, la production d'après-guerre n'a guère changé, si l'on compare les chiffres des années 1946 et 1947 avec la moyenne d'avant-guerre. L'augmentation de la production mondiale de conserves de poisson est surtout imputable aux pêches du Canada et des Etats-Unis. Ces deux pays sont, avec le Danemark, les Pays-Bas et la Suède, où la production a également augmenté, en restant toutefois relativement peu importante, les seuls pour lesquels on possède des renseignements sur cette industrie. On sait cependant que des conserveries ont été construites dans de nombreux pays pendant et après la guerre et on

TABLEAU 78.—EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS DES PÊCHES

Pays et produit	Moyenne pour 5 ans (1934-1938)	1946	1947
(..... Tonnes métriques.....)			
<i>Hareng (non compris les conserves de hareng)</i>			
Canada			
Frais et congelé.....	11.139	41.863	33.953
Salé, sec, fumé, etc.....	17.242	14.541	9.548
TOTAL.....	28.381	56.404	43.501
Islande			
Frais et congelé.....	358	48	867
Salé, sec, fumé, etc.....	22.937	15.866	5.663
TOTAL.....	23.295	15.914	6.530
Pays-Bas			
Frais et congelé.....	16.489	3.304	6.799
Salé, sec, fumé, etc.....	68.359	14.670	48.772
TOTAL.....	84.848	17.974	55.571
Terre-Neuve ¹			
Frais et congelé.....	635	251	317
Salé, sec, fumé, etc.....	3.405	30.022	15.067
TOTAL.....	4.040	30.273	15.384
Norvège			
Frais et congelé.....	91.328	55.827	85.389
Salé, sec, fumé, etc.....	43.046	101.384	92.873
TOTAL.....	134.374	157.211	178.262
Suède			
Frais et congelé.....	15.594	2.682	1.155
Salé, sec, fumé, etc.....	3.185	17.761	7.990
TOTAL.....	18.779	20.443	9.145
<i>Morue et espèces voisines conservées dans le sel</i>			
Canada.....	19.698	15.433	17.856
Iles Féroé.....	15.489	7.000	22.401
Islande.....	44.903	10.924	26.630
Norvège.....	² 58.089	56.648	43.457
Terre-Neuve.....	40.584	51.743	55.346
<i>Conserves de poisson, crustacés et mollusques</i>			
Canada.....	28.239	39.531	39.891
Danemark.....	³ 244	251	1.489
Norvège.....	491	1.359	6.493
Pays-Bas.....	32.084	26.037	33.809
Portugal.....	40.242	46.421	37.825
Suède.....	754	2.487	2.533
Etats-Unis.....	40.386	72.888	83.275

SOURCE—Pour 1946 et 1947; Rapports du *Newfoundland Fisheries Board*, Saint-Johns.¹ Moyenne pour 4 années 1936-1939.² Moyenne pour 4 années 1935-1938 pour la morue verte.³ Moyenne pour 4 années.

peut supposer que les chiffres complets feraient apparaître pour les dernières années des augmentations plus considérables que celles indiquées plus haut.

On connaît les chiffres de production d'huile de poisson (non compris l'huile de baleine) pour cinq des plus importants pays producteurs: 228.000 tonnes en 1947, soit un peu moins que la production de 1946 et 50.000 tonnes de moins que la moyenne annuelle de 1938/39. Si l'on divise cette production en deux groupes (huile de hareng et huiles d'autres poissons), on s'aperçoit que depuis la fin des hostilités la production

d'huile de poisson autre que le hareng dépasse généralement le niveau qu'elle atteignait avant la guerre, tandis que la production d'huile de hareng reste inférieure, bien que les prises extrêmement importantes de hareng gai en Norvège et en Islande aient permis de l'augmenter en 1948.

On a pu obtenir le chiffre total de la production de farine de poisson de cinq importants pays producteurs: 271.000 tonnes en 1947 contre environ 340.000 tonnes en 1938 et en 1939. La différence provient surtout d'une diminution de la production de farine de hareng (209.000 tonnes en 1947, contre 270.000 en 1938), pour laquelle on prévoit en 1948 un chiffre considérablement plus élevé que celui de l'année dernière.

La pêche à la baleine

La pénurie mondiale de corps gras continue à sévir et les cours restent élevés. La pêche à la baleine est donc restée très fructueuse et les opérations ont augmenté au cours de l'année.

De nouvelles stations côtières ont été créées dans diverses parties du monde; mais c'est l'Antarctique qui a continué à être le théâtre de la plus grande activité. Dans cette région, 17 navires-usines avec 162 vapeurs-baleiniers satellites et trois stations côtières disposant de 22 vapeurs-baleiniers ont pris et transformé, avant le 31 mars, 17.500 unités de baleines bleues², dont 16.286 à l'actif des navires-usines. Ce chiffre dépasse légèrement le contingent autorisé par l'Accord international sur la pêche à la baleine pélagique dans l'Antarctique. C'est la première fois qu'on a arrêté les opérations aussi tôt dans l'année. On construit actuellement pour la prochaine campagne de nouveaux bâtiments de prise et de transformation pourvus de matériel perfectionné et très efficace.

Si on continue à limiter les prises au chiffre actuel, la production d'huile de baleine en provenance de l'Antarctique ne sera guère modifiée. Néanmoins, il existe une tendance à utiliser de plus en plus la chair et l'huile de ces mammifères pour la consommation humaine.

Le Tableau 79 donne les chiffres moyens des prises et de la production d'huile de baleine ainsi que le nombre de bâtiments engagés, pour les quatre campagnes 1936/37 à 1939/40, et pour celles d'après-guerre.

TABLEAU 79.—PÊCHE A LA BALEINE PENDANT LA PÉRIODE 1936-1948.

Période	Bateaux-usines	Postes à terre	Baleiniers	Baleines prises	Huile
	(..... <i>Nombre</i>)				(Tonnes <i>métriques</i>)
Moyenne 1936-40.....	35	19	655	45.990	524.502
1945/46.....	9	3	93	13.381	139.003
1946/47.....	15	3	147	25.596	328.862
1947/48.....	17	3	184	31.179	353.097

Perspectives d'avenir

D'après les indications actuelles, il semble que la production mondiale s'oriente vers un niveau sans précédent et que les prises seront exploitées plus intégralement. Il est probable que lorsque les conditions économiques seront plus favorables, le développement

² Une unité de baleine bleue équivaut à 1 baleine bleue, 2 rorquals communs, 2½ mégaptères jubartes, ou 6 rorquals de Rudolph. On estime que chacun de ces groupes donne environ la même quantité d'huile. Un accord international a fixé une limite approximative à la production d'huile de baleine, mais non pas au nombre de baleines prises, étant donné que la proportion des unités des différentes espèces prises varie d'une campagne à l'autre.

de l'industrie des pêches et sa mécanisation déjà évidents dans quelques pays, s'étendront à d'autres.

Si la production augmente, la cause en sera non point la productivité accrue dans certaines régions inexploitées pendant la guerre, mais plutôt le développement des opérations dans celles qui ont été jusqu'ici peu exploitées, comme l'ouest et le centre de l'océan Pacifique et les eaux latino-américaines. La pisciculture et l'aquiculture, auxquels on s'intéresse de plus en plus, permettront d'augmenter encore davantage la production totale. Les nations se rendent compte également que l'exploitation des ressources pélagiques permet de puiser à des sources alimentaires sans empiéter sur l'espace vital de l'homme lui-même, et sans demander de soins, ce qui est un avantage étant donné les accroissements démographiques actuels.

Divers pays sont déjà entrés en rivalité en haute mer, dans des eaux pour lesquelles aucune souveraineté n'a été définie. Les nations s'occupent maintenant de protéger leurs intérêts dans ces régions et parfois s'adjugent un droit exclusif à réglementer la pêche de leurs ressortissants ou des citoyens d'autres pays dans les zones pélagiques voisines de leurs territoires.

Il se peut que la plupart des ressources de ces eaux ne soient pas inépuisables et il est vraisemblable qu'une concurrence entre pays conduira à une diminution du rendement si elle n'est pas réglementée. Mais il se peut d'autre part qu'il en aille autrement de certaines ressources vivantes et il est des cas où le rendement peut en réalité être augmenté par une pêche plus intensive.

Dans ces conditions, il importe tout d'abord que les pays intéressés aboutissent à un accord pour chercher de concert à établir les faits et à régler en conséquence leur exploitation de ces ressources. Certains pays travaillent actuellement à ces questions et des accords ont déjà été signés.³ Bien que la plupart d'entre eux ne sont peut-être pas suffisamment efficaces, ces accords illustrent que dans pareils cas on ne peut concevoir les privilèges des "droits" tout en ignorant les devoirs qui en découlent. Toutefois, de nombreuses zones de haute mer et de nombreuses espèces importantes ne sont pas protégées par ces accords et l'intérêt que l'on commence à porter à l'industrie de la pêche, ainsi que les efforts visant à développer celle-ci de plus en plus appellent des mesures de cet ordre.

Les efforts de nombreux pays tendant à tirer un meilleur parti de leurs industries de la pêche et à développer les ressources aquatiques virtuelles en fonction des pénuries alimentaires qui sévissent d'une manière chronique ont fait ressortir le manque de personnel qualifié. Ceci démontre non seulement que les établissements d'enseignement n'ont pu répondre à la demande de plus en plus élevée en personnel qualifié, mais aussi qu'on n'a pas pu donner les encouragements suffisants, matériels et autres, à ceux qui auraient pu s'orienter vers cette carrière. Il faut examiner à nouveau et très rapidement le problème de l'enseignement des techniques de pêche pour asseoir sur des bases solides le progrès de cette industrie.

Au point de vue social, la mécanisation de l'industrie de la pêche entraîne des changements importants dont il y a lieu de tenir compte. Tant que la pêche se faisait de façon primitive les quelques biens de capital qui étaient nécessaires étaient la plupart du temps la propriété des pêcheurs eux-mêmes. Si l'on pousse la mécanisation de cette industrie, des capitaux plus importants que ceux que possèdent la plupart des pêcheurs seront nécessaires. Le capital a donc tendance à se concentrer dans les firmes importantes.

³ Convention pour la réglementation de la chasse à la baleine, Convention internationale de la chasse aux phoques à fourrure, Convention de la pêche au flétan dans le Pacifique, Convention de la pêche au saumon dans le Pacifique, Convention internationale de la pêche dans la mer du Nord, Convention de la Baltique, Convention du Skagerrak-Kattegat.

Dans ces conditions le pêcheur pourrait du jour au lendemain se voir réduit à l'état d'employé travaillant dans une entreprise sur laquelle il n'a aucun contrôle.

Conscients de ce problème, de nombreux gouvernements accordent une aide financière aux pêcheurs pour créer une industrie modernisée ou développer les organisations coopératives. Dans l'industrie des pêches, avec la mécanisation et la concentration des capitaux, il importe davantage que les unités d'exploitation fonctionnent sur une base aussi permanente que possible. D'un autre côté ce besoin est dicté par la concurrence, puisque leur fonctionnement permanent abaisse les frais généraux par unité d'exploitation. En outre, il convient de remarquer que la mécanisation des pêches permet moins facilement au personnel employé de se consacrer, en dehors de la pêche, soit à l'agriculture, soit à d'autres activités saisonnières. Ce régime mixte reste possible dans de nombreux pays, mais il semble indubitable qu'il est en voie de disparition.

Chapitre 15

PRODUITS FORESTIERS

D'après les estimations récentes établies par la FAO à l'occasion de la publication du premier annuaire statistique des produits forestiers,¹ la production mondiale de bois a atteint 1 milliard de tonnes en 1946, et la valeur approximative des principaux produits forestiers est de l'ordre de 14 milliards de dollars (E.-U.). Considérée du point de vue du poids, la production de bois vient encore au deuxième rang, après celle du charbon. Considérée au point de vue de la valeur, la production annuelle de la forêt représente 20-25 pour cent de la production alimentaire mondiale.

Le fait que les statistiques sont incomplètes ne permet guère de déterminer exactement d'année en année les variations de la production mondiale. Il apparaît cependant que les approvisionnements mondiaux de bois ont augmenté de 5 pour cent entre 1945 et 1946 et qu'ils demeurent néanmoins en 1946 inférieurs d'environ 6 pour cent aux moyennes d'avant-guerre. Etant donné les nouvelles hausses qui se sont produites au cours des années 1947 et 1948 en Europe et en Amérique du Nord, on peut affirmer qu'à l'heure actuelle la production mondiale de bois atteint et dépasse même peut-être la moyenne d'avant-guerre.

En 1946, la production totale de bois pour les catégories principales se décomposait comme suit pour l'ensemble des pays ayant fourni des données statistiques:

Catégorie	Pourcentage
Grumes de sciage de tranchage et de déroulage.....	41
Bois de pâte	13
Bois de mine	3
Traverses de chemin de fer	4
Bois de combustion et tous autres bois.....	39

Ces chiffres sont tirés des rapports établis par différents pays qui produisent légèrement moins de la moitié des ressources mondiales. Des informations plus complètes montreraient sans doute que le bois de combustion représente encore 50 pour cent ou plus de la production forestière totale. En effet, la consommation du bois de combustion a connu un renouveau pendant la guerre et pendant les premières années d'après-guerre, particulièrement en Europe où un grand nombre de pays ont dû remédier au manque de charbon et d'huile en brûlant de grandes quantités de bois. A l'heure actuelle, la consommation de bois de combustion est retombée à son niveau d'avant-guerre même dans les régions dévastées et la tendance à la baisse enregistrée dans la consommation de ce produit, qui est le moins précieux des produits de la forêt, semble devoir se manifester de nouveau.

¹ FAO, *Annuaire statistique des produits forestiers—1947*, Washington (E.-U.), 1948.

Outre son emploi comme combustible, le bois a surtout servi, à travers les âges, comme matériau de construction ou d'emballage. Ce genre d'utilisation constitue toujours le principal débouché commercial pour le bois, non seulement sous sa forme traditionnelle, c'est-à-dire comme sciage, mais sous formes usinées, plus modernes et de meilleure apparence, comme les contreplaqués et les panneaux de fibre, et même comme produits plastiques. Jusqu'à présent le volume du commerce de ces produits nouveaux n'est pas d'une importance telle qu'il apparaisse dans les statistiques mondiales.

Le changement le plus important survenu dans l'utilisation des différentes catégories de bois est dû à l'apparition d'un nombre croissant d'industries chimiques transformant non seulement le bois de pâte, mais aussi les déchets de bois qui se trouvent dans les forêts et dans les scieries. Avant la guerre, les industries de la pâte absorbaient 7 pour cent de la production forestière annuelle. Il est permis d'estimer que le bois de pâte actuellement produit représente 9 pour cent des coupes totales mondiales.

Il semble que la tendance à l'accroissement de la production de la pâte, au détriment des sciages et du bois de combustion, doive continuer. Elle se traduit d'une façon très significative par la modification progressive du rapport entre les prix des grumes de sciage et ceux du bois de pâte, les premiers ayant toujours été plus élevés que les seconds, quoique au cours de ces dernières années la différence n'ait cessé de s'atténuer. Si la demande de produits à base de pâte continue à s'accroître, il en ira de même de la tendance actuelle à diriger sur les usines de fabrication de la pâte, le bois qui servirait sans cela à la production de sciages. A l'heure actuelle précisément, le fait que les producteurs de sciages et les fabricants de pâte se disputent la matière première est devenu un aspect significatif de la situation européenne. C'est un facteur qui a aggravé la pénurie de sciages dans le domaine de la reconstruction et a même gêné les approvisionnements en bois de mine nécessaires à un accroissement de la production de charbon. Dans les pays scandinaves en particulier, il existe une forte tendance à convertir autant de bois rond que possible en pâte, que l'on vend aux Etats-Unis pour obtenir de précieux dollars, alors que les sciages et les bois de mines ne peuvent s'exporter qu'en Europe contre des devises moins fortes. Cette situation provisoire mise à part, il existe des facteurs permanents qui favorisent les industries de la pâte disputant la matière première aux autres industries, notamment le fait qu'un mètre cube de bois transformé en pâte vaut plus du double d'un mètre cube converti en sciages, et presque le triple, lorsqu'il se vend sous forme de bois de mine ou de traverses de chemin de fer.

Les changements survenus dans l'importance relative des différents produits forestiers ne sont pas également perceptibles dans toutes les parties du monde. Le ralentissement de la production de bois de combustion ne se produit que lorsqu'un pays développe sur une assez grande échelle ses industries des sciages. Ce n'est pas encore le cas pour les immenses régions de l'Extrême-Orient et de l'Afrique ni même pour certains pays de l'Amérique latine. Apparemment, la diminution de la production de sciages en faveur de la pâte n'affecte surtout que les pays scandinaves et l'Amérique du Nord où la production de la pâte représente 82 pour cent de la production mondiale.

L'amélioration des méthodes industrielles que la FAO et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies approuvent et qu'elles s'efforceront de faire adopter, ne fera qu'accentuer les tendances dont il vient d'être parlé et les fera peu à peu apparaître dans toutes les régions du monde. Ces progrès auront pour effet d'accroître considérablement les besoins mondiaux en produits forestiers de toutes sortes. Même là où les ressources forestières sont considérables, la consommation de bois des régions et des pays dont le développement économique est relativement moins avancé reste très faible. Il ne sera possible d'améliorer l'habitat, de réduire l'analphabétisme et d'augmenter la consommation des biens empaquetés ou emballés dans des produits à

base de bois ou de pâte que lorsqu'on disposera d'un volume plus important de sciages, de pâte, de panneaux de construction et de fibres de bois non seulement pour un tiers, mais pour l'ensemble de la population mondiale. En conséquence, la première tâche de la Division des Forêts et des produits forestiers de la FAO est d'organiser et de stimuler la production du bois sur tous les continents.

Sciages ²

En 1946, la production mondiale de sciages a été évaluée à 41 millions de standards, soit l'équivalent de 320 millions de mètres cubes de bois rond, dont plus de 75 pour cent de sciages résineux.

Au cours de la première année qui a suivi la fin des hostilités, la production mondiale de sciages s'est redressée d'une manière remarquable et s'est accrue de 21 pour cent entre 1945 et 1946. Toutefois, en 1946, elle était de 5 pour cent inférieure à la moyenne d'avant-guerre, et il y a tout lieu de croire qu'elle s'est maintenue sensiblement à ce niveau en 1947. En 1948, la production s'est légèrement améliorée, sans atteindre tout à fait le chiffre de 1937, année qui est considérée comme la meilleure d'avant-guerre.

Les tendances de la consommation des sciages sont déterminées par deux facteurs principaux: les besoins par unité de construction et le nombre total d'unités nécessaires. Les progrès techniques accomplis dans les pays industrialisés s'accompagnent généralement d'une diminution du taux de consommation des sciages par maison et par tonne de produits à emballer. Le pénurie récente de bois causée par la guerre a considérablement accentué cette tendance. Au Royaume-Uni, par exemple, la quantité de bois attribuée aux entrepreneurs en bâtiments est maintenant réduite à 1,6 standard par unité de logement, contre une moyenne d'avant-guerre de 2½ de standards et plus. Aux Etats-Unis, d'autre part, les besoins en sciages restent en moyenne de 4 standards par unité de logement. Il en est de même pour un grand nombre d'autres pays européens. Le Comité du bois FAO/CEE procède actuellement à une enquête spéciale sur différentes économies réalisables en matière d'utilisation du bois. On s'attend à ce que les conclusions auxquelles cette enquête aboutira comportent des recommandations tendant à réduire encore la quantité de bois entrant dans la construction ou la fabrication de chaque unité.

Ces tendances sont toutefois plus que compensées par l'augmentation du nombre d'unités (logement, caisses d'emballage, wagons de chemins de fer) à base de bois. Une estimation récente établie par le Comité de l'habitat de la CEE, auquel participent 14 pays représentant environ 40 pour cent de la population de l'Europe, est donnée au tableau suivant relatif aux besoins actuels et futurs en logements:

Epoque	Volume de la construction pour 14 pays européens (en milliers d'unités de logement)
Volume annuel, avant-guerre.....	600
Volume prévu pour 1948.....	660
Programme minimum pour 1948-52, consommation annuelle..	1.600-1.700
Programme facultatif pour 1948-52, consommation annuelle..	3.700

De même, aux Etats-Unis, les programmes actuels de construction de logements prévoient une construction moyenne annuelle de 1.250.000 à 1.500.000 maisons au cours des

² Y compris les traverses de chemin de fer.

dix années à venir, ce qui représente une consommation annuelle de 5 à 7 millions de standards de sciages.

Ce qui est vrai de l'habitat l'est également de la plupart des autres débouchés que peuvent trouver les sciages. Ainsi, les besoins en sciages des pays à revenu élevé semblent devoir augmenter au moins pendant les cinq ou dix années à venir, jusqu'à ce que l'on ait résolu la crise du logement et satisfait aux autres demandes accumulées. Si ces pays peuvent maintenir, sans trop d'inconvénients, le volume de l'emploi à un niveau raisonnablement élevé et parvenir progressivement à accroître leur revenu et améliorer le niveau de vie national, il est vraisemblable que la consommation de sciages restera considérable. Sinon on pourrait assister, après la réalisation des programmes actuels de construction de logements, à une diminution de la consommation de sciages en Europe et en Afrique du Nord.

Ce danger n'existe pas dans les pays à revenu faible. Il existe un écart incroyable entre le chiffre de la consommation de sciages dans les pays à revenu faible et le chiffre correspondant pour les pays à revenu élevé. L'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie, dont les populations représentent moins du tiers de la population du globe, absorbent toutefois plus de 80 pour cent de la production mondiale de sciages. Le reste de la population du globe, qui s'élève à un milliard et demi d'individus habitant l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, ne consomme que 4.75 millions de standards par an, soit moins de 8 kilos par individu contre 150 dans les pays à revenu élevé. Les besoins supplémentaires de sciages qu'entraîneront l'industrialisation et l'accroissement des revenus des régions dont l'économie est relativement peu avancée semblent démesurés.

Bien que près de 8 pour cent de la production mondiale des sciages entrent dans le commerce international, la plus grande partie des échanges s'effectuent à l'intérieur des deux principales régions consommatrices du monde. Les sciages sont un produit relativement volumineux. Même au niveau actuel des prix, leur prix de gros ne dépasse pas 6 cents (E.-U.) par kilo. C'est pourquoi on examinera séparément les problèmes qui se posent en matière de sciages dans les trois groupes de pays suivants: l'Europe (y compris le Moyen-Orient et l'U.R.S.S.), l'Amérique du Nord (à l'exception du Mexique) et le reste du monde.

L'Europe, y compris l'U.R.S.S. et le Moyen-Orient

Avant la guerre, la consommation de sciages en Europe était estimée à environ 13 ou 14 millions de standards (soit approximativement 36 millions de tonnes), dont 90 pour cent de résineux. Le tableau 80 indique les modifications survenues dans la structure du commerce européen de résineux depuis la guerre, ainsi que leurs répercussions sur la consommation de résineux dans cette région.

En 1947, la consommation de sciages résineux en Europe (à l'exception de la Russie) était de 30 pour cent inférieure à celle de 1937. Ce sont les différents pays importateurs de bois qui ont eu à supporter la totalité de cette diminution, les importations du Royaume-Uni s'élevant seulement à 60 pour cent et celles de l'Europe centrale et méridionale à 75 pour cent de leur niveau d'avant-guerre.

Cette pénurie est due à la chute considérable des ressources en résineux que l'Europe se procurait auprès de ses fournisseurs traditionnels. A cet égard, le fait que l'U.R.S.S. ait cessé de figurer parmi les exportateurs de bois est des plus significatifs. Ses exportations, y compris celles des territoires actuellement situés à l'intérieur de ses nouvelles frontières, représentaient avant la guerre 30 pour cent des exportations totales de bois. En même temps, les exportations de résineux des pays scandinaves et

TABLEAU 80.—PRODUCTION, COMMERCE EXTÉRIEUR ET CONSOMMATION DE BOIS RÉSINEUX EN EUROPE, EN 1937 ET EN 1947

Région	1937			1947			
	Production	Commerce net (importations +, exportations -)	Approvisionnement	Production	Commerce net (importations +, exportations -)	Approvisionnement	
						Total	En pour cent de 1937
	(.....Milliers de standards.....)						(Pour cent)
Europe occidentale ¹	665	+3.379	4.044	863	+2.014	2.877	71
Allemagne.....	² 1.084	+ 731	1.815	² 1.132	- ² 516	² 516	...
Pays importateurs d'Europe centrale et méridionale ³ ...	381	+ 620	1.001	533	+ 206	739	74
Pays scandinaves ⁴	3.245	-1.916	1.329	2.185	- 932	1.252	94
Pays exportateurs d'Europe centrale et méridionale ⁵ ...	2.935	-1.377	1.558	1.937	- 319	1.618	104
TOTAL POUR L'EUROPE (sauf U.R.S.S.).....	8.310	+1.437	9.747	6.650	+ 352	7.002	72
U.R.S.S.....	7.250	-1.362	5.888	⁶ 6.000	- 30	5.970	...
TOTAL POUR L'EUROPE (y compris l'U.R.S.S.)	15.560	+ 75	15.635	12.650	+ 322	12.972	...

¹ Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, France, Danemark et Iles britanniques.

² Les trois zones occidentales seulement.

³ Suisse, Hongrie, Italie, Grèce et Turquie.

⁴ Norvège, Suède et Finlande.

⁵ Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie, Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche et Portugal.

⁶ Estimation.

de l'Europe centrale ont diminué de 60 pour cent, passant de 3,6 à 1,2 millions de standards. L'Allemagne et l'Amérique du Nord étaient les seuls pays dont les exportations pouvaient compenser ces changements. Avant la guerre, l'Allemagne était un gros importateur de bois; toutefois, en 1947, elle exportait environ 65.000 standards de sciages résineux et, en outre, des grumes que les pays importateurs transformaient en 550.000 standards de sciages. D'autre part, les exportations de l'Amérique du Nord vers l'Europe ont atteint en 1947 un total d'environ 875.000 standards, ce qui représente une augmentation de 41 pour cent sur le chiffre d'avant-guerre.

Pour atténuer la crise alarmante du bois, la Conférence du bois de construction de la FAO, réunie à Mariánské-Lazné au mois de mai 1947, avait recommandé un certain nombre de mesures qui, en ce qui concerne l'aspect immédiat, ont été depuis adoptées par le Comité du bois FAO/CEE à Genève. A l'origine, cet organisme était un sous-comité du Comité de l'industrie et des matières de base de la CEE, mais il a été transformé en Comité. Il est prévu dans ses attributions qu'il doit se préoccuper surtout des questions ci-après:

a) augmentation des quantités disponibles de bois d'œuvre et réduction du gaspillage de bois de façon à contribuer à couvrir les besoins de la reconstruction en Europe;

b) assistance permettant de réduire les difficultés économiques mentionnées dans la résolution concernant l'augmentation de la production de certains pays en les aidant à obtenir l'appui économique nécessaire;

c) distribution satisfaisante des quantités disponibles de bois.

En trois sessions, ce Comité a pu réaliser d'importants progrès dans chacun des domaines précités.

Par rapport à 1946, les premiers signes d'une amélioration de la situation du bois étaient déjà apparents en 1947. En Europe, les importations de résineux, provenant de toutes les sources de production, ont atteint 2,7 millions de standards, soit 1 million de standards de plus qu'en 1946. D'autre part, on s'est aperçu que les besoins urgents étaient considérablement inférieurs aux estimations établies à Marianské-Lazné (4,2 millions de standards), en premier lieu parce que les travaux de reconstruction étaient limités en raison du manque de main-d'œuvre, de verre, de tuyauterie et divers matériaux de construction autres que le bois, et, vers la fin de l'année, en raison du ralentissement général du rythme de la reconstruction européenne. Une autre cause de la diminution de la consommation de résineux a été le rationnement du bois imposé dans un certain nombre de pays et qui, dans le cas de la Grande Bretagne, a été si sévère que les stocks de bois existant dans ce pays sont passés, entre le 1er janvier 1947 et le 1er janvier 1948, de 215 à 616.000 standards, chiffre qui correspond au niveau des stocks britanniques des années d'avant-guerre, à un moment où la consommation annuelle était le double de ce qu'elle est aujourd'hui.

En 1948, le chiffre représentant les excédents exportables que l'Europe pouvait se procurer oscille entre 2,50 à 2,75 millions de standards, chiffre très voisin de celui de l'année dernière. A la session du Comité du bois, qui a eu lieu en juin 1948, les pays importateurs ont fait savoir que leur demande effective ne dépasserait pas 2,73 millions de standards et ont accepté pour leurs achats de bois pour 1948 des limites d'achat correspondant à ces estimations.

Le niveau peu élevé de la consommation en 1948 est imputable aux mêmes facteurs qu'en 1947. En outre, l'amélioration de la situation des stocks au Royaume-Uni et dans la plupart des pays importateurs européens aidera ces pays à faire face à toute crise imprévue sans augmentation immédiate des importations.

Les perspectives d'avenir sont loin d'être encourageantes. Plus on attend pour satisfaire la demande en bois, plus les besoins réels à l'importation demeureront élevés et auront tendance à augmenter.

D'autre part, on compte sur le Programme de restauration européenne pour améliorer d'une manière générale les conditions économiques en Europe occidentale et méridionale et on espère que de cette manière la demande effective se rapprochera des besoins en importations formulés à la Conférence des seize nations qui s'est réunie à Paris. Ces besoins se chiffrent à 3 millions de standards pour 1948 et atteindront 4 millions de standards en 1951.

Rien ne permet de prévoir un accroissement correspondant des excédents exportables pour faire face à une demande toujours plus élevée; tout porte à croire, en effet, que les disponibilités vont considérablement diminuer. La pénurie de bois peut devenir pour la reconstruction de l'Europe un obstacle sérieux qui, à divers égards, pourrait même compromettre la réalisation du Programme de restauration européenne.

En 1949, le niveau des exportations de l'Allemagne se stabilisera ou, dans l'hypothèse la plus favorable, représentera une fraction des 616.000 standards de bois d'œuvre et de bois rond atteints en 1947. Cette situation est imputable à la nouvelle politique destinée à conserver les ressources forestières du pays et à accélérer la reconstruction des zones occidentales. Il se peut que dans un très proche avenir l'Allemagne reprenne ses importations de bois.

Les exportations de résineux des pays scandinaves vont vraisemblablement diminuer elles aussi. Les prix actuels encouragent les exploitants forestiers à livrer leurs grumes à l'industrie de la pâte plutôt qu'aux scieries. D'autre part, les gouvernements finlandais et suédois sont appelés à encourager cette tendance, puisqu'elle leur permet de se procurer les dollars dont ils ont besoin.

Les Etats-Unis et le Canada ont fait savoir, au mois de juin dernier, qu'ils étaient en mesure d'exporter chaque année vers l'Europe 700.000 standards de résineux. Toutefois, la pénurie de dollars chez les importateurs européens est telle qu'ils ne sont pas en mesure d'acheter cette année plus de 400.000 standards à l'Amérique du Nord. Au cours des six premiers mois de 1948, les importations réelles provenant de cette dernière région sont même tombées à un niveau encore plus bas, puisqu'elles n'ont pas dépassé 150.000 standards.

Au cours de ces derniers mois, la hausse des prix de tous les produits a été telle aux Etats-Unis qu'il a fallu procéder à une révision de toutes les estimations initiales du Programme de restauration européenne. Les comités siégeant à Paris se sont ainsi trouvés dans l'obligation de réviser la répartition des fonds disponibles et d'affecter une partie des crédits réservés originaires à l'achat de bois d'œuvre à celui d'autres produits dont ils ont un besoin plus urgent et de diminuer d'autant les importations de bois de l'Amérique du Nord.

En conséquence, on a prévu une diminution des importations futures de résineux de l'Europe, qui seront inférieures de 1 à 1,2 million de standards au chiffre de 1947. Comme rien ne permet de supposer que les importations en provenance de l'U.R.S.S. sont sur le point de reprendre sur une grande échelle et qu'il n'existe aucune raison de prévoir, pour l'instant, de changement important dans les exportations de l'Europe centrale, le total des ressources en résineux à la disposition de l'Europe et de la région méditerranéenne, en 1949 et au cours des années qui suivront, menace de tomber à 2 millions de standards, soit 50 à 65 pour cent de la demande effective prévue.

Grâce à la coopération intergouvernementale, la production du bois a pu être accrue. Au début de 1948, le Comité du charbon de la CEE, agissant sur la recommandation du Comité du bois FAO/CEE, a alloué une quantité supplémentaire de coke à la Suède, ce qui a permis à celle-ci de s'engager à augmenter en 1948 ses exportations de résineux de 100.000 standards et celles de bois de mine de 30.000 mètres cubes. Des arrangements analogues sont envisagés pour l'année prochaine.

Il est possible que les autres pays exportateurs d'Europe accroissent le volume de leurs exportations. La Finlande, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Yougoslavie ont fait savoir qu'elles pourraient fournir en deux ans un supplément de 700.000 standards de bois représentant une valeur approximative de 110 millions de dollars (E.-U.) à condition de recevoir des crédits de l'ordre de 16 millions pour l'achat d'équipement. Sur ce montant, 8 millions de dollars ont déjà été demandés à cet effet à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; quant à l'autre moitié de la somme, elle pourrait être représentée par du matériel provenant de l'Europe occidentale grâce à des prêts consentis par cette région.

Depuis le mois de février 1948, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, en coopération avec la FAO et la CEE, examine attentivement cette proposition. Une conférence sur ce sujet, à laquelle participeront les principaux pays importateurs et exportateurs de bois d'œuvre d'Europe et un représentant de la Banque, aura lieu à Genève en septembre 1948.

Si les mesures envisagées peuvent être mises en vigueur, le total des exportations de résineux provenant des sources d'approvisionnement européennes s'élèvera en moyenne à 1,5 million de standard par an, entre 1949 et 1951. Comme ce chiffre représente moins de la moitié de la demande effective d'importations prévue pour cette période, les pays européens devront affecter cette année des crédits en dollars beaucoup plus importants aux achats de bois qu'ils effectueront en Amérique du Nord. Ils devront renouveler leurs efforts auprès de l'U.R.S.S. en vue d'obtenir d'importantes expéditions.

Si toutes ces mesures réussissent à la fois, les approvisionnements disponibles pour

l'Europe atteindront environ 3 millions de standards, soit 10 pour cent de plus que la chiffre de 1947 et 30 pour cent de moins que celui d'avant-guerre et il s'en faudra encore de 500.000 à 1 million de standards pour que ces ressources arrivent à satisfaire la demande effective.

Etats-Unis et Canada

Les Etats-Unis et le Canada produisent et consomment à l'heure actuelle à peu près autant de bois que le reste du monde. En 1947, leur production s'est élevée à environ 22 millions de standards (résineux et feuillus), soit environ 50 pour cent de la production mondiale. Avant la guerre, le chiffre correspondant était de l'ordre de 35 à 40 pour cent. Bien que ces deux pays soient exportateurs nets de bois, ils ont à eux deux consommé en 1947, 92 pour cent de leur production combinée. La consommation par individu est plus élevée en Amérique du Nord que dans n'importe quelle autre partie du monde: elle atteint 300 kilos par an alors que la moyenne pour l'ensemble du monde n'est que de 50.

Aux Etats-Unis, elle se caractérise par des fluctuations extrêmes. En 1932, elle a atteint son point le plus bas avec 7,5 millions de standards et s'est fixée en moyenne à 12 millions de standards au cours des quelques années qui ont précédé 1940. Même à l'heure actuelle, le chiffre de 18 millions de standards est de 10 pour cent inférieur à ceux des années 1924 à 1926 qui constituaient un record. Toutefois, d'après les estimations du Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis, ce chiffre sera atteint et même dépassé dans un proche avenir. Il résulte d'une estimation précise des futurs besoins en bois que, entre 1950 et 1955, la consommation sera en moyenne de 21.250.000 standards, se décomposant comme suit:

	Millions de standards
Construction (villes et campagnes)	15,75
Emballages	3
Meubles et autres produits manufacturés	2,50
Total	21,25

En 1948, la production et la consommation en Amérique du Nord ont été conformes aux prévisions, c'est-à-dire légèrement supérieures à celles de 1947. Les besoins en bois de construction et autres restent élevés; toutefois, la demande n'a plus, tant s'en faut, le caractère d'urgence qu'elle avait immédiatement après la guerre.

En Amérique du Nord, les stocks existant dans les scieries et chez les commerçants de détail représentent généralement 3 à 4 mois de production. En 1946 ils étaient tombés jusqu'à ne représenter que moins de deux mois de travail mais ils ont remonté, en 18 mois, de 2,7 à environ 5 millions de standards, chiffre qui peut être considéré comme normal.

Les prix du bois aux Etats-Unis ont atteint un niveau beaucoup plus élevé que ceux des autres matériaux de construction. On trouvera au Tableau 81 les indices des prix du bois à la fin de la guerre.

Cette hausse exceptionnelle des prix a eu pour résultat de compromettre gravement la situation des sciages par rapport aux autres matériaux de construction, ce qui pourrait, par voie de conséquence, nécessiter le remplacement des premiers par les seconds et ramener le chiffre des besoins en sciages à un niveau inférieur aux premières estimations. Même à l'heure actuelle, malgré le taux élevé de la consommation, on peut constater aux Etats-Unis un léger fléchissement de la demande sur le marché des sciages, du moins pour certaines catégories de produits.

TABLEAU 81.—INDICES DES PRIX DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION AUX ETATS-UNIS, EN 1946, 1947 ET 1948.

Période	Sciages (divers)	Tous articles	Tous maté- riaux de construction	Ciment	Charpentes d'acier
	(.....Indice [1939=100].....)				
Moyenne annuelle 1946.....	191,1	157,1	146,5	114,0	110,3
Moyennes trimestrielles					
1947—Premier trimestre....	280,0	188,3	192,3	120,7	119,0
1948—Premier trimestre....	327,3	210,8	213,1	139,1	139,2
Moyennes mensuelles					
Janvier 1948.....	329,7	214,8	213,4	138,4	133,3
Mai 1948.....	335,7	212,5	216,9	140,4	142,9

SOURCE—Ministère du Commerce des Etats-Unis, *Lumber Industry Report*, Washington, juin 1948 p. 8.

Bien que dans ce domaine les exportations de l'Amérique du Nord soient minimales par rapport à la consommation de cette région, elles représentent cependant une part assez importante du commerce du bois. Avant la guerre, l'ensemble des exportations de résineux des Etats-Unis et du Canada s'élevait à 1,5 million de standards contre 4,6 millions qui provenaient de l'Europe, y compris l'U.R.S.S. Toutefois, en 1947, le volume des exportations de l'Amérique du Nord, qui atteignait 1,8 million de standards, était presque égal à celui des exportations totales de l'Europe (y compris l'équivalent en sciages des expéditions allemandes de bois en grumes).

En 1948, la situation aurait été sensiblement la même si la pénurie de dollars n'avait gêné les achats de bois en Amérique du Nord. Les pays européens ne pourront acheter que la moitié des sciages que les exportateurs de l'Amérique du Nord seraient en mesure de fournir. Cela est également vrai, à un moindre degré, de l'Extrême-Orient, de l'Amérique latine et de l'Afrique du Sud, qui absorbent habituellement plus de la moitié des sciages exportés par les Etats-Unis.

Autres régions

Seulement 10 pour cent de la production mondiale de sciages sont produits et consommés en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Dans le reste du monde, il ne s'agit là, en général, que d'un produit local provenant non pas d'entreprises industrielles, comme c'est le cas pour les pays plus évolués, mais de très petits établissements qui débitent les grumes destinées principalement à la consommation locale.

Cette règle comporte toutefois certaines exceptions. L'industrie des sciages au Japon a été très importante et, pendant un certain temps, la consommation a atteint un degré assez élevé. Le Brésil et un certain nombre d'autres pays de l'Amérique latine sont en train de créer une industrie des sciages qui produit déjà des grumes qui seront exportées vers les pays voisins et même vers l'Europe. En Nouvelle-Zélande, on tire chaque année des quantités plus importantes de grumes de sciage des grandes plantations de pins. Ces grumes sont transformées dans des installations modernes en sciages pour la consommation intérieure ou pour les exportations à destination de l'Australie.

Bien qu'il existe d'autres exemples analogues, il n'en est pas moins vrai que dans toutes ces régions, la production de sciages en est encore au premier stade de son développement et que le commerce et l'industrie qu'elle alimente ne sont pas encore suffisamment organisés pour faire l'objet d'une discussion en termes économiques généraux.

Bien que l'Amérique latine possède des ressources forestières plus importantes que toute autre région de superficie comparable, elle est restée dans son ensemble, jusqu'à une date récente, un importateur net de sciages. Les régions les plus développées de l'Afrique, du Pacifique et de l'Asie sont habituellement tributaires de l'Europe et de l'Amérique du Nord pour leur approvisionnement, bien que de vastes forêts qui sont parfois d'excellentes forêts soient situées plus près de ces pays.

La pénurie actuelle de sciages en Europe et le fait que les importations en provenance des Etats-Unis et du Canada sont réglées en dollars, devise qu'il est difficile de se procurer, ont considérablement réduit les approvisionnements des principaux pays importateurs d'Afrique, d'Amérique latine et de la zone pacifique. Ces pays continuent d'en recevoir une certaine quantité d'Europe et d'Amérique du Nord, mais en 1947 la totalité des importations des pays situés dans la zone pacifique était de 50 pour cent inférieure aux chiffres correspondants pour 1937. Cette pénurie freine le développement industriel des pays de l'Afrique et de l'Amérique latine qui tous comprennent maintenant l'intérêt qu'ils auraient à s'approvisionner à des sources plus rapprochées pour faire face à leurs besoins croissants en sciages et agissent d'ailleurs en conséquence.

Pâte et papier

La production mondiale de pâte de bois a été estimée en 1946 à 24,3 millions de tonnes métriques, soit 2 pour cent de plus que celle de 1937. Dans cet intervalle de 10 ans, la production combinée du Canada et des Etats-Unis est passée de 10,6 à 15,6 millions de tonnes et on a enregistré des augmentations sensibles en Amérique latine et en Australie. D'autre part, l'ensemble de la production de la Suède et de la Finlande, principaux producteurs d'Europe, est tombée de 5,8 à 3,9 millions de tonnes. Pendant la même période, la production de l'Allemagne et du Japon, importants producteurs de pâte et de produits à base de pâte avant la guerre, diminuait au point de ne plus représenter qu'une fraction de son ancien volume.

La FAO a reçu des statistiques officielles pour 20,7 millions de tonnes de pâte de bois produite pour 1946, dont 34 pour cent de pâte mécanique et 62 pour cent de pâte chimique. Selon les estimations officielles, la production se répartit comme suit:

Région	Millions de tonnes	Pourcentage
Europe	4,7	22,7
Amérique du Nord	15,7	75,8
Asie méridionale et orientale	0,2	1,0
Océanie	0,1	0,5
Total ou moyenne	20,7	100,0

On évalue à 3,6 millions de tonnes la production de l'U.R.S.S., de l'Allemagne, de certains pays d'Europe orientale et méridionale, de l'Amérique latine et de l'Inde dont les chiffres de production n'ont pas été communiqués. La consommation totale de pâte et de produits à base de pâte, dont les chiffres ont été communiqués à la FAO, atteint en 1946, 19,6 million de tonnes, à savoir:

Région	Millions de tonnes	Pourcentage
Amérique du Nord	15,6	79,7
Europe	3,3	16,8
Moyen-Orient	0,1	0,5
Asie méridionale et orientale	0,3	1,5
Océanie	0,3	1,5
Total	19,6	100,0

Trois pays (les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada) ont consommé en 1946 plus des deux tiers du total de la production mondiale. Les Etats-Unis en ont absorbé à eux seuls 59 pour cent. En 1946, la consommation de pâte et de produits de pâte, par individu dans l'ensemble du monde, n'était que de très peu inférieure à celle de 1937. D'autre part, la répartition de la consommation par région se trouvait radicalement modifiée. Aux Etats-Unis elle est passée de 81 à 102 kilos par individu, alors que celle des pays européens, qui nous ont communiqué leurs chiffres, est tombée de 34 à 21 kilos. Même en Europe, il existait de gros écarts d'un pays à l'autre. La Suède et la Finlande qui sont des producteurs importants ont été en mesure d'augmenter leur consommation intérieure, alors que la plupart des autres pays se sont vus dans l'obligation de réduire considérablement la leur. Au Royaume-Uni, par exemple, la consommation est tombée de 64 à 24 kilos, et en France de 24 à 14.

Etant donné que les produits de la pâte comprennent la plus grande partie du papier nécessaire à la diffusion des nouvelles et autres informations, les matériaux d'emballage destinés à protéger les produits de l'industrie, les matières premières entrant dans la fabrication de la rayonne, ainsi que les panneaux de fibre indispensables à la construction, la pénurie éprouvée à l'intérieur de ces pays européens qui ont été dévastés par la guerre est un sérieux obstacle à la reconstruction politique, économique et matérielle de l'Europe.

La demande actuelle de pâte dans les pays à monnaie forte, ainsi que le niveau élevé des prix ont encouragé la création et la mise en place de nouveaux moyens de production en Amérique du Nord. Par ailleurs, on s'intéresse au plus haut point à la possibilité de développement de la production en Amérique latine et de la création d'une industrie de la pâte et du papier en Afrique et en Alaska. On parle également de projets d'expansion de la production aux Indes et dans d'autres pays. La répartition actuelle de la production et de la consommation doit être dans une large mesure considérée comme artificielle, donc provisoire, et il semble qu'il y ait lieu de considérer avec prudence tout plan d'accroissement du potentiel de production tant que les tendances immédiates de la demande ne seront pas mieux définies. Certains pays de l'Europe septentrionale se sont rendu compte que dans certains endroits leur potentiel existant, considéré à la lumière des besoins en bois destinés à d'autres usages, dépasse la capacité de production de la forêt qui l'alimente dans le cadre d'une exploitation sur la base du rendement soutenu. Pour cette raison, certaines fabriques de pâte ont été vendues immédiatement et seront déplacées sur d'autres pays qui possèdent des ressources forestières plus importantes.

Bois de mine

Il est indispensable d'obtenir des quantités suffisantes de bois de mine pour la production de charbon, et l'on estime qu'en temps normal la consommation mondiale annuelle était de l'ordre de 30 millions de mètres cubes (r) par an. On ne peut exploiter les mines sans un approvisionnement suffisant en produits forestiers spéciaux de ce genre. En conséquence, l'importance au point de vue de l'économie générale de l'approvisionnement en bois de mine est beaucoup plus grande que ne peut le laisser supposer le volume relativement faible de la consommation annuelle.

Comme la valeur par unité de volume est relativement peu élevée, le commerce des bois de mine est purement local, et certains des principaux pays producteurs de charbon, comme les Etats-Unis et l'U.R.S.S., se suffisent à eux-mêmes.

C'est également le cas de l'Europe prise dans son ensemble, car les besoins des pays qui sont grands producteurs de charbon, mais qui ne possèdent que des ressources

forestières relativement peu importantes, sont couverts grâce au commerce intraeuropéen. Le Royaume-Uni est le seul qui fasse exception à la règle, les marchés passés avec le Canada en 1946 ayant porté sur plus de 1 million de mètres cubes (r) de bois de mine.

La Finlande est le plus grand pays exportateur de bois de mine du monde. En 1946, elle a exporté 1.254 million de mètres cubes (r), dont la presque totalité a été absorbée par les autres pays européens. Le Royaume-Uni en a reçu 722.000 mètres cubes (r) et la Belgique 417.000. La Suède vient au deuxième rang des exportateurs européens; elle fournit au Royaume-Uni 133.000 mètres cubes (r) et 97.000 aux Pays-Bas. Le chiffre représentant les exportations allemandes de 1946 vers les pays européens se décompose comme suit:

Pays	Milliers de m ³ (r)
Belgique	94
France	137
Pays-Bas	195
Royaume-Uni	29

En 1946 les pays d'Europe centrale n'ont pas exporté de bois de mine vers l'Europe occidentale, mais il est fort possible que les ravages causés aux forêts par les bostryches, les obligent à effectuer des coupes supplémentaires qui augmenteraient les ressources de l'Europe en bois de mine.

Le rapport existant entre le prix des bois de mine et celui du bois de pâte a encouragé les producteurs à se concentrer sur ce dernier produit en raison des bénéfices qu'il leur permet de réaliser. Le problème des prix joue un rôle particulièrement important en Finlande, du fait de l'augmentation du coût de la production, du transport et des carburants. Les pays nordiques désireraient que le prix des bois de mine soit lié à celui du charbon et l'on fait remarquer que ce dernier a quintuplé par rapport à 1938 alors que celui des bois de mine n'a que triplé.

Dans l'ensemble, la situation des approvisionnements en bois de mine en Europe est à l'heure actuelle normale et satisfaisante; mais si, conformément au plan prévu, la production de charbon passe de 492 millions de tonnes en 1948 à 592 en 1951, il faudra porter de 14,8 à 16,9 millions de mètres cubes (r) le chiffre des approvisionnements en bois de mine. Les pays producteurs de charbon peuvent produire eux-mêmes environ 10 millions de mètres cubes (r) de bois de mine; mais le solde devra être importé d'autres pays européens, de l'U.R.S.S. et du Canada. Selon les prévisions actuelles, un déficit semble inévitable au cours des années à venir. Parmi les solutions à envisager, le Comité du bois FAO/CEE étudie la possibilité d'utiliser certaines essences feuillues comme bois de mine pour servir d'appoint aux ressources en résineux. Si l'on y réussissait, cela permettrait de porter le total des ressources européennes à un niveau presque satisfaisant.

Traverses de chemin de fer

Les données dont nous disposons ne permettent pas de présenter une estimation de la production et de la consommation mondiales de traverses. Les statistiques concernant ce produit sont fort peu satisfaisantes, en partie parce que certains pays font entrer les traverses sciées dans la production de sciages, ce que d'autres ne font pas.

Etant donné que la traverse est un produit lourd, encombrant et relativement bon marché, il ne représente pas une proportion importante des échanges internationaux. Toutefois, au cours des trois dernières années, le problème immédiat de la reconstruction du réseau ferroviaire européen détruit pendant la guerre a eu pour effet d'augmenter considérablement le commerce des traverses entre le continent américain et l'Europe.

Contreplaqués

Le chiffre de la production totale de contreplaqués pour 1946 communiqué à la FAO atteint 1,9 million de mètres cubes dont 82 pour cent pour les trois pays suivants: Etats-Unis (1.275.000 mètres cubes), Canada (165.000 mètres cubes) et Finlande (140.000 mètres cubes). Au cours des dernières années, le rythme de la production mondiale de contreplaqués a rattrapé rapidement celui de la production de panneaux de fibre. En 1925, les Etats-Unis n'ont produit que 140.000 mètres cubes contre 1.275.000 en 1946. Dans ce pays, et également dans certains autres, on se sert généralement de bois d'origine locale pour la fabrication de contreplaqués. Toutefois, en d'autres centres producteurs, notamment au Royaume-Uni, la plus grande partie de contreplaqués est fabriquée à partir des grumes importées. Le prix de celles-ci est actuellement élevé et oblige un grand nombre de pays, qui avaient précédemment recours aux importations, à étudier la possibilité d'utilisation d'essences locales pour le ravitaillement de leurs usines. En Europe centrale et occidentale de vastes recherches sont en cours sur les possibilités d'utilisation du hêtre pour la fabrication de contreplaqués.

Comme un grand nombre d'essences tropicales conviennent parfaitement à la fabrication des qualités supérieures, on prévoit que de nouvelles usines vont être créées en Afrique, en Amérique du Sud et en Extrême-Orient. Ceci présenterait l'avantage d'éviter des frais excessifs de transport de la matière première.

Panneaux de fibre

En 1947, la production de panneaux de fibre a été estimée à 1,7 million de tonnes métriques dont plus de 70 pour cent au Canada et aux Etats-Unis et environ 20 pour cent en Europe.

Cette production qui comprend les panneaux durs (ou panneaux de revêtement) et les panneaux isolants s'est développée rapidement au cours des 20 dernières années, et de nombreuses usines nouvelles se créent ou seront construites dans un proche avenir. Cette tendance est justifiée car la demande actuelle est de loin supérieure à l'offre et parce que la fabrication des panneaux de fibre est un moyen satisfaisant d'utiliser les déchets de bois provenant d'autres industries, tels que les déchets de scieries.

A l'heure actuelle, les Etats-Unis sont de loin le plus grand producteur et en 1947 la production, qui a atteint 1,1 million de tonnes métriques, a été de 27 pour cent supérieure à celle de 1946 et environ le double de celle d'avant-guerre.

La Suède, qui est le plus grand producteur en Europe, en a fabriqué en 1947 235.000 tonnes, chiffre qui dépasse considérablement celui de 1946 et qui représente le double de la production de 1939. En 1947, la production s'est élevée au Canada à 145.000 tonnes et cette industrie s'y développe à un rythme presque aussi rapide qu'aux Etats-Unis. Citons parmi les pays européens dont l'excédent de la production atteint 20.000 tonnes par an, la Norvège, la Finlande et le Royaume-Uni. Certains autres d'ailleurs possèdent également une industrie des panneaux de fibre. En dehors de l'Europe, citons le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En Amérique du Sud, la production est encore limitée.

En Tchécoslovaquie, en Angleterre, en France, en Italie, en Suisse, en U.R.S.S., en Afrique du Sud et en Australie, de nouvelles usines sont en voie de construction, cependant qu'en Amérique latine et en Afrique centrale de nouveaux projets sont en cours d'étude.

En outre, un certain nombre d'usines de panneaux de fibre dévastées par la guerre se reconstruisent en Europe et des installations ont été, au titre des réparations, déplacées d'Allemagne et reconstruites dans d'autres pays.

QUATRIÈME PARTIE

LES MOYENS DE PRODUCTION

Pour rétablir et développer la production alimentaire, il importe avant tout de disposer de ressources suffisantes en engrais, machines agricoles, produits antiparasitaires et autres moyens indispensables à l'agriculture. Depuis la guerre, ces articles ont fait l'objet d'une demande qui a été très supérieure aux disponibilités, bien que dans de nombreux cas, notamment pour les engrais et les machines agricoles, la production mondiale dépasse de beaucoup le niveau d'avant-guerre. Dans de nombreux pays on surseoit à l'exécution des programmes agricoles en raison de l'impossibilité de se procurer tout l'équipement nécessaire.

Ces facteurs de ralentissement de la production, ces "goulots d'étranglements", qui relèvent du domaine de l'industrie, ont été examinés par la Conférence et par le Conseil de la FAO, et ont également été discutés par le Conseil économique et social lors de sa session de mars 1948. A cette dernière réunion, une résolution a été adoptée ("les mesures à prendre afin de remédier à la crise alimentaire mondiale") qui persiste, résolution aux termes de laquelle la FAO était chargée d'examiner, de concert avec les commissions régionales du Conseil économique et social des Nations Unies et les autres institutions spécialisées, la situation des ressources pour ce qui est de ces différents moyens de production. En conséquence, des groupes de travail ont été créés en Extrême-Orient conjointement par la FAO et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et en Amérique latine par la FAO et la Commission économique pour l'Amérique latine. La situation sera également étudiée en Europe par le Comité spécialisé de la Commission économique pour l'Europe chargé de l'étude des questions agricoles. A la lumière des études effectuées par ces différents groupes, la FAO présentera un rapport général sur la situation de l'équipement agricole à la réunion du Conseil économique et social qui se tiendra en janvier 1949.

Comme ces questions sont encore en cours d'examen, il a semblé préférable de ne donner dans ce rapport que des renseignements provisoires sur la situation des engrais et des machines agricoles.

CHAPITRE 16

ENGRAIS

L'un des aspects les plus encourageants de la situation agricole et alimentaire est le fait que le monde s'éveille à l'importance d'une utilisation accrue des engrais pour le développement de la production alimentaire et comme moyen de lutter contre l'épuisement des ressources du sol. Devant la pénurie de produits alimentaires les gouvernements ont cherché à produire ou à se procurer davantage d'engrais, et à la faveur des prix avantageux des produits de la ferme, les agriculteurs de bien des pays entendent s'en procurer sensiblement plus qu'avant la guerre. Les pays dont l'agriculture est relativement moins développée s'intéressent maintenant aux engrais en raison de leurs programmes de production alimentaire. Ainsi, bien que la production mondiale d'engrais azotés, de phosphates et de potasse soit supérieure à celle d'avant-guerre, une grande partie de la demande reste insatisfaite.

L'Amérique du Nord et l'Europe sont de loin les plus gros producteurs et les plus gros consommateurs d'engrais du monde, comme c'était déjà le cas avant la guerre. La consommation a augmenté très sensiblement en Amérique du Nord et elle a même dépassé son niveau d'avant-guerre dans beaucoup de pays européens, bien que la plupart de ceux-ci disposent de quantités réduites d'engrais organiques en raison des pertes subies par le cheptel. Comme la production d'engrais azotés est concentrée dans quelques pays industrialisés et que les gisements de phosphates naturels et de potasse se trouvent dans un nombre relativement restreint de régions, maints pays doivent compter sur les importations pour leur approvisionnement en engrais. En période de pénurie, les exportateurs cherchent naturellement à vendre aux régions à monnaie forte ou à des pays avec lesquels ils peuvent conclure des accords commerciaux avantageux. C'est pourquoi, en Asie et en Afrique par exemple, il a été très difficile pour les acheteurs de couvrir une partie raisonnable de leurs besoins. Certains de ces pays envisagent de créer une industrie des engrais, mais c'est là œuvre de longue haleine, et il est probable qu'entre temps la demande restera supérieure à l'offre.

Pour l'ensemble du monde, la situation de l'offre et de la demande en ce qui concerne les trois principaux éléments fertilisants (azote, acide phosphorique et potasse) est discutée dans les sections suivantes.

Azote

La production mondiale d'engrais azotés s'est accrue régulièrement depuis la fin de la guerre. Cependant l'écart entre l'offre et la demande reste presque aussi considérable qu'au cours des trois dernières années. Le déficit mondial d'azote commercial pour la campagne 1948/49 atteindra presque un million de tonnes métriques. Les chiffres ci-après indiquent, pour les campagnes 1947/48 et 1948/49, l'état relatif de la production et des besoins dans le monde entier (à l'exclusion de l'U.R.S.S., de la Bulgarie, de la

Hongrie et de la zone d'occupation soviétique en Allemagne pour lesquelles on ne possède aucune information).

	1947/48	1948/49
	Milliers de tonnes métriques (N)	
Besoins	3.620	4.061
Production	2.750	3.083
Déficit mondial	870	978
	Pourcentage	
Pourcentage du déficit par rapport aux besoins	24,2	24,1

Les besoins actuels en azote sont plus élevés que pour tout autre engrais. Même si, comme suite à une certaine baisse des prix agricoles par rapport à leur niveau élevé actuel, la demande devait décroître dans certains pays, il resterait à satisfaire à une demande accrue dans les pays en voie de développement.

Le système des allocations reste en vigueur en dépit de problèmes aigus de marketing et de répartition, qui rendent plus complexe la situation des engrais azotés. S'il n'avait été maintenu, les difficultés d'approvisionnement de nombreux pays auraient été encore plus grandes, tandis qu'un volume d'exportation plus important aurait été dirigé vers les pays à monnaie forte ou offrant d'autres avantages commerciaux. En fait, la lutte pour les approvisionnements a été si aiguë qu'on a cru plus d'une fois, au cours de longues semaines de négociations internationales, qu'il serait impossible de formuler des recommandations d'allocations pour 1948/49. Les brèves indications qui suivent sur la situation dans divers continents indiquent, partiellement tout au moins, l'incidence des problèmes financiers et de marketing auxquels il vient d'être fait allusion.

Europe

On prévoit que la production européenne d'azote chimique pour la fabrication des engrais en 1948/49 dépassera de près de 50 pour cent celle de 1946/47. En dépit de ce progrès remarquable, essentiellement imputable à la remise en service des usines endommagées par la guerre, l'écart entre l'offre et la demande sera peut-être encore plus considérable qu'en 1946/47. Les besoins se sont accrus régulièrement, bien qu'à un rythme beaucoup plus faible que la production; mais les ressources extérieures auxquelles l'Europe peut faire appel diminuent à mesure que les besoins urgents des régions non européennes croissent également.

Amérique du Nord et du Sud

Sur le continent américain la production totale d'azote pour la fabrication d'engrais (y compris l'azote qui est le sous-produit de la fabrication d'explosifs) a augmenté d'environ 15 pour cent au cours des deux dernières années. On estime d'autre part que les besoins et la consommation d'azote ont augmenté respectivement de 25 pour cent et 8 pour cent environ, ce qui montre que les agriculteurs cherchent à développer les programmes de production. L'accroissement de la consommation y a été retardé par le système d'allocations internationales, qui a permis d'accroître les exportations d'environ 31 pour cent pour 1948/49 par rapport au niveau de 1946/47.

Asie et Afrique

Ce sont les pays d'Asie et d'Afrique qui ont connu les plus grandes difficultés au cours des trois dernières années. Les gouvernements de ces pays ont pris conscience de l'importance des engrais azotés pour le développement de leur production alimentaire,

TABLEAU 82.—APPROVISIONNEMENTS EN ENGRAIS AZOTÉS PAR CONTINENT, AVANT LA GUERRE, EN 1946/47, 1947/48 ET 1948/49.

Continent et période	Besoins déclarés	Production	Commerce net (importations + exportations -)	Approvisionnement
	(..... Milliers de tonnes métriques (N.).....)			
<i>Europe</i> ¹				
1938/39.....	.....	1.261	-111	1.150
1946/47.....	1.568	965	+103	1.068
1947/48.....	1.732	1.191	+93	1.284
1948/49.....	1.980	² 1.425	+23	² 1.448
<i>Amérique du Nord et du Sud</i>				
1938/39.....	.....	539	-39	500
1946/47.....	834,0	1.168,8	-348,4	820,4
1947/48.....	935,1	1.317,6	-471,9	845,7
1948/49.....	1.043,2	1.343,9	-457,4	886,5
<i>Asie et Afrique</i>				
1938/39.....	.....	275	+465	740
1946/47.....	741	171	+235	406
1947/48.....	956	230	+364	594
1948/49.....	1.017	² 302	+386	² 688
<i>Océanie</i>				
1946/47.....	17,9	4,6	+ 6,8	11,4
1947/48.....	18,6	7,5	+ 6,9	14,4
1948/49.....	19,2	² 12,2	+ 3,5	² 15,7

¹ A l'exclusion de l'U.R.S.S., de la Hongrie, de la Bulgarie et de la zone soviétique d'occupation en Allemagne. Les expéditions d'avant la guerre de l'Allemagne orientale vers l'Allemagne occidentale sont comptées comme "importations".

² Chiffre provisoire.

et les besoins ont augmenté régulièrement. Il est certain que l'Asie à elle seule peut facilement utiliser annuellement un volume d'engrais azotés qui dépasse de loin un million de tonnes. Cependant, en raison surtout des difficultés monétaires et de la pénurie de moyens de transport, la consommation reste bien au-dessous de ce chiffre. Du reste, les besoins en azote de la majorité des pays d'Asie et d'Afrique ne peuvent être satisfaits qu'au moyen d'importations (la production nationale ne revêt de l'importance qu'au Japon et dans la zone d'occupation soviétique en Corée), et en raison de la pénurie actuelle, il est extrêmement difficile de trouver des exportateurs disposés à effectuer des expéditions vers ces régions.

Océanie

Bien que les besoins en engrais soient peu importants en Océanie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont besoin d'azote pour leurs productions de sucre, tubercules et racines, fruits et autres. La production indigène a augmenté mais ne permet pas encore de satisfaire les besoins locaux.

Acide phosphorique

Il semble que, sauf dans certains cas spéciaux, l'approvisionnement mondial en acide phosphorique soit suffisant pour satisfaire la demande actuelle. On estime la consommation mondiale de phosphates solubles avant la guerre à 3.053.000 tonnes métriques de P₂O₅. Par contre, les besoins en phosphates solubles formulés pour la campagne qui s'est terminée au 30 juin 1947 s'élevaient à 5.356.000 tonnes métriques de P₂O₅ alors

que seulement 4.281.000 tonnes métriques, représentant la production mondiale, ont pu être allouées¹.

Depuis qu'à dater du 30 juin 1947, les engrais phosphatés ont été enlevés de la liste des produits soumis à allocation, certains facteurs tels que prix, moyens de paiement, etc. semblent devoir exercer, indépendamment des ressources disponibles, une influence relativement plus importante sur les quantités dont disposera effectivement chaque pays. On signale que pour l'Amérique du Nord, la production et les approvisionnements en phosphates pour 1947/48 ont atteint un chiffre à peu près suffisant pour satisfaire à la demande. La consommation moyenne d'acide phosphorique (P_2O_5) entre 1935 et 1939 aux Etats-Unis d'Amérique (territoire continental, Hawaii et Porto-Rico), a été de 652.000 tonnes métriques, tandis que le volume des ressources disponibles en 1947/48 a été évalué à 1.678.000 tonnes métriques.

Dans la plupart des pays européens, la consommation de phosphates a probablement retrouvé—et dans certains cas dépassé—le niveau d'avant-guerre. En raison de la réduction du volume des scories, sous-produits de l'industrie sidérurgique, les pays pour lesquels les scories sont essentielles se heurtent à des difficultés supplémentaires. C'est notamment le cas de l'Allemagne où la production de scories est beaucoup plus faible qu'avant la guerre. Bien que l'approvisionnement en phosphates de l'Allemagne soit en voie d'amélioration régulière, il ne suffit pas à faire face aux besoins. Ce sont surtout les destructions d'usines pendant la guerre, l'insuffisance des moyens de transformation et des quantités disponibles d'acide sulfurique qui sont la cause des difficultés que rencontrent actuellement les pays européens dans leur approvisionnement en super-phosphates. Une amélioration cependant a eu lieu et les plans d'avenir prévoient un accroissement supplémentaire de la production.

L'extraction des phosphates en Afrique du Nord dépasse actuellement le niveau d'avant-guerre. La reprise de l'extraction sur les îles Océan et Nauru a fait de grands progrès depuis deux ans, bien que certaines difficultés récentes aient quelque peu entravé la production. La répartition de ce produit en Australie et en Nouvelle-Zélande est toujours soumise au rationnement.

En raison de la suppression des allocations le 30 juin 1947, on ne possède pas encore de données complètes quant à la production et la répartition pour la campagne se terminant le 30 juin 1948.

Potasse

Les ressources actuelles en potasse ne suffisent pas à couvrir les besoins mondiaux même en tenant compte de l'accroissement de la production de certains pays. Pour une consommation d'avant-guerre de 2.518.000 tonnes métriques de K_2O , les besoins mondiaux déclarés en potasse, pour la période de 12 mois se terminant au 30 juin 1947 se sont élevés à 3.245.000 tonnes métriques de K_2O ,² les excédents exportables atteignant 3.020.000 tonnes.² Aux Etats-Unis, la production en 1947 s'est élevée à 953.000 tonnes métriques de K_2O , contre 283.000 en 1939.

Le redressement de l'industrie française des potasses s'est traduit par une production accrue qui a permis une distribution locale évaluée à 650.000 tonnes métriques de K_2O en 1947/48. Les exportations résultant de cet accroissement ont permis de satisfaire les besoins d'autres pays. La production des zones française, anglaise et américaine

¹ Recommandation N° 17 de l'IEFC: "Allocation de phosphates solubles pour la période juin 1946-juin 1947" approuvée le 24 janvier 1947.

² Recommandation N° 16 de l'IEFC: "Allocation d'engrais potassiques, juillet 1946-juin 1947", approuvée le 24 janvier 1947 (à l'exception de l'U.R.S.S.).

d'occupation en Allemagne a couvert à peu près les besoins locaux. Les ressources principales de potasse se trouvent dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne. Cependant, jusqu'à présent, les exportations ont été peu importantes par rapport aux larges quantités exportées avant la guerre. En Espagne, la production s'est élevée à 216.000 tonnes de K_2O en 1947, en face d'une production record de 135.479 tonnes en 1946, et les exportations sont passées de 86.039 tonnes à 184.295 tonnes.

Comme dans le cas des phosphates, depuis que la potasse a été enlevée de la liste des allocations internationales, ce sont surtout des facteurs de prix et l'aide financière des Etats-Unis qui ont influencé le marché international.

Chapitre 17

MATÉRIEL AGRICOLE ET MOYENS DE TRACTION

L'utilisation du matériel agricole moderne s'est principalement accrue dans les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord, ainsi que dans certaines régions agricoles comme l'Océanie dont le développement est relativement récent. L'emploi de matériel moderne fait des progrès assez rapides dans certains pays latino-américains, mais il est encore peu répandu dans le sud et l'est de l'Asie et sur le continent africain.

Bien que le parc mondial de tracteurs ait triplé depuis 1930, les animaux de trait fournissent encore une proportion écrasante de la puissance de traction utilisée par l'agriculture dans la plupart des régions. Il est extrêmement difficile d'estimer la puissance de traction employée dans les travaux agricoles, mais certaines évaluations approximatives ont permis de réunir à titre purement indicatif des chiffres sur les effectifs d'animaux de trait dans les principales régions. Ces chiffres font ressortir une diminution régulière du cheptel d'animaux de trait dans les parties du monde où l'agriculture est le plus mécanisée, alors que dans les autres régions, on note une tendance à l'accroissement des effectifs, sauf dans les pays dévastés par la guerre. La diminution la plus sensible a été enregistrée en Extrême-Orient en raison des pertes sévères en buffles pendant la guerre et des épidémies de peste bovine.

En Birmanie, au Siam et en Chine méridionale, le manque de bovins de travail entrave le rétablissement et le développement de la production de riz. La vaccination contre la peste bovine, qui commence actuellement sous les auspices de la FAO, peut améliorer le rendement du cheptel restant. Si l'on considère les perspectives plus lointaines, certaines de ces régions, de même que les Indes, ont probablement un cheptel

TABLEAU 83.—MOYENS DE TRACTION SUR LES EXPLOITATIONS PAR RÉGION ET TOTAL MONDIAL¹, EN 1930, 1938/39 ET 1946/47.

Région	1930			1938/39			1946/47		
	Trac-teurs	Animaux de trait	Unités de traction totales	Trac-teurs	Animaux de trait	Unités de traction totales	Trac-teurs	Animaux de trait	Unités de traction totales
	(Milliers)	(Millions d'unités)	(Millions d'unités)	(Milliers)	(Millions d'unités)	(Millions d'unités)	(Milliers)	(Millions d'unités)	(Millions d'unités)
Amérique du Nord.....	1.020	15,8	21,9	1.597	12,3	21,9	2.890	8,5	25,8
Royaume-Uni.....	20	0,6	0,7	60	0,5	0,9	200	0,4	1,6
Europe (sauf Royaume-Uni).....	110	22,3	23,0	205	23,0	24,2	312	19,3	21,2
Amérique latine.....	20	39,8	39,9	35	41,2	41,4	62	42,2	42,6
Proche-Orient.....	4	4,6	4,6	7	5,2	5,2	10	6,3	6,4
Extrême-Orient.....	1	110,5	110,5	5	112,9	112,9	10	96,5	96,6
Afrique.....	10	7,8	7,9	17	8,5	8,6	26	8,8	9,0
Océanie.....	32	1,5	1,7	53	1,4	1,7	90	1,1	1,6
TOTAL ¹	1.217	202,9	210,2	1.979	205,0	216,8	3.600	183,1	204,8

N.B. Les unités de traction se définissent comme suit: tracteur=1; cheval=1; mulet=1; buffle=0,9; bovin de trait=0,5.

¹Sauf U.R.S.S.

trop important, mais une réduction des effectifs ne pourrait s'opérer que s'il était possible d'introduire simultanément des tracteurs ou d'améliorer la qualité et la santé des animaux que l'on conserverait. Il apparaît que l'accroissement du parc de tracteurs compense, et au-delà, la diminution de la traction animale en Amérique du Nord et au Royaume-Uni, mais non pas en Europe continentale ni en Extrême-Orient. Dans les régions dévastées, les pertes agricoles causées par la guerre ou dues au vieillissement ne sont pas, bien entendu, limitées à la puissance de traction, mais s'étendent à toutes les catégories d'équipement agricole. Dans de nombreux autres pays, l'arrêt des livraisons en provenance d'outre-mer et la réorientation de la production des industries nationales pendant la guerre ont créé des problèmes assez analogues en ce qui concerne la pénurie de matériel agricole.

Production et commerce international de matériel agricole

On trouvera au Tableau 83 les estimations du nombre de tracteurs utilisés par l'agriculture dans les différentes régions du monde, en 1930, d'une part, peu avant la deuxième guerre mondiale, d'autre part et enfin pendant l'une des années d'après-guerre.

Si le nombre de tracteurs donne des indications sommaires sur la répartition du matériel agricole moderne, par contre, il fournit très peu d'informations sur l'ensemble de l'équipement dont disposent les exploitations agricoles. On ne possède de statistiques sur l'outillage et les machines utilisés dans l'agriculture que pour un petit nombre de pays. La différence d'une région à l'autre quant au nombre de tracteurs utilisés est encore plus accusée lorsqu'on compare ces données aux chiffres de la superficie cultivée, comme au Tableau 84.

TABLEAU 84.—NOMBRE DE TRACTEURS PAR UNITÉ DE SUPERFICIE DE TERRE CULTIVÉE.

Région	Superficie de terre cultivée	Répartition régionale	
		de la superficie mondiale cultivée	du nombre mondial de tracteurs (1946/47)
	<i>(Millions d'hectares)</i>	<i>(.....Pourcentage.....)</i>	
Amérique du Nord.....	202	16,9	72,1
Europe.....	145	12,1	12,8
Amérique latine.....	66	5,5	1,5
Proche-Orient.....	40	3,3	0,3
Extrême-Orient.....	409	34,1	0,3
Afrique.....	70	5,8	0,7
Océanie.....	21	1,8	2,3
U.R.S.S.....	246	20,5	10,0

On trouvera aux Tableaux 85 et 86 les chiffres dont on dispose sur la production, et le commerce des tracteurs et autre matériel agricole entre les différentes régions du monde. Concernant la production, on ne possède pas de renseignements sur l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient, l'Afrique ni l'U.R.S.S.; mais dans ces pays, à l'exception de l'U.R.S.S., l'industrie a une capacité restreinte et en général la fabrication a été limitée aux appareils relativement simples. Les exportations de ces régions sont négligeables. Il semble qu'au moins 75 pour cent de la production de tracteurs et autre matériel agricole se soient concentrés en 1947 en Amérique du Nord, région qui fournit également la majeure partie du matériel qui entre dans le commerce mondial. En dehors de l'Amérique du Nord, les principaux marchés étaient l'Amérique latine, l'Europe et l'Afrique, les importations du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient étant

TABLEAU 85.—PRODUCTION, EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE MATÉRIEL AGRICOLE EN 1947 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

Pays et région	Production ¹		Exportations ²		Importations ³	
	Totales	Matériel autre que tracteurs	Totales	Matériel autre que tracteurs	Totales	Matériel autre que tracteurs
	(.....)		<i>Millions de dollars</i>)			
Etats-Unis ⁴	1.444	740	318	95	32	25
Canada ⁴	50	40	48	42	106	35
Royaume-Uni.....	175	70	36	15	18	13
Europe (sauf Royaume-Uni).....	⁵ 200	⁶ 170	.....	.....	⁷ 68	⁶ 26
Amérique latine.....	.....	.....	.....	.....	⁷ 92	⁶ 34
Proche-Orient.....	.....	.....	.....	.....	⁷ 10	⁶ 3
Extrême-Orient.....	.....	.....	.....	.....	⁷ 15	⁶ 6
Afrique.....	.....	.....	.....	.....	⁷ 40	⁶ 15
Océanie.....	⁸ 20	⁶ 20	⁶ 2	⁶ 2	⁷ 22	⁶ 4
U.R.S.S.....	.....	.....	.....	.....	⁹ 3	⁹ 5
TOTAL D'APRÈS LES CHIFFRES CONNUS.....	1.889	1.040	404	154	406	162

¹ Prix à l'usine.

² Prix d'exportation à quai.

³ Prix d'importation quand ils étaient publiés; autrement, prix d'exportation totaux à quai au départ des Etats-Unis, du Canada et du Royaume-Uni.

⁴ Le matériel agricole échangé entre les Etats-Unis et le Canada s'élevait à 136 millions de dollars à l'exportation et à l'importation.

⁵ Estimation basée principalement sur les chiffres de l'Organisation européenne de coopération économique pour 1946/47.

⁶ Estimation.

⁷ Les importations en provenance du Royaume-Uni ont souvent dû être évaluées, attendu que les tableaux du commerce extérieur du Royaume-Uni ne font pas la ventilation par pays de destination.

⁸ Estimation partielle ou totale.

⁹ En provenance des Etats-Unis.

TABLEAU 86.—PRODUCTION, EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE TRACTEURS EN 1947.

Pays ou région	Production	Exportations	Importations
	(..... <i>Milliers</i>)		
Etats-Unis			
Tracteurs à roues et à chenille.....	458	98	.....
Motoculteurs.....	169	15	.....
TOTAL.....	627	113	6,6
Canada.....	.....	6	42,5
Royaume-Uni			
Tracteurs à roues et à chenilles.....	58	.....	.....
Motoculteurs.....	28	.....	.....
TOTAL.....	86	¹ 20	¹ 5
Europe (sauf Royaume-Uni).....	² 20	.....	³ 30
Amérique latine.....	.....	.....	³ 25
Proche-Orient.....	.....	.....	³ 2
Extrême-Orient.....	.....	.....	³ 3
Afrique.....	.....	.....	³ 10
Océanie.....	.....	.....	³ 13
U.R.S.S.....	⁴ 34	.....	⁵ 2
TOTAL D'APRÈS LES CHIFFRES CONNUS.....	767	139	139

¹ Calculés à partir des statistiques en poids et en valeurs.

² Chiffre approximatif.

³ Chiffres exacts pour les importations en provenance des Etats-Unis et évalués pour celles en provenance du Royaume-Uni, attendu que les tableaux du commerce extérieur du Royaume-Uni ne font pas la ventilation par pays de destination.

⁴ Projetée.

⁵ En provenance des Etats-Unis.

relativement peu importantes. L'Océanie, qui se suffit à peu près pour d'autres articles, a importé une quantité relativement élevée de tracteurs. En 1947, le volume mondial total de la production de matériel agricole était le double de celui d'avant-guerre. Le volume des exportations de continent à continent a augmenté sensiblement dans les mêmes proportions; en particulier, le vaste développement de la production des Etats-Unis s'est accompagné d'un développement comparable des exportations de ce pays. Néanmoins, la demande dépasse de loin l'offre actuelle. L'Allemagne ayant cessé de figurer parmi les grands exportateurs, les autres pays exportateurs et l'industrie nationale des pays importateurs ont dû faire un effort bien plus considérable.

La production de tracteurs est concentrée surtout en Amérique du Nord, et les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont les seuls producteurs importants qui soient à même d'approvisionner les marchés étrangers à l'heure actuelle. Toutefois, la production augmente rapidement dans un certain nombre de pays d'Europe, dont la France, la Suède, la Pologne et la Tchécoslovaquie, tandis que le Canada commence à produire un nombre important de tracteurs. La production commence en Australie et en est encore au stade préparatoire au Brésil ainsi que dans d'autres régions. L'U.R.S.S. vise à rétablir en 1950/51, son niveau de production annuelle d'avant-guerre qui était de plus de 110.000 unités. Il est frappant d'observer la faveur croissante dont jouissent les motoculteurs pour la mécanisation des petites exploitations et des jardins. Selon certaines indications, le marché américain approche du point de saturation pour ce type d'équipement, mais on note un intérêt croissant pour les tracteurs légers convenant aux travaux sur les exploitations de 20 hectares ou moins. Il faut s'attendre, à l'avenir, à un accroissement du commerce international dans ce domaine, car la capacité de production américaine s'accroît et les plans européens prévoient des exportations considérables de tracteurs moyens et légers.

Le commerce international des machines agricoles, à l'exclusion des tracteurs, représente une proportion plus faible de la production totale. Il s'agit là d'une fabrication moins spécialisée, et de nombreux pays peuvent se suffire tout au moins en partie. Les caractéristiques principales du commerce international en 1947 sont données au Tableau 85, dans la mesure où il a été possible de les connaître.

On ne peut actuellement évaluer avec précision la situation en 1948 mais il semble que, par rapport à 1947, la production et le commerce soient nettement en voie d'expansion. On estime que la production de l'Amérique du Nord dépassera d'au moins 10 pour cent son niveau de 1947. En raison de la hausse des prix qui est d'environ 10 pour cent, l'augmentation de la valeur totale de la production sera encore plus sensible. Au Royaume-Uni, la production augmentera d'au moins 50 pour cent, et les exportations auront plus que doublé. Il est possible que la production de l'Europe continentale connaisse, elle aussi, un accroissement considérable. Si l'on considère dans son ensemble l'industrie mondiale des tracteurs, à l'exception de celle de l'U.R.S.S., il semble que l'on puisse prévoir un accroissement de 20 pour cent du volume de la production et de 30 pour cent de celui des exportations par rapport à 1947. Il est probable que toutes les régions seront mieux approvisionnées, mais il se pourrait que l'Europe bénéficie d'une part relativement plus importante des exportations de l'Amérique du Nord, grâce au Programme de restauration européenne.

Pièces de rechange pour le matériel agricole actuellement en service

L'impossibilité d'utiliser au maximum le matériel dont disposent déjà les exploitations, par suite du manque de pièces de rechange, est, pour le pouvoir d'organisation de l'industrie du matériel agricole et des gouvernements, une gageure à tenir. En Europe, le problème

se complique du fait que l'importance des besoins en pièces détachées pour des types spéciaux de machines est mal connue, et parce que la grande diversité des types et des marques pose aux industriels le problème de la fabrication des pièces de rechange en petite quantité. La question peut se résoudre partiellement par la fabrication de pièces dans des ateliers locaux, surtout si les agriculteurs s'organisent collectivement et groupent leurs commandes, en donnant si possible les caractéristiques exactes. Toutefois pour les nombreuses machines jadis fabriquées en Allemagne, la solution fondamentale consisterait peut-être dans la reprise de la fabrication des pièces dans les usines allemandes.

Problèmes d'entretien et de réparation

Les problèmes d'entretien et de réparation impliquent la mise sur pied de services techniques, la création d'ateliers de réparation et de réseaux de distribution de pièces détachées et l'approvisionnement voulu en carburants et en lubrifiants. La solution de ces problèmes demandera un temps considérable. Ils se posent également dans les régions européennes où la mécanisation a été jusqu'ici très limitée, et dans les pays non-européens où elle ne fait que commencer. Les pays dont les besoins en matériel ne sont pas importants se trouvent désavantagés du fait que les fabricants ne sont pas disposés à créer des agences de distribution et des services d'entretien s'ils ne peuvent compter sur une expansion du marché. Là où les services purement commerciaux ne seraient pas rentables, c'est aux gouvernements qu'il appartiendrait d'intervenir. On faciliterait l'établissement des services de réparation et de vente de pièces en concentrant (à supposer qu'un tel projet fut praticable) dans une même région les machines du même modèle et de la même marque.

Emploi efficace de machines dans les régions antérieurement non mécanisées

Jusqu'ici l'emploi du matériel mécanique s'est étendu peu à peu à mesure que les facteurs naturels, économiques et culturels lui devenaient favorables. Il serait dangereux de chercher à introduire une mécanisation poussée dans de nouvelles régions si l'on ne se préoccupait sérieusement auparavant de tous ces facteurs. Les cultivateurs qui doivent disposer de plus de force motrice ne peuvent pas toujours adopter rapidement l'emploi des tracteurs, même lorsqu'il leur est possible de s'en procurer. Il faut d'abord déterminer dans quelle mesure la mécanisation et les machines elles-mêmes peuvent être adaptées à la nature des travaux à effectuer, ainsi que les capacités et l'expérience de ceux qui utiliseront et entretiendront ces machines, et la possibilité d'organiser les services multiples et divers indiqués ci-dessus. En résumé, le succès de la mécanisation et surtout le rythme auquel elle s'accroît sont fonction d'un grand nombre de facteurs dont les plus importants sont d'une part, la formation de conducteurs pour l'utilisation de ces machines et de mécaniciens pour assurer leur entretien et, d'autre part, un approvisionnement en machines d'un type adapté aux conditions locales, ce qui, dans les pays neufs, ne peut être déterminé qu'après une période d'expérimentation prudente.

Perspectives d'avenir

Il semble probable que le retard de l'offre par rapport à la demande disparaîtra assez rapidement et que les besoins permanents seront déterminés par l'importance du développement de la mécanisation et par le renouvellement de l'équipement usé et désuet. Il apparaît qu'en raison de l'amélioration constante et régulière des normes de productivité en matière de main-d'œuvre, les besoins permanents en matériel agricole ne cesseront

de s'accroître. Toutefois, la demande immédiate est en grande partie fonction du rapport entre les prix payés aux exploitants et les frais de production. Pendant le marasme économique des années 1930 et suivantes, le volume total des ventes de matériel agricole ne représenta qu'une fraction de celui de quelques années précédentes. Au Canada, par exemple, le nombre des tracteurs vendus entre 1931 et 1936 dans les provinces de l'ouest atteignit seulement le chiffre de 9.000 unités contre 60.000 entre 1921 et 1931, tandis que l'Argentine réexportait en fait du matériel dans les années qui suivirent 1930.

La situation actuelle et les perspectives immédiates diffèrent sur un certain nombre de points importants de la situation d'après 1930. Tout d'abord, même si dans quelques pays les prix des produits agricoles baissent un peu, il est très probable qu'ils resteront relativement favorable aux exploitants pendant un certain temps encore. On peut donc s'attendre à ce que ceux-ci continuent à demander d'importantes quantités de matériel. Par ailleurs, la crise de main-d'œuvre agricole est générale. Il n'est guère possible de renverser le courant de migration vers les villes des travailleurs ruraux, et seule une crise industrielle d'une extrême gravité pourrait provoquer un accroissement des effectifs de main-d'œuvre agricole. Il semble donc raisonnable de conclure qu'il ne faut pas s'attendre à un effondrement prochain de la demande en matériel agricole. D'autre part, il apparaît que, au moins aux Etats-Unis et dans le Royaume-Uni, la production tend à rattraper la demande.

La production de matériel agricole serait considérablement encouragée si les milieux industriels étaient mieux informés qu'ils ne le sont de l'état des besoins pour l'ensemble du monde. On pourrait réunir de nombreux renseignements sur le nombre et le type de machines agricoles nécessaires dans les différents pays et sur l'utilisation qui en serait faite. Il faudrait que l'inventaire des besoins soit dressé en fonction des différentes catégories de machines nécessaires et compte tenu des problèmes sus-indiqués d'adaptation, d'entretien et de réparation du matériel et de formation de conducteurs. La possibilité du maintien ou de l'expansion de la production est essentiellement fonction de la durée de la période pendant laquelle les fabricants sont assurés d'une demande pour leurs produits. A cet égard, ils pourraient établir plus facilement leurs plans de production si, par exemple, les gouvernements pouvaient prendre l'engagement d'acheter du matériel agricole pendant une assez longue période.

Les fournisseurs ont besoin de renseignements plus détaillés sur le rythme de l'expansion de la production des différents types de matériel et sur les perspectives de développement ultérieur. Il y aurait lieu d'étudier les possibilités de remise en état des usines désaffectées, d'agrandissement de celles actuellement en service et de création de nouvelles unités. Il conviendrait également de préciser dans quelle mesure les pays devront être tributaires des importations ou fabriquer leur propre matériel.

Equipement forestier

L'accroissement de la production de bois exige un développement correspondant de l'équipement nécessaire aux travaux d'exploitation, et à la transformation de bois rond en bois d'œuvre et en autres produits. Cette nécessité suscite un certain nombre de problèmes dans différentes régions du monde.

La production actuelle de produits forestiers en Amérique du Nord a presque atteint un niveau record et, en matière d'équipement, ne se heurte qu'à peu de difficultés. Toutefois, le renouvellement des tracteurs, des bull-dozers et autre matériel d'abattage usagé se complique même aux Etats-Unis par les longs délais de livraison.

Trois catégories d'obstacles freinent la production européenne de bois:

En premier lieu il est urgent de renouveler le matériel d'abattage usé et désuet qui, en raison de la guerre, de la crise économique qui l'avait précédée et des difficultés monétaires, a été en service beaucoup plus longtemps qu'il n'aurait dû. Mais en outre il ne faut pas oublier que l'accroissement de la production de bois oblige à faire venir les grumes de zones forestières plus éloignées et difficilement accessibles, ce qui nécessite la mise en service de nouvelles voies d'évacuation, de téléphériques et, d'une manière générale, de matériel d'abattage supplémentaire. Enfin jusqu'ici, les méthodes européennes d'abattage étaient dans une large mesure basées sur la traction animale. Or, le cheptel équin a subi des pertes considérables au cours des dernières années. Actuellement, il faut employer plus de chevaux et se procurer la nourriture nécessaire ou bien leur substituer le matériel de traction mécanique et, dans ce cas, mettre à la disposition des exploitants forestiers un nombre important de tracteurs et quelques bull-dozers pour adapter les voies d'évacuation aux transports mécaniques.

Le deuxième obstacle est constitué par les besoins en équipement de l'industrie des sciages. Ici, aucun problème de capacité ne se pose, car en général la capacité de sciages de tous les pays est suffisante; mais ici encore l'équipement est usé et désuet. La proportion à renouveler du matériel à usure rapide, tel que lames de scies, chaînes et courroies de transmission, est particulièrement forte.

Un troisième facteur est l'absence d'un volume élevé de biens de consommation. C'est là un aspect général du problème de la crise de la main-d'œuvre dont souffrent les exploitations forestières et les scieries. Dans plusieurs pays d'Europe, c'est par milliers que les ouvriers qui travailleraient éventuellement dans les exploitations forestières refusent de le faire, parce qu'ils sont dépourvus de bottes et de vêtements chauds et qu'ils ne recevraient pas l'alimentation suffisante pour effectuer le travail de force qu'exigent les exploitations forestières. Maints experts estiment que l'accroissement des disponibilités en biens de consommation est la condition essentielle du relèvement de la production européenne de bois.

En Amérique latine, en Afrique et en Extrême-Orient, les problèmes de l'équipement des industries forestières sont d'une nature tout à fait différente. On y a surtout besoin d'installations industrielles modernes, allant du matériel de construction des routes aux machines modernes pour la fabrication de produits forestiers transformés tels que portes, mobiliers et papier, ce qui pose la question des gros investissements, c'est-à-dire des crédits à long terme. Cette question d'équipement soulève également certains problèmes de devises pour le règlement des achats effectués dans la zone dollar.

ANNEXE

ÉTABLISSEMENT D'UN INDICE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Travaux antérieurs

La Société des Nations, l'Institut international d'Agriculture et des agences publiques et privées de divers pays ont déjà travaillé à l'établissement de nombres indices internationaux de la production agricole.

a) La Société des Nations publiait des indices mondiaux et continentaux de la production agricole comme sous-indices de ses "indices mondiaux de la production de base".¹ Etablis selon la formule de Laspeyres, ces indices se fondaient sur la production annuelle moyenne de la période quinquennale 1925-29. Les coefficients de pondération employés étaient les prix "mondiaux" représentatifs pratiqués en 1930, exprimés en dollars-or et calculés selon les taux de change annuels moyens. L'annuaire ne donne aucune explication précise sur la méthode suivie pour obtenir les prix mondiaux représentatifs utilisés pour la pondération.

b) L'Institut international d'Agriculture a publié une étude: *Denrées et matières premières agricoles, 1934-38* (Rome, 1942) qui contient des données sur la production agricole mondiale et régionale (fruits et légumes, volaille, œufs, et quelques autres produits exceptés). Le volume de chaque produit étudié est exprimé en quintaux. Comme il ne saurait être question d'additionner ensemble les poids de produits hétérogènes, il a fallu trouver un dénominateur commun pour toutes les denrées de manière à pouvoir exprimer et comparer les productions globales des différents pays. A cet effet un "prix du marché mondial" a été déterminé pour chaque produit, sur la base des cours de 1934-38, chacun de ces prix servant de coefficient de pondération pour l'indice de production correspondant. On obtenait ainsi des indices globaux de production permettant de comparer entre eux les niveaux de production des divers pays et continents aussi bien que ceux des différents produits ou groupes de produits agricoles. Toutefois cet indice était basé sur la moyenne des années 1934-38 et ne permettait pas de comparer les années individuelles entre elles.

c) L'*Office of Foreign Agricultural Relations* (Bureau des relations agricoles extérieures) du Département de l'Agriculture des Etats-Unis a publié des indices de la production alimentaire de certains pays basés sur la valeur en calories de chaque denrée.² Cette méthode élimine les produits non alimentaires. De plus, comme l'évaluation brute en calories ne permet pas de distinguer les aliments riches d'origine animale de ceux, plus pauvres, d'origine végétale, un tel indice pondéré en calories ne peut avoir qu'une utilité limitée.

¹ *Annuaire statistique de la Société des Nations*, Genève, 1939, pp. 175-177, et *La Production mondiale et les prix, 1938/39*, Société des Nations, Genève, 1939, pp. 17 et suivantes et pp. 95-108. Les méthodes suivies sont exposées dans *La production mondiale et les prix, 1936/37*, Société des Nations, Genève, 1937, p. 106.

² Département de l'Agriculture des Etats-Unis, *Foreign Agriculture Circular*, Washington, 4 novembre 1946, p. 5.

Méthode employée dans cet ouvrage

Le Secrétariat de la FAO a décidé d'adopter un indice pondéré par rapport au prix et d'utiliser la formule de Laspeyres qui se prête le mieux aux comparaisons entre diverses périodes. La plupart des données de base relatives à la production et à l'utilisation ont été extraites des bilans alimentaires établis par le Secrétariat pour 53 unités territoriales représentant 85 pour cent du total de la population mondiale.

La liste de ces pays est donnée ci-dessous ainsi que le pourcentage de la population totale de chaque région considérée qu'ils représentent.

Extrême-Orient (10 unités territoriales = 90 pour cent de la population)

Birmanie	Japon
Ceylan	Java et Madoura
Chine	Malaisie
Inde et Pakistan	Philippines
Indochine	Siam

Europe (24 unités territoriales = près de 100 pour cent de la population)

Allemagne	Islande
Zone anglo-américaine	Italie
Zone française et Sarre	Luxembourg
Zone soviétique	Norvège
Autriche	Pays-Bas
Belgique	Pologne
Bulgarie	Portugal
Danemark	Roumanie
Espagne	Royaume-Uni
Finlande	Suède
France	Suisse
Grèce	Tchécoslovaquie
Hongrie	Yougoslavie
Irlande	

Etats-Unis d'Amérique et Canada (2 unités territoriales = 100 pour cent de la population)

Canada	Etats-Unis d'Amérique
--------	-----------------------

Amérique latine (8 unités territoriales = 80 pour cent de la population)

Argentine	Cuba
Brésil	Mexique
Chili	Pérou
Colombie	Uruguay

Océanie (2 unités territoriales = 79 pour cent de la population)

Australie	Nouvelle-Zélande
-----------	------------------

Afrique (5 unités territoriales = 32 pour cent de la population)

Algérie	Union Sud-Africaine
Madagascar	Tunisie
Maroc français	

Moyen-Orient (2 unités territoriales = 33 pour cent de la population)

Egypte	Turquie
--------	---------

Il importe de souligner que tous les nombres indices utilisés dans la première partie du présent Rapport—qu'ils se rapportent à la production, au commerce international ou à la consommation—intéressent les changements qui se sont produits dans les seuls pays mentionnés ci-dessus.

Afin de ne point compter deux fois les récoltes effectivement utilisées à l'alimentation des animaux (une première fois sous forme de récoltes et une seconde fois sous forme de viande, lait et autres produits de l'élevage), on les a déduites de la production brute. Pour ce qui est des pâturages et des fourrages, qui, eux, sont entièrement utilisés par le bétail, on les a systématiquement omis des bilans plutôt que de les y faire figurer pour les déduire ensuite globalement. Théoriquement, cette méthode est critiquable puisqu'un pays peut exporter, par exemple, du foin ou des betteraves fourragères. Dans ce cas, le pays exportateur aurait dû être crédité de la production de ces fourrages, tandis que le chiffre de production globale du pays importateur aurait dû être réduit dans la mesure correspondante. On a estimé que l'erreur résultant de cette omission serait négligeable. Quant aux autres produits qui, d'ordinaire, ne servent pas uniquement à nourrir les animaux, ils ont été traités de la façon indiquée, c'est-à-dire qu'on les a fait figurer dans les bilans et la quantité donnée au bétail a été déduite de leur production totale. C'est sur la différence ou "production nette" qu'a été établi de nombre indice. On a porté les exportations de ces produits au crédit du pays producteur; si les céréales fourragères importées servaient à nourrir le bétail du pays importateur, elles étaient déduites de la production de ce dernier pays. Ainsi, de nombreux pays européens qui importent du maïs montrent une production de maïs négative; cela signifie simplement que le maïs donné au bétail a été déduit de la production agricole des pays intéressés. Toutefois, cette déduction n'a pas été effectuée dans le cas des quantités de lait écrémé, tourteaux, issues, son, pulpe de betterave, céréales de brasserie, etc., données au bétail. On a par ailleurs admis de façon arbitraire que toute la valeur du lait utilisé pour la fabrication du beurre était en fait prise en compte dans celle du beurre, que toute la valeur des graines oléagineuses se retrouvait dans l'huile, celle de toutes les céréales dans la farine, etc.

Les indices de la FAO se fondent donc essentiellement sur un concept de production brute (modifiée seulement par la déduction des céréales fourragères importées), sans considération d'autres facteurs d'importation ou de production. Aussi, le terme "production nette" ne représente-t-il ici que la production brute moins les aliments du bétail, et ne doit pas évoquer l'idée de "plus-value".

La partie de la production représentant les semences ou les freintes n'a généralement pas été déduite, sauf dans le cas où, la production particulière d'un pays déterminé étant entièrement destinée à l'alimentation du bétail, semences et freintes se sont trouvées déduites en même temps que le reste de la récolte. Cette manière d'opérer s'accorde avec l'idée de "production brute moins aliments du bétail". De plus, toute autre façon de traiter ces deux postes aurait entraîné l'adoption de nouveaux postulats et nécessité des calculs supplémentaires qui n'auraient changé les chiffres de production globale que partiellement et les indices eux-mêmes dans des proportions encore plus négligeables.

La période de référence

La Commission consultative permanente de la statistique a formulé le 11 août 1947 la recommandation suivante:

"Les indices de production doivent être basés dans la mesure du possible sur une période commune de 4 à 5 années dans les limites 1934-40. On évitera de prendre comme base la production d'une seule année. Il convient d'utiliser autant que possible pour tous les pays une période de base commune choisie dans les années d'avant-guerre,

mais la Commission reconnaît que des modifications de cette période seront parfois nécessaires pour éviter une déformation des indices de certains pays.”

On a donc utilisé une base quinquennale, le plus souvent 1934-38; pour certains pays, il a fallu tenir compte de circonstances spéciales et prendre des bases différentes (par exemple 1931-37 pour la Chine, 1930-34 pour l'Espagne, 1935-39 pour les Etats-Unis).

Les prix utilisés comme coefficients de pondération.

Pour adopter les prix comme coefficients de pondération, il a fallu décider si l'on emploierait des prix uniformes pour tous les pays ou si l'on pondérerait la production de chaque pays selon son échelle propre de prix nationaux. Afin de faciliter les comparaisons, on a adopté un mode de prix uniforme et international. Il importe à cet égard de se rendre compte de la différence fondamentale de conception qui existe entre cette méthode et celle qui sert dans les études du revenu national. En dehors de l'idée de production nette qui est à la base des études relatives au revenu national, différente de celle de production brute (moins aliments du bétail) à la base de la présente étude, les nombreux éléments d'une étude du revenu national sont évalués à leur prix dans l'économie nationale tandis qu'on a évalué ici de la même façon, quel que soit le pays producteur, un volume donné d'une certaine production, et par conséquent de la même façon aussi un volume global donné de plusieurs productions différentes.

Après avoir décidé d'utiliser des prix uniformes dans tous les pays pour pondérer les indices, il fallait trouver une méthode permettant d'établir ces prix uniformes. On aurait pu calculer un prix moyen pondéré pour chaque produit dans tous les pays producteurs ou dans les plus importants d'entre eux. Une méthode consisterait à en faire la moyenne arithmétique. Mais dans ce cas, les bases d'appréciation seraient différentes pour le prix de chaque denrée. Or la notion même de pondération indique que c'est la relation des prix entre eux et non la valeur absolue des prix des différentes denrées qui est importante pour le calcul d'indices de production. Par suite, une méthode plus rationnelle d'établissement de ces moyennes consisterait à remplacer d'abord pour chaque produit le prix national par le coefficient de proportionnalité de ce prix par rapport à celui du blé, par exemple, et à déterminer ensuite la moyenne de ces coefficients nationaux. Pour cela, étant donné que ces coefficients seraient influencés par l'importance relative de la production nationale de chaque denrée, il y aurait lieu d'établir une moyenne géométrique pondérée. Mais dans l'une comme dans l'autre méthode—moyenne arithmétique ou moyenne géométrique—les politiques protectionnistes fausseraient les moyennes; en effet, aucune distinction ne serait faite entre les prix du marché mondial "libre" et les prix pratiqués à l'abri des mesures de protection douanière.

D'autre part, on peut adopter comme "prix du marché mondial" la moyenne des prix demandés par les pays exportateurs. C'est cette méthode qu'avait déjà adoptée l'auteur de *Denrées et matières premières agricoles*, citée plus haut.³ Les prix d'exportation ont été calculés d'après les valeurs et les quantités de produits agricoles particuliers, exportés par 92 pays pendant les années 1934-36 et par 93 pays pendant 1937-38, telles qu'elles sont reportées dans les éditions du *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*⁴. Les valeurs (qui étaient exprimées en reichsmark) ont été converties en francs-or au taux de 0,81 reichsmark=1 franc-or par l'Institut international d'Agriculture (IIA). La FAO a également adopté le franc-or (à 290,32258 mg d'or fin) comme valeur unitaire, par

³ IIA, *op. cit.* pp. 6 et 7.

⁴ Les éditions 1940 et 1941 du *Jahrbuch* contiennent des données relatives aux cinq années 1934-38. Ces éditions sont rares.

laquelle seraient exprimés les prix utilisés comme éléments de pondération dans la présente étude. Cela a été fait pour les raisons suivantes : 1) de nombreux prix importants se trouvent déjà convertis sous cette forme⁵ et 2) il se trouve que le prix mondial d'exportation du blé en 1934-38 s'établit à 100 francs-or par tonne métrique, si bien que la quantité numérale indiquant le prix en francs-or par tonne métrique est en même temps l'indice lui-même du prix de la denrée considérée en prenant pour base le prix du blé comme égal à 100. Chaque fois qu'on a employé les dollars pour rassembler et calculer les prix, on a converti les francs-or à raison de 1 dollar = 3,061 francs-or, puisque 1 dollar = 888,6713 mg d'or fin.

Il a fallu souvent modifier le concept de "prix du marché mondial". Monsieur Valentino Dore, auteur de *Denrées et matières premières agricoles* s'était déjà rendu compte que le prix d'exportation de certains produits ne pouvait servir d'indication du prix de l'ensemble de la production. Par exemple les pommes de terre exportées sont généralement soit des pommes de terre de semence, soit des primeurs, c'est-à-dire des articles de plus haute valeur que l'ensemble de la récolte. Il était donc nécessaire d'évaluer, comme on l'a fait, le prix mondial des pommes de terre à un cours inférieur à celui du marché d'exportation.

Pour les produits dont on ne pouvait calculer la moyenne des prix d'exportation pour les années 1934-38, on s'est servi des prix figurant dans la publication précitée de l'IIA; et, à défaut de ceux-ci, on a utilisé la moyenne des prix touchés en 1935-39 par les agriculteurs américains. Pour quelques produits spéciaux, on a dû se reporter à diverses publications des pays intéressés.

On a utilisé les mêmes séries de prix pondérés pour tous les calculs, c'est-à-dire pour les nombres indices de la production, des exportations, des importations et des approvisionnements disponibles pour la consommation. Par "approvisionnements", on entend ici la différence entre l'ensemble production plus importation et l'ensemble des quantités représentant les aliments du bétail, les semences, les freintes et les exportations. Il ne s'agit donc point exactement des quantités pour la consommation réelle, puisque l'on manque de données sur les variations des stocks.

Il faut souligner que les nombres indices ainsi obtenus ne concordent pas avec les nombres indices d'un pays donné par suite des prix internationaux choisis comme éléments de pondération. De même les indices de changement du volume des exportations ou des importations ne concordent pas avec les indices calculés à partir des valeurs indiquées aux statistiques commerciales. Néanmoins, ces indices de la FAO ont l'avantage d'être tous calculés sur la même base, ce qui permet de les utiliser à établir des relations entre la production, le commerce extérieur et les approvisionnements.

D'autre part, il faut considérer ces premiers "indices FAO" comme provisoires et sujets à révision. Il faudra procéder à un nouvel examen critique de la validité des prix choisis; de même, les informations quantitatives sur la production de la plupart des 53 pays examinés devront être révisées et élargies; enfin, on projette d'étudier un plus grand nombre de pays dès que les circonstances le permettront. Les travaux envisagés pour l'année prochaine permettront, on l'espère, d'établir l'indice sur une base plus solide, qui le rendra vraiment utile.

⁵ IIA, *op. cit.*, p. 8.

C48/8

Prix: 2 dollars (E.-U.)